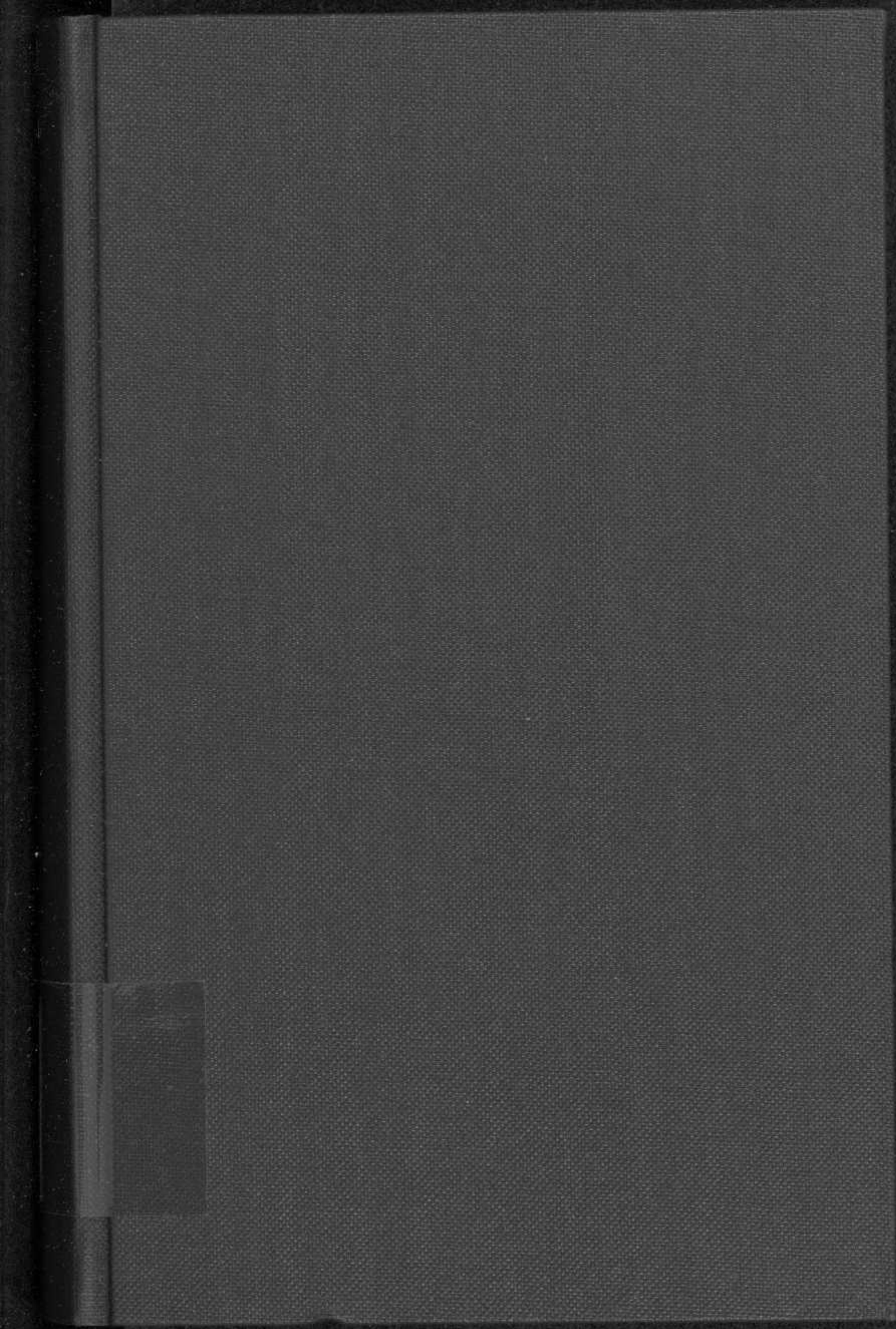


A°. 1925  N°. 51

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 12den October 1925, No. 842, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het op den 28n. Augustus 1924 op het Congres der Wereld Postvereeniging te Stockholm gesloten verdrag en van de aldaar gesloten overeenkomsten.*

DE GOUVERNEUR van Curacao,

Gelezen de ministerieele missive dd. 11 Juli 1925, 6de Afd. No. 40/228.

Zoomede gelezen:
het op den 29n. September 1925 van den Minister van Kolonien ontvangen telegram;
het naar aanleiding daarvan op den 5den October 1925 aan den Minister van Kolonien verzonden telegram en
het op den 9den October 1925 van den Minister van Kolonien ontvangen telegrafisch antwoord op laatstgemeld telegram.

Overwegende, dat blykens de ministerieele missive dd. 11 Juli 1925, 6de Afd. No. 40/228 in het alhier op den 29n. September 1925 van den Minister van Kolonien ontvangen telegram waarby mededeeling wordt gedaan van de nederlegging der ratificatieakten van het op den 28n. Augustus 1924 te Stockholm gesloten Algemeen Postverdrag en de aldaar gesloten overeenkomsten, tevens de opdracht tot bekendmaking daarvan begrepen is.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat het op den 28sten Augustus 1924 te Stockholm geslo-

ten Algemeen Postverdrag en de aldaar gesloten overeenkomsten met de vertalingen daarvan, nevens afschrift dezer beschikking, in het Publicatieblad zullen worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,
BRANTJES.

Uitgegeven, den 29sten October 1925.
De Gouvernements-Secretaris,
Boomgaart.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE CONCLUE ENTRE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS INSULAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUTRES QUE LES ILES PHILIPPINES, LES ILES PHILIPPINES, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CANADA, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LAFINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION

DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Stockholm en vertu de l'article 27 de la Convention postale universelle conclue à Madrid le 30 novembre 1920, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, revisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes:

TITRE I.

De l'union postale universelle.

CHAPITRE I.

Organisation et ressort de l'Union.

Article premier.

Constitution de l'Union.

Les Pays entre lesquels est conclue la présente Convention forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances. L'Union postale a également pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des divers services postaux internationaux.

Article 2.

Adhésions nouvelles. Procédure.

Les Pays qui ne font pas partie de l'Union sont admis en tout temps à adhérer à la Convention.

Leur demande d'adhésion doit être notifiée par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Pays de l'Union.

Article 3.

Convention et Arrangements de l'Union.

Le service de la poste aux lettres est réglé par les dispositions de la Convention.

D'autres services, tels que ceux, notamment, des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer

et des abonnements aux journaux et écrits périodiques, font l'objet d'Arrangements entre Pays de l'Union.

Ces Arrangements sont obligatoires seulement pour les Pays qui y ont adhéré.

L'adhésion à un ou plusieurs de ces Arrangements est soumise aux dispositions de l'article précédent.

Article 4.

Règlements d'exécution.

Les Administrations de l'Union arrêtent d'un commun accord, dans des Règlements d'exécution, les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements.

Article 5.

Traités spéciaux et Unions restreintes. Rayon limitrophe.

1. — Les Pays de l'Union ont le droit de maintenir et de conclure des traités ainsi que de maintenir et d'établir des unions restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

2. — De leur côté, les Administrations sont autorisées à prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui n'intéressent pas l'ensemble de l'Union, sous réserve de ne pas y introduire des dispositions moins favorables que celles prévues par les Actes de l'Union. Elles peuvent, notamment, en ce qui concerne les objets de correspondance, s'entendre entre elles pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

Article 6.

Législation intérieure.

Les stipulations de la Convention et des Arrangements de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

Article 7.

Relations avec les Pays étrangers à l'Union.

Les Administrations de l'Union qui entretiennent des relations avec des Pays étrangers à celle-ci sont tenues de mettre

ces relations à la dispositon des autres Administrations pour l'échange des correspondances.

Les dispositions de la Convention s'appliquent à l'échange des objets de correspondance entre les Pays de l'Union et les Pays étrangers à cette dernière, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des Parties contractantes au moins.

Article 8.

Colonies protectorats, etc.

Sont considérés comme formant un seul Pays ou une seule Administration de l'Union, suivant le cas, au sens de la Convention et des Arrangements en ce qui concerne, notamment, leur droit de vote aux Congrès, aux Conférences et dans l'intervalle entre les réunions, ainsi que leur contribution aux dépenses du Bureau international de l'Union postale universelle;

1°. La colonie du Congo belge;
2°. L'ensemble des possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, autres que les îles Philippines et comprenant Hawaï, Porto-Rico, Guam, et les îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique;
3°. Les îles Philippines;
4°. L'ensemble des colonies espagnoles;
5°. L'Algérie;
6°. Les colonies et protectorats français de l'Indochine;
7°. L'ensemble des autres colonies françaises;
8°. L'ensemble des colonies italiennes;
9°. Le Chosen;
10°. L'ensemble des autres dépendances japonaises;
11°. Les Indes néerlandaises;
12°. Les colonies néerlandaises en Amérique;
13°. Les colonies portugaises de l'Afrique;
14°. Les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie.

Article 9.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

a) les bureaux de poste établis par des Pays de l'Union dans les Pays étrangers à l'Union;
b) la principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes de Suisse;
c) les îles Féroë et le Groenland, comme faisant partie du Danemark;
d) les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne; la République du Val d'Andorre, comme relevant de l'Administration des postes espagnoles;
e) la principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des postes de France;
f) Walfisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud; Basutoland, comme relevant de l'Administration des postes de l'Union de l'Afrique du Sud;
g) les bureaux de poste norvégiens établis aux îles de Spitzberg comme relevant de l'Administration des postes de Norvège.

Article 10.

Arbitrages.

1. — En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la Convention et des Arrangements ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

Au cas où l'un des Offices en désaccord ne donnerait pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, ou de neuf mois pour les pays d'outre-mer, le Bureau international pourra, sur la demande qui lui en sera faite, provoquer à son tour la désignation d'un arbitre par l'Office défaillant ou en désigner un lui-même, d'office.

2. — La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3. — En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour

trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.
A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les membres de l'Union non proposés par les arbitres.
4. — Les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Offices exécutant l'Arrangement qui donne lieu au litige.

Article 11.

Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements.

Chaque Partie contractante a la faculté de se retirer de l'Union ou de cesser sa participation aux Arrangements moyennant avertissement donné un an à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

CHAPITRE II.

Congrès. Conférences. Commissions.

Article 12.

Congrès.

1. — Les délégués des Pays de l'Union se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent en vue de les soumettre à revision ou de les compléter, s'il y a lieu.
Chaque Pays se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs délégués plénipotentiaires munis par leur Gouvernement des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut être chargée que de la représentation de deux Pays, y compris celui qui l'a primitivement accréditée.
Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.
2. — Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du Congrès suivant. Celui-ci est convoqué par les soins du Gouvernement du Pays dans lequel il doit avoir lieu, après entente avec le Bureau international. Ce Gouvernement est également chargé de la notification à tous les Gouvernements et Pays de l'Union des décisions prises par le Congrès.

Article 13.

Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes du Congrès.

Les Actes des Congrès sont ratifiés aussitôt que possible et les ratifications sont communiquées au Gouvernement du Pays, siège du Congrès.

Dans le cas où une ou plusieurs des Parties contractantes ne ratifieraient pas l'un ou l'autre des Actes signés par elles, ceux-ci n'en seraient pas moins valables pour les Etats qui les auront ratifiés.

Ces Actes sont mis à exécution simultanément et ont la même durée.

Dès le jour fixé pour la mise à exécution des Actes adoptés par un Congrès, tous les Actes du Congrès précédent sont abrogés, sauf disposition contraire.

Article 14.

Congrès extraordinaires.

Lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers au moins des Pays contractants, un Congrès extraordinaire est réuni après entente avec le Bureau international.

Les règles édictées aux articles 12 et 13 sont applicables aux délégations, aux délibérations et aux Actes des Congrès extraordinaires.

Article 15.

Règlement des Congrès.

Chaque Congrès arrête le règlement nécessaire à ses travaux et à ses délibérations.

Article 16.

Conférences.

Des Conférences chargées de l'examen de questions purement administratives peuvent être réunies à la demande des deux tiers au moins des Administrations de l'Union.

Elles sont convoquées après entente avec le Bureau international.

Les Conférences arrêtent leur règlement.

Article 17.

Commissions.

Les Commissions chargées par un Congrès ou une Conférence de l'étude d'une ou de plusieurs questions déterminées sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration du Pays où ces Commissions doivent se réunir.

CHAPITRE III.

Propositions dans l'intervalle des réunions.

Article 18.

Introduction des propositions.

Dans l'intervalle des réunions, toute Administration a le droit d'adresser aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant la Convention et son Règlement.

Le même droit est accordé aux Administrations des Pays participant aux Arrangements en ce qui concerne ces Arrangements et leurs Règlements.

Pour être mises en délibération, toutes les propositions introduites dans l'intervalle des réunions doivent être appuyées par au moins deux Administrations, sans compter celle dont elles émanent. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, le nombre nécessaire de déclarations d'appui.

Article 19.

Examen des propositions.

Toute proposition est soumise à la procédure suivante:

Un délai de six mois est laissé aux Administrations pour examiner la proposition et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du

Bureau international leur notifiant les observations présentées, sont considérées comme s'abstenant.

Si la proposition concerne un Arrangement ou le Règlement y relatif, seules les Administrations ayant adhéré à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées ci-dessus.

Article 20.

Conditions d'approbation.

1. — Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des titres I, II et des articles 33 à 36, 38, 48 à 53, 55, 56, 58, 60 à 63, 65 à 75, 77 à 80 de la Convention, ainsi que des articles 1, 4, 17, 53, 66 et 86 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des disposition autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent;

c) la majorité absolue s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10.

2. — Les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

Article 21.

Notification des résolutions.

Les additions et les modifications apportées à la Convention et aux Arrangements sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à la demande du Bureau international aux Gouvernements des Pays contractants.

Les additions et les modifications apportées aux Règlements sont constatées et notifiées aux Administrations par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées sous la lettre *c*) de l'article précédent.

Article 22.

Exécution des résolutions.

Toute addition ou modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

CHAPITRE IV.

Du Bureau international.

Article 23.

Attributions générales.

1. — Un Office central, fonctionnant à Berne sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, et placé sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Pays de l'Union.

Ce Bureau est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès; de notifier les changements adoptés et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que la Convention, les Arrangements et leurs Règlements lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

2. — Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes, entre les Administrations qui réclament cette intervention.

Article 24.

Dépenses du Bureau international.

1. — Chaque Congrès arrête le chiffre maximum que peuvent atteindre annuellement les dépenses ordinaires du Bureau international.

Ces dépenses, ainsi que les frais extraordinaires auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès, d'une Conférence ou d'une Commission, et les frais que pourraient entraîner des

travaux spéciaux confiés à ce Bureau, sont supportés en commun par tous les Pays de l'Union.

2. — Ceux-ci sont divisés, à cet effet, en sept classes dont chacune contribue au payement des dépenses dans la proportion ci-après:

1re classe	25	unités
2e ,,	20	,,
3e ,,	15	,,
4e ,,	10	,,
5e ,,	5	,,
6e ,,	3	,,
7e ,,	1	unité

3. — En cas d'adhésion nouvelle, le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du Pays intéressé, la classe dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des frais du Bureau international.

TITRE II.

Règles d'ordre général.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 25.

Liberté de transit.

1. — La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. — La liberté du transit des colis postaux est limitée au territoire des Pays participant à ce service. Les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des Pays non adhérents à l'Arrangement concernant les envois de l'espèce, mais la responsabilité de ces Pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

Article 26.

Droit d'utiliser les services de l'Union.

Les Pays de l'Union reconnaissent à toutes personnes le droit d'utiliser les services faisant l'objet de la Convention et des Arrangements.

Article 27.

Interdiction de taxes non prévues.

Il est interdit de percevoir des taxes postales, de quelque nature que ce soit, autres que celles prévues par la Convention et les Arrangements.

Article 28.

Suspension temporaire de service.

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle, soit l'expédition des objets de correspondance qui lui sont livrés par une autre Administration, soit l'exécution d'un ou de plusieurs services spéciaux, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 29.

Monnaie-type.

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions de la Convention et des Arrangements est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31e de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 30.

Equivalents.

Dans chaque Pays de l'Union, les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant, aussi exactement que possible, dans la monnaie actuelle de ce Pays, à la valeur du franc.

Article 31.

Formules. Langue.

1. — Les formules à l'usage des Administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2. — Les formules à l'usage du public qui ne sont pas imprimées en langue française doivent comporter une traduction interlinéaire en cette langue.

3. — Les formules dont il est question aux §§ 1 et 2 doivent avoir des dimensions se rapprochant autant que possible de celles prescrites par les Règlements de la Convention et des Arrangements.

4. — Les Administrations peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques.

Article 32.

Cartes d'identité.

1. — Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité valables comme pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste des Pays qui n'auraient pas notifié leur refus de les admettre.

2. — L'Administration qui fait délivrer une carte d'indentité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui ne peut être supérieure à un franc.

3. — Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le payement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.

Elles ne sont pas, non plus, responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte d'identité régulière.

4. — La carte d'identité est valable pendant trois ans à partir du jour de son émission.

TITRE III.

Dispositions concernant les correspondances postales.

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article 33.

Objets de correspondance.

La dénomination d'objets de correspondance s'applique aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux papiers d'affaires, aux échantillons de marchandises et

aux imprimés de toute nature, y compris les impressions en relief à l'usage des aveugles.

Article 34.

Taxes et conditions générales.

1. — Les taxes d'affranchissement pour le transport des objets de correspondance dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les Pays où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées conformément aux indications du tableau ci-après :

Objets	Unités de poids	Taxes	Limites de poids	Limites de dimensions
	gr.	c.		
Lettres : 1er échelon de poids	20	25	2 kilos	45 cm. dans chaque sens. *en rouleaux :* 75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre
Lettres : par échelon supplémentaire . . .	—	15		
Cartes postales simples . .	—	15	—	maxima : 15 cm. en longueur, 10,5 cm. en largeur; minima : 10 cm. en longueur, 7 cm. en largeur
Cartes postales avec réponse	—	30	—	
Imprimés	50	5	2 kilos[1]	[1]) Ce poids est porté à 3 kilo's pour les volumes expédiés isolément. 45 cm. de chaque côté *en rouleaux :* 75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre
Impressions en relief pour les aveugles	1000	5	3 kilos	
Papiers d'affaires	50	5	2 kilos	
" " minimum de taxe	—	25	—	
Echantillons de marchandises	50	5	500 gr.	45 cm. en longueur, 20 cm. en largeur, 10 cm. en épaisseur *en rouleaux :* 45 cm. de longueur et 15 cm. de diamètre
" minimum de taxe	—	10	—	

Les Administrations ont la faculté de concéder, dans leurs relations réciproques, aux journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs, une réduction de 50 % sur le tarif général des imprimés.

La même faculté leur est accordée en ce qui concerne les livres brochés ou reliés, à l'exclusion de toute publicité ou réclame.

Il en est de même des éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes.
2. — Chaque Pays de l'Union fixe, selon les indications du tableau ci-dessus, les taxes à percevoir pour les objets de correspondance.
3. — Les lettres ne doivent contenir aucune lettre, note ou document adressé à des personnes autres que le destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.
4. — Les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature ne doivent contenir aucune lettre ou note ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle; ils doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, sauf les exceptions prévues au Règlement.
5. — Les limites de poids et de dimensions fixées au § 1 du présent article ne s'appliquent pas aux correspondances relatives au service postal, dont il est question au § 1 de l'article 43.
6. — Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande.
7. — La réunion en un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes (objets groupés) est autorisée dans les conditions fixées par le Règlement.
8. — Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises.
Les objets qui auraient été admis à tort peuvent être renvoyés à l'Office d'origine. Si l'Office de destination les remet au destinataire, il doit éventuellement leur appliquer les taxes et surtaxes prévues pour la catégorie de correspondances à laquelle ils appartiennent réellement.
9. — Les envois affranchis au tarif des lettres peuvent renfermer des objets passibles de droits de douane, lorsque l'importation de ces objets, sous forme de lettres, est admise dans le Pays de destination.
Ces envois doivent être revêtus, du côté de la suscription, d'une étiquette conforme aux prescriptions du Règlement. L'Administration du Pays destinataire est autorisée à sou-

mettre ces envois au contrôle douanier, à les ouvrir d'office et à percevoir les droits d'entrée, dans la forme prévue par sa législation.

Article 35.

Affranchissement.

Les envois autres que les lettres et les cartes postales simples doivent être entièrement affranchis.

Il n'est pas donné cours aux cartes postales aves réponse payée dont les deux parties ne sont pas entièrement affranchies au moment du dépôt.

Article 36.

Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement et sauf les exceptions prévues par l'article 39 du Règlement pour certaines catégories d'envois réexpédiés, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 10 centimes.

Article 37.

Correspondances en dehors de l'Union.

1. — Les taxes pour les correspondances à destination des Pays en dehors de l'Union ne doivent pas être inférieures au tarif normal de l'Union.

2. — Les correspondances originaires de Pays en dehors de l'Union qui sont livrées à un Pays de l'Union non affranchies ou insuffisamment affranchies sont taxées par l'Office distributeur selon les règles applicables dans son propre service aux envois similaires à destination des Pays d'où proviennent les dites correspondances.

Article 38.

Surtaxes.

Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par les articles 34 et 37, pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ou par des services

extraordinaires dans l'Union donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.
Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

Article 39.

Taxes spéciales.

1. — Les Administrations sont autorisées à frapper d'une taxe additionnelle, selon les dispositions de leur législation, les objets remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.
2. — Les Pays de destination qui sont autorisés par leur législation à délivrer les envois contenant des objets passibles de droits de douane peuvent percevoir, pour le dédouanement de ces envois, un droit de 50 centimes au maximum par envoi.
3. — Le Pays de destination est autorisé à percevoir, pour les objets adressés poste restante, une taxe spéciale d'après sa législation.

Article 40.

Envois exprès.

1. — Les objets de correspondance sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les Pays dont les Administrations consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.
2. — Ces envois, qualifiés ,,exprès'', sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale s'élevant au minimum au double de l'affranchissement d'une lettre simple ordinaire et au maximum à un franc. Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.
3. — Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4. — Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine.

Article 41.

Interdictions.

1. — Il est interdit d'expédier:

a) des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances;

b) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses;

c) des animaux vivants, à l'exception des abeilles et des vers à soie;

d) des objets passibles de droits de douane, sauf les exceptions prévues à l'article 34 § 9, ainsi que des échantillons expédiés en nombre dans le but d'éviter la perception de ces droits;

e) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants;

f) des objets obscènes ou immoraux;

g) des objets quelconques dont l'entrée ou la circulation sont interdites dans le pays d'origine ou dans le pays de destination.

Il est, en outre, interdit d'expédier, dans les envois non recommandés, des pièces de monnaie, des billets de banque et des billets de monnaie, des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

2. — Les envois qui auraient été à tort admis à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation ou ses règlements intérieurs, à en disposer autrement.

Toutefois, les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Office d'origine; ils sont détruits sur place par les soins de l'Administration qui en constate la présence.

Dans le cas où des envois admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Office expéditeur doit en être informé pour qu'il puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposeraient.

3. — Est d'ailleurs réservé le droit de tout Pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert ou la distribution des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce Pays.

Ces objets doivent être renvoyés à l'Office d'origine.

Article 42.

Modalités d'affranchissement.

1. — L'affranchissement est opéré, soit au moyen de timbres-poste valables dans le Pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration.

2. — Sont considérés comme dûment affranchis: les cartes-réponse portant, imprimés ou collés, des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition, ainsi que les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques dont la suscription porte la mention ,,Abonnements-poste'' ou une mention équivalente et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits periodiques.

3. — Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un paquebot ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du Pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant

qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du Pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

Article 43.

Franchise de port.

1. — Sont admises à la franchise de port les correspondances relatives au service postal échangées entre les Administrations des postes, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des Pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations ainsi que celles dont le transport en franchise est expressément prévu par les dispositions de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements.

2. — Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également affranchies de toutes taxes postales, aussi bien dans les Pays d'origine et de destination que dans les Pays intermédiaires.

Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des Pays belligérants ou dans les Pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un Pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

Article 44.

Coupons-réponse.

Des coupons-réponse sont mis en vente dans les Pays de l'Union.

Le prix de vente en est déterminé par les Administrations intéressées, mais ne peut être inférieur à 10 centimes ou à l'équivalent de cette somme dans la monnaie du Pays de débit.

Chaque coupon est échangeable dans tout Pays de l'Union contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre simple originaire de ce Pays à destination

de l'étranger. Toutefois, l'échange doit se faire avant l'expiration du sixième mois qui suit celui de l'émission.

Est, en outre, réservée à chaque Pays, la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois de correspondance à affranchir en échange de ces coupons.

Article 45.

Retrait. Modification d'adresse.

1. — L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2. — La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée, et pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme augmentée de la taxe postale, s'il s'agit d'une modification d'adresse.

Article 46.

Réexpédition. Rebuts.

1. — La réexpédition d'objets de correspondance dans l'intérieur de l'Union ne donne lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement.

Il en est de même du retour à l'expéditeur des objets tombés en rebut.

2. — Les objets de correspondance qui sont réexpédiés ou tombent en rebut sont livrés aux destinataires ou aux expéditeurs contre payement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours.

3. — Les correspondances tombées en rebut pour quelque cause que ce soit doivent êtret renvoyées immédiatement au Pays d'origine.

Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées ,,poste restante'' est réglé par les dispositions du Pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser six mois dans les rela-

tions aves les Pays d'outre-mer et deux mois dans les autres relations. Le renvoi au Pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation sur la suscription en une langue connue dans le Pays de destination.

4. — Les imprimés dénués de valeur ne sont pas renvoyés, à moins que l'envoyeur, par une annotation à l'extérieur de l'envoi, n'en ait demandé le retour.

5. — La taxe de „poste restante" prévue à l'article 39 ne suit pas l'objet en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

6. — La taxe complémentaire stipulée à l'article 40, § 3, reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut d'un envoi exprès.

Article 47.

Réclamations.

1. — La réclamation de tout envoi peut donner lieu à la perception d'un droit fixe d'un franc au maximum.

En ce qui concerne les envois recommandés, aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. — Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt.

CHAPITRE II.

Envois recommandés.

Article 48.

Taxes.

1. — Les objets de correspondance désignés à l'article 33 peuvent être expédiés sous recommandation.

Toutefois, les parties „Réponse" adhérentes aux cartes postales ne peuvent être recommandées par les expéditeurs primitifs de ces envois.

2. — La taxe de tout envoi recommandé doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:

a) du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

b) d'un droit fixe de recommandation de 40 centimes au maximum.

3. — Un récépissé doit être délivré gratuitement à l'expéditeur d'un envoi recommandé, au moment du dépôt.
4. — Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

Article 49.

Avis de réception.

L'expéditeur d'un envoi recommandé peut obtenir un avis de réception en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 40 centimes au maximum.

L'avis de réception peut être demandé postérieurement au dépôt de l'envoi dans le délai fixé par l'article 47 pour les réclamations et moyennant payement d'un droit qui ne doit pas dépasser le double de celui prévu à l'alinéa précédent.

Article 50.

Etendue de la responsabilité.

Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte des envois recommandés.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité dont le montant est fixé à 50 francs par objet.

S'il a acquitté les droits d'une réclamation et si celle-ci est motivée par une faute de service, ces droits sont également restitués.

Article 51.

Exceptions au principe de la responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés:

a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 48, § 4);

b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

c) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41, § 1;

d) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47.

Article 52.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur.

Pour les envois adressés poste restante, ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le Pays de destination, et dont les noms et qualités sont conformes aux indications de l'adresse.

Article 53.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Office responsable.

Article 54.

Délai de payement.

1. — Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les Pays d'outre-mer.

2. — L'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les Pays d'outre-mer.

L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai prévu au paragraphe précédent lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas tranchée.

Article 55.

Détermination de la responsabilité.

1. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'Office qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne

peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Office suivant.

Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Offices en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Office d'origine par la première Administration qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Offices responsables la quote-part de chacun d'eux dans le dédommagement de l'ayant droit.

2. — Lorsqu'un objet recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'Office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3. — Par le fait du payement de l'indemnité, l'Administration responsable est subrogée jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 56.

Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payement est effectué en conformité de l'article 54 est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du payement.

Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.

Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux expéditeurs et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

Article 57.

Responsabilité pour les envois recommandés en dehors des limites de l'Union.

La responsabilité en matière d'envois recommandés à destination ou en provenance de Pays étrangers à l'Union ou en transit par ces Pays est réglée selon les dispositions suivantes:

a) pour le transport dans le ressort de l'Union, d'après les stipulations de la Convention;

b) pour le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conditions notifiées par l'Office de l'Union qui sert d'intermédiaire.

CHAPITRE III.

Envois contre remboursement.

Article 58.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. — Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les Pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du Pays d'origine de l'envoi. Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du Pays d'origine de l'envoi.

Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

L'expéditeur paie, en outre, une taxe fixe qui ne peut être inférieure à 20 centimes, ni supérieure à 50 centimes, et un droit proportionnel de ½ pour cent du montant du remboursement. L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir ces taxes d'après les convenances de son système monétaire.

2 — Le montant encaissé sur le destinataire est transmis

à l'expéditeur au moyen d'un mandat de remboursement qui est émis gratuitement.

Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent, notamment, se charger, dans des conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

Article 59.

Annulation du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45).

Article 60.

Responsabilité en cas de perte de l'envoi.

La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par les articles 50 et 51.

Article 61.

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées en faveur du déposant par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

Article 62.

Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

1. — Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 47, § 2, et à moins que le nonencaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de

sa part ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2. — Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu' à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

Article 63.

Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Payement et recours.

L'obligation de payer les sommes encaissées régulièrement, ainsi que l'indemnité dont il est question à l'article précédent, incombe à l'Office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Office responsable.

Article 64.

Délai de payement.

Les dispositions de l'article 54 concernant les délais de payement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent au payement des sommes encaissées ou de l'indemnité pour les envois contre remboursement.

Article 65.

Détermination de la responsabilité.

Le payement, par l'Office expéditeur, des sommes encaissées régulièrement, ainsi que celui de l 'indemnité prévue à l'article 62, se fait pour le compte de l'Office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office expéditeur.

Dans les cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition dans le service d'un envoi contre remboursement, la responsabilité des Offices en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 55 pour la perte d'un envoi recommandé ordinaire.

Article 66.

Remboursement des sommes avancées.

L'Office destinataire est tenu de rembourser à l'Office expéditeur, dans les conditions prévues à l'article 56, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

Article 67.

Mandats de remboursement.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Office d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Office expéditeur de l'envoi grevé de remboursement et revient définitivement à cet Office, après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Article 68.

Partage de la taxe et du droit de remboursement.

Les taxes prévues au dernier alinéa du § 1 de l'article 58 sont partagées par moitié entre l'Administration d'origine et celle du pays de destination, dans les conditions prescrites par le Règlement.

Dans le cas où deux Offices ne perçoivent pas une taxe fixe de remboursement d'égal montant, la quote-part à bonifier à l'Office correspondant est calculée sur la base de la taxe la plus faible.

CHAPITRE IV.

Attribution des taxes. Frais de transit et d'entrepôt.

Article 69.

Attribution des taxes.

Sauf les cas expressément prévus par la Convention, chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues.

Article 70.

Frais de transit.

1. — Les correspondances échangées en dépêches closes entre

deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers), sont soumises au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit indiqués dans le tableau suivant:

	Par Kilogramme	
	de lettres et de cartes postales	d'autres objets
1°. Parcours territoriaux:	Fr. c.	Fr. c.
jusqu'à 1.000 Km.	0,75	0,10
au delà de 1.000 jusqu'à 2.000 Km.	1,00	0,15
„ 2.000 „ 3.000 „	1,50	0,20
„ 3.000 „ 6.000 „	2,50	0,30
„ 6.000 „ 9.000 „	3,50	0,40
„ 9.000 Km.	4,50	0,50
2°. Parcours maritimes:		
Jusqu'à 300 milles marins	0,75	0,10
Au delà de 300 jusqu'à 1.500 milles marins.	2,00	0,25
Entre l'Europe et l'Amérique du Nord . . .	3,00	0,40
Au delà de 1.500 jusqu'à 6.000 milles marins.	4,00	0,50
„ 6.000 milles marins.	6,00	0,75

2. — Les frais de transit pour le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins sont fixés au tiers des sommes prévues au paragraphe précédent, si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial.

3. — En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 6 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 0.75 franc par kilogramme d'autres objets. Lorsque les totaux de ces frais dépassent respectivement 6 francs et 0.75 franc, ils sont répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

4. — Sont considérés comme services tiers, à moins d'arrangement contraire, les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de navires dépendant de l'un d'eux, ainsi que les transports effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services dépendant d'un autre pays.

5. — Les correspondances échangées à découvert entre deux Administrations de l'Union sont soumises, sans égard au poids ou à la destination, aux frais de transit suivants, savoir:

lettres	6	centimes	pièce
cartes postales	$2\frac{1}{2}$	,,	,,
autres objets	$2\frac{1}{2}$	,,	,,

Toutefois, les Administrations sont autorisées à considérer comme des dépêches closes les envois expédiés à découvert qui dépassent le poids de 250 grammes.

6. — Sont considérés comme autres objets, en ce qui concerne les frais de transit, les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que les boîtes avec valeur déclarée expédiées en vertu de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

7. — Un Office est autorisé à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats d'une statistique qui, selon lui, différerait trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 10.

Article 71.

Frais d'entrepôt.

L'entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot donne lieu au payement d'une rémunération fixée à 50 centimes par sac au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt, pourvu que cet Office ne reçoive pas de payement pour un service de transit territorial ou maritime.

Article 72.

Exemption de frais de transit.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime,

les correspondances en franchise de port mentionnées à l'article 43; les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine; les envois réexpédiés; les rebuts; les avis de réception; les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal, notamment les plis concernant les virements postaux.

Les dépêches mal dirigées sont considérées, en ce qui concerne le payement des frais de transit et d'entrepôt, comme si elles avaient suivi leur voie normale.

Article 73.

Services extraordinaires.

Les prix de transit spécifiés à l'article 70 ne s'appliquent pas aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

Article 74.

Services aériens.

1. — Les prix de transit prévus à l'article 70 ne s'appliquent pas aux services aériens établis pour le transport des correspondances entre deux ou plusieurs pays.

2. — Les frais de transport afférents à chaque parcours effectué par voie aérienne sont uniformes pour toutes les Administrations qui font emploi du service sans participer aux frais d'exploitation.

3. — Les Administrations des postes des pays desservis directement par des services aériens déterminent, d'accord avec les Compagnies intéressées, les frais de transport afférents aux dépêches chargées dans les aéroports de leurs territoires respectifs pour les parcours effectués au moyen des appareils de ces compagnies. Toutefois est réservé à toute Administration dont dépend un service aérien, le droit de percevoir, pour la totalité du parcours, les frais de transport par ce service directement de chaque Administration qui en fait emploi.

4. — Le transbordement en cours de route des dépêches qui

empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'Administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle ne s'applique pas lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

Si les dépêches doivent être entreposées avant leur réexpédition par un autre service aérien, l'Administration des postes intéressée a droit aux frais d'entrepôt aux conditions prévues par l'article 71.

En dehors de ces frais éventuels d'entrepôt, les Administrations des pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les dépêches transportées par voie aérienne au-dessus de leurs territoires.

Article 75.

Payements et décomptes.

1. — Les frais de transit et d'entrepôt sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine.

2. — Le décompte général de ces frais a lieu d'après les données des relevés statistiques établis, une fois tous les cinq ans, pendant une période de vingt-huit jours à déterminer dans le Règlement.

3. — Lorsque le solde annuel des décomptes des frais de transit et d'entrepôt entre deux Offices ne dépasse pas 1000 francs, l'Office débiteur est exonéré de tout payement de ce chef.

Article 76.

Frais de transit dans les relations avec les Pays étrangers à l'Union.

1. — Les Offices qui ont des relations avec les Pays situés en dehors de l'Union doivent prêter leur concours à tous les autres Offices de celle-ci pour que les correspondances soient soumises en dehors de l'Union, comme dans son ressort, aux frais de transit déterminés par l'article 70.

2. — Les frais totaux de transit maritime dans l'Union et en dehors de l'Union ne peuvent toutefois pas excéder 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces

frais sont répartis au prorata des distances, entre les Offices intervenant dans le transport.

3. — Les frais de transit, territorial ou maritime, en dehors des limites de l'Union comme dans le ressort de celle-ci, des correspondances auxquelles s'applique le présent article, sont constatés dans la même forme que les frais de transit afférents aux correspondances échangées entre Pays de l'Union au moyen des services d'autres Pays de l'Union.

Article 77.

Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.

1. — Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des Pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même Pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou bâtiment du même Pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres Pays.

2. — Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du Pays auquel appartiennent les bâtiments.

3. — Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 70.

Dispositions diverses.

Article 78.

Inobservation de la liberté de transit.

Lorsqu'un pays n'observe pas les dispositions de l'article 25 concernant la liberté de transit, les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec lui. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme aux Administrations intéressées.

Article 79.

Engagements.

Les Pays contractants s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires:

a) pour punir tant la contrefaçon et l'usage frauduleux des coupons-réponse internationaux que l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement d'envois postaux, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites, ou ayant déjà servi, de machines à affranchir;

b) pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des Pays adhérents;

c) pour punir les opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de cartes d'identité postales, ainsi que l'emploi frauduleux de ces cartes;

d) pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants dans les envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements de l'Union.

Dispositions finales.

Article 80.

Mise à exécution et durée de la Convention.

La présente Convention sera mise à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
Pour E. A. STURMAN:
D. J. O'KELLY.
D. J. O'KELLY.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour les Etats Unis d'Amérique:

JOSEPH STEWART.
EUGÈNE R. WHITE.
EDWIN SANDS.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines:

JOSEPH STEWART.
EUGÈNE R. WHITE.
EDWIN SANDS.

Pour les Iles Philippines:

JUAN RUIZ.

Pour la République Argentine:

M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour la Commonwealth de l'Australie:

Pour l'Autriche:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:

A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Colonie du Congo belge:

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:

MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Brésil:

A. DE ALMEIDA-BRANDAO.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:

N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Canada:

PETER T. COOLICAN.

Pour le Chili:

CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine:

TAI TCH' ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie:

LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Costa-Rica:

V. ANDERSSON.

Pour la République de Cuba:

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour la République Dominicaine:

C. F. G. HAGSTRÖM.

Pour l'Egypte:

H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:

MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie:

EDWARD WIRGO.

Pour l'Ethiopie:

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande:

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:

M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:

H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Pour la Grande-Bretagne et divers Colonies et Protectorats britanniques:

F. H. WILLIAMSON.
E. L. ASHLEY FOAKES.
W. G. GILBERT.

Pour la Grèce:

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala:

Pour la République d'Haïti:

CARL SCHLYTER.

Pour la République du Honduras:

Pour la Hongrie:

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique:

GEOFFREY CLARKE.
HEMANTA KUMAR RAHA.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

Pour P. S. O' HÉIGEARTAIGH:

P. S. MAC CATHMHAOIL.
P. S. MAC CATHMHAOIL.
D. O'HIARLATHA.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.
HOLMBI-AD.

Pour l'Italie:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon:

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen:

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria:

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:
JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):
F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Mexique:
JOSÉ V. CHÁVEZ.
R. NIETO.

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:
KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande:
A. T. MARKMAN.

Pour la République de Panama:
JOSÉ D. MORALES.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Paraguay:
GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays-Bas:
SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises:
I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBORN.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique:
I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBORN.

Pour le Pérou:
EMIL HECTOR.

Pour la Perse:
FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Pour la Pologne:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:
GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:
PERCIVAL KALLING.

Pour le Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:
P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDŽIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour le Royaume de Siam:
PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie:

Pour MEHMED SABRY:
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

V. OSSINSKY.
V. DOVGOLEVSKI.
E. HIRSCHFELD.
E. SYREVITCH.
KATISS.
V. TCHITCHINADSE.

Pour l'Uruguay:

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

II
PROTOCOL FINAL DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle couclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaïres soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Retrait de correspondances.

Les dispositions de l'article 45 de la Convention ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, ni aux dominions, colonies et protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait de correspondances à la demande de l'expéditeur.

II.

Equivalents. Limites maxima et minima.

1. — Chaque pays a la faculté de majorer jusqu'à 60 % ou de réduire jusqu'à 20 % les taxes prévues à l'article 34, § 1, conformément aux indications du tableau ci-après:

	Limites inférieures (valeur-or)	Limites supérieures (valeur-or)
	centimes	centimes
Lettres — 1er échelon	20	40
Lettres — par échelon supplémentaire	12	24
Cartes postales — simples	12	24
Cartes postales — avec réponse	24	48
Imprimés (par 50 grammes)	4	8
Impressions en relief pour les aveugles (par 1000 grammes)	4	8
Papiers d'affaires (par 50 grammes)	4	8
" (minimum de taxe)	20	—
Echantillons de marchandises (par 50 grammes)	4	8
Echantillons de marchandises (minimum de taxe)	8	—

Les taxes choisies doivent, autant que possible, être entre elles dans les mêmes proportions que les taxes de base, chaque

Office ayant la faculté d'arrondir ses taxes suivant les convenances de son système monétaire.

2. — Il est loisible à chaque Pays de réduire à 10 centimes la taxe de la carte postale simple et à 20 centimes celle de la carte postale avec réponse payée.

3. — La taxe des imprimés peut exceptionnellement être réduite à 3 centimes par échelon de 50 grammes.

4. — Il est loisible à chaque pays de fixer à son gré, pour ce qui concerne la somme à payer à ses ressortissants, l'indemnité prévue à l'article 50.

Toutefois, les règlements de compte entre les Offices intéressés s'effectuent sur la base du montant de 50 francs.

5. — Le tarif adopté par un Pays s'applique aux taxes à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

III.

Faculté de prescrire l'affranchissement obligatoire.

Lorsqu'un Pays laisse descendre sa taxe en dessous de 20 centimes pour le premier échelon de poids des lettres et en dessous du montant proportionnel pour les cartes postales et les autres objets, les autres Pays sont autorisés à appliquer l'affranchissement obligatoire à son égard et peuvent distribuer sans les taxer les correspondances non ou insuffisamment affranchies en provenance de ce Pays. Il demeure entendu que ce Pays a, lui aussi, le droit de prescrire l'affranchissement obligatoire.

Est en outre réservée à chaque Pays la faculté de ne pas admettre les cartes postales avec réponse payée dans les relations avec un autre Pays, lorsque la différence entre les taxes des deux Pays est telle que l'emploi de ces cartes peut donner lieu à des abus de la part du public.

IV.

Dépôt de correspondances à l'étranger.

Chaque Pays est autorisé à prendre toutes les mesures jugées opportunes pour empêcher que les correspondances provenant de son territoire ne soient transportées à travers la frontière pour être déposées à la poste à l'étranger. Il a, en particulier,

le droit de frapper de sa taxe interne ou de renvoyer à l'origine les envois que des personnes ou maisons de commerce domiciliées dans ce Pays déposent ou font déposer à l'étranger, pour bénéficier de taxes plus basses, à l'adresse de personnes ou maisons de commerce de l'intérieur de ce même Pays. Les modalités de la perception des taxes sont laissées au choix de ce Pays.

V.

Once avoirdupois.

Il est admis, par mesure d'exception, que les Pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant une once à 20 grammes pour les lettres et 2 onces à 50 grammes pour les imprimés, papiers d'affaires et échantillons.

VI.

Coupons-réponse.

Les Administrations ont la faculté de ne pas se charger du débit des coupons-réponse.

Elles sont autorisées à restreindre le nombre des coupons-réponse à vendre ou à échanger à la même personne en un seul jour. Dans ce cas, elles font part de leur décision au Bureau international qui la communique aux Administrations de l'Union.

Les Administrations postales de la Perse et de l'Uruguay ont la faculté de na pas se charger provisoirement du service et de l'échange des coupons-réponse.

VII.

Droit de recommandation.

Les pays qui ne peuvent pas fixer à 40 centimes le droit de recommandation prévu à l'article 48, § 2 de la Convention sont, toutefois, autorisés à percevoir un droit pouvant s'élever jusqu'à 50 centimes au maximum.

VIII.

Frais d'entrepôt.

Exceptionnellement, l'Administration portugaise est auto-

risée à percevoir pour toutes les dépêches transbordées au port de Lisbonne les frais d'entrepôt prévus à l'article 71.

IX.

Protocole laissé ouvert aux Pays non représentés.

L'Equateur, le Guatémala, la République du Honduras, le Nicaragua et le Salvador, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le Protocole leur reste ouvert pour adhérer à la Convention et aux Arrangements qui y ont été conclus, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.

Le Protocole reste aussi ouvert dans le même but à la Commonwealth de l'Australie dont le délégué a dû s'absenter au moment de la signature des Actes.

X.

Protocole laissé ouvert aux Pays représentés pour signatures et adhésions.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des Pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention ou un certain nombre seulement des Arrangements arrêtés par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Arrangements signés ce jour, ou à l'un ou à l'autre d'entre eux.

XI.

Délai pour la notification des adhésions par les Pays de l'Union non représentés.

Les adhésions prévues à l'article IX ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement du Royaume de Suède par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique, et par lui aux Etats de l'Union. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera de 1er septembre 1925.

XII.

Commission d'Etudes.

Une Commission composée des représentants de quatorze Administrations est chargée d'étudier et de rechercher les voies et moyens de simplifier le travail des Congrès et d'en accélérer la marche.

Le résultat de ses études sera soumis aux Administrations

pour décision, dans des délais qui permettent de l'appliquer au prochain Congrès.
A cet effet, ladite Commission est autorisée à formuler toutes propositions qu'elle jugera utiles et celles-ci passeront en force, si elles réunissent la majorité des suffrages exprimés.
Le Bureau international assurera les travaux de Chancellerie de la Commission ainsi formée et son Directeur prendra part à ses délibérations.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui retera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir la convention.)

III

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE CONCLU ENTRE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS INSULAIRES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUTRES QUE LES ILES PHILIPPINES, LES ILES PHILIPPINES, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CANADA, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES

SOVIETISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ETATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle, conclue à Stockholm le 28 août 1924, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite Convention.

TITRE I.

Dispositions générales.

CHAPITRE UNIQUE.

Article Premier.

Transit en dépêches closes et transit à découvert.

Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service.

Article 2.

Echange en dépêches closes.

1. — L'échange des correspondances en dépêches closes est réglé d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

Il est obligatoire de former des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires en fait la demande, se basant sur le fait que le nombre de correspondances à découvert est de nature à entraver ses opérations.

2. — Les Administrations par l'intermédiaire desquelles des dépêches closes sont à expédier doivent être prévenues en temps opportun.

3. — En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux Administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux Administrations de ces pays.

Article 3.

Acheminement des correspondances.

1. — Chaque Administration est obligée d'acheminer par les

voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration.

Lorsqu'une dépêche se compose de plusieurs sacs, ceux-ci doivent, autant que possible, rester réunis et être acheminés par le même courrier.

Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

2. — L'Administration du pays d'origine a la faculté d'indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une Administration intermédiaire, des frais spéciaux.

3. — Les Administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies les correspondances insuffisamment affranchies.

Article 4.

Fixation des équivalents.

1. — Les Administrations fixent les équivalents des taxes et droits prévus par la Convention et les Arrangements après entente avec l'Administration des postes suisses, à laquelle il appartient de les faire notifier par l'intermédiaire du Bureau international.

Chaque Administration notifie directement au Bureau international le montant de l'indemnité prévue à l'article 50 de la Convention.

Les équivalents ne peuvent entrer en vigueur que le 1er d'un mois et au plus tôt 15 jours après leur notification par le Bureau international.

Ce Bureau dresse un tableau indiquant, pour chaque pays, les équivalents des taxes et droits mentionnés au 1er alinéa ci-dessus.

2. — Lorsqu'un changement d'équivalents est jugé nécessaire, l'Administration du pays intéressé doit suivre la procédure indiquée au paragraphe précédent.

Les nouveaux équivalents ne peuvent également entrer en

vigueur que le 1er d'un mois et au plus tôt 15 jours après leur notification par le Bureau international.

3. — Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la fixation des taxes des correspondances échangées avec les pays étrangers à l'Union ou de la combinaison des taxes de l'Union avec les surtaxes prévues par l'article 38 de la Convention, peuvent être arrondies par les Administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

Article 5.

Timbres-poste et empreintes d'affranchissement.

1. — Les timbres-poste représentant les taxes-types de l'Union ou leur équivalent dans la monnaie de chaque pays sont confectionnés dans les couleurs suivantes:

en bleu foncé, le timbre représentant la taxe d'une lettre simple;

en rouge, le timbre représentant la taxe d'une carte postale;

en vert, le timbre représentant la taxe du port simple des autres objets.

Les empreintes produites par les machines à affranchir doivent être de couleur rouge vif, quelle que soit la valeur qu'elles représentent.

2. — Les timbres-poste et les empreintes d'affranchissement doivent, autant que possible, porter en caractères latins l'indication du pays d'origine et mentionner leur valeur d'affranchissement d'après le tableau des équivalents adoptés. L'indication du nombre d'unités ou de fractions de l'unité monétaire, servant à exprimer cette valeur, est faite en chiffres arabes.

3. — Les timbres-poste commémoratifs ou de charité, pour lesquels un supplément de taxe est à payer indépendamment de la valeur d'affranchissement, doivent être confectionnés de façon à éviter tout doute au sujet de cette valeur.

4. — Les timbres-poste peuvent être marqués à l'emporte-pièce de perforations distinctives selon les conditions fixées par l'Administration qui les a émis.

TITRE II.

Conditions d'acceptation des objets de correspondance.

CHAPITRE I.

Dispositions applicables à toutes les catégories d'envois.

Article 6.

Application des timbres-poste et vignettes.

Les Administrations doivent recommander au public:

1°. de libeller l'adresse en caractères latins et de la mettre sur la partie inférieure du côté de la suscription, dans le sens de la longueur de l'envoi;

2°. d'indiquer l'adresse d'une manière suffisamment précise pour que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches;

3°. de coller les timbres-poste à l'angle droit supérieur du côté de la suscription.

Les empreintes des machines d'affranchissement doivent également être appliquées à la place réservée aux timbres-poste.

4°. d'indiquer l'adresse de l'expéditeur.

Les timbres non postaux et les vignettes de bienfaisance ou autres susceptibles d'être confondues avec les timbres-poste ne peuvent être appliqués du côté de la suscription. Il en est de même des empreintes de timbres qui pourraient être confondues avec les empreintes d'affranchissement.

Article 7.

Envois poste restante.

L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer les noms du destinataire. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

Article 8.

Envois sous enveloppe à panneau transparent.

1. — Les envois sous enveloppe à panneau transparent sont admis aux conditions suivantes:

a) le panneau transparent doit être disposé parallèlement à la plus grande dimension, de façon que l'adresse du destinataire apparaisse dans le même sens et que l'application du timbre à date ne soit pas entravée;
b) la transparence du panneau doit assurer une parfaite lisibilité de l'adresse, même à la lumière artificielle et ne pas empêcher l'application d'une écriture.
Les enveloppes à panneau dont la partie vitrifiée provoque des reflets à la lumière artificielle sont exclus du transport.
2. — Les envois sous enveloppe entièrement transparente ou à panneau ouvert ne sont pas admis.

CHAPITRE II.

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

Article 9.

Lettres.

Aucune condition de forme ou de fermeture n'est exigée pour les lettres, sous réserve de l'observation des prescriptions de l'article 8 précédent.
Toutefois, les lettres renfermant des objets passibles de droits de douane doivent être revêtues, au recto, d'une étiquette verte, conforme au modèle Dter ci-annexé.
Ces envois peuvent aussi être revêtus d'une étiquette verte conforme ou modèle D quater, à la condition d'être accompagnés d'une déclaration en douane séparée, reliée à l'envoi par un croisé de ficelle ou insérée dans l'intérieur du pli.
Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 10.

Cartes postales simples.

1. — Les cartes postales doivent être confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver la manipulation.
Elles doivent porter, en tête du recto, le titre „Carte postale" en français ou l'équivalent de ce titre dans une autre langue. Ce titre n'est pas obligatoire pour les cartes postales émanant de l'industrie privée.

2. — Les cartes postales doivent être expédiées à découvert, c'est-à-dire sans bande ni enveloppe.

3. — La moitié droite au moins du recto est réservée à l'adresse du destinataire et aux mentions ou étiquettes de service. L'expéditeur dispose du verso et de la partie gauche du recto sous réserve des dispositions du paragraphe suivant. Les cartes dont tout ou partie du recto a été divisé en plusieurs cases destinées à recevoir des adresses successives sont interdites.

4. — Il est interdit au public de joindre ou d'attacher aux cartes postales des échantillons de marchandises ou des objets analogues. Toutefois, des vignettes, des photographies, des timbres de toute espèce, des bandes d'adresse ou des feuilles à replier, des étiquettes et des coupures de toute sorte peuvent y être collés, à condition que ces objets ne soient pas de nature à altérer le caractère des cartes postales, qu'ils consistent en papier ou en une autre matière très mince et qu'ils soient complètement adhérents à la carte. Ces objets ne peuvent être collés que sur le verso ou sur la partie gauche du recto des cartes postales, sauf les bandes ou étiquettes d'adresse qui peuvent occuper tout le recto. Quant aux timbres de toute espèce, susceptibles d'être confondus avec les timbres d'affranchissement, ils ne sont admis qu'au verso.

5. — Les cartes postales ne remplissant pas les conditions prescrites pour cette catégorie d'envois sont traitées comme lettres.

Article 11.

Cartes postales avec réponse payée.

1. — Les cartes postales avec réponse payée doivent présenter au recto, en langue française, comme titre sur la première partie: „Carte postale avec réponse payée"; sur la seconde partie: „Carte postale-réponse". Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

2. — L'adresse de la carte-réponse doit se trouver à l'intérieur de l'envoi.

Il est loisible à l'expéditeur d'indiquer son nom et son adresse

au recto de la partie „Réponse", soit par écrit, soit en y collant une étiquette.
3. — L'affranchissement de la partie „Réponse" au moyen du timbre-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si les deux parties de la carte postale avec réponse payée sont parvenues adhérentes du pays d'origine et si la partie „Réponse" est expédiée du pays où elle est parvenue par la poste à destination dudit pays d'origine.
Si ces conditions ne sont pas remplies, elle est traitée comme carte postale non affranchie.

Article 12.

Papiers d'affaires.

1. — Sont considérés comme papiers d'affaires, toutes les pièces et tous les documents écrits ou dessinés en tout ou partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les lettres ouvertes et les cartes postales de date ancienne qui ont déjà atteint leur but primitif, les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, certains documents des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, les devoirs originaux et corrigés d'élèves, à l'exclusion de toute indication ne se rapportant pas directement à l'exécution du travail.
Ces documents peuvent être accompagnés de fiches de rappel ou bordereaux d'envoi portant les mentions suivantes ou des indications analogues: énumération des pièces composant l'envoi, références à une correspondance échangée entre l'expéditeur et le destinataire, telles que:
„Annexe a notre lettre du.................. à M. ....
Notre référence ....
Références du client ...."
2. — Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites pour les imprimés (art. 20 ci-après).

Article 13.

Echantillons.

Les échantillons de marchandises doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles.

Il n'est pas exigé d'emballage pour les objets d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer, à condition que, le cas échéant, l'adresse et les timbres-poste figurent sur une étiquette. Toutefois, l'adresse doit toujours être reproduite sur l'objet lui-même, faute de quoi un emballage peut être exigé.

Article 14.

Echantillons. Objets assimilés.

Sont admis au tarif des échantillons les clichés d'imprimerie, les clefs isolées, les fleurs fraîches coupées, les objets d'histoire naturelle (animaux et plantes séchés ou conservés, spécimens géologiques, etc.), tubes de sérum et objets pathologiques rendus inoffensifs par leur mode de préparation et d'emballage. Ces objets, à l'exception des tubes de sérum expédiés dans un intérêt général par les laboratoires ou institutions officiellement reconnus, ne peuvent être envoyés dans un but commercial. Leur emballage doit être conforme aux prescriptions générales concernant les échantillons de marchandises.

Article 15.

Echantillons. Annotations autorisées.

Il est permis d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique, à l'extérieur ou à l'intérieur des envois d'échantillons, les noms, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible et celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

Article 16.

Echantillons. Emballages spéciaux.

Les objets en verre, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes et de graines de vers à soie sont admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnés de la manière suivante:

a) les objets en verre doivent être emballés solidement (boîtes en métal, en bois ou en carton ondulé de qualité solide), de manière à prévenir tout danger pour les agents et les correspondances;

b) les liquides, huiles et corps facilement liquéfiables doivent être insérés dans des flacons en verre hermétiquement bouchés. Chaque flacon doit être placé dans une boîte spéciale en métal, en bois ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse, en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du flacon. La boîte elle-même, si elle est en bois peu résistant, doit être enfermée dans un second étui en métal, en bois avec couvercle vissé, en carton ondulé de qualité solide ou en cuir fort et épais.

Toutefois, lorsqu'on se sert d'une boîte constituée par un bloc en bois perforé ayant au moins 2½ millimètres dans la partie la plus faible et munie d'un couvercle, il n'est pas nécessaire que ce bloc soit enfermé dans un second étui;

c) les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.), placée elle-même dans une seconde boîte en bois, en métal ou en cuir fort et épais;

d) les matières colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages; les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton. Ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin;

e) les échantillons de liquides, corps gras, ainsi que ceux revêtus d'enveloppes peu résistantes en toile ou en papier doivent être munis d'une étiquette, de préférence en parchemin, portant l'adresse du destinataire, les figurines d'affranchissement et l'empreinte des timbres à date. L'adresse doit être reproduite sur l'objet lui-même;

f) les abeilles vivantes doivent être enfermées dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger;

g) les objets, tels les boîtes de conserves, qui se gâteraient, s'ils étaient emballés de la manière prescrite, peuvent exceptionnellement être admis sous un emballage hermétiquement fermé. Dans ce cas, les Administrations intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu, soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

Article 17.

Imprimés.

1. — Sont considérés comme imprimés les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique (à l'exclusion des papiers perforés destinés à être adaptés à des instruments de musique automatiques), les cartes de visite, les cartes-adresse, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies et les albums contenant des photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique, facile à reconnaître, hormis le décalque, le timbre composteur et la machine à écrire.

Les cartes portant le titre ,,Carte postale'' ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque sont admises au tarif des imprimés, pourvu qu'elles répondent aux conditions générales applicables aux imprimés. Celles qui ne remplissent pas ces conditions sont traitées comme cartes postales ou éven-

tuellement comme lettres, par application des dispositions de l'article 10, § 5, du Règlement.

2. — Ne peuvent être expédiés à la taxe réduite les imprimés qui portent des signes quelconques susceptibles de constituer un langage conventionnel, ni, sauf les exceptions explicitement autorisées par l'article 19, ceux dont le texte a été modifié après tirage.

3. — Sont exclus de la modération de taxe les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous les imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur. Il en est de même des articles de papeterie proprement dits, dès l'instant où il apparaît clairement que le texte n'est pas l'essentiel de l'objet.

Article 18.

Imprimés. Objets assimilés.

Les reproductions d'une copie-type faite à la plume ou à la machine à écrire sont assimilées aux imprimés lorsqu'elles sont obtenues par un procédé mécanique de polygraphie, chromographie, etc. ; mais, pour jouir de la modération de taxe, ces reproductions doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt envois contenant des exemplaires parfaitement identiques. Ces reproductions peuvent recevoir les annotations autorisées pour les imprimés.

Article 19.

Imprimés. Annotations autorisées.

1. — Il est permis, à l'extérieur et à l'intérieur de tous les envois d'imprimés:

a) d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique les noms, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, et le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur;

b) de corriger les fautes d'impression;

c) de biffer, de souligner ou d'encadrer au moyen de traits certains mots ou certaines parties du texte imprimé, à moins

que ces opérations ne soient faites dans le but de constituer une correspondance personnelle.

2. — Il est, en outre, permis d'indiquer ou d'ajouter à la main ou par un procédé mécanique:

a) sur les avis concernant les départs et les arrivées des navires:
les dates et heures des départs et arrivées, ainsi que les noms des navires et des ports de départ, d'escale et d'arrivée;

b) sur les avis de passage:
le nom du voyageur, la date, l'heure et le nom de la localité par laquelle il compte passer, ainsi que l'endroit où il descend;

c) sur les bulletins de commande et de souscription relatifs à des ouvrages de librairie, livres, journaux, gravures, morceaux de musique:
les ouvrages demandés ou offerts ainsi que le prix de ces ouvrages;

d) sur les cartes illustrées, les cartes de visite imprimées ainsi que sur les cartes de Noël et de nouvel an:
des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autres formules de politesse exprimés en cinq mots ou au moyen de cinq initiales conventionnelles, au maximum;

e) sur les épreuves d'imprimerie:
les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression, ainsi que des mentions telles que „Bon à tirer", „Vu-Bon à tirer" ou toutes autres analogues se rapportant à la confection de l'ouvrage. En cas de manque de place, les additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;

f) sur les images de mode, les cartes géographiques, etc... :
les couleurs;

g) sur les listes de prix courants, les offres d'annonces, les cotes de bourse et de marché, les circulaires de commerce et les prospectus:
les chiffres et toutes autres annotations représentant des éléments constitutifs des prix;

h) sur les livres, brochures, journaux, photographies, gra-

vures, papiers de musique et, en général, sur toutes productions littéraires ou artistiques imprimées, gravées, lithographiées ou autographiées:
une dédicace consistant en un simple hommage;
i) sur les passages découpés de journaux et publications périodiques:
le titre, la date, le numéro et l'adresse de la publication dont l'article est extrait.
3. — Il est, enfin, permis de joindre:
a) aux épreuves d'imprimerie corrigées ou non:
le manuscrit;
b) aux envois des catégories mentionnées sous § 2, lettre *h*:
la facture se rapportant à l'objet envoyé.

Article 20.

Imprimés. Conditionnement des envois.

1. — Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert des deux côtés ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit entourés d'une ficelle facile à dénouer, soit enfin simplement pliés, mais de manière que d'autres objets ne puissent se glisser dans leurs plis.
2. — Les cartes-adresse et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée, ou pliée dans les conditions indiquées au § 1, peuvent être expédiés sans bande, enveloppe ou lien.

Article 21.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des papiers d'affaires, des échantillons de marchandises et des imprimés, à l'exception toutefois des impressions en relief à l'usage des aveugles, sous réserve:
a) que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant aux poids et aux dimensions;
b) que le poids total ne dépasse pas 2 kilogrammes par envoi;
c) que la taxe soit au minimum la taxe minima des papiers d'affaires si l'envoi contient des papiers d'affaires, et la taxe minima des échantillons s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

TITRE III.

Envois recommandés. Avis de réception.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 22.

Envois recommandés.

1. — Les envois recommandés doivent porter au recto l'en-tête très apparent „Recommandé" ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Lorsqu'il s'agit de lettres recommandées, elles ne peuvent présenter aucune trace d'ouverture et de refermeture antérieures au dépôt. Pour le surplus, aucune condition spéciale de forme, de fermeture ou de libellé de l'adresse n'est exigée pour ces envois, sauf les exceptions ci-après.

2. — Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon, le crayon-encre excepté, ne sont pas admis à la recommandation.

3. — Les objets expédiés sous enveloppe transparente ne sont admis que si le panneau fait partie intégrante de l'enveloppe.

4. — Les envois recommandés, non ou insuffisamment affranchis introduits exceptionnellement dans le service, sont traités comme les envois ordinaires en ce qui concerne l'affranchissement manquant.

5. — Les envois recommandés doivent être revêtus, à l'angle gauche supérieur de la suscription, d'une étiquette conforme ou analogue au modèle B ci-annexé, avec l'indication en caractères latins de la lettre R, du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre sous lequel l'envoi est inscrit dans le registre de ce bureau.

Toutefois, il est permis aux Administrations, dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes, d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et d'employer pour la désignation des envois recommandés des timbres „Recommandé" ou „R", à côté desquels doivent figurer l'indication du bureau d'origine et celle du numéro d'ordre. Ces timbres doivent être apposés également à l'angle gauche supérieur de la suscription.

Sur le recto des objets recommandés, il ne doit être inscrit

par les Offices intermédiaires aucun numéro d'ordre, de transit, etc., afin d'éviter que les bureaux de poste ne puissent être confondus par suite de désignation des envois, dans les documents de service, sous un numéro autre que le numéro d'origine.

Article 23.

Avis de réception.

1. — Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente „Avis de réception" ou l'empreinte d'un timbre: „A. R."

2. — Ils sont accompagnés d'une formule de la consistance d'une carte postale conforme ou analogue au modèle C ci-annexé; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur et réunie, extérieurement et d'une manière solide, à l'objet auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. — Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule C, la renvoie dans le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur de l'objet.

4. — Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C la mention: „Duplicata de l'avis de réception, etc."

Article 24.

Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.

1. — Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un envoi recommandé postérieurement au dépôt, le bureau d'origine remplit une formule C d'après les indications qu'elle comporte.

Cette formule est attachée à une réclamation modèle I revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due et traitée selon les prescriptions de l'article 44 ci-après, à cette seule exception que, en cas de distribution régulière de l'envoi auquel l'avis de réception se rapporte, le bureau de destination retire

la formule I et renvoie la formule C, dont le verso a été dûment rempli, à l'origine, de la manière prescrite au § 3 de l'article précédent.

2. — Les dispositions particulières adoptées par les Administrations en vertu de l'article 44 ci-après, pour la transmission des réclamations d'envois recommandés, sont applicables aux demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt.

TITRE IV.

Envois contre remboursement.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 25.

Indications à porter sur l'envoi.

1. — Les envois recommandés grevés de remboursement doivent porter sur le recto l'en-tête „Remboursement" écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. — L'expéditeur doit en outre indiquer, sur le recto ou le verso de l'envoi, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 26.

Etiquette.

Les envois contre remboursement doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle D ci-annexé.

Article 27.

Mandat de remboursement.

Tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement de couleur vert clair conforme ou analogue au modèle D*bis* ci-annexé. Cette formule doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur de l'envoi comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des envois, ou à d'autres de

ses bureaux, les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire de l'envoi, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

Le mandat est réuni d'une manière solide à l'objet auquel il se rapporte.

Article 28.

Conversion du montant du remboursement.

Sauf entente contraire, les montants des remboursements sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des envois.

Article 29.

Délai de payement.

Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de 7 jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau destinataire. Ce délai peut être étendu jusqu'au maximum de 28 jours par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. A l'expiration du délai de garde, l'envoi est réexpédié au bureau d'origine. L'expéditeur peut toutefois demander par une annotation le renvoi immédiat de l'objet, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation.

Article 30.

Réduction ou annulation du remboursement.

Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 41 ci-après.

Toute demande de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié.

Article 31.

Réexpédition.

Les envois recommandés grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure,

avec celui d'origine, le service des envois de cette catégorie. Dans ce cas, les envois sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'Office de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les envois lui avaient été expédiés directement.

Article 32.

Emission du mandat de remboursement.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire, remplit la partie „indications de service'' du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe à l'adresse indiquée.

Les mandats de remboursement son payés aux expéditeurs des envois dans les conditions déterminées par chaque Administration.

Article 33.

Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement.

1. — Les formules de mandats de remboursement annulées ou remplacées sont détruites par les soins de l'Office destinataire des envois grevés de remboursement.

2. — Les formules afférentes aux envois grevés de remboursement, qui, pour un motif quelconque, sont renvoyées à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'Office qui effectue le renvoi.

3. — Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur formule D*bis*, sur lesquels il porte les indications que le bureau expéditeur y aurait consignées.

Article 34.

Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés.

1. — Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par

l'Office d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Office qui les a émis.

Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Toutefois, ces titres doivent, au préalable, être remplacés par des autorisations de payement dressées par l'Office d'origine des mandats.

2. — Les visas pour date et les autorisations de payement des mandats de remboursement sont accordés dans les conditions prévues par l'Arrangement des mandats.

Article 35.

Décompte des mandats de remboursement.

1. — Sauf entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque Office pour le compte d'un autre Office est effectué au moyen d'annexes aux comptes mensuels (modèle *Qbis* ci-annexé) des mandats de poste.

2. — Dans ces annexes qui sont accompagnées des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'Office qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un quart pour cent augmenté de la quote-part de taxe fixe revenant à l'Office correspondant, conformément à l'article 68 de la Convention.

3. — Le solde du compte *Qbis* est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces comptes sont effectuées selon les règles fixées par le Règlement des mandats de poste.

TITRE V.

Opérations au départ et à l'arrivée des envois.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 36.

Application du timbre à date.

1. — Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées, au recto, d'un timbre indiquant, autant que possible

en caractères latins, le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

Dans les localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, les timbres d'oblitération doivent indiquer quel est le bureau de dépôt.

2. — Tous les timbres-poste valables doivent être oblitérés. Les timbres-poste non oblitérés par suite d'erreur ou d'omission dans le service d'origine doivent l'être par le bureau qui constate l'irrégularité.

3. — Les correspondances mal dirigées doivent être frappées de l'empreinte du timbre à date du bureau auquel elles sont parvenues par erreur. Cette obligation incombe non seulement aux bureaux sédentaires, mais aussi aux bureaux ambulants, dans la mesure du possible.

4. — Le timbrage des correspondances déposées sur les paquebots, soit dans les boîtes mobiles, soit entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants incombe, dans les cas prévus par le paragraphe 3 de l'article 42 de la Convention, à l'agent des postes embarqué ou, s'il n'y en a pas, au bureau de poste auquel ces correspondances sont livrées en main. Le cas échéant, celui-ci les frappe de son timbre à date ordinaire et y appose la mention ,,Paquebot'' soit à la main, soit au moyen d'un timbre.

5. — Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, au recto, par l'Office qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet Office.

Article 37.

Envois exprès.

1. — Les envois à remettre par exprès sont pourvus d'une étiquette imprimée de couleur rouge foncé portant en gros caractères le mot ,,Exprès''. Les Administrations sont toutefois autorisées à remplacer cette étiquette par l'empreinte d'un timbre ou l'apposition d'une figurine d'affranchissement portant la mention ,,Exprès''.

2. — Les envois portant la mention ,,Exprès'' et qui auraient été traités par le bureau d'origine suivant les dispositions de l'article 48 sont remis à domicile par un porteur spécial,

même en cas d'omission ou d'insuffisance d'affranchissement. Le cas échéant, ces envois sont traités comme les envois ordinaires en ce qui concerne l'affranchissement manquant.

Article 38.

Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis.

1. — Les correspondances pour lesquelles une taxe quelconque doit être perçue postérieurement au dépôt, soit du destinataire, soit de l'expéditeur, en cas de mise en rebut, sont frappées du timbre T (taxe à payer).

Le montant à percevoir est, en outre, indiqué sur ces envois, en francs et centimes, au moyen d'un timbre ou d'un autre procédé et en chiffres bien lisibles apposés à l'angle droit supérieur du recto.

2. — L'application du timbre T ainsi que l'indication du montant à percevoir incombent à l'Office d'origine ou, en cas de réexpédition ou de mise en rebut, à l'Office réexpéditeur. Toutefois, s'il s'agit d'envois provenant de pays qui appliquent des taxes réduites dans les relations avec l'Office réexpéditeur, le montant à percevoir est indiqué par l'Office distributeur.

3. — En ce qui concerne les correspondances à taxer originaires de pays étrangers à l'Union, les formalités prévues ci-dessus sont effectuées par l'Office du pays d'entrée.

4. — Le timbre T est apposé sur les envois exprès réexpédiés pour lesquels une taxe complémentaire doit être acquittée en vertu de l'article 40 de la Convention. Le montant de cette taxe est en outre indiqué sur les dits envois.

5. — L'Office distributeur frappe l'envoi de la taxe à percevoir.

6. — Tout envoi ne portant pas le timbre T est considéré comme dûment affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

7. — Il n'est pas tenu compte des timbres-poste non valables pour l'affranchissement. Dans ce cas, le chiffre zéro (0) est placé à côté de ces timbres-poste.

Article 39.

Envois réexpédiés.

1. — Les correspondances adressées à des destinataires ayant

changé de résidence sont considérées comme adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. — Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

3. — Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination.

4. — Les envois primitivement adressés à l'intérieur d'un pays et dûment affranchis selon le régime intérieur sont considérés comme des envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours.

5. — Les envois ayant circulé primitivement en franchise de port dans l'intérieur d'un pays sont frappés de la taxe applicable aux envois affranchis de même nature adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

6. — Lors de la réexpédition, le bureau destinataire applique, dans tous les cas, son timbre à date au recto des lettres et des cartes postales.

7. — Les correspondances ordinaires ou recommandées, qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois, et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

Article 40.

Envois tombés en rebut.

1. — Avant de renvoyer à l'Office d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, le bureau de destination doit indiquer d'une manière claire et concise,

en langue française, au recto de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, ou un mot similaire. Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Office a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de la non-remise et les autres indications qui lui conviennent. Le bureau de destination doit biffer le lieu de la première destination et apposer la mention „Retour" à côté de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine. Il doit, en outre, appliquer son timbre à date au verso des lettres et au recto des cartes postales.

2. — Le renvoi des correspondances tombées en rebut se fait soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée „Rebuts". Les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à diriger sur ce pays.

Par exception, deux Offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi des rebuts.

3. — Si des correspondances mises à la poste dans un pays et adressées à l'intérieur de ce même pays ont pour expéditeurs des personnes habitant un autre pays et doivent par suite de mise en rebut être renvoyées à l'étranger pour être rendues aux expéditeurs, elles deviennent des envois de l'échange international et sont traitées d'après les dispositions concernant la réexpédition.

4. — Les correspondances pour les marins et autres personnes, adressées aux soins d'un Consul et rendues par celui-ci au bureau de poste local comme non réclamées, doivent être traitées de la manière prescrite pour les rebuts en général. Le montant des taxes perçues à la charge du Consul sur ces correspondances doit en même temps lui être restitué par le bureau de poste local.

Article 41.

Retrait des correspondances et modification d'adresse.

1. — Les demandes de retrait de correspondances ou de modifications d'adresses donnent lieu à l'établissement, par

l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle J ci-annexé. En remettant cette demande au bureau de poste, l'expéditeur doit justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin de dépôt. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante:

a) si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau destinataire;

b) si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire. Le télégramme est rédigé en langue française.

2. — S'il s'agit d'une rectification d'adresse, la demande télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du fac-similé précité.

3. — A la réception de la formule J ou du télégramme en tenant lieu, le bureau destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

Toutefois, s'il s'agit d'un changement d'adresse demandé par voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi et attend, pour faire droit à la demande, l'arrivée du fac-similé nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'envoi a déjà été remis au destinataire, ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'envoi, le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

4. — Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des demandes en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans les cas où l'échange des demandes s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspon-

dances y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la demande de l'Administration centrale.

Les Administrations qui usent de la faculté prévue par le premier alinéa du présent paragraphe prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

Le recours à la voie télégraphique est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau destinataire ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

Article 42.

Simple correction d'adresse.

Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut aussi être demandée directement par l'expéditeur au bureau destinataire, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

Article 43.

Réclamations. Envois ordinaires.

1. — Toute réclamation relative à un envoi ordinaire est soumise à la procédure suivante:

a) le réclamant doit remplir la partie qui le concerne d'une formule conforme au modèle H ci-annexé;

b) le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office, sans aucune écriture;

c) le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, pour recueillir les renseignements qu'elle comporte;

d) la formule dûment complétée est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée;

e) si la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'Administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

2. — Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui

concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

Article 44.

Réclamations. Envois recommandés.

1. — Toute réclamation relative à un envoi recommandé est établie sur une formule conforme ou analogue au modèle I ci-annexé et transmise en règle générale par le bureau d'origine directement au bureau de destination.

2. — Toutefois, les Offices d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi.

3. — Dans le cas prévu au § 1 ci-dessus, le bureau destinataire, s'il est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, complète la formule et la retourne au bureau d'origine.

Lorsque le sort de l'envoi ne peut être immédiatement établi par le bureau de destination, celui-ci constate le fait sur la formule et la réexpédie au bureau d'origine en y ajoutant une déclaration du destinataire constatant qu'il n'a pas reçu l'envoi. Dans ce cas, l'Office d'origine complète la formule en y indiquant les données de la transmission au premier Office intermédiaire. Il l'adresse ensuite à ce dernier Office, qui y consigne ses observations et la transmet éventuellement à l'Office suivant. La réclamation passe ainsi d'Office à Office jusqu'à ce que le sort de l'envoi réclamé soit établi. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.

4. — Dans le cas prévu au § 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'Office d'origine jusqu'à l'Office de destination. Chaque Office établit sur la formule les données de la transmission à l'Office suivant et l'envoie ensuite à celui-ci. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate

également le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.

5. — La formule I doit indiquer l'adresse complète du destinataire et être accompagnée, autant que possible, d'un facsimilé de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi. Elle est transmise d'office, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée.

6. — Chaque Office peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, ou, s'il est seulement intéressé à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.

La formule I et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'Office d'origine de l'envoi réclamé, dans un délai qui ne peut excéder six mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

7. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux cas de spoliation de dépêche, manque de dépêche ou autres cas semblables qui comportent une correspondance plus étendue entre les Administrations.

Article 45.

Emploi de timbres-poste présumés frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir.

Sous réserve des dispositions que comporte la législation de chaque pays, même dans le cas où cette réserve n'est pas expressément stipulée dans les dispositions du présent article, la procédure ci-après est suivie pour la constatation de l'emploi, pour l'affranchissement, de timbres-poste frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir:

a) lorsque la présence, sur un envoi quelconque, d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà servi) ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir est constatée au départ, par un Office dont la législation particulière n'exige pas la saisie immédiate de l'envoi, la figurine n'est altérée d'aucune façon, et l'envoi, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau destinataire, est acheminé sous recommandation d'office;

b) cette formalité est notifiée, sans délai, aux Administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'un avis conforme au modèle K ci-annexé. Un exemplaire de cet avis est, en outre, transmis au bureau de destination dans l'enveloppe qui renferme l'envoi;

c) le destinataire est convoqué pour constater la contravention.

L'envoi ne lui est remis que s'il paie le port dû et consent à faire connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur, et à mettre à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, l'envoi entier s'il est inséparable du corps du délit ou bien la partie de l'envoi (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et l'empreinte ou le timbre signalé comme frauduleux;

d) le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle L ci-annexé mentionnant les incidents survenus tels que non-comparution, refus de recevoir l'envoi, de l'ouvrir ou d'en faire connaître l'expéditeur, etc. Ce document est signé par l'agent des postes et par le destinataire; si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté aux lieu et place de la signature.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui, sous recommandation d'office, à l'Administration du pays d'origine, qui, à l'aide de ces documents, fait poursuivre, s'il y a lieu, la répression de l'infraction d'après sa législation.

TITRE VI.

Echange des envois.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 46.

Feuilles d'avis.

1. — Les feuilles d'avis accompagnant des dépêches échangées entre deux bureaux sont conformes au modèle E ci-annexé. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur bleue portant en gros caractères l'indication „Feuille d'avis".

2. — En tête de la feuille d'avis doivent être mentionnés: le pays d'origine et le pays de destination,

le nom du bureau d'échange destinataire,
la date d'expédition de la dépêche.
Une empreinte du timbre à date doit être appliquée à l'endroit désigné.
3. — La présence d'envois à faire remettre par exprès est indiquée par l'application du timbre ,,Exprès'' au tableau N°. I.
4. — Le tableau N°. II sert pour l'indication du numéro d'ordre de la dépêche, du nom du paquebot, de la voie d'acheminement et du nombre des sacs composant la dépêche.
Sauf arrangement contraire, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination. Chaque dépêche prend un numéro distinct, même s'il s'agit d'une dépêche supplémentaire empruntant la même voie ou le même navire que la dépêche ordinaire.
A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente.
Le nom du navire qui emporte la dépêche est indiqué, lorsque le bureau expéditeur est à même de le connaître.
Dans le nombre des sacs composant la dépêche, il y a lieu de comprendre aussi les sacs contenant les sacs vides renvoyés.
5. — Le tableau N°. III doit mentionner:
a) le total général des envois recommandés inscrits au tableau N°. V et, le cas échéant, dans les listes spéciales.
Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales conformes au modèle E*bis* ci-annexé, soit pour remplacer le tableau N°. V, soit pour servir comme feuille d'avis supplémentaire.
Lorsque plusieurs listes sont employées, elles doivent être numérotées. Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste est limité à 60;
b) le total des envois avec valeur déclarée inscrits sur la feuille d'envoi;
c) le nombre, indiqué séparément, des sacs et des paquets contenant les envois recommandés et des sacs et des paquets renfermant les envois avec valeur déclarée.

6. — Au tableau N°. IV sont inscrits, séparément, le nombre des sacs en retour appartenant à l'Office destinataire, ainsi que celui des sacs utilisés pour la confection de la dépêche et appartenant à l'Office expéditeur, y compris les sacs pour les objets recommandés. Le nombre des sacs vides appartenant à une Administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément avec indication de cette Administration.
Sont, en outre, mentionnées dans ce tableau, les lettres de service ouvertes et les communications ou recommandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange.
7. — Le tableau N°. V est destiné à l'inscription des envois recommandés lorsqu'il n'est pas fait un usage exclusif de feuilles spéciales.
Les envois recommandés sont décrits individuellement avec indication du nom du bureau d'origine et du numéro d'enregistrement à ce bureau.
Lorsque la dépêche ne contient pas d'envois recommandés, la mention „Néant" est portée en regard de la rubrique correspondante de la feuille d'avis.
8. — Au tableau N°. VI sont inscrites, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.
9. — Les Administrations peuvent s'entendre pour créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, lorsqu'elles le jugent nécessaire. Elles peuvent, notamment, disposer les tableaux Nos. V et VI conformément à leurs besoins.
10. — Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement d'une feuille d'avis négative.
11. — Quand les dépêches closes sont confiées par une Administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre ou le poids des lettres et autres objets doit être indiqué à la feuille d'avis et sur l'adresse de ces dépêches, lorsque l'Office chargé d'assurer l'embarquement desdites dépêches le demande.

Article 47.

Transmission des envois recommandés.

1. — Les envois recommandés et, s'il y a lieu, les listes spéciales prévues au § 5 de l'article précédent sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts, qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés ou plombés de manière à en préserver le contenu. Les envois recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie plusieurs listes détachées, chacune d'elles est enliassée avec les objets recommandés auxquels elle se rapporte.

Dans aucun cas, les envois recommandés ne peuvent être confondus avec les correspondances ordinaires.

2. — Au paquet d'envois recommandés est attachée extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans un sac, ladite enveloppe est fixée au col de ce sac; mais, dans ce cas, les objets qui, conformément aux dispositions du présent Règlement, doivent être insérés dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis sont placés dans l'intérieur du sac.

S'il y a plus d'un paquet ou sac d'envois recommandés, chacun des paquets ou sacs supplémentaires est muni d'une étiquette indiquant la nature du contenu.

3. — Le mode d'emballage et de transmission des envois recommandés, prescrit ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux Administrations intéressées d'arrêter, d'un commun accord, des dispositions particulières. Dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles doivent être prises par les bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'envois recommandés qui, par leur nombre, leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche des envois ordinaires.

Article 48.

Transmission des envois exprès.

1. — Les envois exprès ordinaires sont réunis en une liasse spéciale et insérés, par les bureaux d'échange, dans l'en-

veloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.
Une fiche placée dans cette liasse indique, le cas échéant, la présence, dans la dépêche, des correspondances de l'espèce, qui, en raison de leur nombre, de leur forme ou de leurs dimensions, n'ont pu être jointes à la feuille d'avis. Ces correspondances sont réunies dans une ou plusieurs liasses distinctes, munies d'une étiquette portant en gros caractères la mention „Exprès'' et insérées dans le sac contenant la feuille d'avis.
2. — Les envois exprès recommandés sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés et la mention „Exprès'' est portée dans la colonne „Observations'' des feuilles d'avis, en regard de l'inscription de chacun d'eux.

Article 49.

Confection des dépêches.

1. — En règle générale, les objets sont classés et enliassés par nature de correspondances, les lettres et les cartes postales étant comprises dans la même liasse et les journaux et écrits périodiques devant faire l'objet de liasses distinctes de celles des imprimés ordinaires. Les lettres, cartes postales et imprimés de petites dimensions doivent être disposés dans le sens de l'adresse. Les objets affranchis sont séparés de ceux qui ne le sont pas ou le sont insuffisamment et les étiquettes de liasses d'objets non affranchis ou insuffisamment affranchis sont, autant que possible, frappées du timbre T. Les lettres portant des traces d'ouverture, de détérioration ou d'avarie doivent être munies d'une mention du fait et frappées du timbre à date du bureau qui l'a constaté.
Les mandats de poste expédiés à découvert sont réunis en un paquet distinct.
2. — Les dépêches sont renfermées dans des sacs convenablement clos, cachetés ou plombés et étiquetés. Les étiquettes de ces dépêches doivent être en toile ou fort carton ou parchemin, ou en papier collé sur une planchette. Elles doivent indiquer d'une façon lisible le bureau d'origine et celui de destination, et dans les relations avec les pays d'outre-mer, la date d'expédition, le numéro de l'envoi et,

lorsque les Administrations intéressées le demandent, le port de débarquement. Dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort.
Les sacs doivent indiquer d'une façon lisible le bureau ou le pays d'origine et, autant que possible, porter un numéro.
3. — Sauf arrangement contraire, les dépêches peu volumineuses ou négatives sont simplement enveloppées de papier fort de manière à éviter toute détérioration du contenu, puis ficelées et cachetées ou plombées. Elles sont munies d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: ,,de ... pour ...''
4. — Lorsque le nombre ou le volume des envois exige l'emploi de plus d'un sac, des sacs distincts doivent, autant que possible, être utilisés:
a) pour les lettres et cartes postales;
b) pour les autres objets.
Sans égard au nombre ou au volume des envois, des sacs distincts doivent également être employés, autant que possible, lorsque l'Administration de l'un des pays intermédiaires ou du pays de destination le demande.
Lorsqu'il est fait usage de sacs distincts, chacun d'eux doit porter l'indication de son contenu.
Le paquet ou sac des envois recommandés est placé dans un des sacs de lettres ou dans un sac portant une étiquette semblable à celle des lettres.
Le sac renfermant la feuille d'avis est désigné par la lettre F tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.
5. — Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 30 kilogrammes.

Article 50.

Remise des dépêches.

1. — La remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue suivant les dispositions prises par les Offices intéressés.
2. — Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie.

3. — Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être remballée à nouveau, tout en conservant l'emballage original. Le bureau qui effectue le remballage doit appliquer sur l'étiquette de la dépêche une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention: „Remballé à ...."

Article 51.

Vérification des dépêches.

1. — Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu, s'il y a lieu de penser que celui-ci n'est pas resté intact.

Il dresse un bulletin de vérification du modèle G ci-annexé en se conformant aux dispositions du § 3 ci-après. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue; une copie est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée.

2. — Le bureau destinataire vérifie si la dépêche est au complet et si les inscriptions de la feuille d'avis et, le cas échéant, des listes spéciales d'envois recommandés sont exactes. En cas de manque de la dépêche, de sacs, de la feuille d'avis, d'une liste spéciale d'envois recommandés, ou lorsqu'il s'agit de toute autre irrégularité, le fait est constaté immédiatement par deux agents. Ceux-ci font les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes en ayant soin de biffer d'un trait de plume les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. A moins d'une erreur évidente, les rectifications prévalent sur la déclaration originale.

3. — Les faits constatés sont signalés au bureau d'origine de la dépêche et, le cas échéant, au dernier bureau intermédiaire par le premier courrier, au moyen du bulletin de vérification. Les indications de ce bulletin doivent spécifer aussi exactement que possible de quel sac, paquet ou objet il s'agit. Un duplicata du bulletin de vérification est envoyé, dans les mêmes conditions que l'original, à l'Administration dont relève le bureau d'origine de la dépêche, lorsque cette Administration l'exige. Le sac ou l'enveloppe et le cachet ou plomb du paquet ou du sac des envois recommandés et, si

ce paquet ou sac n'a pas été trouvé, le sac de lettres, avec la ficelle, l'étiquette et le cachet ou le plomb de ce sac sont joints au bulletin de vérification. Dans l'échange avec les Offices qui exigent l'envoi d'un duplicata, les pièces justificatives mentionnées ci-dessus sont annexées au duplicata.

Les bulletins de vérification et les duplicata sont envoyés sous pli recommandé.

Dans les cas prévus aux § § 1 et 2 du présent article, le bureau d'origine et, le cas échéant, le dernier bureau d'échange intermédiaire peuvent, en outre, être avisés par télégramme aux frais de l'Office qui expédie celui-ci.

4. — Lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coïncidence des courriers ou lorsqu'elle est dûment expliquée sur le bordereau de remise, l'établissement du bulletin de vérification prévu aux §§ 1 et 2 n'est pas nécessaire, si la dépêche parvient au bureau destinataire par le plus prochain courrier.

L'envoi du duplicata prévu au § 3 peut être différé, si l'on présume que le manque de la dépêche provient d'un retard ou d'une fausse direction.

Dès la rentrée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, il y a lieu d'adresser à ces bureaux un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

5. — Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins prévus au présent article les renvoient le plus promptement possible, après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu.

6. — Lorsqu'un bureau réceptionnaire auquel la vérification de la dépêche incombait n'a pas fait parvenir au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, par le premier courrier après la vérification, un bulletin constatant des irrégularités quelconques, il est considéré comme ayant reçu la dépêche et son contenu, jusqu'à preuve du contraire. La même présomption existe pour les irrégularités dont la mention a été omise ou signalée d'une manière incomplète dans le bulletin de vérification.

Article 52.

Renvoi des sacs vides.

1. — Les sacs doivent être renvoyés vides au pays d'origine par le prochain courrier, sauf arrangements contraires entre les Offices correspondants, et le nombre de sacs renvoyés par chaque dépêche doit être inscrit sous la rubrique ,,Indications de service'' de la feuille d'avis.

Le renvoi est effectué entre les bureaux d'échange désignés à cet effet.

Les sacs vides doivent être enroulés et attachés ensemble en paquets convenables; le cas échéant, les planchettes à étiquettes doivent être placées à l'intérieur des sacs. Les paquets doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, chaque fois qu'ils sont renvoyés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange.

Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant la correspondance; dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs cachetés, étiquetés au nom des bureaux d'échange respectifs. Les étiquettes doivent porter la mention ,,Sacs vides''.

2. — A l'aide des mentions faites sous la rubrique ,,Indications de service'' de la feuille d'avis, chaque Administration peut exercer, dans son service, un contrôle sur le renvoi des sacs qui lui appartiennent. Dans le cas où ce contrôle démontrerait que 10 % du nombre total des sacs utilisés pendant une année pour la confection des dépêches n'ont pas été renvoyés avant la fin de cette année, l'Office qui ne peut établir le renvoi des sacs vides est tenu de rembourser à l'Office expéditeur la valeur des sacs manquants. Le remboursement doit avoir également lieu si le nombre des sacs manquants n'atteint pas 10 % mais excède 50 unités.

Chaque Administration fixe, périodiquement et uniformément pour toutes les espèces de sacs qui sont utilisés par ses bureaux d'échange, une valeur moyenne en francs et la communique aux Administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international.

TITRE VII.

Dispositions concernant les frais de transit et d'entrepôt.

CHAPITRE I.

Opérations de statistique.

Article 53.

Statistique des frais de transit.

1. — Les frais de transit exigibles en exécution des articles 70 et suivants de la Convention sont établis sur la base de statistiques dressées une fois tous les cinq ans, pendant les 28 premiers jours du mois de mai ou pendant les 28 jours qui suivent le 14 octobre alternativement.

La statistique d'octobre-novembre 1924 s'appliquera aux années 1924 à 1928 inclusivement, étant entendu que jusqu'au 1er octobre 1925, date de mise à exécution de la présente Convention, les redevances prévues à l'article 4 de la Convention de Madrid resteront en vigueur.

La statistique de mai 1929 s'appliquera aux années 1929 à 1933 inclusivement et ainsi de suite.

2. — Dans le cas d'accession à l'Union d'un pays ayant des relations postales importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du payement des frais de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

3. — Lorsqu'il se produit une modification importante dans le trafic des correspondances et pour autant que cette modification affecte une période ou des périodes s'élevant à un total d'au moins douze mois, les Offices intéressés s'entendent pour reviser leurs comptes de frais de transit. Dans ce cas, les sommes à payer par les Offices expéditeurs sont, soit augmentées, soit diminuées, soit partagées d'après les services intermédiaires réellement employés, mais les poids totaux qui servent de base aux nouveaux comptes doivent normalement être les mêmes que ceux des dépêches expédiées pendant la période de statistique mentionnée au § 1. Au besoin, une statistique spéciale peut être dressée pour régler le partage de ces poids entre les divers services empruntés. Aucune modi-

fication dans le trafic des correspondances n'est considérée comme importante lorsqu'elle n'affecte pas de plus de 5.000 francs par an les comptes entre deux Offices, chaque pays de transit étant pris séparément.

Exceptionnellement, l'établissement d'une statistique spéciale peut être exigé aussi pour la constatation de nouveaux poids totaux qui doivent servir de base aux comptes nouveaux, lorsqu'il y a une augmentation de cent pour cent ou une diminution de cinquante pour cent au moins des poids totaux du transport en cause et que des comptes nouveaux subiraient en conséquence une modification de plus de 5.000 francs par an.

Article 54.

Confection des dépêches closes pendant la période de statistique.

1. — Pendant chaque période de statistique, l'échange des correspondances, en dépêches closes entre deux Offices de l'Union ou entre un Office de l'Union et un Office étranger à celle-ci, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres Offices, donne lieu à l'utilisation de sacs ou de paquets distincts pour les ,,lettres et les cartes postales'' et pour les ,,autres objets''. Ces sacs ou paquets doivent être munis respectivement d'une étiquette ,,L. C.'' et ,,A. O.'' Lorsque le volume des dépêches le permet, les sacs ou paquets distincts peuvent être réunis dans un seul sac collecteur qui doit être étiqueté ,,S. C.''

2. — Par dérogation aux dispositions des articles 47 et 48 ci-dessus, chaque Administration a la faculté, pendant la période de statistique, de comprendre les objets recommandés et les envois exprès autres que les lettres et les cartes postales dans un des sacs ou paquets destinés aux ,,autres objets'', en faisant mention de ce fait sur la feuille d'avis; mais si, conformément auxdits articles 47 et 48, ces objets sont compris dans un sac ou paquet à lettres, ils sont traités, en ce qui concerne la statistique de poids, comme faisant partie de l'envoi de lettres.

3. — Pendant la période de statistique, les étiquettes des dépêches à transporter par la voie maritime doivent porter d'une manière apparente la mention ,,Statistique''.

Article 55.

Constatation du poids des dépêches closes.

1. — En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids brut des lettres et des cartes postales et celui des autres objets, sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances.

Le poids brut comprend le poids de l'emballage, mais non pas celui:

a) des sacs vides emballés dans des sacs distincts;

b) des sacs ne contenant que des correspondances exemptes de tous frais de transit (art. 72 de la Convention);

c) des dépêches qui se composent uniquement d'une feuille d'avis négative (art. 46, § 10, ci-dessus);

d) des sacs collecteurs mentionnés à l'article précédent.

2. — Il n'est pas tenu compte des fractions de poids de 500 grammes et moins, tandis que les fractions de poids supérieures à 500 grammes sont arrondies au kilogramme.

3. — Dans le cas où le poids brut des lettres et des cartes postales ainsi que celui des autres objets ne dépassent ni l'un ni l'autre 500 grammes, on ajoute, en tête de la feuille d'avis, la mention „Poids brut ne dépasse pas 500 grammes''.

4. — Ces indications sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate que le poids réel des correspondances diffère de plus de 600 grammes du poids inscrit à la feuille d'avis, il rectifie la feuille et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Si les différences de poids constatées restent dans les limites précitées, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.

Article 56.

Confection des relevés M des dépêches closes.

1. — Aussitôt que possible après la clôture des opérations de statistique, les bureaux destinataires dressent en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices intéressés, y compris celui du lieu de départ, des relevés conformes au modèle M ci-

annexé et transmettent ces relevés aux bureaux d'échange de l'Office expéditeur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté les relevés, les transmettent à leur tour à l'Administration centrale dont ils dépendent en vue de les répartir entre les Offices intéressés.

2. — Si les relevés M ne sont pas parvenus ou ne sont pas parvenus en nombre suffisant aux bureaux d'échange de l'Office expéditeur dans le délai de quatre mois (six mois dans les échanges avec les pays d'outre-mer), à compter du jour de l'expédition de la dernière dépêche à comprendre dans la statistique, ces bureaux dressent eux-mêmes lesdits relevés, en nombre suffisant, d'après leurs propres indications et en inscrivant sur chacun d'eux la mention: ,,Les relevés M du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire''. Ils les transmettent ensuite à l'Administration centrale dont ils relèvent pour leur répartition entre les Offices en cause.

Article 57.

Dépêches closes échangées avec les Pays étrangers à l'Union.

En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs Offices de l'Union, les bureaux d'échange du premier de ces pays dressent, pour les dépêches expédiées ou reçues, un relevé M qu'ils transmettent à l'Office de sortie ou d'entrée, lequel établit à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices de l'Union intéressés, y compris lui-même et l'Office débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à cet Office ainsi qu'à chacun des Offices qui ont pris part au transport des dépêches.

Article 58.

Liste des dépêches closes échangées en transit.

1. — Aussitôt que possible et en tout cas dans un délai de six mois après chaque période de statistique, les Administrations qui ont expédié des dépêches en transit envoient la liste de ces dépêches aux différentes Administrations dont elles ont emprunté l'intermédiaire.

2. — Si cette liste indique des dépêches en transit qui, d'après

les dispositions de l'article 55 ci-dessus, ne donnent pas lieu à l'établissement d'un relevé M, on y inscrit une mention explicative telle que „Sacs vides", „Dépêches se composant uniquement d'une feuille d'avis négative", „Rebuts" ou „Poids ne dépasse pas 500 grammes".

3. — Les dépêches closes provenant des pays au delà et qui sont réexpédiées insérées dans les dépêches en transit et inscrites dans le tableau No. VI de la feuille d'avis, sont indiquées dans une partie spéciale de la liste.

Article 59.

Dépêches closes échangées avec les bâtiments de guerre.

Il incombe aux Administrations des pays dont relèvent des bâtiments de guerre de dresser les relevés M relatifs aux dépêches expédiées ou reçues par ces bâtiments. Les dépêches expédiées, pendant la période de statistique, à l'adresse des bâtiments de guerre doivent porter, sur des étiquettes, la date d'expédition.

Dans le cas où ces dépêches sont réexpédiées, l'Office réexpéditeur en informe l'Office du pays dont le bâtiment relève.

Article 60.

Bulletin de transit.

Lorsque la route à suivre et les services de transport à utiliser pour les dépêches expédiées pendant la période de statistique sont inconnus ou incertains, l'Office d'origine doit, à la demande de l'Administration destinataire, préparer pour chaque dépêche un bulletin conforme au modèle T ci-annexé. Ce bulletin est transmis successivement, sans retard, aux différents services qui participent au transport des dépêches et qui y consignent, l'un après l'autre, les renseignements concernant le transit. Le dernier bureau de transit doit remettre le bulletin T au bureau de destination. Ce bulletin est renvoyé par l'Office destinataire à l'Office d'origine à l'appui du relevé M.

Article 61.

Statistique des correspondances à découvert.

1. — Les correspondances ordinaires et recommandées, ainsi que les lettres et boîtes avec valeur déclarée, provenant du pays même ou des pays au delà, transmises à découvert pen-

dant une période de statistique font l'objet, de la part du bureau d'échange expéditeur, d'une inscription sur la feuille d'avis, libellée comme suit:

Correspondances à découvert	Nombre
Lettres.	
Cartes postales.	
Autres objets	

Les correspondances exemptes de tous frais de transit conformément aux dispositions de l'article 72 de la Convention ne sont pas comprises dans ces chiffres.

Pour faciliter la vérification, le bureau d'échange expéditeur doit comprendre les correspondances ordinaires inscrites sur la feuille d'avis dans des liasses spéciales portant la mention ,,Correspondances à découvert''. En cas de besoin, les lettres, les cartes postales et les autres objets doivent être enliassés séparément.

2. — A défaut de correspondances à découvert, le bureau expéditeur inscrit en tête de la feuille d'avis la mention: ,,Pas de correspondances à découvert''.

3. — Les inscriptions aux feuilles d'avis sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate, pour une catégorie de correspondances, des différences de plus de cinq objets, il rectifie lesdites inscriptions et signale immédiatement l'erreur au bureau expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Si la différence constatée reste dans la limite précitée, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.

4. — Après avoir terminé les opérations statistiques, le bureau d'échange destinataire dresse, en simple expédition, des relevés (modèle O ci-annexé) qu'il transmet, sans retard, à l'Administration centrale dont il relève.

Article 62.

Statistique des dépêches entreposées.

Pour les dépêches dont l'entrepôt dans un port donne lieu,

aux termes de l'article 71 de la Convention, à une rémunération au profit de l'Office entreposeur, cet Office établit, par pays d'origine, un relevé journalier conforme au modèle Pbis ci-annexé et où figurent les indications relatives aux dépêches reçues du pays considéré, par l'entrepôt, pendant la période des 28 jours de la statistique des frais de transit, sans égard aux dates d'expédition et de réexpédition desdites dépêches.

Les indications portées sur les relevés journaliers sont récapitulées, pour chaque pays d'origine, sur un état conforme au modèle Pter ci-annexé et qui est envoyé à l'Administration centrale dudit pays, accompagné des relevés modèle Pbis y afférents.

L'état récapitulatif Pter, revêtu de l'acceptation de l'Administration du pays expéditeur, est transmis avec les relevés modèles Pbis à l'Administration centrale de l'Office dont relève l'entrepôt.

Article 63.

Services extraordinaires.

Indépendamment des transports aériens, est seul considéré comme service extraordinaire donnant lieu à des frais de transit spéciaux le service entretenu pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes.

CHAPITRE II.

Comptabilité. Règlement des comptes.

Article 64.

Compte des frais de transit.

1. — Les poids des dépêches closes, les nombres des correspondances transmises à découvert et, le cas échéant, les nombres des sacs entreposés dans un port sont multipliés par 13 et les produits ainsi obtenus servent de base à des comptes particuliers établissant en francs et centimes les prix annuels de transit revenant à chaque Office.

Le soin de dresser ces comptes incombe à l'Office créditeur qui les transmet à l'Office débiteur.

Dans le cas où le multiplicateur 13 ne correspond pas à la

périodicité du service, ou lorsqu'il s'agit d'expéditions extraordinaires faites pendant la période de statistique, les Administrations intéressées s'entendent pour l'adoption d'un autre multiplicateur qui vaut pendant les années auxquelles s'applique la statistique.

2. — Afin de tenir compte du poids des sacs et de l'emballage, ainsi que des catégories de correspondances exemptes de tous frais de transit en conformité des dispositions de l'article 72 de la Convention, le montant total du compte des dépêches closes est réduit de dix pour cent.

3. — Les comptes particuliers sont dressés en double expédition sur la base des relevés M, O et Pbis et sur des formules N, P et Pter. Ils sont transmis à l'Office expéditeur aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de 12 mois suivant l'expiration de la période de statistique.

4. — Si l'Office qui a envoyé le compte particulier n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de 6 mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

Article 65.

Décompte général annuel. Intervention du Bureau international.

1. — Sauf entente contraire entre les Administrations intéressées, le décompte général comprenant les frais de transit et d'entrepôt est établi annuellement par le Bureau international.

2. — Aussitôt que les comptes particuliers entre deux Administrations sont approuvés ou considérés comme admis de plein droit (§ 4 de l'article précédent), chacune de ces Administrations transmet, sans retard, au Bureau international, un relevé (modèle Q ci-annexé) indiquant les montants totaux de ces comptes. Lors de la réception d'un relevé de la part d'une Administration, le Bureau international en avertit l'autre Administration intéressée.

En cas de différences entre les indications correspondantes fournies par deux Administrations, le Bureau international les invite à se mettre d'accord et à lui indiquer les sommes définitivement arrêtées.

Lorsqu'une seulement des Administrations a fourni le relevé

Q, les indications de cette Administration font foi, à moins que le relevé correspondant de l'Administration retardataire ne soit parvenu au Bureau international en temps opportun pour l'établissement du prochain décompte général annuel.
Dans le cas prévu au § 4 de l'article précédent, les relevés doivent porter la mention ,,Aucune observation de l'Office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire''.
Si deux Administrations se mettent d'accord pour faire un règlement spécial, leurs relevés Q portent la mention ,,Compte réglé à part — à titre d'information'' et ne sont pas compris dans le décompte général annuel.
Cette mention est omise dans l'éventualité prévue au § 3 de l'article 75 de la Convention.
Dans ce dernier cas, le Bureau international effectue les exonérations nécessaires et en donne avis aux Offices intéressés.
3. — Le Bureau international établit, à la fin de chaque année, sur la base des relevés qui lui sont parvenus jusque-là et qui sont considérés comme admis de plein droit, un décompte général annuel des frais de transit. Ce décompte indique:
a) le Doit et l'Avoir de chaque Office;
b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Office représentant la différence entre le Doit et l'Avoir;
c) les sommes à payer par les Offices débiteurs;
d) les sommes à recevoir par les Offices créditeurs.
Le Bureau international pourvoit à ce que le nombre des payements effectués par les Offices débiteurs soit restreint dans la mesure du possible.
4. — Les décomptes généraux annuels doivent être transmis aux Administrations de l'Union par le Bureau international, aussitôt que possible et, au plus tard, avant l'expiration du premier trimestre de l'année qui suit celle de leur établissement.

Article 66.

Liquidation des frais de transit.

1. — Sauf entente contraire, le solde résultant du décompte général annuel du Bureau international ou des règlements

spéciaux est payé par l'Office débiteur à l'Office créditeur en or ou au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier.

En cas de payement au moyen de traites, celles-ci sont établies en monnaie du pays créancier pour un montant équivalent, au jour de l'achat, à la valeur du solde exprimé en francs. Les frais de payement sont supportés par l'Office débiteur.

Ces traites peuvent être également tirées sur un autre pays, à la condition qu'elles représentent le même équivalent et que les frais d'escompte soient à la charge de l'Office débiteur.

2. — Le payement du solde précité doit être effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, pour les pays d'Europe, avant l'expiration d'un délai de 4 mois, et pour les autres pays d'un délai de 5 mois à partir de la date d'envoi du décompte par le Bureau international ou de l'invitation à payer, adressée par l'Office créancier à l'Office débiteur, quand il s'agit d'un compte réglé à part.

Passé ces délais, les sommes dues sont productives d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour d'expiration desdits délais.

TITRE VIII.

Dispositions diverses.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 67.

Coupons-réponse.

1. — Les coupons-réponse sont conformes au modèle A ci-annexé et imprimés par les soins du Bureau international sur papier portant en filigrane les mots:
40 c. Union postale universelle. 40 c.

2. — Chaque Administration a la faculté:

a) de donner aux coupons-réponse une perforation distinctive qui ne nuise pas à la lecture du texte et ne soit pas de nature à entraver la vérification de ces valeurs;

b) de modifier, à la main ou au moyen d'un procédé d'impression, le prix de vente indiqué sur les coupons.

3. — Le Bureau international fournit les coupons au prix coûtant.
4. — Sauf entente contraire entre les Administrations intéressées, les coupons échangés sont envoyés annuellement aux Administrations qui les ont émis avec l'indication globale de leur nombre et de leur valeur.
5. — Aussitôt que deux Administrations se sont mises d'accord sur le nombre des coupons échangés dans leurs relations réciproques, un relevé (modèle U ci-annexé), indiquant le solde débiteur ou créditeur, est dressé par chacune des deux Administrations et transmis par celles-ci au Bureau international. A défaut d'accord entre deux Administrations dans un délai de six mois, l'Office créditeur établit son décompte et l'envoie au Bureau international. Pour l'établissement de ce relevé, la valeur du coupon est calculée à 40 centimes par unité. Le Bureau international comprend le solde dans un décompte annuel.
Dans le cas où l'une seulement des Administrations aurait fourni le relevé (modèle U), les indications de cette Administration font foi.
6. — Lorsque, dans les rapports entre deux Offices, le solde annuel ne dépasse pas 25 francs, l'Office débiteur est exonéré de tout payement et le relevé n'est pas dressé.
7. — Dans le cas où deux Administrations se sont mises d'accord pour faire un règlement spécial, elles ne transmettent pas de relevé au Bureau international.
8. — Le payement des soldes a lieu dans les conditions prévues à l'article 66.

Article 68.

Cartes d'identité.

1. — Les Administrations désignent les bureaux de poste ou les services postaux qui délivrent les cartes d'identité.
2. — Ces cartes sont établies sur des formules conformes au modèle F ci-annexé. Ces formules sont fournies, au prix coûtant, par le Bureau international.
3. — Au moment de la demande, le requérant remet sa photographie et justifie de son identité. Les Administrations édictent les prescriptions nécessaires pour que les cartes ne

soient délivrées qu'après examen minutieux de l'identité du requérant.

L'agent inscrit cette demande dans un registre, remplit à l'encre et en caractères latins toutes les indications que comporte la formule de carte d'identité, colle sur celle-ci la photographie à l'endroit désigné, applique mi-partie sur cette photographie et mi-partie sur la carte un timbre-poste représentant la taxe perçue et annule cette figurine au moyen d'une empreinte bien nette du timbre à date.

Il appose ensuite de nouveau l'empreinte de ce timbre ou de son sceau officiel, de manière qu'elle porte à la fois sur la partie supérieure de la photographie et sur la carte, puis reproduit cette empreinte au recto de la carte, signe celle-ci et la remet à l'intéressé après avoir recueilli sa signature.

4. — Lorsque la physionomie du titulaire s'est modifiée au point qu'elle ne réponde plus à la photographie ou au signalement, la carte doit être renouvelée.

5. — Chaque pays conserve la faculté de délivrer les cartes d'identité du service international selon les règles appliquées pour les cartes en usage dans son service intérieur.

Article 69.

Dépêches échangées avec des bâtiments de guerre.

1. — L'établissement d'un échange, en dépêches closes, entre un Office postal de l'Union et des divisions navales ou bâtiments de guerre de même nationalité, ou entre une division navale ou bâtiment de guerre et une autre de même nationalité, doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux Offices intermédiaires.

2. — La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit:

Du bureau de ....

Pour la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à ....

Pour le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à .... (Pays).

ou

De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à ....

Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à ....

Pour le bureau de .... (Pays).
ou
De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à ....
Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à ....
Pour la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à ....
Pour le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à .... (Pays).

3. — Les dépêches à destination ou provenant de divisions navales ou de bâtiments de guerre sont acheminées, sauf indication d'une voie spéciale sur l'adresse, par les voies les plus rapides et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de poste.

Le capitaine d'un paquebot postal qui transporte des dépêches à destination d'une division navale ou d'un bâtiment de guerre les tient à la disposition du commandant de la division ou du bâtiment destinataire pour le cas où celui-ci viendrait lui en demander la livraison en route.

4. — Si les bâtiments na se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y arrivent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste, en attendant leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée, soit par l'Office postal d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du bâtiment destinataire, soit enfin par un Consul de même nationalité.

5. — Celles des dépêches dont il s'agit qui portent la mention „Aux soins du Consul de ...." sont consignées au Consulat du pays d'origine. Elles peuvent être ultérieurement, à la demande du Consul, réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

6. — Les dépêches à destination d'un bâtiment de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant de ce bâtiment, alors même qu'elles auraient été primitivement adressées aux soins d'un bureau de poste ou à un Consul chargé de servir d'agent de transport inter-

médiaire; elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse, tant qu'elles n'ont pas été livrées au bâtiment de guerre destinataire.

Article 70.

Formules à l'usage du public.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public:

les formules C. (Avis de réception); D*bis* (Mandat de remboursement international); D*ter* et D*quater* (Etiquettes de douane); F. (Carte d'identité); H. (Renseignements à fournir en cas de réclamation d'un envoi ordinaire); I. (Réclamation d'un envoi recommandé) et J. (Demande de retraît ou de modification d'adresse).

Article 71.

Délai de garde des documents.

Les documents du service international doivent être conservés pendant une période minima de deux ans.

TITRE IX.

Bureau International.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 72.

Congrès et Conférences.

Le Bureau international prépare les travaux des Congrès ou Conférences. Il pourvoit aux impressions et à la distribution des documents nécessaires.

Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances des Congrès ou Conférences et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

Article 73.

Renseignements. Demandes de modifications des Actes.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service, les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

Il instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union et notifie les résultats des consultations.

Article 74.

Publications.

1. — Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise, espagnole et française.

2. — Il publie, d'après les informations fournies en vertu des prescriptions de l'article 82 ci-après un recueil officiel de tous les renseignements d'intérêt général concernant l'exécution de la Convention et du Règlement dans chaque pays de l'Union. Les modifications ultérieures font l'objet de suppléments semestriels. Toutefois, dans les cas d'urgence, lorsqu'une Administration le demande expressément, la notification est faite par circulaire spéciale.

Des recueils analogues concernant l'exécution des Arrangements de l'Union sont publiés sur la demande des Administrations participant à ces Arrangements.

3. — Les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux Administrations de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article 24 de la Convention.

Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par les Administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

4. — Le Bureau international est chargé de publier un dictionnaire alphabétique de tous les bureaux de poste du monde, avec une mention spéciale pour ceux de ces bureaux chargés de services qui ne sont pas encore généralisés. Ce dictionnaire est tenu au courant au moyen de suppléments ou de toute autre manière que le Bureau international juge convenable.

Le dictionnaire est distribué aux Administrations de l'Union à raison de 10 exemplaires par unité contributive assignée à chacune d'elles par l'article 24 de la Convention. Les exemplaires supplémentaires demandés par les Administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

Article 75.

Rapport annuel.

Le Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations de l'Union.

Article 76.

Langue officielle du Bureau international.

La langue officielle du Bureau international est la langue française.

Article 77.

Coupons-réponse. Cartes d'identité. Tableau des équivalents.

Le Bureau international est chargé:

a) de la confection et de l'approvisionnement des coupons-réponse, ainsi que de la liquidation des comptes se rapportant à ce service;

b) de l'établissement et de la distribution des cartes d'identité, ainsi que de l'établissement et de la distribution du tableau des équivalents prévus à l'article 4 ci-dessus.

Article 78.

Balance et liquidation des comptes.

1. — Le Bureau international est chargé d'opérer la balance et la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les Administrations qui déclarent vouloir emprunter son intermédiaire. Celles-ci se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.

2. — Sur la demande des Administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

3. — Chaque Administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches du service et d'en opérer à sa convenance le règlement avec ses correspondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

4. — Les Administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance et la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après en avoir donné avis.

Article 79.

Etablissement des comptes.

1. — Lorsque les comptes particuliers ont été débattus et arrêtés d'un commun accord, les Offices débiteurs transmettent aux Offices créditeurs, pour chaque nature d'opérations, une reconnaissance, établie en francs et centimes, du montant de la balance des deux comptes particuliers, avec l'indication de l'objet de la créance et de la période à laquelle elle se rapporte.

Sauf entente contraire, l'Office qui désirerait, pour sa comptabilité intérieure, avoir des comptes généraux, aurait à les établir lui-même et à les soumettre à l'acceptation de l'Office correspondant.

Les Offices peuvent s'entendre pour pratiquer un autre système dans leurs relations.

2. — Chaque Office adresse au Bureau international mensuellement ou trimestriellement, si des circonstances spéciales le rendent désirable, un tableau indiquant son Avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont il est créditeur envers chacun des Offices contractants; chaque créance figurant dans ce tableau doit être justifiée par une reconnaissance de l'Office débiteur.

Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois ou du premier mois de chaque trimestre au plus tard. A défaut, il n'est compris que dans la liquidation du mois ou du trimestre suivant.

3. — Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux Offices intéressés.

Le Doit de chaque Office envers un autre est reporté dans un tableau récapitulatif; afin d'établir le total dont chaque Office est débiteur, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

Article 80.

Balance générale.

1. — Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant:

a) le total du Doit et de l'Avoir de chaque Office;

b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Office, représentant la différence entre le Doit et l'Avoir;

c) les sommes à payer par une partie des membres de l'Union à un Office ou réciproquement les sommes à payer par ce dernier.

Il veille, dans la mesure du possible, à ce que chaque Office n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux payements distincts.

Toutefois, l'Office qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'un autre Office pour une somme supérieure à 50,000 francs a le droit de réclamer des acomptes.

Ces acomptes sont inscrits, tant par l'Office créditeur que par l'Office débiteur, au bas des tableaux à adresser au Bureau international.

2. — Les reconnaissances transmises au Bureau international avec les tableaux sont classées par Office.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation des comptes de chacun des Offices intéressés. Dans cette liquidation doivent figurer:

a) les sommes afférentes aux comptes spéciaux portant sur les divers échanges;

b) le total des sommes résultant de tous les comptes spéciaux par rapport à chacun des Offices intéressés;

c) les totaux des sommes dues à tous les Offices créditeurs pour chaque branche du service, ainsi que leur total général. Ce total doit être égal au total du Doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas du bordereau de liquidation, la balance est établie entre le Doit et l'Avoir résultant des tableaux adressés par les Offices au Bureau international. Le montant net du Doit ou de l'Avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, le bor-

dereau indique les Offices en faveur desquels le payement doit être effectué par l'Office débiteur.

Les bordereaux de liquidation doivent être transmis aux Offices intéressés par le Bureau international, au plus tard le 22 de chaque mois.

Article 81.

Payement.

Le payement des sommes dues, en vertu d'une liquidation, par un Office à un autre Office doit être effectué aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après le réception du bordereau de liquidation par l'Office débiteur. Quant aux autres conditions de payement, les dispositions du § 1 de l'article 66 sont applicables. Les dispositions du § 2 dudit article font règle en cas de non-payement du solde dans le délai fixé.

Les soldes débiteurs ou créditeurs n'excédant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les Offices intéressés soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les Offices créditeurs et débiteurs. L'Office débiteur fait parvenir, le cas échéant, à l'Office créditeur, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

Article 82.

Communications à adresser au Bureau international.

1. — Les Administrations doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du Bureau international:

a) l'indication des surtaxes qu'elles perçoivent pour frais de transport extraordinaire en vertu des articles 38 et 73 de la Convention, ainsi que la nomenclature des pays auxquels s'appliquent ces surtaxes et, s'il y a lieu, la désignation des services qui en motivent la perception;

b) la collection en trois exemplaires de leurs timbres-poste et des impressions-types de leurs machines à affranchir, avec indication de la date à partir de laquelle les timbres-poste des émissions antérieures cesseraient d'avoir cours;

c) leur décision au sujet de la faculté d'appliquer ou non certaines dispositions générales de la Convention et du Règlement;
d) les taxes modérées qu'elles ont adoptées, en vertu de l'article 5 de la Convention, et l'indication des relations auxquelles ces taxes sont applicables;
e) la liste des bureaux de poste qu'elles entretiennent dans des pays étrangers à l'Union;
f) la liste des objets interdits à l'importation ou au transit et de ceux qui sont admis conditionnellement au transport dans leurs services respectifs;
g) la liste de toutes les lignes de paquebots en partance de leurs ports et utilisées pour le transport des dépêches avec indication des parcours, des distances et des durées de parcours entre les ports d'escale, de la périodicité du service et des pays auxquels les frais de transit maritime, en cas d'utilisation des paquebots, doivent être payés;
h) leurs adresses télégraphiques;
i) l'indication qu'elles admettent, dans les envois affranchis au tarif des lettres, des objets passibles de droits de douane.
2. — Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard.
3. — Les Administrations doivent fournir au Bureau international deux exemplaires des documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

Article 83.

Liste des pays étrangers à l'Union.

Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres Offices la liste de ces pays. Cette liste comporte les indications suivantes:
a) frais de transit maritime ou territorial applicables au transport en dehors des limites de l'Union;
b) désignation des correspondances admises;
c) affranchissement obligatoire ou facultatif;
d) limite, pour chaque catégorie de correspondances, de la validité de l'affranchissement perçu (jusqu'à destination, jusqu'au port de débarquement, etc.);

e) étendue de la responsabilité pécuniaire en matière d'envois recommandés;

f) admission ou non-admission des avis de réception;

g) tarif d'affranchissement en vigueur dans le pays en dehors de l'Union par rapport aux pays de l'Union.

Article 84.

Statistique générale.

1. — Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.

A cet effet, les Administrations lui font parvenir une série aussi complète que possible de renseignements statistiques sous forme de tableau à dresser conformément aux modèles R et S ci-annexés. Le tableau R est transmis à la fin du mois de juillet de chaque année; mais les renseignements compris dans les parties I, II et IV de ce tableau ne sont fournis que tous les trois ans; le tableau S est également transmis tous les trois ans, à la même date. Les renseignements fournis se rapportent toujours à l'année précédente.

2. — Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.

3. — Pour toutes les autres opérations, il est procédé chaque année à un comptage des objets de toute nature, sans distinction entre les lettres, cartes postales, imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchandises, et au moins tous les trois ans, à un dénombrement des différentes catégories de correspondances.

4. — Les statistiques ont lieu pendant une semaine pour les échanges quotidiens et pendant quatre semaines pour les échanges non quotidiens. Est réservé à chaque Administration le droit de procéder à ces statistiques aux époques qui correspondent le mieux à la moyenne de son trafic postal.

5. — Dans l'intervalle qui s'écoule entre les statistiques spéciales, le dénombrement des différentes catégories est fait d'après les chiffres proportionnels tirés de la précédente statistique spéciale.

6. — Le Bureau international fait imprimer et distribue les formules de statistique à remplir par chaque Administration.

Il fournit aux Administrations qui en font la demande toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer l'uniformité des opérations de statistique.

Article 85.

Dépenses du Bureau international.

1. — Les dépenses ordinaires du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 300,000 francs suisses.

2. — L'Administration des postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué aux autres Administrations.

3. — Les sommes avancées par l'Administration des postes suisses suivant le § 2 de cet article, doivent être remboursées par les Offices débiteurs dans le plus bref délai possible, et au plus tard avant le 31 décembre de l'année d'envoi du compte. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de ladite Administration, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

4. — Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1re classe: Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine (République), Confédération australienne (Commonwealth of Australia), Canada, Chine, France, Grande-Bretagne, Inde britannique, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Turquie, Union des Républiques Soviétistes Socialistes;

2e classe: Espagne, Mexique;

3e classe: Belgique, Brésil, Egypte, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Algérie, colonies et protectorats français de l'Indochine, ensemble des autres colonies françaises, ensemble des possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les îles Philippines, Indes néerlandaises;

4e classe: Chosen, Danemark, Finlande, Norvège, Portugal, colonies portugaises de l'Afrique, colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie;

5e classe: Bulgarie, Chili, Colombie, Esthonie, Lettonie, Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), Maroc (Zone espagnole), Pérou, Tunisie;
6e classe: Albanie, Bolivie, Costa-Rica, Cuba, Dantzig (Ville libre), République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Guatémala, Haïti, République du Honduras, Lithuanie, Luxembourg, République de Nicaragua, République de Panama, Paraguay, Perse, République de Salvador, Territoire de la Sarre, Royaume de Siam, Uruguay, Vénézuela, colonies néerlandaises en Amérique;
7e classe: Autriche, Colonie du Congo belge, établissements espagnols du golfe de Guinée, Islande, ensemble des colonies italiennes, ensemble des dépendances japonaises autres que le Chosen, Libéria, Iles Philippines, République de St-Marin.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 86.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention postale universelle. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.
Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir la convention.)

IV
PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT

Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de la Convention arrêté par le Congrès postal universel de Stockholm, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Statistique spéciale de transit pour la République turque.

L'Office Turc a la faculté de faire dresser une statistique spéciale pendant les mois d'octobre-novembre de l'année 1925 pour les dépêches de et pour la Perse et les pays situés au sud de la Turquie d'Asie. Elle servira de base pour les décomptes des frais de transit pendant toute la période prévue par la Convention et le Règlement.

II.

Statistique spéciale de transit pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Il est loisible à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes de faire dresser en octobre-novembre de l'année 1925 une statistique spéciale des correspondances transitant par le Transsibérien. Cette statistique servira de base pour les décomptes des frais de transit pendant la période de 1924—1928.

III.

Payement des soldes de frais de transit.

1. — En cas de payement au moyen de traites du solde prévu à l'article 66, celles-ci sont exprimées en monnaie d'un pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres. Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, c'est au pays créditeur de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion se fait au pair des monnaies d'or.

2. — Les traites peuvent être exprimées aussi en monnaie du pays créditeur, si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays où les billets de banque sont échangeables

à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays debiteur et de celle-ci dans la monnaie du pays créditeur au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat de la traite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même du Règlement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir la convention.)

V

ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article Premier.

Objet de l'Arrangement.

Il peut être échangé entre les pays contractants, sous le nom de lettres ou de boîtes avec valeur déclarée, des lettres contenant des valeurs-papier et des documents de valeur, ainsi que des boîtes contenant des bijoux et objets précieux, avec assurance du contenu pour le montant de la déclaration.

Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, les lettres avec valeur déclarée peuvent aussi contenir des objets passibles de droits de douane.

La participation à l'échange des boîtes avec valeur déclarée est limitée à ceux des pays adhérents dont les Administrations sont convenues d'établir ce service dans leurs relations réciproques.

Article 2.

Maximum de déclaration de valeur.

Les divers Offices, dans leurs rapports respectifs, ont la faculté de déterminer un maximum de déclaration de valeur qui, dans aucun cas, ne peut être inférieur à 10.000 francs par envoi.

Article 3.

Taxes.

La taxe des lettres et des boîtes avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance.

Cette taxe se compose:

a) pour les lettres, du port et du droit fixe applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination;

b) pour les boîtes, d'un port de 20 centimes par 50 grammes avec un minimum de 1 franc et, en outre, du droit fixe de recommandation;

c) pour les lettres et les boîtes, d'un droit d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs déclarés, quel que soit le pays de destination,

même dans les pays qui se chargent des risques pouvant dériver du cas de force majeure.

Article 4.

Conditions générales.

1. — Les lettres et boîtes avec valeur déclarée ne doivent contenir aucune lettre, note ou document adressés à des personnes autres que le destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.

2. — Les boîtes avec valeur déclarée ne peuvent pas dépasser le poids de 1 kilogramme, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur, 10 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur.

Article 5.

Récépissé.

L'expéditeur d'un envoi contenant des valeurs déclarées reçoit gratuitement au moment du dépôt un récépissé de son envoi.

Article 6.

Droit de factage et de dédouanement. Taxe de poste restante.

Le pays de destination peut percevoir, pour le factage et pour le dédouanement des boîtes avec valeur déclarée, un droit de 50 centimes au maximum par envoi. Lorsqu'il est autorisé par sa législation à délivrer les lettres de valeur contenant des objets passibles de droits de douane, il peut percevoir, pour le dédouanement de ces lettres, un droit de 50 centimes au maximum par envoi.

Il est également autorisé à percevoir pour les envois avec valeur déclarée adressés poste restante une taxe spéciale d'après sa législation.

Article 7.

Droits de douane et autres droits non postaux. Droit de commission.

1. — Les boîtes avec valeur déclarée sont soumises à la législation du pays d'origine ou du pays de destination en ce qui concerne, à l'exportation, la restitution des droits de garantie, et, à l'importation, l'exercice du contrôle de la garantie et de la douane.

2. — Les droits fiscaux et frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur les destinataires lors de la distribution. Si, par suite de changement de résidence du destinataire, de refus ou pour toute autre cause, une boîte de valeur déclarée vient à être réexpédiée sur un autre pays participant à l'échange ou renvoyée au pays d'origine, ceux des frais dont il s'agit qui ne sont pas remboursables à la réexportation sont recouvrés sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

3. — Dans les relations entre Offices qui se sont mis d'accord à cet égard, les expéditeurs de boîtes avec valeur déclarée peuvent prendre à leur charge les droits de douane et autres droits non postaux dont l'envoi serait passible dans le pays de destination, moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt. Dans ce cas, ils doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire. L'Office qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisé à percevoir de ce chef un droit de commission qui ne peut dépasser 25 centimes par boîte. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article précédent pour le dédouanement.

Article 8.

Remise par exprès.

L'expéditeur d'un envoi peut en demander la remise à domicile par porteur spécial aussitôt après l'arrivée, aux conditions fixées par l'article 40 de la Convention.

Est, toutefois, réservée à l'Office de destination, la faculté de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi au lieu de l'envoi lui-même lorsque ses règlements le comportent.

Article 9.

Déclaration de valeur.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur. Le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut pas dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la

valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 10.

Interdictions.

1. — Il est interdit d'insérer dans les lettres avec valeur déclarée:

a) les objets mentionnés à l'article 41, § 1, de la Convention, sous les lettres *a*), *b*), *e*), *f*) et *g*);

b) des animaux vivants;

c) des espèces monnayées;

d) des objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier, sous réserve des dispositions de l'article premier;

e) de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

2. — Il est interdit d'insérer dans les boîtes avec valeur déclarée:

a) les objets mentionnés à l'article 41, § 1, de la Convention sous les lettres *a*), *b*), *f*), *g*), et au § 1 ci-dessus, lettre *b*);

b) des lettres ou notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle; il est cependant permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives de même qu'une simple copie de l'adresse de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur;

c) des monnaies ayant cours;

d) des billets de banque ou valeurs quelconques au porteur, des titres et des objets rentrant dans la catégorie des papiers d'affaires;

e) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, l'interdiction ne s'applique pas aux envois de l'espèce effectués dans un but médical pour les pays qui les admettent à cette condition.

3. — Les dispositions prévues au 2e alinéa de l'article précédent sont applicables, lorsque les lettres ou boîtes avec valeur déclarée contiennent des objets dont l'insertion est interdite.

4. — Les dispositions de l'article 41, § 2, de la Convention

sont applicables aux objets admis à tort à l'expédition qui tomberaient sous le coup des interdictions prévues au § 1 du même article, sous les lettres *a*), *b*), *e*), *f*), ainsi qu'au § 1, lettre *b*), ci-dessus.

Les autres objets doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation, à les remettre au destinataire. Dans le cas où des envois admis à tort à l'expédition ne sont ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Office expéditeur doit être informé d'une manière précise du traitement appliqué à ces envois.

Article 11.

Franchises.

1. — Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées, soit par les Administrations postales entre elles, soit entre ces Administrations et le Bureau international, sont exemptes de toutes taxes postales.

2. — Il en est de même des lettres et des boîtes avec valeur déclarée non grevées de remboursement expédiées ou reçues par des prisonniers de guerre et par les bureaux de renseignements mentionnés à l'article 43, § 2, de la Convention.

Article 12.

Retrait. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse pour réexpédier cet envoi, soit à l'intérieur du pays de destination primitive, soit sur l'un quelconque des pays contractants, aux conditions fixées par l'article 45 de la Convention.

Article 13.

Avis de réception.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception dans les conditions déterminées par l'article 49 de la Convention.

Article 14.

Réexpédition. Rebuts.

Les dispositions de l'article 46 de la Convention s'appliquent aux envois avec valeur déclarée réexpédiés ou tombés en rebut.

Article 15.

Réclamations.

En ce qui concerne les réclamations des lettres et boîtes avec valeur déclarée, les Administrations se conforment aux dispositions de l'article 47 de la Convention.

CHAPITRE II.

Responsabilité.

Article 16.

Etendue de la responsabilité.

1. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée.

Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux acheminés en dépêches closes.

L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, sans que l'indemnité puisse dépasser en aucun cas le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves, en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié, soit en établissant que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. — Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. — En cas de perte de l'envoi ou de destruction complète de son contenu et si le remboursement est effectué au profit de l'expéditeur, celui-ci a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition.

Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont également restitués.

4. — Le droit d'assurance reste acquis dans tous les cas aux Administrations.

Article 17.

Exceptions au principe de responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:

a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 3, lettre *c*);

b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure;

c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou provient de la nature de l'objet;

d) losqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 10;

e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

f) lorsqu'il s'agit d'envois qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 47 de la Convention;

g) en matière de transport maritime, lorsque les Offices des pays adhérents ont fait connaître qu'ils n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires dont ils font emploi.

Article 18.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois avec valeur déclarée dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les ayants droit ont pris livraison sans formuler les réserves prévues à l'article 16 ci-dessus.

Toutefois, la responsabilité est maintenue si le destinataire, nonobstant la remise régulière, dépose immédiatement une réclamation.

Article 19.

Payement de l'indemnité. Délai de payement.

En ce qui concerne le payement de l'indemnité et le délai de payement, les dispositions des articles 53 et 54 de la Convention s'appliquent au service des valeurs déclarées.

Article 20.

Détermination de la responsabilité.

1. — La responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis une lettre ou une boîte contenant des valeurs déclarées à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité à cet égard, si le bureau d'échange auquel la lettre ou la boîte a été livrée n'a pas fait parvenir, par le premier courrier après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre ou de la boîte elle-même.

2. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver que ni l'emballage, ni la fermeture de l'objet n'ont montré aucune défectuosité apparente et que le poids n'a pas différé de celui établi lors du dépôt.

3. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'un Office intermédiaire qui n'a pas adhéré au présent Arrangement, les autres Administrations supportent le dommage par parts égales. Dans ce cas, l'expéditeur doit prouver d'une manière authentique que le contenu de l'envoi était complet, intact et soigneusement emballé.

Il en est de même en cas de transport maritime, si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'un Office adhérent qui n'accepte pas la responsabilité (art. 17, lettre *g*).

4. — Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est

subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.

Toutefois, si ultérieurement, un envoi considéré comme perdu est retrouvé entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible d'en prendre possession, contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 21.

Limitation de la responsabilité.

1. — La responsabilité de chaque Administration n'est dans tous les cas engagée, à l'égard des autres Administrations, que jusqu'à concurrence du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

2. — Lorsqu'une lettre ou une boîte contenant des valeurs déclarées a été perdue, spoliée au avariée par suite de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite n'en est responsable devant l'Administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques en cas de force majeure.

Article 22.

Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payement est effectué est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité payée par celui-ci dans un délai de trois mois après notification du payement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Passé le délai de trois mois susvisé, la somme due est productive d'intérêt à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.

CHAPITRE III.

Envois contre remboursement.

Article 23.

Taxes et conditions.

Les lettres et boîtes avec valeur déclarée peuvent être grevées de remboursement aux conditions admises par l'article 58 de la Convention. Ces objets sont soumis aux formalités et aux taxes des envois de valeur déclarée de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Article 24.

Annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée, grevé de remboursement, peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45 de la Convention).

Artikel 25.

Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'une lettre ou boîte avec valeur déclarée, grevée de remboursement, engagent la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre précédent.

Article 26.

Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 47, § 2, de la Convention et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues aux articles 9 et 10. Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu'a concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

Article 27.

Garantie des sommes encaissées. Obligation de payer. Délais et recours. Partage des taxes.

Les dispositions des articles 61, 63, 64, 65, 66, 67 et 68 de la Convention s'appliquent au service des valeurs déclarées grevées de remboursement.

CHAPITRE IV.

Attribution des taxes. Frais de transit.

Article 28.

Attribution des taxes.

Sauf ce qui est stipulé à l'article 68 de la Convention, les taxes et droits postaux prévus par l'Arrangement sont acquis en entier à l'Office qui les a perçus.

Article 29.

Frais de transit et d'entrepôt.

Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée sont assujetties aux frais de transit et d'entrepôt prévus par la Convention.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses.

Article 30.

Application des règles de la Convention.

Les dispositions de la Convention et de son Règlement s'appliquent aux envois avec valeur déclarée pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le présent Arrangement et son Règlement.

Toutefois, les dispositions qui font l'objet du titre II de la Convention ne sont applicables que sous réserve des dispositions suivantes:

a) les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des pays non adhérents à l'Arrangement concernant les envois de l'espèce, ainsi que par les services maritimes de pays adhérents ou non pour lesquels la responsabilité des valeurs n'est pas acceptée; dans ce cas, la responsabilité de ces pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés;
b) le droit d'assurance des lettres et des boîtes avec valeur déclarée est perçu aux taux que les pays ont fixés et notifiés au Bureau international par l'intermédiaire de l'Administration des postes suisses.

Article 31.

Bureaux participant au service.

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres et boîtes avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leurs pays.
Toutefois, les Administrations des pays hors d'Europe et l'Office turc sont autorisés à restreindre à certains bureaux le service des envois avec valeur déclarée.

Article 32.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:
a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1 à 6, 8, 11, 12, 13, 15 à 30 et 33 ou de l'article 17 du Règlement;
b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles précités ou des articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11 et 16 du Règlement;
c) la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement ou du Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 10 de la Convention.

Dispositions finales.

Article 33.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui sera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour la République Argentine:
M. RODRIGEUZ OCAMPO.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Brésil:
A. DE ALMEIDE-BRANDÃO.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Chili:
CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine:
TAI TCH' ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie:
LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour l'Egypte:
H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Espagne:

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.

JOSÉ MORENO PINEDA.

A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:

MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie:

EDWARD WIRGO.

Pour l'Ethiopie:

B. MARCOS.

A. BOUSSON.

Pour la Finlande:

G. E. F. ALBRECHT.

Ponr la France:

M. LEBON.

ROBERT HICGUET.

A. BODY.

DOUARCHE.

G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:

H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:

G. PILLIAS.

GINESTOU.

Pour la Grande-Bretagne et divers Colonies et Protectorats britanniques:

F. H. WILLIAMSON.

E. L. ASHLEY FOAKES.

W. G. GILBERT.

Pour la Grèce:

PENTHÉROUDAKIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatémala:

Pour la République d'Haïti:

CARL SCHLYTER.

Pour la République du Honduras:

Pour la Hongrie:

O. DE FEJÉR.

G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique:

GEOFFREY CLARKE.

HEMANTA KUMAR RAHA.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

Pour P. S. O' HEIGEARTAIGH:

P. S. MAC CATHMHAOIL.

P. S. MAC CATHMHAOIL.

D. O'HIARLATHA.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.

HOLMBLAD.

Pour l'Italie:

LUIGI PICARELLI.

PAOLO RIELLO.

GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.

PAOLO RIELLO.

GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon:

S. KOMORI.

H. KAWAI.

H. MAKINO.

Pour le Chosen:

S. KOMORI.

R. TAKAHASHI.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria:

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande:

A. T. MARKMAN.

Pour la République de Panama:

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Paraguay:

GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays-Bas:

SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises.

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:

I. J. MILBORN.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique:

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:

I. J. MILBORN.

Pour le Pérou:

EMIL HECTOR.

Pour la Perse:

FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Pour la Pologne:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:

GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:

PERCIVAL KALLING.

Pour le Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:

P. COURTILET.

Pour la Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.

SAVA TUTUNDZIĆ.

MILOŠ KOVAČEVIĆ.

STOJŠA KRBAVAC.

Pour la Royaume de Siam:

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.

GUSTAF KIHLMARK.

GUNNAR LAGER.

THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.

JOSEPH ZÁRRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.

BARBARAT.

Pour la Turquie:

Pour MEHMED SABRY:

BÉHA TALY.

BÉHA TALY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

V. OSSINSKY.

V. DOVGOLEVSKI.

E. HIRSCHFELD.

E. SYREVITCH.

KATISS.

V. TCHITCHINADSE.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

VI
PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique.

Maximum de la déclaration de valeur.

En dérogation à la disposition de l'article 2 de l'Arrangement qui fixe à 10,000 francs la limite au-dessous de laquelle le maximum de déclaration de valeur ne peut en aucun cas être fixé, il est convenu que tout pays peut réduire ce maximum à 5,000 francs, ou au chiffre adopté dans son service intérieur, si ce chiffre est inférieur à 5,000 francs.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

VII

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924 ont, au nom de

leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article premier.

Renseignements à fournir aux Administrations.

1. — Les Administrations qui entretiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires dans le ressort de l'Union, désignent aux autres Administrations ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres et des boîtes contenant des valeurs déclarées avec garantie de responsabilité.

2. — Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé:

a) la nomenclature des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaire pour le transport des lettres et des boîtes avec valeur déclarée;

b) les voies ouvertes à l'acheminement desdits envois, à partir de leur entrée sur leur territoire ou dans leurs services;

c) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées;

d) le nombre de déclarations en douane à joindre aux boîtes avec valeur déclarée.

Article 2.

Voies de transmission.

Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées.

Article 3.

Mode de transmission.

1. — La transmission des envois contenant des valeurs déclarées entre pays limitrophes, ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectuée par ceux des

bureaux d'échange que les deux Offices intéressés désignent d'un commun accord à cet effet.

2. — Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres et boîtes avec valeur déclarée doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier Office intermédiaire, si cet Office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par les articles 1 et 2 ci-dessus.

3. — Toutefois, est réservée aux Offices d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre eux pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement. Ils peuvent également s'entendre entre eux et avec les Offices intermédiaires pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

CHAPITRE II.

Conditions d'acceptation.

Article 4.

Conditionnement des envois.

1. — Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets identiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier, et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe. Les enveloppes doivent être solides, confectionnées d'une seule pièce et permettre la parfaite adhérence des cachets. Il est interdit d'employer des enveloppes entièrement transparentes ou à bords coloriés et des enveloppes à panneau transparent.

2. — Chaque lettre doit être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. — Les timbres-poste employés à l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux

faces de celle-ci de manière à couvrir la bordure. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles se rapportant au service postal.

4. — Les bijoux et objets précieux doivent être renfermés dans des boîtes suffisamment résistantes, en bois ou en métal; les parois des boîtes en bois doivent avoir au moins 8 millimètres d'épaisseur.

5. — Les faces supérieure et inférieure des boîtes doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service. Puis ces boîtes sont entourées d'un croisé de ficelle solide sans nœuds, et dont les deux bouts sont réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière. Elles sont enfin scellées sur les quatre faces latérales de cachets identiques.

6. — Les lettres et boîtes contenant des valeurs déclarées adressées sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon, ainsi que celles qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription, ne sont pas admises. Les envois de l'espèce qui auraient été, à tort, admis à l'expédition sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

Article 5.

Indication du montant des valeurs. Déclarations en douane.

1. — La déclaration des valeurs doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes sans rature, ni surcharge, même approuvées.

2. — Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Office d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune. Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

3. — Les boîtes avec valeur déclarée doivent être accompagnées de déclarations en douane conformes ou analogues au modèle B ci-annexé, dans les relations qui comportent l'emploi de semblables déclarations.
4. — Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 6.

Déclaration frauduleuse.

Lorsque des circonstances quelconques ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou boîte, avis en est donné à l'Office d'origine, dans le plus bref délai possible, et le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

CHAPITRE III.

Opérations au départ et à l'arrivée.

Article 7.

Indication du poids des envois. Timbre à date. Boites franches de droits.

1. — Le poids exact, en grammes, de chaque lettre ou boîte contenant des valeurs déclarées doit être inscrit sur l'envoi, par l'Office d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.
2. — L'envoi doit être frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du depôt. En outre, chaque envoi doit être revêtu d'une étiquette indiquant, en caractères latins, le nom du bureau de dépôt et le numéro d'ordre sous lequel l'envoi est inscrit dans le registre de ce bureau, ainsi que, le cas échéant, d'une étiquette de couleur rouge portant, en gros caractères, la mention: ,,Valeur déclarée''.
Toutefois, il est permis aux Administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et de continuer, le cas échéant, à employer des timbres spéciaux en usage dans leur service pour la désignation des lettres ou boîtes avec valeur déclarée.

Il est cependant de rigueur, pour les Offices qui n'ont pas adopté l'étiquette, de désigner chaque lettre ou boîte avec valeur déclarée par un numéro d'ordre. Ce numéro doit être inscrit à l'angle gauche supérieur de la suscription. Il est obligatoire pour les Offices réexpéditeurs de désigner l'envoi par le numéro original.

3. — Le bureau destinataire applique, au verso, son timbre à la date de la réception.

4. — Les dispositions des articles 10 et 32 du Règlement des colis postaux sont applicables aux boîtes à remettre franches de droits, à cette seule exception que le bulletin d'affranchissement est attaché solidement à la déclaration en douane.

Article 8.

Feuilles d'envoi. Confection des paquets. Insertion dans les dépêches.

1. — Les lettres et les boîtes contenant des valeurs déclarées sont inscrites individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur des feuilles d'envoi spéciales, conformes au modèle C ci-annexé, avec tous les détails que ces formules comportent.

En regard de l'inscription des envois à faire remettre par exprès, on doit faire figurer dans la colonne „Observations", la mention „Exprès".

2. — Les lettres et boîtes avec valeur déclarée forment, avec la feuille ou les feuilles d'envoi, un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés et enveloppés de papier solide, puis ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent pour suscription les mots „valeurs déclarées" ou „lettres de valeur déclarée" et „boîtes de valeur déclarée".

Les lettres avec valeur déclarée, au lieu d'être réunies en un paquet, peuvent être insérées dans une enveloppe de fort papier fermée au moyen de cachets à la cire.

Si le nombre ou le volume des lettres et boîtes de valeur déclarée le nécessite, elles peuvent aussi être renfermées dans un sac, lequel doit être convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

3. — La présence de ces paquets ou sacs est signalée sur la feuille d'avis par l'indication de leur nombre, sous la rubrique à ce destinée. Lorsque la dépêche ne contient pas de paquets ou sacs avec valeur déclarée, la mention ,,Néant'' est portée en regard de cette rubrique.
4. — Les paquets ou sacs de valeur déclarée sont insérés dans les paquets ou sacs contenant les objets recommandés.
5. — Toutes les fois qu'un des deux Offices correspondants le demande, les boîtes avec valeur déclarée doivent être décrites sur des formules C distinctes et être emballées séparément.

Article 9.

Vérification des paquets. Irrégularités diverses.

1. — A la réception d'un paquet de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent.
2. — Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des envois contenant des valeurs déclarées, et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités, ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article 51 du Règlement de la Convention.
3. — La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des Administrations respectives, est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet ainsi que du sac qui le contient, et sous recommandation d'office, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est, en même temps, adressé à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.
4. — Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau

correspondant un envoi insuffisamment emballé ou avarié, doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif. Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids de l'envoi doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe. Cette indication est suivie de la mention „Remballé à......", d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

Le résultat de la vérification du contenu fait l'objet d'un procès-verbal dont une copie est jointe à l'envoi.

5. — Les objets adressés sous des initiales, ou dont l'adresse est indiquée au crayon, sont renvoyés à l'Office d'origine.

6. — Les envois avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchis sont remis sans taxe aux destinataires.

Article 10.

Réexpédition. Rebuts.

1. — Si des boîtes avec valeur déclarée, réexpédiées sur un autre pays pas suite de changement de résidence du destinataire, ou tombées en rebut, sont grevées de frais accessoires (droits fiscaux, frais d'essayage, de vérification, etc.) non remboursables lors de la réexpédition, le montant en est porté au débit de l'Office correspondant, dans la colonne 6 de la feuille C, avec indication sommaire en regard, dans la colonne 7, de la nature des frais de l'espèce à recouvrer sur le destinataire ou sur l'expéditeur (droit de timbre, frais d'essayage, etc.).

2. — Toute lettre ou boîte avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent Arrangement, est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

3. — Les envois avec valeur déclarée qui sont tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyés,

aussitôt que possible, et, au plus tard, dans les délais fixés par la Convention (article 46).

Ces envois sont inscrits sur la feuille C et compris dans le paquet intitulé „Valeurs déclarées".

CHAPITRE IV.

Comptabilité. Règlement des comptes.

Article 11.

Frais de transit et d'entrepôt.

Les frais de transit et d'entrepôt dus aux Offices intermédiaires sont calculés de la manière prescrite par la Convention.

Article 12.

Règlement des comptes.

Chaque Administration participant au service des boîtes avec valeur déclarée établit, à la fin de l'année, sur formule conforme au modèle D ci-annexé, un relevé des sommes portées à son débit dans la colonne 6 des feuilles d'envoi, pour les droits non postaux à recouvrer sur les destinataires ou les expéditeurs desdites boîtes.

Ce relevé, accompagné des pièces justificatives, est soumis, dans le courant du premier mois de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte, à la vérification de l'Office correspondant, qui doit le renvoyer dans le délai d'un mois.

Sauf autre arrangement, le montant de ce relevé est ensuite compris, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Office, dans le prochain décompte relatif aux colis postaux.

Les Offices qui n'assurent pas directement le service des colis postaux ont la faculté de demander que ces comptes soient réglés dans les conditions prévues à l'article 66 du Règlement de la Convention.

Article 13.

Boîtes franches de droits. Liquidation des comptes.

Les dispositions de l'article 46 du Règlement des colis postaux sont applicables à la liquidation des comptes afférents aux boîtes à remettre franches de droits.

Toutefois, les Offices qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par cet article doivent indiquer les dispositions qu'ils désirent adopter.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses.

Article 14.

Avis de réception. Remboursements. Exprès. Retrait. Modification d'adresse. Réclamations.

Les dispositions suivantes du Règlement de la Convention sont applicables:

a) aux avis de réception, articles 23 et 24;

b) aux remboursements, articles 25 à 35;

c) aux exprès, articles 37 et 48;

d) aux retraits ou modifications d'adresse, articles 41 et 42;

e) aux réclamations, article 44.

Article 15.

Formules.

En vue de l'application des dispositions du § 2 de l'article 31 de la Convention est considérée comme formule à l'usage du public, la formule B (Déclaration en douane).

Article 16.

Communications et notifications.

1. — Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer ou notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

a) le tarif des droits d'assurance applicable dans leur service aux lettres et boîtes avec valeur déclarée, en conformité de l'article 3 de l'Arrangement;

b) le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour des valeurs déclarées;

c) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées;

d) le nombre de déclarations en douane à joindre aux boîtes avec valeur déclarée;

e) le cas échéant, la liste de ceux de leurs bureaux à desti-

nation desquels il peut être admis des envois evec valeur déclarée (Arrangement, art. 31).

2. — Toute modification apportée ultérieurement à l'égard des points ci-dessus mentionnés doit être notifiée, sans retard, de la même manière.

Dispositions finales.

Article 17.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

VIII

ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Conventon, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Article Premier.

Objet de l'Arrangement.

1. — Il peut être échangé, sous la dénomination de ,,colis postaux'', entre les pays contractants, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux, des colis jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes:
1° jusqu'à 1 kilogramme;
2° de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;
3° de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.
Par exception, chaque pays a la faculté de ne pas admettre les colis excédant 5 kilogrammes.
2. — Les Administrations peuvent convenir d'admettre les colis d'un poids de plus de 10 kilogrammes sur la base des dispositions de l'Arrangement, sauf augmentation de la taxe et de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

Article 2.

Affranchissement. Taxes.

1. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.
2. — La taxe se compose des droits revenant à chaque Office participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, les droits et surtaxes prévus aux articles 5, 6, 7 et 8 ci-après.

Article 3.

Droit territorial.

Le droit de transport territorial est fixé, pour chaque pays, à:
30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme;
50 centimes par colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;
90 centimes par colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Article 4.

Droit maritime.

En cas de transport maritime, il est perçu pour chaque service participant à ce transport un droit dont le taux est fixé ainsi qu'il suit:

Échelons de distance.	Colis jusqu'à 1 kg.	Colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	Colis de plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Jusqu'à 500 milles marins . . .	0,15	0,25	0,45
De 501 à 1.000 milles marins.	0,25	0,40	0,75
De 1.001 à 2.000 " "	0,40	0,60	1,10
De 2.001 à 3.000 " "	0,50	0,80	1,45
De 3.001 à 4.000 " "	0,60	1,00	1,80
De 4.001 à 5.000 " "	0,70	1,20	2,15
De 5.001 à 6.000 " "	0,80	1,40	2,50
De 6.001 à 7.000 " "	0,90	1,60	2,85
De 7.001 à 8.000 " "	1,00	1,80	3,20
De 8.001 à 9.000 " "	1,00	2,00	3,55
De 9.001 à 10.000 " "	1,00	2,20	3,90
Et ainsi de suite en ajoutant par 1.000 milles ou fraction de 1.000 milles.	—	0,20	0,35

Le cas échéant, les échelons sont établis d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception du droit prévu au premier alinéa lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, du chef des colis transportés, la rémunération afférente au transport territorial.

Pour les colis jusqu'à 1 kilogramme, le droit ne doit pas excéder le taux de 1 franc par colis.

Article 5.

Réduction ou majoration du droit territorial.

Les pays signataires de l'Arrangement ont la faculté, sous réserve d'aviser trois mois au moins à l'avance l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leur droit territorial de départ et d'arrivée. Les

modifications de ce droit entreront en vigueur aux dates suivantes: 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre.
La réduction ou la majoration sera valable pendant une période de six mois au minimum.
La majoration ne pourra, en aucun cas, dépasser, pour chaque coupure de poids, le droit prévu à l'article 3 ci-dessus.

Article 6.

Réduction ou majoration du droit maritime.

La faculté de réduction ou de majoration de cent pour cent au maximum, prévue à l'article précédent, est également accordée aux pays contractants en ce qui concerne le droit applicable au transport maritime indiqué à l'article 4 ci-dessus.
Les modifications de ce droit devront être notifiées trois mois au moins à l'avance et entreront en vigueur aux dates suivantes: 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre.
Toute majoration doit aussi être appliquée aux colis du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime, les relations entre ce pays et ses colonies étant exceptées.

Article 7.

Colis encombrants. Taxe additionnelle.

1. — Les colis considérés comme encombrants, soit en raison de leurs dimensions, de leur forme ou de leur volume, soit en raison de la nature de leur contenu, sont admis seulement dans les relations avec les pays qui acceptent d'en assurer le transport.
2. — Pour ces colis, la taxe d'affranchissement d'un colis ordinaire est majorée de cinquante pour cent. Elle est arrondie, s'il y a lieu, au demi-décime supérieur.

Article 8.

Surtaxe.

Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Article 9.

Droit de factage et de dédouanement.

L'Office destinataire peut percevoir, pour le factage et pour le dédouanement, un droit de 50 centimes au maximum par colis. Sauf arrangement contraire, ce droit est perçu au moment de la livraison. Le même droit peut être appliqué à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire.

Article 10.

Payement des droits de douane ou autres.

Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis.

Article 11.

Payement par l'expéditeur des droits de douane ou autres. Perception d'arrhes. Droit de commission.

Moyennant déclaration préalable au bureau de départ, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, soit la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison, soit les droits de douane seulement.

Dans ces deux cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire, et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'Administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 9 précédent pour le dédouanement.

Article 12.

Droit de magasinage.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation, pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

Article 13.

Remise par exprès.

1. — Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arri-

vée, pourvu que l'Office de destination ait déclaré être en mesure d'assurer ce service.

Ces envois, qualifiés „exprès", sont soumis en sus du port ordinaire à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée par l'expéditeur complètement et à l'avance, que le colis puisse ou non être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès.

2. — Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La remise par exprès en dehors du rayon du bureau de destination est facultative.

3. — Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 45, § 2.

4. — La remise ou l'envoi par exprès d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

Article 14.

Interdictions.

1. — Sauf arrangement contraire, il est interdit d'insérer dans les colis postaux:

a) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses. Toutefois, les Offices ont la faculté de s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles est des allumettes;

b) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical, pour les pays qui les admettent à cette condition;

c) des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres;
d) des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.
Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.
2. — Les animaux vivants ne sont admis que si leur transport est autorisé par la législation des pays intéressés et si les prescriptions du Règlement spéciales à cet objet sont observées.
3. — Il est interdit d'expédier des pièces monnayées, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.
4. — Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans cette dernière éventualité, l'Office expéditeur doit être informé, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis.
Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.
5. — Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses non admises en vertu de l'entente spéciale prévue au § 1, lettre *a*, 2e alinéa, ci-dessus et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Office d'origine; ils sont détruits sur place par l'Administration qui en constate la présence.

Article 15.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Les colis postaux, à l'exception des colis grevés de remboursement, destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toutes taxes prévues par le présent Arran-

gement, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis ne donnent lieu ni à bonification, ni à payement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.
Il en est de même des colis postaux concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus, soit directement, soit à titre d'intermédiaires, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans des pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.
Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

Article 16.

Retrait. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention, avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le payement du port dû pour la nouvelle transmission.

Article 17.

Avis de réception.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par l'article 49 de la Convention.

Article 18.

Réexpédition.

1. — La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le comportent.
La réexpédition d'un colis, d'un pays sur un autre, n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.
L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, au

moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. — La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite du changement de résidence des destinataires, donne lieu à la percention supplémentaire des taxes fixées par les articles 3 à 8 et 33. Lorsqu'un colis a été réexpédié dans le territoire du pays de destination, l'Administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, sont perçues sur les destinataires ou, le cas échéant, sur les expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

La même procédure est suivie pour les colis frappés de l'une des interdictions prévues à l'article 14 de l'Arrangement.

3. — La réexpédition des colis parvenus en fausse direction, ou admis à tort à l'expédition, a lieu suivant les prescriptions de l'article 33, §§ 1 et 2 du Règlement.

Article 19.

Rebuts.

1. — Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur les colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison.

Si cette prescription n'est pas observée, les colis tombés en rebut sont renvoyés au bureau d'origine à l'expiration d'un délai de 15 jours ou, au plus tard, après un mois à compter du lendemain de leur mise à la disposition des destinataires.

2. — Le renvoi d'un colis tombé en rebut doit avoir lieu immédiatement si la demande de l'expéditeur, formulée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, n'a pas abouti à la livraison. Il en est de même lorsqu'il n'a pu être donné satisfaction au désir exprimé par l'expéditeur dans sa réponse à l'avis de non-remise prévu à l'article 34 du Règlement. Quand l'expéditeur a fait plusieurs demandes, le colis n'est renvoyé que si ces demandes sont toutes restées sans résultat.

3. — Il peut être perçu sur l'expéditeur, au moment où il aura à remplir la formule de non-remise mentionnée à

l'article 34 du Règlement, un droit qui ne dépasse pas le double de la taxe applicable à une lettre de port simple.

Si, dans le délai d'un mois à compter de l'expédition de cet avis de non-remise, le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

4. — Les colis gardés en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante sont considérés comme tombés en rebut après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination, sans toutefois, que ce délai puisse dépasser quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et un mois dans les autres relations.

Toutefois, le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé par une annotation appropriée sur le bulletin et sur le colis.

5. — Le renvoi des colis tombés en rebut donne lieu à la perception des taxes prévues au § 2 de l'article 18 précédent.

Article 20.

Annulation des droits de douane.

Les Administrations des pays contractants s'engagent à intervenir auprès des Administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Elles devront agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service, sous la réserve prévue à l'article 41, § 4 ci-après.

Article 21.

Vente. Destruction.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire au profit de qui de droit. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 22.

Colis abandonnés.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'Office de destination, qui les traite d'après sa législation.

Article 23.

Récupération des frais sur l'expéditeur.

Les expéditeurs sont tenus de payer les frais de transport ou autres dont les Offices se trouvent à découvert par suite de la non-livraison des colis, même si ces derniers ont été abandonnés, vendus ou détruits. Ces frais sont repris sur l'Office d'origine.

Article 24.

Réclamations.

1. — Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 1 franc au maximum.

Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. — Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt. Toutefois, chaque Office est tenu de donner suite aux réclamations dont il est saisi par un autre Office et qui visent des expéditions faites depuis moins de deux ans. A cet effet, les archives du service des colis postaux doivent être conservées pendant deux ans.

3. — Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

Article 25.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. — Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations avec les pays qui conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.
Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine du colis.
Chaque Office est tenu d'assurer le transit des colis contre remboursement, même s'il n'admet pas ces envois dans son service. Les pays intermédiaires doivent également assurer le transit des colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum fixé pour leur propre trafic.
2. — Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec déclaration de valeur. L'expéditeur paie, en outre, une taxe fixe qui ne peut être inférieure à 20 centimes ni supérieure à 50 centimes et un droit proportionnel de ½ pour cent du montant du remboursement. L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir ces taxes d'après les convenances de son système monétaire.
3. — La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement, qui sont émis gratuitement.
Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent notamment se charger, dans les conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

Article 26.

Annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.
Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45 de la Convention).

Article 27.

Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis grevé de rem-

boursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre VI ci-après.

Article 28.

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste pour les sommes converties en mandats.

Article 29.

Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 24 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou une négligence de sa part.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement. L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

Article 30.

Détermination de la responsabilité.

Le payement par l'Office expéditeur des sommes encaissées régulièrement ou celui de l'indemnité prévue à l'article 29 ci-dessus, se fait pour le compte de l'Office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office expéditeur ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le Règlement pour les colis grevés de remboursement.

Article 31.

Application des dispositions de la Convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de payement et remboursement des avances.

Les dispositions des articles 63 et 66 de la Convention s'appliquent aux colis grevés de remboursement.

Article 32.

Mandats de remboursement.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas pu être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Office d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Office expéditeur du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cet Office après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

Article 33.

Taxes et conditions.

1. — Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur dans les relations entre les pays dont les Administrations assurent ce service.

2. — Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur, laquelle ne peut, en aucun cas, être inférieure à 1.000 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

3. — Il est perçu, à titre de droit d'assurance, par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur et en sus des taxes applicables aux colis ordinaires:

a) 5 centimes par Office participant au transport territorial;

b) 10 centimes par service maritime emprunté.

4. — Comme mesure de transition, l'Office d'origine peut toutefois percevoir un droit global d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée.
5. — Les pays qui acceptent de couvrir, pour les colis avec valeur déclarée, les risques pouvant dériver du cas de force majeure, sont autorisés à percevoir une taxe spéciale, sous réserve que cette taxe et le droit d'assurance réunis ne dépassent pas le droit prévu au § 4 précédent.
6. — L'Office d'origine a la faculté de percevoir un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.
7. — L'expéditeur d'un colis-valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 34.

Déclaration frauduleuse.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.
Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

Article 35.

Taxes et conditions.

1. — Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres. Ces colis, qualifiés ,,urgents'', sont remis par exprès au domicile du destinataire, à moins qu'ils ne portent la mention ,,poste restante''.
2. — Pour les colis urgents, les droits et majorations fixés par les articles 3 à 8 précédents sont triplés.
Les droits fixés par l'article 33, la taxe de remise par exprès et les autres taxes accessoires leur sont appliqués sans augmentation.

CHAPITRE VI.

Responsabilité.

Article 36.

Etendue de la responsabilité.

1. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis postaux.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser: 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 25 francs par colis de 1 à 5 kilogrammes, 40 francs par colis de 5 à 10 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire, lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. — Les dommages indirects où les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. — L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. — Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes de transport. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires, à cause de leur mauvais état, pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. — Les droits d'assurance restent acquis, dans tous les cas, aux Administrations postales.

Article 37.

Exceptions au principe de responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité:
a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 33, § 5);
b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure;
c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet;
d) pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 14;
e) pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
f) à l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 24.

Article 38.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les ayants droit ont pris livraison sans formuler les réserves prévues à l'article 36 ci-dessus.

Article 39.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Office expéditeur, sauf dans les cas visés à l'article 36, § 1, où cette indemnité est payée par l'Office destinataire. L'Office payeur conserve un droit de recours contre l'Office responsable.

Article 40.

Délai de payement.

1. — Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. — L'Office auquel l'article 39 impose le payement de l'indemnité est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Office qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

3. — L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

Article 41.

Office responsable.

1. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Office qui, ayant reçu le colis d'un autre Office sans formuler des réserves et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Office suivant.

2. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, ou si, en cas de transmission globale des colis ordinaires, il ne peut être établi sur le territoire ou dans le service de quel pays un colis a été perdu, spolié ou avarié, les Offices en cause supportent le dommage par parts égales.

3. — Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable devant l'Office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques en cas de force majeure.

4. — Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. — Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indem-

nité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.

Toutefois, si, ultérieurement, les colis considérés comme perdus sont retrouvés entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi, contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 42.

Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le payement est effectué, en conformité de l'article 40, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du payement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat de poste où d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Le montant de l'indemnité peut être aussi repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire du premier Office de transit, qui se crédite à son tour sur l'Office suivant, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Office responsable. Passé le délai de trois mois susvisé, la somme due est productive d'intérêt à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie, et qui a primitivement décliné le payement de l'indemnité, est tenu de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.

CHAPITRE VII.

Attribution des taxes.

Article 43.

Bonifications de transport.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis:

a) à l'Office destinataire, les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 3 à 8 et 35;

b) éventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par les articles 3, 4, 6, 7 et 35.

Article 44.

Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'Office réexpéditeur reprend sur l'Office suivant la quote-part qui lui revient et, le cas échéant:

a) le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 9;

b) le montant du droit de magasinage prévu à l'article 12;

c) la taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2;

d) les droits dont il se trouve à découvert.

La même procédure est suivie par chaque Office intermédiaire, ainsi qu'il est dit à l'article 33 du Règlement.

Article 45.

Taxes d'exprès, spéciale et complémentaire.

1. — La taxe spéciale d'exprès prévue à l'article 13, § 1, fait partie des bonifications dévolues à l'Office de destination. Lorsqu'un colis exprès est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée au nouveau pays de destination. Si celui-ci ne se charge pas de la remise par exprès, la taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination; il en est de même quand un colis exprès est tombé en rebut.

2. — En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis exprès, la taxe complémentaire prévue à l'article 13, §§ 2 et 3, est reprise sur l'Office correspondant par l'Office qui a tenté la remise, sauf le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 46.

Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 47.

Droits divers.

1. — Sont acquis en entier à l'Office qui les a perçus:

a) le droit fixe appliqué aux avis de réception (art. 17);

b) le droit prévu pour un colis tombé en rebut (art. 19, § 3);

c) le droit appliqué aux réclamations (art. 24, § 1);

d) le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (art. 33, § 6).

2. — Le droit de factage et de dédouanement (art. 9) est acquis à l'Office destinataire.

Le droit de commission (art. 11) est repris par le même Office.

Article 48.

Taxe de remboursement.

Les taxes prévues à l'article 25, § 2, sont partagées par moitié entre l'Administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le Règlement.

Article 49.

Droit d'assurance.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Office d'origine est redevable, envers chacune des Administrations dont les services participent au transport et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs, à 5 centimes pour le transport territorial et à 10 centimes pour le transport maritime.

CHAPITRE VIII.

Dispositions diverses.

Article 50.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables à l'échange des colis sous les réserves suivantes:

Les Offices des pays participant au présent Arrangement,

qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

Lorsque le pays qui désire adhérer au présent Arrangement réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers des Administrations participant à l'Arrangement ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

Article 51.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 19, 24 à 45, 47, 48, 49, 51 et 52 du présent Arrangement et de l'article 49 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de litige à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10 de la Convention.

Dispositions finales.

Article 52.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire

qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour la République Argentine:
M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Colonie du Congo belge:
M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Brésil:
A. DE ALMEIDA-BRANDÃO.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie:
N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Chili:
CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine:
TAI TCH'ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie:
LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Costa-Rica:
V. ANDERSSON.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour la République Dominicaine:
C. G. F. HAGSTRÖM.

Pour l'Egypte:
H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:
MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie:
EDWARD WIRGO.

Pour l'Ethiopie:
B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande:

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:

M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:

H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble de autres Colonies françaises:

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Pour la Grèce:

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala:

Pour la République d'Haïti:

CARL SCHLYTER.

Pour la République du Honduras:

Pour la Hongrie:

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique:

GEOFEREY CLARKE.
HEMANTE KUMAR RAHA.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour l'Italie:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon:

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen:

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria:

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la République de Panama:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Pour le Paraguay:
GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays-Bas:
SCHREUDER.
J. S. VAN GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises:
I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBORN.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique:
I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBRON.

Pour le Pérou:
EMIL HECTOR.

Pour la Perse:
FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Pour la Pologne:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:
HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique:
JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:
JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:
GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Martin:
PERCIVAL KALLING.

Pour le Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:
P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDŽIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour le Royaume de Siam:
PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:
P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:
JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:
F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie:
Pour MEHMED SABRY:
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

Pour l'Uruguay:
ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:
LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

IX

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

I.

Exploitation du service par les entreprises de transport.

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux et qui adhère à l'Arrangement susmentionné aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

II.

Transit.

La faculté de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par leur territoire est accordée provisoirement à la Perse, aux Colonies portugaises de l'Afrique et à la Colonie du Congo belge.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux colis en provenance ou à destination des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

III.

Surtaxes de transit.

Par exception aux dispositions de l'article 3 de l'Arrangement,

a) le droit de transit territorial peut être provisoirement porté à:

1 franc par le Brésil, la République de Colombie, l'Equateur, le Pérou et les Etats-Unis de Vénézuela;
1 fr. 25 par la Chine;
2 fr. 50 par la Turquie d'Asie; cette surtaxe peut être portée à 4 francs pour les colis de et pour la Perse traversant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid;
b) une surtaxe de 50 centimes peut être appliquée par la République de Panama aux colis pour leur transport à travers l'Isthme;
c) une surtaxe de 3 fr. 60 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office argentin aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin;
d) l'Egypte (pour le Soudan) a la faculté de porter à 1 fr. 20 pour les colis de la coupure de 1 kg., et à 4 fr. 40 pour les colis de la coupure de 5 kg., le droit territorial applicable aux colis de et pour le Congo belge en transit par le Soudan;
e) le Congo belge a la faculté de porter respectivement à 60 centimes, 2 francs et 4 francs, suivant la coupure de poids, le droit de transport territorial applicable aux colis en provenance ou à destination des colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.
Ce droit est susceptible de modification par entente entre les deux Offices intéressés.
f) l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes a la faculté de porter à 2 francs par colis le droit de transit pour le transport sur la partie européenne, et à 2 francs par colis pour le transport sur la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes;
g) une surtaxe de 1 fr. 25 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office chilien aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin.

IV.

Surtaxes terminales.

La surtaxe prévue par l'article 8 peut être, à titre exceptionnel et provisoire, élevée à:
40 centimes par la République Dominicaine;
50 centimes par la Bulgarie, la République d'Haïti et l'Islande;

75 centimes au maximum par chacun des Offices désignés ci-après: République Argentine, Autriche, Chili, Chine, Finlande, Grèce, Guatémala, Indochine (pour certains bureaux éloignés), Inde britannique, Nicaragua, Norvège, République de Panama, Pologne, le Salvador, Siam, Suède, Turquie d'Asie, Uruguay;

la surtaxe de 0 fr. 75 accordée à la Turquie d'Asie peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres;

1 franc par l'Egypte (pour ce qui concerne les bureaux du Soudan) et par les parties européenne et asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes prises chacune séparément.

1 fr. 25 par le Brésil, l'Equateur, le Pérou, les Etats-Unis de Vénézuela et par les bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes;

1 fr. 50 par les Colonies néerlandaises.

La Bolivie a la faculté d'appliquer provisoirement les 3 surtaxes de francs 3, 7 et 14 respectivement pour les colis de chacune des 3 coupures de poids originaires ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro.

La République de Colombie a la faculté d'imposer, à titre provisoire, les surtaxes ci-après: 1 fr. 25 pour chaque colis à destination des ports de mer, et un franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.

L'Ethiopie a la faculté d'appliquer provisoirement les surtaxes de 40 centimes, 1 fr. 25 et 1 fr. 70 respectivement pour les colis de chacune des trois coupures de poids.

La Colonie du Congo belge, la Perse et les Colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique sont autorisées à appliquer aux colis postaux, pour leur parcours au delà de leurs bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis de leur service intérieur.

V.

Surtaxes spéciales.

1. — Le transport entre la France continentale, d'une part,

l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

2. — L'Administration espagnole est autorisée à percevoir une surtaxe de 25 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la Zone espagnole du Maroc, d'autre part, et de 50 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale et les îles Canaries.

3. — L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une surtaxe de 1 fr. 50 par colis jusqu'à 5 kilogrammes pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. — Le transport entre l'Indochine, d'une part, et le Territoire de Kouang-Tchéou-Wan, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

VI.

Tarifs spéciaux.

L'Inde britannique a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son pays à destination des autres pays, un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe à laquelle elle aurait droit. Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhèreront à l'Arrangement dans l'intervalle jusqu'au prochain Congrès.

VII.

Colis avec valeur déclarée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33:

a) la Colonie du Congo belge est autorisée à limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur;

b) l'Office argentin est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination des bureaux de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes;

c) le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur, pour les colis de valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction;

d) l'Office indochinois est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis de valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux du Territoire de Kouang-Tchéou-Wan;

e) l'Administration des postes de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes est autorisée à percevoir sur l'expéditeur une taxe supplémentaire d'assurance de 15 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur à destination de la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Tout colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu, à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction.

VIII.

Dimensions et volume.

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé pour les services maritimes dans le Règlement.

IX.

Exceptions aux dispositions concernant la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes.

Par mesure transitoire, dans les relations avec les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes pourront être soumis aux dispositions de la Convention de Madrid concernant le service des colis postaux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

X

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPULBIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article Premier.

Acheminement.

1. — Chaque Administration est obligée d'acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. — Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'Office réexpéditeur.

Article 2.

Mode de transmission.

1. — L'échange des colis entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct est effectué par les bureaux et dans les locaux désignés par les Offices intéressés.

2. — A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

Les Offices intéressés peuvent s'entendre pour établir des échanges en sacs, paniers ou compartiments clos avec feuilles de route directes; dans ce cas, lesdits Offices arrêtent d'un commun accord les mesures nécessaires.

3. — Toutefois, il est obligatoire de former des récipients clos, lorsque le nombre des colis est de nature à entraver les opérations d'une Administration intermédiaire d'après la déclaration de cette Administration.

Les récipients doivent porter l'indication bien lisible du bureau d'origine et d'un numéro d'ordre. Leur poids ne doit pas dépasser 60 kg., s'il s'agit de sacs et 80 kg., s'il s'agit d'autres récipients.

Ils doivent être renvoyés vides à l'Office expéditeur par le prochain courrier.

L'Office réexpéditeur doit faire mention sur ses feuilles de route des numéros des récipients retournés et devient responsable de la perte de ceux dont il ne peut pas prouver avoir effectué le renvoi.

Les paniers, sacs et autres récipients semblables, nécessaires à l'échange des colis, sont à la charge à parts égales des Offices qui s'en servent dans leurs rapports réciproques.

4. — Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Offices intéressés sont convenus.

5. — Lorsque des colis sont retenus d'office en cours de transport, soit par la poste, soit par la douane, l'expéditeur doit être invité, par avis de non-remise, à donner ses instructions. Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure.

Article 3.

Renseignements à fournir aux Administrations.

1. — Les Administrations qui entretiennent des services maritimes réguliers désignent, aux autres Offices, ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des colis, en indiquant les distances.

2. — Les Administrations qui ont entre elles des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé:

a) la nomenclature des pays sur lesquels elles peuvent acheminer les colis qui leur sont remis;

b) les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services;

c) le total des frais qui doivent leur être bonifiés pour chaque destination;

d) le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné.

3. — Chaque Administration doit, en outre, faire connaître directement au premier Office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis.

Article 4.

Voies de transmission et taxes.

Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis et les taxes à percevoir sur les expé-

diteurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

Article 5.

Fixation des équivalents.

1. — Les Administrations perçoivent leurs taxes d'après les équivalents qu'elles ont fixés, selon les indications du tableau (modèle O ci-annexé) et qu'elles doivent notifier au Bureau international, par l'intermédiaire de l'Administration des postes suisses.

2. — En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'Administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses pour modifier les équivalents; il appartient à cette dernière Administration de faire notifier la modification à tous les autres Offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3. — Toute Administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

Article 6.

Colis encombrants.

1. — Sont considérés comme encombrants:

a) les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 m. 50 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 3 mètres;

b) les colis qui, par leur forme, leur volume ou leur fragilité ne se prêtent pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui demandent des précautions spéciales, tels que plantes et arbustes en paniers, cages vides ou renfermant des animaux vivants, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, meubles, vannerie, jardinières, voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, etc.

2. — Les Administrations qui assurent des services maritimes ont la faculté de considérer comme encombrant tout

colis qui emprunte ces services et dont le volume dépasse 55 décimètres cubes, ou dont une dimension est supérieure à 1 m. 25.

3. — La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou de la dimension, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 7.

Conditionnement des colis.

Pour être admis au transport, tout colis doit:

a) porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de l'adresse de l'expéditeur;

b) être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve assez efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation. Toutefois, sont acceptés, sans emballage, les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger;

c) être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Article 8.

Emballages spéciaux.

1. — L'emballage des colis pour les pays d'outre-mer doit

être particulièrement solide et bien conditionné, en raison des nombreux transbordements et manipulations que doivent supporter ces envois; en particulier, lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable d'employer, pour l'emballage, des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'au moins un centimètre d'épaisseur.

2. — Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant ou en carton ondulé de solide qualité) est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante ou protectrice.

Cette dernière condition est obligatoire lorsque le premier récipient est particulièrement fragile.

Les matières colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages; les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

3. — Lorsqu'ils sont admis par les divers Offices appelés à participer au transport, les colis contenant des allumettes, des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives et des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles, doivent être solidement emballés à l'intérieur et à l'extérieur dans des caisses ou des barils. Le contenu doit, en outre, être indiqué tant sur le bulletin d'expédition que sur l'envoi même.

Article 9.

Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. — Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition en carton résistant et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles B et C ci-annexés; les déclarations en douane sont solidement attachées au bulletin d'expédition.

L'expéditeur peut ajouter sur le coupon du bulletin d'expédition des communications relatives à l'envoi. Il doit, en outre, indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il entend disposer du colis au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation, qui doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination, est reproduite sur le colis même.

Les dispositions suivantes sont seules admises:

a) que le colis soit immédiatement renvoyé;

b) que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité;

c) que le colis soit remis à un autre destinataire (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre payement d'une somme inférieure à celle indiquée primitivement);

d) que le colis soit signalé comme tombé en rebut;

e) que le colis soit vendu à ses risques et périls ou traité comme abandonné.

2. — Un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois, émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, avec déclaration de valeur, ou à remettre aux destinataires francs de tous droits ou francs de droits de douane seulement, pour lesquels les documents collectifs ne sont pas admis.

Chaque pays peut toutefois exiger un bulletin d'expédition et une déclaration en douane par colis.

3. — Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 10.

Colis francs de droits.

1. — Les colis à remettre aux destinataires francs de tous droits ou francs de droits de douane seulement doivent porter sur l'adresse ainsi que sur les bulletins d'expédition une étiquette de couleur jaune avec l'indication, en gros caractères, „Franc de tous droits'' ou „Franc de droits de

douane seulement''. La même indication doit être inscrite par les expéditeurs sur les bulletins d'expédition.

2. — Tout colis expédié ,,franc de droits'' est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle E ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur d'après la contexture de la formule. Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 11.

Avis de réception.

1. — Les colis pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente ,,Avis de réception'' ou l'empreinte d'un timbre ,,A. R.''. La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. — Ces envois sont accompagnés d'une formule conforme ou analogue au modèle C annexé au Règlement de la Convention; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur; elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. — Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule C, la renvoie, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. — Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C la mention ,,Duplicata de l'avis de réception, etc.''.

Article 12.

Avis de réception demandés postérieurement au dépôt.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine remplit une formule C, qu'il attache ensuite à une réclamation (modèle N ci-annexé), préalablement revêtu de timbres-poste représentant la taxe prévue à l'article 49 de la Convention.

La réclamation accompagnée de la formule C est traitée selon les prescriptions de l'article 39 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule N et renvoie la formule C à l'origine de la manière prescrite au § 3 de l'article précédent.

Toutefois, dans les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe est constatée sur la formule N, soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

Article 13.

Indication du remboursement.

1. — Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse le mot ,,Remboursement'', écrit ou imprimé d'une manière très apparente et suivi du montant du remboursement qui doit être indiqué en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. — L'expéditeur doit, en outre, indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse, également en caractères latins.

Article 14.

Etiquette.

Les colis grevés de remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle D, annexé au Règlement de la Convention.

Article 15.

Mandat de remboursement (formule H).

Tout colis expédié contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle H ci-annexé. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'ori-

gine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

Article 16.

Conversion du montant du remboursement.

Sauf entente contraire, les montants de remboursements sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 17.

Délai de payement.

Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de 7 jours à compter du lendemain de l'arrivée du colis au bureau destinataire.

Ce délai est porté à 15 jours dans les relations des pays d'Europe avec les pays hors d'Europe et de ces derniers pays entre eux.

Les délais peuvent être étendus jusqu'au maximum de 28 jours par les Administrations auxquelles leur législation en fait une obligation.

Passé ces délais, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 34 ci-après. L'expéditeur a toutefois la faculté de demander le renvoi immédiat du colis à son adresse, si le destinataire refuse de payer le montant du remboursement lors de la première présentation. Cette demande doit figurer sur le colis et au verso du bulletin d'expédition. Elle doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination.

Article 18.

Réduction ou annulation du remboursement.

Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du

remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 41 du Règlement de la Convention.

Toute demande de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié.

Article 19.

Réexpédition.

Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des colis de cette catégorie. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'Office de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements, comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

Article 20.

Emission du mandat de remboursement.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire remplit la partie „Indications de service" du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie en franchise de port au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'Office d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par chaque Administration.

Article 21.

Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement.

1. — Les formules de mandats de remboursement annulées ou remplacées sont détruites par les soins de l'Office destinataire des colis.

2. — Les formules afférentes aux colis grevés de remboursement qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'Office qui effectue le renvoi.

3. — Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur lesquels il porte les indications que le bureau expéditeur y aurait consignées.

Article 22.

Mandats de remboursement.

1. — Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont remplacés par des duplicata ou des autorisations de payement, après constatation par les Administrations intéressées que les mandats n'ont été ni payés, ni remboursés.

2. — Les mandats de remboursement dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le payement dans les délais de validité fixés par le Règlement des mandats, et ceux qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires, sont traités conformément aux dispositions de l'article 34 du Règlement de la Convention.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

Article 23.

Indication du montant de la déclaration.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents doivent comporter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées. Le montant de la déclaration doit, en outre, être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Office d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

Article 24.

Etiquettes et timbres-poste.

Les colis avec valeur dèclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication „Valeur déclarée'' en caractères latins.

Lorsque les colis contiennent des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis doivent être espacés, de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. Les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 25.

Empreinte du cachet.

Outre l'indication de la déclaration de valeur prescrite par l'article 23, le bulletin d'expédition accompagnant chaque colis avec valeur déclarée doit porter une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale de l'expéditeur prévue à l'article 7, lettre *c*).

Article 26.

Indication du poids.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'Office d'origine:

a) sur l'adresse du colis;

b) sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

Article 27.

Etiquette.

Les colis urgents et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette avec l'indication très apparente „Urgent''.

Article 28.

Transmission et comptabilité.

Les Offices qui participent à l'échange des colis urgents

s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis; ces Offices arrêtent également d'un commun accord les mesures nécessaires pour la comptabilité.

CHAPITRE VI.

Opérations au départ et à l'arrivée.

Article 29.

Numéro d'enregistrement et lieu de dépôt.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle D ci-annexé indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 30.

Application du timbre à date.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Le bureau d'origine doit indiquer, en outre, la coupure de poids du colis ou le poids de ce colis, en kilogrammes.

Article 31.

Colis exprès.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants sont frappés d'un timbre ou revêtus d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot ,,Exprès''.

Article 32.

Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des droits avancés.

1. — Après la livraison d'un colis franc de droits au destinataire, le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier accompagné des

pièces justificatives, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau d'origine du colis.
Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins soient transmis à un bureau déterminé. Dans ce dernier cas, le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit par le bureau expéditeur du colis au recto du bulletin d'affranchissement.
2. — Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette „Franc de tous droits" ou „Franc de droits de douane seulement" parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui de l'Office dont il relève lui-même. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.
3. — Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulés par les soins de l'Office qui effectue le renvoi et être attachés aux bulletins d'expédition.
4. — A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'Office d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'il détermine lui-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral; il est confirmé par la signature de l'agent qui a opéré la conversion. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

Article 33.

Réexpédition.

1. — Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'Office réexpéditeur.
Lorsque ce dernier renvoie un colis à l'Office qui l'a acheminé

en dernier lieu, il lui restitue les bonifications qu'il a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'Office réexpéditeur bonifie à l'Office auquel il remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement; il se crédite ensuite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. — Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'Office qui restitue le colis alloue à l'Office qui le lui a livré les bonifications qu'il en a reçues.

Lorsque le renvoi est la conséquence d'une erreur de l'expéditeur ou d'une des interdictions prévues à l'article 14 de l'Arrangement, les frais de transport qui résultent de l'opération sont à la charge des expéditeurs. Chaque Office se crédite de sa quote-part par une reprise, ainsi qu'il est indiqué au § 3 ci-après pour les colis réexpédiés.

3. — Les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur sont grevés, à la charge des destinataires, par l'Office distributeur, d'une taxe représentant les quotes-parts revenant aux divers Offices qui ont participé au transport de réexpédition.

L'Office réexpéditeur se crédite de sa quote-part sur l'Office intermédiaire ou sur l'Office de la nouvelle destination. Dans les cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, le premier Office intermédiaire qui reçoit un colis réexpédié se crédite du montant de sa quote-part et de celle de l'Office réexpéditeur, vis-à-vis de l'Office auquel il livre cet objet; et ce dernier à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'Office suivant, sa propre quote-part, cumulée avec celle dont il a tenu compte à l'Office précédent. La même opération se

poursuit dans les rapports entre les différents Offices participant au transport, jusqu'à ce que le colis parvienne à l'Office distributeur.
Lorsque la taxe de transport est acquittée au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination. Dans ce cas, aucune taxe de transport n'est perçue sur le destinataire.
Le détail des frais repris doit être indiqué sur le bulletin d'expédition ou, à défaut, sur un bordereau joint à ce document.
4. — Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 34.

Rebuts. Avis de non-remise.

1. — Lorsque l'expéditeur a demandé, par une annotation portée au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, que le colis soit signalé comme tombé en rebut, l'Office destinataire transmet à l'Office expéditeur, après l'avoir complété, un avis de non-remise conforme au modèle J ci-annexé. Cet avis, qui est accompagné du bulletin d'expédition original, doit indiquer, le cas échéant, le montant des frais de douane et autres dont le colis est déjà grevé et de ceux dont il pourrait être encore grevé en raison d'un magasinage prolongé. L'avis est renvoyé au bureau qui l'a établi avec les instructions de l'expéditeur et avec le bulletin d'expédition.
2. — Un avis modèle J doit également être établi pour signaler à l'Office d'origine les colis postaux tombés en souffrance pour cause d'avarie, de spoliation ou toute autre cause de même nature.
3. — En règle générale, les avis de non-remise sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toute-

fois, chaque Office peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. Il appartient à l'Office d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-remise doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

4. — Lorsque des colis ayant donné lieu à un avis sont retirés ou réexpédiés avant la réception des instructions de l'expéditeur, le bureau d'origine doit en être informé immédiatement pour qu'il en prévienne l'expéditeur.

5. — Lorsqu'un colis est renvoyé à l'origine sans que l'avis de non-remise prévu au § 1 du présent article ait été établi, l'Office destinataire est tenu de prendre les frais de renvoi à sa charge.

Article 35.

Rebuts. Instructions de l'expéditeur.

1. — En réponse à l'avis de non-remise qui lui a été transmis conformément aux dispositions de l'article précédent, l'expéditeur peut demander:

a) que le destinataire primitif soit avisé encore une fois;

b) que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée;

c) que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne;

d) qu'un colis grevé de remboursement soit remis à une autre personne contre perception du montant du remboursement indiqué ou qu'il soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ou contre payement d'une somme inférieure à celle indiquée primitivement. Si le montant du remboursement est réduit, une nouvelle formule H doit être établie conformément aux prescriptions de l'article 18;

e) que le colis soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception des frais de douane ou des autres frais dont il est grevé. Dans ce cas, un bulletin d'affranchissement doit être établi conformément aux prescriptions de l'article 10;

f) que le colis lui soit immédiatement renvoyé;
g) que le colis soit vendu à ses risques et périls ou traité comme abandonné.
Aucune demande autre que celles prévues ci-dessus n'est admise.
2. — Après réception des instructions de l'expéditeur, ces dernières seules sont valables et exécutoires.

Article 36.

Renvoi des colis tombés en rebut.

1. — Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays non participant à l'Arrangement concernant les colis postaux est traité comme rebut, à moins que l'Office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir.
2. — Si l'expéditeur a formulé une demande non prévue à l'article 35, l'Office de destination peut renvoyer immédiatement le colis au bureau d'origine sans établir un nouvel avis. Il en est de même lorsque l'expéditeur refuse de payer le droit prévu par le § 3 de l'article 19 de l'Arrangement. Si l'expéditeur ne donne pas de réponse à l'avis de non-remise, le colis lui est renvoyé à l'expiration du délai fixé au § 3 dudit article 19.
3. — Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, la cause de la non-remise sous la forme suivante: Inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé ou un mot similaire. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Office a la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent.
4. — Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention ,,Rebuts'' dans la colonne ,,Observations''. Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 37.

Vente. Destruction.

1. — Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément

aux prescriptions de l'article 21 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. — Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 38.

Retrait. Modification d'adresse.

Les demandes de retrait de colis et de modification d'adresse sont soumises aux règles et formalités prescrites par les articles 41 et 42 du Règlement de la Convention.

Article 39.

Réclamation de colis ou de mandats de remboursement.

1. — Pour les réclamations de colis ou de mandats de remboursement non parvenus en retour, il est fait usage d'une formule conforme ou analogue au modèle N ci-annexé. L'Office du pays d'origine transmet cette formule directement à l'Office de destination.

2. — Toutefois, dans les relations avec les pays d'outre-mer et de ces pays entre eux, la réclamation est transmise de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi qui fait l'objet de la réclamation.

3. — Dans le cas prévu au paragraphe 1 ci-dessus, l'Office destinataire, s'il est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis ou du mandat de remboursement, complète la formule N et la renvoie à l'Office d'origine.

Si l'Office destinataire ne trouve pas trace du colis ou du mandat de remboursement, il retourne la formule à l'Office d'origine en y ajoutant une déclaration du destinataire attestant qu'il n'a pas reçu l'envoi. L'Office d'origine complète la formule en y indiquant les détails de la transmission au premier Office intermédiaire et l'adresse à cet Office, lequel y consigne ses observations et la transmet, éventuellement, à l'Office suivant. La réclamation est ainsi communiquée

d'Office à Office jusqu'à ce que le sort de l'objet réclamé soit établi.
L'Office qui a effectué la remise au destinataire ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à un autre Office, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.
4. — Dans le cas prévu au paragraphe 2 ci-dessus, les recherches se poursuivent depuis l'Office d'origine jusqu'à l'Office de destination. Chaque Office porte sur la formule N les renseignements concernant la transmission à l'Office suivant. Si cette transmission ne peut être établie, la formule dûment complétée est envoyée à l'Administration du pays destinataire. Celle-ci procède ensuite comme il est dit au dernier alinéa du paragraphe précédent.
5. — La formule N doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'adresse. Elle est transmise, sans lettre d'envoi, sous enveloppe fermée.
Une seule formule N peut être utilisée pour deux ou trois colis ayant fait l'objet d'un bulletin d'expédition collectif.
Chaque Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, soit enfin directement au bureau de destination ou, si elle est seulement intéressée à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel le colis a été expédié.
6. — Chaque fois qu'un Office intermédiaire transmet une formule N à l'Office suivant, il est tenu d'adresser à l'Office d'origine une copie de cette formule dûment complétée par les indications de transmission du colis.

CHAPITRE VII.

Echange des colis.

Article 40.

Feuille de route.

1. — Les colis sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle F ci-annexé, avec tous les détails que cette formule comporte.

Toutefois, les Offices correspondants peuvent s'entendre pour que les colis ordinaires soient inscrits en bloc sur les feuilles de route, avec indication sommaire des montants à bonifier. Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane et, le cas échéant, les autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.), ainsi que les bulletins d'affranchissement et les avis de réception, sont joints à la feuille de route.

Les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant les feuilles de route.

2. — Les colis pour le service des prisonniers de guerre sont inscrits sur la feuille de route, mais sans indication de bonification, sauf quand il s'agit de colis grevés de remboursement.

3. — Dans les relations par mer, les bureaux d'échange expéditeurs doivent, sauf arrangement contraire, numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 41.

Vérification par les bureaux d'échange. Constatation des irrégularités n'engageant pas la responsabilité des Administrations.

1. — A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent. Cette vérification est contradictoire chaque fois qu'il est possible.

2. — S'il constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer, d'un trait de plume, les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification conforme au modèle G ci-annexé est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans

délai, sous pli recommandé, au bureau d'échange expéditeur.

3. — Les différences de peu d'importance en ce qui concerne le volume, les dimensions et le poids des colis ainsi que les irrégularités qui, d'une manière évidente, n'engagent pas la responsabilité des Administrations respectives, sont signalées au moyen d'un bulletin de vérification.

4. — Après examen, le bureau d'échange expéditeur renvoie le bulletin de vérification, avec ses observations s'il y a lieu. Ce bulletin est alors annexé aux feuilles de route qu'il concerne. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Article 42.

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations.

1. — La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des Administrations respectives, donne lieu à l'établissement d'un bulletin de vérification qui est transmis sous pli recommandé au bureau d'échange expéditeur.

Lorsqu'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, il est en outre dressé un procès-verbal qui est transmis, sous pli recommandé d'office, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, accompagné, s'il y a lieu, des ficelles, cachets ou plombs qui fermaient le récipient dans lequel les colis étaient contenus. Un double du procès-verbal est en même temps adressé à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

2. — Si le cas le comporte, le bureau d'échange expéditeur peut, en outre. être avisé par télégramme, aux frais de l'Office qui expédie celui-ci.

3. — Lorsque le bureau d'échange destinataire n'a pas fait parvenir au bureau d'échange expéditeur, par le premier courrier après la vérification, un bulletin constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, il est considéré comme ayant reçu les colis, jusqu'à preuve du contraire.

4. — Sans préjudice de l'application des dispositions du § 1,

le bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant avec lequel il n'est pas en contact immédiat, un colis insuffisamment emballé ou avarié, doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe même du colis. Cette indication est suivie de la mention „Remballé à ...." et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

CHAPITRE VIII.

Comptabilité. Règlement des comptes.

Article 43.

Décompte des bonifications.

1. — Chaque Administration fait établir mensuellement, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'un seul et même Office, un état, conforme au modèle K ci-annexé, des sommes totales inscrites sur les feuilles de route:

a) à son crédit, pour sa part et, s'il y a lieu, celle de chacune des Administrations intéressées, dans les taxes perçues par l'Office expéditeur;

b) à son débit, pour la part revenant à l'Office réexpéditeur et aux Offices intermédiaires, en cas de réexpédition et de rebut, dans les taxes à recouvrer sur les destinataires.

2. — Les états K sont récapitulés dans un compte L dont le modèle est également ci-annexé.

3. — Le compte L, accompagné des états K, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'Office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

Les totaux ne doivent jamais être rectifiés. Les erreurs qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états de différence.

4. — Après vérification et acceptation, les comptes L sont

résumés dans un compte général trimestriel établi par l'Office créditeur. Ce compte peut toutefois être établi par semestre ou par année, après entente entre les Offices intéressés.

Article 44.

Règlement des comptes.

1. — Le solde résultant de la balance des comptes généraux est payé par l'Office débiteur à l'Office créditeur de la manière prévue à l'article 66 du Règlement de la Convention.

2. — L'établissement, l'envoi et le payement du solde d'un compte général doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

Article 45.

Décompte des mandats de remboursement.

1. — Sauf entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque Office pour le compte d'un autre Office est effectué au moyen d'annexes aux comptes particuliers (modèle M ci-annexé) des mandats de poste.

2. — Dans ces comptes qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'Office qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un quart pour cent augmenté de la moitié de la taxe fixe de remboursement prévue à l'article 25 de l'Arrangement.

Dans le cas où deux Offices ne perçoivent pas une taxe fixe de remboursement d'égal montant, la quote-part à bonifier à l'Office correspondant est calculée sur la base de la taxe la plus faible.

3. — Le solde du compte M est ajouté, autant que possible, à celui du compte particulier des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces

comptes sont effectuées selon les règles fixées par le Règlement des mandats de poste.

Article 46.

Bulletins d'affranchissement. Décompte des frais de douane, etc.

1. — Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque Office pour le compte d'un autre, est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle Ebis ci-annexé, qui sont établis par l'Office débiteur dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. — Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. — La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par le Règlement des mandats de poste.

4. — Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Chaque Office peut toutefois demander que ces comptes soient annexés, soit aux comptes des mandats de poste, soit aux comptes L ou M.

Dispositions diverses.

Article 47.

Formules. Langue.

En vue de l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 31 de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public, les formules B, C, H, J et N.

Article 48.

Communications et notifications.

1. — Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer ou notifier aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international:

a) les dispositions qu'elles ont prises en ce qui concerne:

1°. la limite de poids;

2°. la déclaration de valeur;
3°. les colis encombrants;
4°. les remboursements;
5°. les colis exprès et les colis urgents;
6°. le nombre de colis qui peuvent être accompagnés d'une seule déclaration en douane;
7°. les communications manuscrites sur le bulletin d'expédition;
8°. les dimensions et le volume des colis postaux transportés par la voie maritime;
9°. les langues dans lesquelles les déclarations en douane peuvent être rédigées;
b) la liste des objets interdits à l'importation ou au transit et de ceux qui sont admis conditionnellement au transport dans leurs services respectifs;
c) toutes les taxes et tous les droits élémentaires applicables dans leur service;
d) l'avis que les colis sont admis pour toutes les localités, ou, dans le cas contraire, la liste des localités qui sont desservies;
e) un extrait, en langue allemande, anglaise, espagnole ou française, des dispositions de leurs lois ou règlements applicables au transport des colis.
2. — Toute modification ultérieure des dispositions ci-dessus mentionnées doit être notifiée sans retard et de la même manière.

Dispositions finales.

Article 49.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement des colis postaux.
Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(*Pour les signatures voir l'Arrangement.*)

XI

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT.

Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de l'Arrangement des colis postaux arrêté par le Congrès postal universel de Stockholm, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique.

Par dérogation à la disposition de l'article 6, § 1, lettre *a*, du Règlement, l'Egypte (pour les bureaux du Soudan) et la Norvège ont la faculté, dans leurs relations avec les autres pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse un mètre dix centimètres ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse un mètre 85 centimètres.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même du Règlement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

XII

ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Disposition préliminaire.

Article premier.

Conditions de l'échange des mandats.

L'échange des mandats de poste, entre ceux des Pays con-

tractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

CHAPITRE II.

Emission des mandats.

Article 2.

Versement. Récépissé.

Le montant des mandats doit être versé en numéraire par les déposants, mais chaque Administration a la faculté de recevoir tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

Un récépissé doit être délivré au déposant.

Article 3.

Enoncé du montant. Taux de conversion.

1. — Sauf arrangement contraire, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie du pays où le payement doit avoir lieu.

2. — L'Office du pays d'origine détermine lui-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination. Il détermine également le cours à payer par l'expéditeur, lorsque le pays d'origine et le pays de destination ont le même système monétaire.

Article 4.

Montant maximum à l'émission.

Chaque Administration a la faculté de fixer le maximum des mandat qu'elle émet, à condition que ce maximum n'excède pas 1.000 francs.

Toutefois, les mandats relatifs au service postal émis en franchise de taxe par application des dispositions de l'article 6 peuvent dépasser le maximum fixé par chaque Administration.

Article 5.

Taxes.

1. — La taxe à payer par l'expéditeur pour chaque mandat se compose d'un droit fixe qui ne peut dépasser 30 centimes

par mandat et, en outre, d'un droit proportionnel de ½ % sur la somme versée.
Chaque Administration a la faculté d'adopter pour la perception du droit proportionnel l'échelle qui conviendra le mieux à ses convenances monétaires.
2. — Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un des Pays participant à l'Arrangement, entre un autre de ces Pays et un Pays non participant, peuvent être soumis par l'Office intermédiaire à un droit supplémentaire prélevé sur le montant du titre.

Article 6.

Franchise de taxe.

Sont exempts de toute taxe les mandats relatifs au service postal et échangés entre les Administrations des postes ou entre les bureaux relevant de ces Administrations, ainsi que les mandats des Administrations des postes destinés au Bureau international et réciproquement.
Il en est de même des mandats adressés aux prisonniers de guerre et aux belligérants internés ou expédiés par eux, ainsi que des titres échangés entre les bureaux de renseignements établis pour ces prisonniers ou internés dans les pays belligérants ou dans les pays neutres.

Article 7.

Mandats télégraphiques.

1. — Les mandats peuvent être transmis par le télégraphe, dans les relations entre les Offices dont les Pays sont reliés par un télégraphe d'Etat ou qui consentent à employer à cet effet la télégraphie privée; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.
2. — Les mandats télégraphiques peuvent, comme les télégrammes ordinaires et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de l'urgence, de la réponse payée, du collationnement et de l'accusé de réception, ainsi qu'aux formalités de la transmission par la poste ou de la remise par exprès, si le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination. Si le mandat est destiné à une localité située en dehors du

rayon de distribution gratuite du bureau télégraphique d'arrivée, l'expéditeur doit indiquer le mode de transport à employer (poste ou exprès).

3. — L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter au texte du mandat des communications pour le destinataire, pourvu qu'il en paie le montant d'après le tarif.

4. — L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer la taxe ordinaire des mandats et la taxe du télégramme.

Article 8.

Avis de payement.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut, aux conditions déterminées par l'article 49 de la Convention pour les avis de réception des objets de correspondance et dans le délai fixé à l'article 21, § 2, du présent Arrangement, obtenir par la voie postale exclusivement un avis de payement de ce mandat.

Article 9.

Demande de remise par exprès.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, aussitôt après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées pour les correspondances par l'article 40 de la Convention.

CHAPITRE III.

Payement des mandats.

Article 10.

Payement.

Le montant des mandats doit être payé aux bénéficiaires, soit en numéraire, soit en papier-monnaie, conformément aux dispositions de l'article 2.

Article 11.

Montant maximum au payement.

Sauf arrangement contraire, le maximum des mandats payables dans un pays est le même que celui qui a été adopté par ce pays pour l'émission.

Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, dans une même localité, au profit du même bénéficiaire,

plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par le pays de destination, le bureau destinataire est autorisé à échelonner le payement des titres de telle façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

Article 12.

Inscription en compte courant postal.

Chaque Administration peut se charger de verser en compte courant postal le montant des mandats, suivant les règles en vigueur dans son service des chèques postaux. Dans ce cas, les mandats sont considérés comme valablement payés.

Article 13.

Droit de factage.

Il peut être perçu sur le destinataire d'un mandat un droit de factage, lorsque le payement a lieu à domicile.

Article 14.

Mandats adressés poste restante.

Lorsqu'un mandat est adressé poste restante, la taxe spéciale prévue par l'article 39 de la Convention peut être perçue sur le destinataire. Cette taxe ne suit pas le mandat en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

Article 15.

Distribution par exprès. Remise des mandats télégraphiques.

1. — Lorsque l'expéditeur d'un mandat ordinaire a demandé la remise des fonds à domicile par porteur spécial, l'Office de destination a la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, pour autant que ses règlements intérieurs le comportent.

2. — Le bénéficiaire d'un mandat télégraphique doit être avisé immédiatement et sans frais de l'arrivée du mandat; toutefois, si son domicile se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination et que l'expéditeur n'a pas payé les frais de remise par exprès de l'avis, ceux-ci peuvent être perçus sur le bénéficiaire.

Lorsque, au lieu de l'avis, l'Office de destination remet les fonds à domicile, il lui est loisible de percevoir, de ce chef, une taxe spéciale en tenant compte, le cas échéant, des frais d'exprès qui ont été payés par l'expéditeur.

Article 16.

Durée de validité des mandats.

1. — Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de leur émission. Ce délai est majoré de quatre mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux, sauf arrangement contraire. Passé ce terme, les mandats ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'Office qui les a émis et à la requête de l'Office de destination.

2. — Le visa pour date donne au mandat une nouvelle durée de validité égale à celle prévue au § 1 du présent article.

3. — Dans le cas où l'expiration du délai de validité n'est pas due à une faute de la poste, il peut être perçu pour le visa pour date un droit égal à celui auquel donne lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

Article 17.

Endossement des mandats.

Est réservé à chaque Pays le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre Pays contractant.

CHAPITRE IV.

Retrait. Modification d'adresse. Réexpédition. Rebuts. Réclamations.

Article 18.

Retrait des mandats. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention, aussi longtemps que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre.

Article 19.

Réexpédition des mandats.

1. — En cas de changement de résidence du bénéficiaire, les mandats peuvent être réexpédiés sur un Pays contractant, soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du destinataire.

2. — Lorsque la réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques a lieu par voie postale et que le pays de la nouvelle destination entretient un échange de mandats de poste, sur la base de l'Arrangement, avec le pays d'origine, il n'est perçu, de ce chef, aucun supplément de taxe. Si le pays de la nouvelle destination n'entretient pas d'échange avec le pays d'origine, la réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

3. — La réexpédition, par voie télégraphique, des mandats ordinaires ou télégraphiques est admise si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui de la destination primitive un échange de mandats télégraphiques.

En pareil cas, il est émis un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des frais postaux et télégraphiques afférents au nouveau parcours.

4. — Les mandats ordinaires ou télégraphiques originaires de Pays ne participant pas à l'Arrangement, mais qui entretiennent un échange de mandats de poste avec un Pays contractant, peuvent, si les arrangements spéciaux ne s'y opposent pas, être réexpédiés, par voie postale ou télégraphique de ce dernier Pays, sur un tiers Pays signataire de l'Arrangement. Cette réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

Dans les mêmes conditions, les mandats ordinaires ou télégraphiques originaires de Pays contractants peuvent être réexpédiés sur un Pays ne participant pas à l'Arrangement.

Article 20.

Mandats tombés en rebut.

1. — Les mandats refusés, de même que ceux dont les bénéficiaires sont inconnus, partis sans laisser d'adresse ou partis

pour des pays sur lesquels la réexpédition ne peut être effectuée, sont renvoyés immédiatement au bureau d'origine. Les titres dont le payement n'a pas été réclamé dans le délai de validité ordinaire sont renvoyés à l'Office d'origine par l'Administration qui en est dépositaire.

2. — Les mandats qui n'ont pu être payés aux destinataires pour une cause quelconque sont remboursés aux expéditeurs.

Article 21.

Réclamations.

1. — Il peut être perçu, pour la réclamation d'un mandat, un droit égal à celui auquel donne lieu la réclamation d'un objet de correspondance. Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de payement. Le droit perçu pour la réclamation est restitué, si le mandat n'a pas atteint son but par suite d'une faute de service et qu'il doive, pour cette raison, être remboursé à l'expéditeur.

2. — La réclamation concernant le payement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du dépôt des fonds.

CHAPITRE V.

Responsabilité.

Article 22.

Etendue de la responsabilité.

Les sommes versées pour être converties en mandats de poste sont, dans le délai de prescription, garanties aux déposants jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés. La responsabilité incombe à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Office de payement n'est pas en mesure d'établir que le payement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

Passé le délai d'un an prévu à l'article 21 pour les réclamations, les Administrations ne sont plus responsables des payements sur faux acquits.

Article 23.

Payement des sommes réclamées.

Lorsque le payement d'un mandat est contesté, et pour

autant que la responsabilité du service postal est engagée, l'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Office de payement, si les fonds sont à remettre au véritable bénéficiaire, et à l'Office d'origine, s'ils sont à rembourser à l'expéditeur.

L'Office qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer son recours contre l'Office responsable du payement irrégulier.

Article 24.

Délai de payement.

1. — Le réclamant doit être désintéressé le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

2. — L'Office d'origine est autorisé à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Office de payement qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à la réclamation; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le remboursement au delà du délai prévu au paragraphe précédent lorsque, malgré toute la diligence apportée par les Administrations à l'examen d'une affaire, ce délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer les responsabilités.

Article 25.

Remboursement à l'Office d'origine des sommes déboursées.

L'Office de payement pour le compte duquel le réclamant a été désintéressé par l'Office d'origine est tenu de rembourser à celui-ci le montant de ses débours dans un délai de trois mois après réception de la notification du payement. Le remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créditeur, soit au moyen d'un mandat ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur, soit encore, d'un commun accord, par inscription au crédit de ce pays dans le compte des mandats. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office d'origine est productive d'intérêts, à raison de sept pour cent l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

CHAPITRE VI.

Comptabilité. Mandats prescrits.

Article 26.

Attribution des taxes.

1. — L'Administration qui a délivré des mandats tient compte, à l'Administration qui les a acquittés, d'un droit d'un quart pour cent du montant total des mandats payés, abstraction faite des mandats émis en franchise de taxe.

2. — Le droit supplémentaire prélevé par un Office intermédiaire du chef d'un mandat échangé entre un Pays participant à l'Arrangement et un Pays non participant (art. 5, § 2), représente la quote-part de ce dernier Pays.

3. — En cas de réexpédition d'un mandat, le pays de la nouvelle destination touche, quelle que soit la taxe effectivement perçue par l'Office d'origine, la quote-part de taxe qui lui serait dévolue, si le mandat lui avait été primitivement adressé.

4. — La taxe perçue pour les avis de payement ainsi que la taxe d'exprès sont acquises à l'Administration du pays d'origine.

Article 27.

Décompte.

Les Offices dressent mensuellement les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est, sauf arrangement contraire, convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

Les comptes sont soldés par l'Office débiteur dans le délai fixé par le Règlement.

Article 28.

Liquidation.

Sauf arrangement contraire, le payement du solde a lieu dans la monnaie que le pays créancier applique au payement des mandats de poste.

En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais jusqu'au jour où le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de sept pour cent l'an.

Article 29.

Mandats prescrits.

Les sommes converties en mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé dans les délais de prescription sont définitivement acquises à l'Office d'origine.

CHAPITRE VII.

Dispositions diverses.

Article 30.

Bureaux participant à l'échange.

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le payement des mandats dans toutes les localités de leurs pays.

Article 31.

Participation d'autres Administrations.

Les Pays dans lesquels le service des mandats relève d'Administrations autres que celle des postes peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces Administrations de s'entendre avec l'Administration des postes de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement. Cette dernière Administration leur sert d'intermédiaire pour leurs relations avec les Administrations des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

Article 32.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables au présent Arrangement, à l'exception, toutefois, des dispositions faisant l'objet de l'article 7.

Article 33.

Interdiction de droits fiscaux ou autres.

Indépendamment de l'interdiction prévue par l'article 27 de la Convention, les mandats, les récépissés délivrés aux déposants, ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à un droit ou à une taxe quelconque.

Les mandats télégraphiques ne peuvent être grevés d'aucuns frais télégraphiques autres que ceux prévus par les règlements télégraphiques internationaux.

Article 34.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 11, 13 à 18, 21, 26, 27, 28, 33, 34 et 35 de l'Arrangement, et 1, 2, 4, 10, 18 et 19 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de l'Arrangement autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 3, 5, 6, 8, 11 et 12 du Règlement;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 35.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire

qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour la République Argentine:
M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour la Bulgarie:
N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Chili:
CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la Chine:
TAI TCH' ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie:
LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour l'Egypte:
H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Espagne:
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:
MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie:
EDWARD WIRGO.

Pour l'Ethiopie:
B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:

ANDRÉ TOUZET.

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Pour la Grèce:

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras:

Pour la Hongrie:

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour l'Italie:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon:

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen:

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria:

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie:

J. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la République de Panama:

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Paraguay:

GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays-Bas:

SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises:

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. OOSTERBEEK:

I. J. MILBORN.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique:

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. OOSTERBEEK:

I. J. MILBORN.

Pour le Pérou:

EMIL HECTOR.

Pour la Pologne:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:

GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:

PERCIVAL KALLING.

Pour le Territoire de la Sarre:

P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDŽIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour le Royaume de Siam:

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie:

Pour MEHMED SABRY:
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

V. OSSINSKY.
V. DOVGOLEVSKI.
E. HIRSCHFELD.
E. SYREVITCH.
KATISS.
V. TCHITCHINADSE.

Pour l'Uruguay:

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

XIII

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste:

CHAPITRE I.

Emission. Transmission. Payement.

Article premier.

Formules de mandats.

Les mandats sont établis sur une formule confectionnée en carton résistant et conforme au modèle A ci-annexé.

Article 2.

Indications à porter sur les formules. Communications particulières.

1. — Les inscriptions à faire sur les mandats doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères latins, sans rature ni surcharge, même approuvées.

Le montant de la monnaie divisionnaire peut être indiqué en chiffres seulement, mais un zéro doit précéder le chiffre des unités lorsqu'il n'y a pas de dizaines.

Les inscriptions au crayon ne sont pas admises. Toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre.

2. — L'adresse des mandats doit désigner le bénéficiaire de façon que la personnalité de l'ayant droit soit nettement déterminée.

Les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

3. — Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules. L'expéditeur a, toutefois, le droit d'ajouter, sur le coupon, des communications destinées au bénéficiaire du mandat.

4. — Les mandats émis sans taxe doivent porter en tête les mots ,,En franchise de taxe'', et le coupon latéral mentionner au verso le motif de l'envoi des titres.

Article 3.

Transmission des mandats.

Les mandats sont transmis à découvert et insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 49, § 1, du Règlement de la Convention.

Article 4.

Mandats télégraphiques.

1. — Les mandats télégraphiques sont rédigés par le bureau de poste expéditeur et adressés au bureau de poste destinataire. Ils sont dressés en français, sauf arrangement contraire, et libellés comme suit:
(Indications de service, s'il y a lieu).
Mandat (N°. postal d'émission).
Poste (Nom du bureau de poste de destination).
(Avis de payement, s'il y a lieu).
(Nom de l'envoyeur).
(Montant de la somme transmise).
(Désignation exacte du destinataire, de sa résidence et, s'il est possible, de son domicile).
Les indications du télégramme doivent toujours figurer dans l'ordre ci-dessus.
2. — Les indications de service sont exprimées en toutes lettres ou d'après les abréviations autorisées dans le service télégraphique.
3. — Lorsque les mandats télégraphiques sont émis, soit par des bureaux de poste de localités non dotées d'un service télégraphique, soit, dans des localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, par un de ces bureaux non chargé du service télégraphique, le nom du bureau d'origine doit être indiqué immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante:
,,Mandat 404 de..............''.
4. — Le montant de la somme transmise doit être exprimé en chiffres et, en ce qui concerne les unités (franc, mark, etc.) en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.
5. — Lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire féminin, le nom patronymique, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots: Madame ou Mademoiselle, à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement la personnalité de l'ayant droit.
L'indication du nom de la résidence du destinataire peut être

omise dans les cas où ce nom est le même que celui du bureau de poste de destination.

L'expéditeur et le destinataire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. — La répétition partielle est obligatoire (répétition, de bureau à bureau, des noms propres et des nombres).

7. — Le bureau de poste expéditeur adresse sous enveloppe, à titre confirmatif et par le plus prochain courrier postal, au bureau de poste destinataire un avis d'émission du mandat, conforme ou analogue au modèle B ci-annexé.

8. — Le bureau destinataire doit effectuer le payement sans attendre la réception de l'avis d'émission. Il rattache celui-ci, autant que possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

9. — Les Offices ont la faculté d'autoriser les bureaux télégraphiques de localités pourvues d'un ou de plusieurs bureaux de poste à recevoir de l'expéditeur et à payer au lieu de destination le montant des mandats télégraphiques.

Article 5.

Avis de payement.

1. — Lorsque l'expéditeur d'un mandat ordinaire demande un avis de payement de ce mandat, le bureau d'origine appose sur le titre le timbre-poste repésentant le droit perçu de ce chef. Il annule ce timbre-poste par l'inscription très apparente des mots: „Avis de payement''. S'il s'agit d'un mandat télégraphique, le timbre-poste est appliqué sur l'avis d'émission.

2. — Le bureau payeur adresse à l'expéditeur du mandat, le jour même du payement, à découvert et en franchise de port, un avis conforme ou analogue au modèle C annexé au Règlement de la Convention.

3. — Lorsque l'avis de payement est demandé postérieurement à l'émission du mandat, le bureau d'origine reproduit sur une formule de l'espèce, préalablement revêtue de timbres-poste représentant le droit perçu de ce chef, la description très exacte du mandat et transmet cette formule au bureau de destination. La transmission se fait d'office, sans lettre d'envoi et sous enveloppe. Le bureau de destination,

après avoir rempli la formule, la renvoie de la manière indiquée au § 2 ci-dessus.
L'Office d'origine des mandats a la faculté de prescrire à ses bureaux de lui communiquer, au préalable, les demandes d'avis de payement introduites plus d'un mois après l'émission du titre.

Article 6.

Mandats exprès.

Les dispositions des articles 37 et 38, § 4, du Règlement de la Conventon sont applicables aux mandats ordinaires à remettre par exprès.

CHAPITRE II.

Formalités diverses.

Article 7.

Mandats irréguliers.

1. — Les mandats ordinaires dont le payement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes:
a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou domicile des bénéficiaires;
b) différences ou omissions de noms ou de sommes;
c) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
d) omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service;
e) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle admise à cet effet par les Administrations correspondantes;
f) emploi de formules non réglementaires,
sont renvoyés, le plus tôt possible, sous enveloppe, au bureau d'origine pour être régularisés, à moins que le destinataire, ayant été avisé, ne réclame l'application des dispositions du § 2 ci-après.
Toutefois, dans les rapports avec les Pays d'outre-mer, l'Office de destination est autorisé à faire payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle admise, lorsqu'il est en état d'effectuer la conversion au taux dont se sert l'Office d'émission, à condition d'en donner immédiatement avis à ce dernier. Les risques résultant de

la conversion erronée sont à la charge de l'Office qui a effectué cette conversion.

2. — Si le destinataire d'un mandat ordinaire le désire et offre de payer tous les frais, les irrégularités qui s'opposent au payement peuvent être régularisées par la voie télégraphique, au moyen d'un avis de service taxé. Le mandat est, dans ce cas, conservé par le bureau de destination, lequel en opère la régularisation à la réception du télégramme rectificatif et joint ce télégramme au mandat.

Dans le cas où le télégramme rectificatif a été motivé par une erreur imputable au service, la taxe doit en être remboursée à qui de droit.

3. — Les mandats télégraphiques dont le payement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au destinataire, donnent lieu à l'envoi au bureau d'origine d'un avis de service indiquant la cause du non-payement. Le bureau d'origine vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service. Dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par avis de service. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est admis à rectifier l'irrégularité par un avis de service taxé.

Les mandats télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été rectifiée dans un délai raisonnable au moyen d'un avis de service sont régularisés dans la forme prescrite pour les mandats ordinaires.

4. — Les mandats télégraphiques dont le titre confirmatif seul est parvenu, mais dont le télégramme fait défaut, ne doivent pas être payés au simple vu de la première de ces pièces. Avant tout, il y a lieu de réclamer le télégramme au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau destinataire par premier courrier, après la date du mandat, sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme ou analogue au modèle G annexé au Règlement de la Convention.

Article 8.

Mandats égarés, perdus ou détruits.

1. — Les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être

remplacés, à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, par des autorisations de payement que délivre l'Office d'origine, après avoir constaté, d'accord avec l'Office de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié.

Les autorisations de payement ne sont soumises à aucune taxe. La durée de leur validité est la même que celle des mandats.

2. — Lorsqu'un mandat est égaré, perdu ou détruit, et qu'il en est demandé simultanément le remboursement par l'expéditeur et le payement par le destinataire, l'autorisation doit être délivrée au profit du premier.

3. — Lorsque le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit est réclamé par l'expéditeur, celui-ci doit produire le récépissé à l'appui de sa demande. L'Office d'origine accorde le remboursement après s'être assuré que l'Office de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

Lorsque l'Office de destination répond qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Office d'origine peut délivrer une autorisation de payement, sous la réserve que le mandat ne figure dans aucun des comptes mensuels dressés jusqu'à l'expiration de la durée de sa validité. Toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Office de destination dans le délai prévu par l'article 24 de l'Arrangement pour le remboursement du montant des mandats payés sur faux acquits, et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus, à l'expiration de ce délai, l'Office d'origine est autorisé à passer outre et à procéder au remboursement des fonds. Notification de ce remboursement est faite par pli recommandé à l'Office de destination et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, n'est plus susceptible d'être porté ultérieurement en compte.

Article 9.

Visa pour date.

Le visa pour date dont il est question à l'article 16 de l'Arrangement doit être inscrit sur le mandat même.

Article 10.

Retrait. Modification d'adresse.

1. — Les dispositions des articles 41 et 42 du Règlement de la Convention sont applicables aux demandes de retrait ou de modification d'adresse d'un mandat ordinaire ou télégraphique. Toutefois, il n'est pas joint de fac-similé du mandat à la demande de retrait ou de modification d'adresse. La demande doit toujours indiquer le numéro, la date d'émission et le montant du titre qu'elle concerne.

2. — Si la modification de l'adresse d'un mandat ordinaire ou télégraphique a été demandée par voie télégraphique, le bureau destinataire attend, pour y faire droit, l'arrivée de la demande postale.

3. — Le bureau destinataire d'un mandat télégraphique doit, en outre, être en possession de l'avis d'émission, avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

S'il s'agit de la simple correction d'une adresse prévue par l'article 42 du Règlement de la Convention, il peut être procédé à la rectification sans attendre l'arrivée de l'avis d'émission.

4. — Toutefois, l'Office destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse même sans attendre la demande postale, ni, le cas échéant, l'avis d'émission.

Article 11.

Réexpédition.

1. — Le bureau qui réexpédie un mandat ordinaire par voie postale biffe, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser reconnaître les inscription primitives. L'indication se trouvant sous la rubrique ,,Somme versée'' doit rester intacte. Après avoir converti le montant du mandat en monnaie du pays de la nouvelle destination d'après le taux convenu pour les mandats émanant du pays réexpéditeur, ledit bureau inscrit en toutes lettres le montant résultant de la conversion, à un endroit convenable de la formule du mandat, mais autant que possible immédiatement au-dessus de l'indication primitive de ce montant exprimé en toutes lettres. La nouvelle

inscription portée sur le mandat est signée par l'agent de service. Ce même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

Toutefois, en cas de réexpédition sur le pays de première destination ou sur le pays d'origine, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif ou y substitue le montant qui est inscrit, aux indications de service, en monnaie du pays d'origine.

2. — La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie postale est effectuée dans les mêmes conditions et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis confirmatif.

Le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination. Il en est de même de l'avis confirmatif dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

3. — En cas de réexpédition, par voie télégraphique, d'un mandat ordinaire, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction de la taxe du télégramme et de la taxe postale. Cette dernière est calculée sur le montant du mandat original, déduction faite du montant de la taxe du télégramme.

La conversion en monnaie du pays de la nouvelle destination est effectuée comme il est dit au § 1 ci-dessus.

Le mandat original est quittancé par le bureau réexpéditeur et comptabilisé comme mandat payé, après avoir été revêtu de la mention „Réexpédié le montant de........... à........... sous déduction de la taxe de...........".

Le coupon du mandat original est annexé à l'avis d'émission pour être remis au destinataire.

4. — La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie télégraphique est opérée dans les conditions indiquées au § 3 et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis confirmatif.

5. — Les dispositions des §§ 3 et 4 sont applicables aux cas de réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques originaires d'un pays contractant sur un autre pays contractant avec lequel le pays d'origine n'entretient pas un échange de mandats, ou sur un pays ne participant pas à l'Arrangement. Il en est de même en cas de réexpédition des mandats

originaires d'un pays non participant sur un pays signataire de l'Arrangement.
6. — Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le premier bureau de destination, et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition d'un mandat dans les conditions prévues ci-dessus en donne avis au bureau d'émission.

Article 12.

Mandats tombés en rebut.

1. — Préalablement au renvoi à l'Office d'origine des mandats qui n'ont pu être payés aux destinataires pour une cause quelconque, le bureau de destination les enregistre pour mémoire et les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 40, § 1, du Règlement de la Convention, pour les correspondances tombées en rebut. Les télégrammes-mandats renvoyés doivent être mis sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.
Toutefois, les mandats réexpédiés dans les conditions prévues aux §§ 3, 4 et 5 de l'article 11 doivent être transmis à l'Office d'origine par l'Office auquel les mandats ont été adressés primitivement, afin que celui-ci puisse les convertir en un nouveau mandat d'office.
2. — Le remboursement des mandats non payés est effectué aux expéditeurs aussitôt que l'Office d'origine est rentré en possession de ces mandats ainsi que, s'il s'agit de mandats télégraphiques, des avis d'émission y relatifs.

Article 13.

Réclamations.

1. — Toute réclamation relative à un mandat ordinaire ou télégraphique est établie sur une formule conforme ou analogue au modèle C ci-annexé. La transmission de cette formule est soumise aux règles indiquées à l'article 5, § 3, en ce qui concerne les avis de payement demandés postérieurement à l'émission.
2. — Lorsque le bureau destinataire est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre réclamé, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recher-

ches infructueuses ou de payement contesté, la formule est transmise à l'Administration du pays d'origine par l'intermédiaire de l'Administration du pays destinataire.
3. — Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné.

CHAPITRE III.

Comptabilité.

Article 14.

Comptes mensuels.

1. — Chaque Office dresse, à la fin de chaque mois, pour chacun des autres Offices, un compte mensuel conforme au modèle D ci-annexé et sur lequel sont récapitulés, autant que possible par ordre chronologique et par ordre alphabétique des noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Office correspondant, pendant le mois précédent.
Il inscrit également sur ce compte le montant du droit qui lui revient, en vertu du § 1 de l'article 26 de l'Arrangement, sur les mandats payés par ses bureaux, ainsi que, le cas échéant, le montant des remboursements et celui des intérêts prévus aux articles 25 et 28 dudit Arrangement.
2. — Le compte mensuel est transmis à l'Office débiteur, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des mandats de poste et des mandats télégraphiques quittancés, ces derniers complétés, autant que possible, par leurs avis d'émission.
Les avis d'émission qui parviennent à l'Office de destination après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'Office d'origine annexés à l'un des comptes suivants.
3. — A défaut de mandats payés, un compte mensuel négatif est adressé à l'Office correspondant.

Article 15.

Comptes généraux.

1. — Immédiatement après la réception des comptes men-

suels et sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail, la balance est faite dans un compte général dressé par l'Office créditeur, sauf arrangement contraire.

Les différences ultérieurement constatées sont reprises dans le premier compte mensuels à intervenir. Elles sont négligées si leur montant total n'excède pas 50 centimes par compte.

2. — Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays situés hors d'Europe ou de ces pays entre eux.

Les Offices peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

Article 16.

Liquidation. Acomptes.

1. — Sauf arrangement contraire, la différence formant le solde du compte est réglée au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créditeur, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du payement restant à la charge de l'Office débiteur.

2. — Le payement doit être effectué, au plus tard, quinze jours après réception du compte général reconnu exact. Ce délai est d'un mois pour les pays de l'Amérique du Sud.

3. — Tout Office qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'un autre Office, d'une somme supérieure à 30 000 francs-or, a le droit de réclamer, même avant la clôture du compte, un acompte ou solde provisoire jusqu' à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours. En cas de non-payement à l'expiration de ce délai, les prescriptions de l'article 28 de l'Arrangement sont applicables.

CHAPITRE IV.

Communications et notifications. Langue.

Article 17.

Communications et notifications.

1. — Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer ou noti-

fier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

a) la liste des Pays avec lesquels elle échange des mandats sur la base de l'Arrangement;

b) la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats ou l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;

c) le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;

d) le maximum qu'elle adopte pour l'émission et le payement des mandats;

e) la monnaie dans laquelle le montant des mandats doit être exprimé;

f) le tarif qu'elle applique;

g) la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le payement n'a pas été réclamé;

h) un exemplaire de la formule de mandat qu'elle emploie;

i) l'orthographe, dans la langue officielle de son pays, des noms de nombre de 1 à 1000, qui sont à porter sur les mandats;

k) la liste des Pays ne participant pas à l'Arrangement et pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats.

2. — Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard de la même manière. Il est entendu que les modifications concernant le taux de conversion sont communiquées immédiatement à l'Office correspondant.

Article 18.

Formules. Langue.

En vue de l'application des dispositions du § 2 de l'article 31 de la Convention sont considérées comme formules à l'usage du public:

les formules A (Mandats de poste) et C (Réclamations).

DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

XIV

ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Disposition préliminaire.

Article Premier.

Objet de l'Arrangement.

Tout titulaire d'un compte courant postal dans l'un des Pays contractants peut ordonner des virements de son compte à un compte courant postal tenu dans un autre de ces Pays.

CHAPITRE II.

Conditions d'admission et exécution des ordres de virements.

Article 2.

Enoncé du montant des virements. Taux de conversion.

Le titulaire de compte peut indiquer le montant du virement en monnaie du pays de destination ou du pays d'origine.

L'Office de ce dernier pays détermine lui-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination.

Article 3.

Montant maximum.

Chaque Administration a la faculté de limiter le montant maximum des virements qu'un titulaire peut ordonner, soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.

Article 4.

Taxes.

1. — La taxe d'un virement ne doit pas dépasser un pour mille de la somme virée, chaque Office ayant d'ailleurs la faculté d'arrondir les fractions selon les convenances de son système monétaire. Cette taxe peut comporter un minimum de perception, sans que ce minimum puisse excéder 20 centimes.

2. — L'inscription d'un virement au crédit d'un compte courant postal ne doit pas être soumise á une taxe supérieure à celle qui serait éventuellement perçue pour une même opération dans le service intérieur.

Article 5.

Franchise de taxe.

Sont exempts de toute taxe, les virements d'office relatifs au service qui sont échangés entre les Administrations ou entre leurs bureaux.

Il en est de même des plis revêtus de la mention „Extrait de compte de chèque postal" adressés par les bureaux de chèques postaux à leurs titulaires de comptes résidant dans tout pays de l'Union.

Article 6.

Avis de virements.

1. — Le titulaire de compte doit joindre un avis à tout ordre de virement.

Le verso de cet avis peut être utilisé pour des communications particulières destinées au bénéficiaire. Chaque Office a la faculté de percevoir, de ce chef, une taxe sur le titulaire du compte débité, à condition que cette taxe existe dans son service intérieur.

2. — Les avis de virements sont remis, sans frais, aux bénéficiaires.

Article 7.

Echange des listes de virements.

Les Administrations se communiquent les virements au moyen de listes une fois par jour ouvrable. Toutefois, elles peuvent s'entendre en vue de grouper dans une même liste les totaux de plusieurs journées.

Les avis de virements destinés aux titulaires de comptes à créditer sont joints aux listes.

Sauf arrangement contraire, le montant des virements est exprimé en monnaie du pays de destination sur les listes et sur les avis de virements.

Article 8.

Bureaux d'échange.

Les Administrations se notifient réciproquement les noms des bureaux de chèques qu'elles ont désignés pour l'échange des listes de virements.

CHAPITRE III.

Annulation. Réclamations.

Article 9.

Annulation des ordres de virements.

Les ordres de virements peuvent être annulés par le titulaire du compte débité tant que l'inscription au crédit du compte bénéficiaire n'a pas été effectuée.

Les demandes d'annulation sont admises dans les conditions fixées par chaque Administration dans son service intérieur; elles doivent être adressées par le titulaire de compte à l'Office auquel il a donné l'ordre de virement.

Article 10.

Réclamations.

1. — La réclamation concernant l'exécution d'un ordre de virement doit être adressée par le titulaire du compte débité à l'Administration à laquelle il a donné l'ordre, sauf le cas où il a autorisé le bénéficiaire à s'entendre avec l'Administration qui tient le compte de celui-ci.

2. — Il peut être perçu pour la réclamation concernant un ordre de virement un droit égal à celui auquel donne lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

Ce droit est restitué si l'ordre de virement n'a pas été exécuté par suite d'une faute de service.

3. — La réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour où l'ordre de virement a été donné.

CHAPITRE IV.

Responsabilité.

Article 11.

Etendue de la responsabilité.

1. — Les Administrations sont responsables des erreurs commises par leur service dans les inscriptions des virements au crédit des comptes courants postaux, ainsi que des indications erronées fournies par elles sur les listes de virements qu'elles transmettent aux autres Administrations.

2. — La responsabilité est limitée au remboursement du montant du virement.

3. — Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans la transmission et l'exécution des ordres de virements.

Article 12.

Détermination de la responsabilité.

La responsabilité incombe à l'Administration dans le service de laquelle l'erreur a été commise. Lorsque l'erreur est imputable aux deux Administrations, elles contribuent au remboursement par parts égales.

Article 13.

Remboursement des sommes dues au réclamant.

L'obligation de rembourser la somme due au réclamant incombe à l'Administration saisie de la réclamation, sous réserve de l'exercice de son droit de recours contre l'Administration responsable.

Le remboursement doit avoir lieu dès que la responsabilité du service a été établie.

L'Administration présumée responsable qui, après une mise en demeure, n'a pas répondu dans un délai de six mois est considérée comme ayant reconnu tacitement sa responsabilité.

Article 14.

Remboursement à l'Administration créancière.

L'Administration responsable est tenue de désintéresser l'Administration qui a effectué le remboursement dans un délai de deux mois après réception de la notification du remboursement. L'Administration débitrice est redevable d'un intérêt de sept pour cent l'an, à partir de l'échéance dudit délai.

CHAPITRE V.

Comptabilité.

Article 15.

Attribution des taxes.

Chaque Office garde en entier les taxes qu'il a perçues.

Article 16.

Décompte des sommes virées. Etablissement des soldes et des intérêts.

1. — Les Offices dressent, pour chaque jour ouvrable et pour chaque pays participant, un compte sur lequel sont récapitulés les totaux des listes de virements reçues et expédiées.

2. — Le règlement de ces comptes est basé sur le principe de la compensation réciproque. A cet effet, et sauf arrangement contraire, la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte calculée d'après la moyenne arithmétique des cours du change cotés officiellement aux bourses ou aux banques spécialement désignés par chaque pays intéressé.

L'Office qui, pour une raison quelconque, ne désire pas faire application de la compensation réciproque peut déclarer qu'il se libérera de la totalité des sommes dues.

3 — La compensation est effectuée journellement. Toutefois, les Offices peuvent s'entendre en vue de grouper dans un même décompte les totaux de plusieurs journées.

4. — Le solde résultant de chaque compte est productif d'intérêt à partir d'un délai et à un taux fixés d'un commun accord par les Offices des Pays contractants. Le taux de cet intérêt ne peut excéder cinq pour cent l'an.

Article 17.

Payement des soldes. Intérêts moratoires.

1. — En vue du payement des soldes, chaque Office peut entretenir d'une manière quelconque auprès de l'Office d'un Pays contractant un avoir en monnaie de ce Pays. Si cet avoir ne suffit pas pour exécuter les ordres donnés, les virements sont néanmoins portés au crédit des comptes des bénéficiaires.

L'avoir peut servir également au règlement des soldes débiteurs de tous autres comptes postaux, télégraphiques ou téléphoniques. Il ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Office qui l'a constitué.

2. — L'Office créancier a le droit d'exiger en tout temps le payement des soldes. Le cas échéant, il fixe la date à laquelle le payement devra être effectué, en tenant compte des délais de distance. Si l'Office débiteur n'a pas effectué le payement à la date fixée, le taux de l'intérêt prévu au § 4 de l'article précédent est augmenté de deux pour cent l'an à compter du sixième jour qui suit cette date.

Article 18.

Compte général trimestriel.

A la fin de chaque trimestre, chaque Office créancier transmet aux Offices débiteurs, pour approbation, une récapitulation générale des comptes journaliers, des accomptes payés et, le cas échéant, des intérêts mis en compte. Le solde du compte général trimestriel est reporté sur le trimestre suivant.

CHAPITRE VI.

Dispositions diverses.

Article 19.

Liste des titulaires des comptes.

Les titulaires de comptes peuvent obtenir, par l'intermédiaire de l'Office qui tient leurs comptes, les listes de titulaires publiées par les autres Offices, aux prix déterminés par ceux-ci dans leur service intérieur.

Les Offices se livrent réciproquement, à titre gratuit, les listes nécessaires pour les besoins du service.

Article 20.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables aux virements postaux, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 21.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement;

b) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et du Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

Dispositions finales.

Article 22.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 en demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour l'Espagne:
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:
MARTIN VICENTE SALTO.

Pour la France:
M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie:
LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:
LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI

Pour le Japon:
S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen:
S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Pays-Bas:

SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour la Pologne:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:

GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:

PERCIVAL KALLING.

Pour le Territoire de la Sarre:

P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDŽIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

XV

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les virements postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13 de la Convention, chaque Pays contractant notifiera aux autres Pays adhérents la date à partir de la laquelle il mettra le service des virements postaux en application.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

XVI

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les virements postaux:

CHAPITRE I.

Emission. Transmission. Réception.

Article premier.

Avis de virements.

1. — Les avis de virements doivent être libellés par le titulaire du compte à débiter sur une formule conforme au modèle A ci-annexé et contenir toutes les indications que comporte le texte de cette formule.

Les Administrations peuvent toutefois utiliser les formules de leur service intérieur.

2. — Lorsque le montant du virement est indiqué en monnaie du pays d'origine, le bureau qui reçoit l'ordre de virement ou le bureau d'échange opère la conversion et inscrit, à l'encre rouge, sur l'avis, le montant du virement en monnaie du pays de destination.

Article 2.

Listes de virements.

1. — Les listes de virements sont établies par les bureaux d'échange sur une formule conforme au modèle B ci-annexé. Elles doivent contenir, pour chaque virement, toutes les indications que comporte le texte de la formule.

2. — Chaque liste est frappée d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui l'a établie et revêtue de la signature manuscrite du ou des fonctionnaires accrédités à cet effet; le total doit être arrêté en toutes lettres.

3. — Lorsque, dans une même journée, plusieurs listes sont établies à destination du même bureau d'échange, elles portent un numéro d'ordre dont la série se renouvelle journellement.

Article 3.

Lettres d'envoi.

1. — Le total de chacune des listes destinées au même bureau d'échange est récapitulé sur une lettre d'envoi conforme au modèle C ci-annexé.

2. — Les lettres d'envoi sont frappées d'une empreinte du timbre du bureau d'échange qui les a établies et signées par le ou les fonctionnaires dont la signature est apposée sur les listes des virements. Elles portent un numéro d'ordre dont la série se renouvelle chaque mois pour chacun des bureaux d'échange.

Article 4.

Transmission des ordres de virements.

Les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements sont réunis en paquets clos et expédiés en franchise de port au bureau d'échange destinataire par les moyens les plus favo-

rables. Ces envois peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

Article 5.

Réception des virements.

1. — A l'arrivée au bureau d'échange des paquets contenant les lettres d'envoi, les listes et les avis de virements, ce bureau procède à la vérification de l'envoi. En cas de constatation d'une irrégularité quelconque ou d'une omission, il en donne connaissance au bureau d'échange expéditeur par lettre conforme au modèle D ci-annexé et en demande la rectification. Le bureau d'échange expéditeur doit répondre par le plus prochain courrier et, le cas échéant, faire parvenir un duplicata des pièces manquantes.

2. — Lorsqu'une différence est constatée entre le montant porté sur un avis de virement et l'inscription de ce montant sur la liste de virements, le bureau d'échange destinataire est autorisé à créditer le compte courant du bénéficiaire pour la somme la plus faible.

CHAPITRE II.

Formalités diverses.

Article 6.

Annulation de virements.

1. — La demande d'annulation d'un ordre de virement doit être formulée par écrit par le titulaire du compte débité.

Elle donne lieu à l'établissement d'un avis de retrait. Cet avis peut être transmis par la voie postale ou par la voie télégraphique.

2. — La transmission par la voie postale est effectuée sous pli recommandé au bureau d'échange du pays destinataire par le bureau d'échange qui a donne cours audit ordre de virement. L'affranchissement de ce pli est à la charge du titulaire du compte débité.

3. — Lorsque l'emploi de la voie télégraphique est demandé, un télégramme de service taxé est transmis directement au

bureau destinataire détenteur du compte courant. Ce télégramme doit être confirmé immédiatement par lettre. Les frais du télégramme et de la lettre confirmative sont à la charge du titulaire du compte débité.

4. — Il n'est pas tenu compte des demandes d'annulation qui seraient formulées et transmises dans des conditions autres que celles prescrites ci-dessus.

5. — Lorsqu'un avis de retrait parvient au bureau destinataire trop tard pour que le virement puisse être annulé, le bureau d'échange d'où émane l'avis de retrait en est aussitôt informé.

Article 7.

Non-exécution d'un ordre de virement.

Lorsque, pour une cause quelconque, un ordre de virement ne peut pas être porté au crédit d'un compte, il est rayé de la liste sur laquelle il est inscrit et le total de cette liste, ainsi que celui de la lettre d'envoi correspondante, sont rectifiés à l'encre rouge. Cette rectification est portée à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen de la lettre modèle D à laquelle est joint l'avis se rapportant au virement non exécuté.

Toutefois, les Administrations des pays contractants peuvent s'entendre pour que les virements non exécutés soient reportés sur une liste de virements au crédit de l'Administration du pays d'origine. Dans ce cas, la conversion a lieu au cours du jour, comme pour les virements ordinaires, et l'avis de virement est pourvu d'une note explicative.

CHAPITRE III.

Comptabilité.

Article 8.

Décomptes.

Les décomptes journaliers sont établis sur des formules conformes au modèle E ci-annexé.

Ils sont transmis le plus tôt possible à l'Office correspondant.

Article 9.

Payement des soldes.

1. — Sauf arrangement contraire, les sommes dues au titre des virements postaux sont réglées au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour ce dernier, les frais de payement restant à la charge de l'Office débiteur.

2. — Toute Administration peut se faire ouvrir par les autres Administrations un compte courant postal aux conditions ordinaires et demander, une fois pour toutes, l'imputation d'office sur l'actif de ce compte du montant des soldes débiteurs constatés à sa charge.

CHAPITRE IV.

Formules. Communications.

Article 10.

Etablissement des formules.

1. — Sauf ce qui est prévu à l'article 1er pour les avis de virements, les formules du service des virements doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

Les inscriptions que leur texte comporte doivent être formulées en caractères latins et en chiffres arabes.

2. — Les inscriptions au crayon-encre ou au crayon ordinaire ne sont pas admises.

Article 11.

Communications.

1. — Les Offices se communiquent, en nombre suffisant pour les besoins du service, les spécimens des empreintes des timbres en usage dans les bureaux d'échange et des signatures des fonctionnaires qui ont qualité, dans chacun de ces bureaux, pour signer les listes de virements et les lettres d'envoi qui les accompagnent.

2. — Si la demande en est faite expressément, les Offices se

communiquent le taux de conversion qu'ils ont fixé pour les ordres de virements.

Dispositions finales.

Article 12.

Mise à exécution et durée du Règlement. Annexes. Formules.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les virements postaux.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

XVII

ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Disposition préliminaire.

Article premier.

Conditions de l'échange des valeurs à recouvrer.

L'échange des valeurs à recouvrer, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

CHAPITRE II.

Objet du service.

Article 2.

Valeurs admises à l'encaissement.

Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres

amortis, et généralement toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

Les Administrations qui ne peuvent se charger de l'encaissement de coupons d'intérêt ou de dividende et de titres amortis le notifient aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 3.

Protêts.

Les Administrations peuvent se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances. Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

CHAPITRE III.

Dépôt des valeurs à recouvrer.

Article 4.

Enoncé du montant des valeurs.

Sauf arrangement contraire, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du pays chargé du recouvrement.

Article 5.

Dépôt des valeurs. Taxe de l'envoi.

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'envoi recommandé affranchi, adressé directement par le déposant au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

La taxe de l'envoi ne doit pas dépasser celle d'une lettre recommandée du même poids.

Article 6.

Nombre et montant maximum des valeurs.

1. — Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par le bureau destinataire sur des débiteurs différents, au profit d'une même personne.

Toutefois, ces valeurs ne peuvent être assignées sur plus de cinq débiteurs différents, ni être encaissables à différents jours d'échéance.

2. — Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par le pays de destination pour l'émission des mandats de poste, à moins que les Administrations n'adoptent, d'un commun accord, un maximum plus élevé.

Article 7.

Interdictions.

Il est interdit:

a) de porter sur les valeurs des notes ne concernant pas l'objet du titre;

b) de joindre à ces valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur;

c) de consigner sur le bordereau d'expédition des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

CHAPITRE IV.

Encaissement des valeurs.

Article 8.

Non-acceptation de payements partiels.

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

Article 9.

Droits d'encaissement et de présentation.

1. — L'Administration chargée du recouvrement prélève sur le montant de chaque valeur recouvrée un droit d'encaissement de 30 centimes.

2. — Toute valeur présentée à l'encaissement et non payée est passible d'un droit de présentation de 20 centimes.

Ne sont pas soumises à ce droit, les valeurs qui, par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse, sont renvoyées à l'expéditeur sans avoir été mises en recouvrement.

Article 10.

Transmission du montant encaissé.

1. — Les sommes encaissées se rapportant à un même envoi sont transmises au déposant au moyen d'un mandat de poste, après déduction:

a) du droit d'encaissement et, éventuellement, du droit de présentation afférent aux valeurs impayées;
b) s'il y a lieu, des droits fiscaux appliqués aux valeurs, et
c) de la taxe ordinaire des mandats de poste qui est calculée sur le total de la somme encaissée, déduction faite des rétributions et droits indiqués sous *a*) et *b*).

Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximum adopté par les Administrations en vertu de l'article 6, § 2.

2. — Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent notamment se charger, dans des conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

Article 11.

Renvoi des valeurs non recouvrées.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées dans les délais fixés par le Règlement, et qui ne doivent pas être remises à un tiers désigné, sont renvoyées en franchise de port au bureau de dépôt.

Lorsqu'il n'y a pas de valeurs recouvrées ou que les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre la déduction intégrale des droits de présentation, ceux-ci sont réclamés à l'expéditeur de l'envoi. L'Administration chargée du recouvrement des valeurs n'est tenue à aucune mesure conservatoire, ni à aucun acte établissant le non-payement de ces titres.

CHAPITRE V.

Retrait et rectifications. Réexpédition et renvoi. Réclamations.

Article 12.

Retrait des recouvrements. Rectification du bordereau.

Aussi longtemps que le bureau destinataire d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ne s'est pas dessaisi de celles-ci, le déposant peut, aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention, retirer

l'envoi ou une ou plusieurs des valeurs y contenues, ou faire rectifier, en cas d'erreur, les indications du bordereau d'expédition.

Article 13.

Réexpédition. Valeurs mal dirigées.

1. — En cas de changement de résidence d'un ou de plusieurs des destinataires, les valeurs à recouvrer sont réexpédiées dans l'intérieur du pays de destination. Il en est de même des valeurs à l'adresse de personnes habitant un endroit de la localité desservi par un autre bureau.

2. — Si un envoi est totalement composé de valeurs non encaissables par le bureau qui les reçoit, il est renvoyé au bureau d'origine, à moins que les débiteurs ne soient tous desservis par un autre bureau du pays de destination, auquel cas il est dirigé sur ce bureau.

Lorsqu'une partie des valeurs insérées dans un envoi ne sont pas encaissables par le bureau destinataire, celles-ci sont renvoyées à l'expéditeur et il est procédé à la mise en recouvrement des autres valeurs.

3. — Il n'est perçu aucun supplément de taxe du chef de ces réexpéditions.

Article 14.

Renvoi des valeurs irrécouvrables.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées au déposant dans la forme prévue par le Règlement.

Article 15.

Réclamations.

Les prescriptions de l'article 47 de la Convention sont applicables aux réclamations concernant les envois de valeurs à recouvrer.

CHAPITRE VI.

Responsabilité. Mandats de recouvrement.

Article 16.

Responsabilité en cas de perte de l'envoi ou des valeurs.

1. — La perte d'un envoi recommandé contenant des valeurs à recouvrer engage la responsabilité du service postal envers

l'expéditeur dans les conditions déterminées pour les envois recommandés par les articles 50 et 51 de la Convention.

Il en est de même s'il s'agit de la perte d'un envoi contenant des valeurs impayées en retour.

2. — En cas de perte des valeurs après l'ouverture du pli qui les contient, soit au bureau chargé de l'encaissement, soit au bureau chargé de la restitution au déposant, l'Administration responsable n'est tenue de rembourser à l'expéditeur que le montant effectif du dommage causé, sans que ce montant puisse excéder celui de l'indemnité prévue au paragraphe 1 ci-dessus.

3. — Les dispositions des articles 53 à 57 de la Convention, qui ont trait à l'indemnité, s'appliquent aux envois de recouvrement.

Article 17.

Garantie des sommes recouvrées régulièrement.

Les sommes recouvrées régulièrement, déduction faite des taxes prévues à l'article 10, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur des valeurs dans les conditions déterminées en faveur du déposant par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

Article 18.

Application de dispositions spéciales de la Convention.

Les dispositions des articles 62 à 67 de la Convention, qui ont trait aux envois contre remboursement, sont applicables aux recouvrements en ce qui concerne les indemnités et sommes à payer, les délais de payement, le recours contre l'Office responsable et les mandats de recouvrement.

Article 19.

Cas de retard.

Les Administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef de retards:

a) dans la transmission ou dans la présentation des valeurs à recouvrer;

b) dans la liquidation des sommes encaissées;

c) dans l'établissement du protêt ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application des dispositions de l'article 3.

CHAPITRE VII.

Dispositions diverses.

Article 20.

Attribution des taxes.

La taxe d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ainsi que les droits d'encaissement et de présentation ne donnent lieu à aucun décompte entre les Offices intéressés.

Article 21.

Bureaux participant au service.

Les Administrations doivent admettre au service des recouvrements tous les bureaux chargés du service des mandats de poste internationaux.

Article 22.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables au présent Arrangement, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 23.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 17, 19, 20, 23 et 24 de l'Arrangement et 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 14 et 18 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de l'Arrangement autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 8, 10 et 15 du Règlement;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de la modification des

autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

Dispositions finales.

Article 24.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Chili:
CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour l'Egypte:
H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Espagne:
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:
MARTIN VICENTE SALTO.

Pour la France:
M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:

H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la Hongrie:

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour l'Italie:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour les Pays-Bas:

SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises:

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBORN.

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique:

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK:
I. J. MILBORN.

Pour la Pologne:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUES MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:

GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:

PERCIVAL KALLING.

Pour le Territoire de la Sarre:

P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDZIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie:

Pour MEHMED SABRY:
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

XVIII

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les recouvrements:

CHAPITRE I.

Dépôt et encaissement des valeurs.

Article premier.

Conditions d'admission des valeurs.

Pour être admises au recouvrement, les valeurs doivent:

a) porter l'énonciation de la somme à recouvrer en toutes lettres (caractères latins) et, sauf autre arrangement, en monnaie du pays de destination. Pour les coupons d'intérêt et de dividende, l'indication du montant en chiffres suffit;

b) indiquer le nom et l'adresse du débiteur;

c) porter, s'il y a lieu, la signature pour acquit du déposant;

pour les quittances simples, cette signature peut, si la législation du pays d'origine ne s'y oppose pas, être donnée au moyen d'une griffe ou être remplacée par l'indication imprimée du nom du créancier;

d) avoir été soumises au droit de timbre dans le pays d'origine, si elles sont sujettes à ce droit.

Article 2.

Bordereau et enveloppe d'envoi.

1. — Les valeurs à recouvrer composant un même envoi sont inscrites sur un bordereau conforme au modèle A ci-annexé. Les coupons d'intérêt ou de dividende se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur.

2. — Les valeurs accompagnées, le cas échéant, de leurs pièces justificatives (factures, connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc., à remettre seulement en cas de payement) sont insérées avec le bordereau d'envoi dans une enveloppe conforme au modèle B ci-annexé. Cette enveloppe doit porter, outre le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur, l'indication du bureau de destination.

Les annexes doivent être attachées à la valeur à laquelle elles se rapportent.

Article 3.

Annotations et communications interdites.

Il n'est pas tenu compte des annotations ou notes interdites portées sur le bordereau ou les valeurs. Les notes séparées ou les lettres sont traitées comme des correspondances non affranchies en provenance du pays d'origine du recouvrement et remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible; en cas de refus, elles sont considérées comme objets tombés en rebut et renvoyées au bureau d'origine.

Article 4.

Dépôt au guichet.

L'envoi contenant les valeurs à recouvrer est fermé par l'expéditeur et déposé au guichet.

Si l'envoi a été trouvé à la boîte, dûment affranchi, il est traité comme s'il avait été déposé au guichet. En cas de non-affranchissement ou d'affranchissement insuffisant, il n'y est pas donné cours.

Article 5.

Vérification par le bureau de destination.

Le bureau de destination vérifie le nombre et le montant des valeurs jointes au bordereau et consigne sur celui-ci le résultat de la vérification.

Lorsque des valeurs annoncées par le bordereau manquent dans l'envoi, le bureau en informe immédiatement le bureau expéditeur, lequel avise le déposant. Pour le surplus, il est procédé au recouvrement des valeurs régulières.

Article 6.

Présentation. Délai de payement.

1. — Les valeurs sont présentées aux débiteurs le plus tôt possible et, s'il y a lieu, le jour de l'échéance.

2. — Les titres non soldés à présentation, et dont le payement n'a pas été formellement refusé par les débiteurs en personne, sont laissés à la disposition des intéressés pendant un délai de 7 jours, à compter du lendemain du jour de la présentation. Les débiteurs sont prévenus qu'ils peuvent venir se libérer au bureau pendant ce délai. Le déposant peut toutefois demander, par une annotation sur le bordereau, qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou soient remis à des personnes nommément désignées à cet effet.

Article 7.

Indication du non-recouvrement.

La cause du non-recouvrement est consignée dans la forme prescrite par l'article 40, § 1, du Règlement de la Convention, et sans autre constatation, soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur la seconde partie du bordereau de recouvrement.

Article 8.

Expéditeur inconnu.

Lorsque le nom et l'adresse de l'expéditeur ne figurent ni

sur l'enveloppe, ni sur le bordereau, ni sur les valeurs ellesmêmes, le bureau de destination, s'il n'a pas pu recueillir auprès du débiteur, au moment du recouvrement, les renseignements nécessaires pour permettre la liquidation par mandat, prévient du fait le bureau d'origine et opère la liquidation dans les conditions prévues à l'article 9; ce dernier bureau est indiqué, sur le mandat, comme bénéficiaire du titre.

CHAPITRE II.

Liquidation des envois.

Article 9.

Transmission des mandats de liquidation et des valeurs impayées.

1. — Les mandats émis en liquidation des valeurs encaissées, ainsi que les valeurs impayées, sont transmis au bureau de dépôt, accompagnés de la seconde partie du bordereau de recouvrement sur laquelle le règlement de compte a été établi conformément aux dispositions de l'article suivant. La transmission a lieu sous enveloppe conforme ou analogue au modèle C ci-annexé, et le pli est soumis à la recommandation d'office, sauf s'il ne contient pas de valeur impayée. Dans ce cas, il y a lieu de biffer sur l'enveloppe les mots superflus. Les mandats de liquidation doivent porter en tête la mention „Recouvrement".

2. — Lorsque des taxes sont à percevoir sur le déposant, du chef de la présentation de valeurs impayées, l'enveloppe est frappée de l'empreinte du timbre *T* et le montant total des taxes est indiqué en chiffres apparents sur le recto de l'enveloppe.

3. — Dans les relations qui comportent, pour le service des mandats, l'intervention de bureaux d'échange, les envois prévus au paragraphe 1 se font également par l'intermédiaire de ces bureaux.

Article 10.

Règlement de compte.

La seconde partie du bordereau, sur laquelle est établi le règlement de compte, doit porter notamment:

a) l'empreinte du timbre à date du bureau encaisseur;
b) le nom et l'adresse du déposant, et la date du dépôt;
c) les noms des débiteurs;
d) le montant du mandat et le montant détaillé des frais; le total de ces deux sommes doit être égal au montant des valeurs recouvrées;
e) le montant des valeurs recouvrées et celui des valeurs non recouvrées; la réunion de ces deux sommes doit former le montant exact des valeurs déposées.

Le bureau encaisseur complète les indications que le déposant aurait omises et barre celles qui seraient inutiles.

Les bordereaux de liquidation manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

Article 11.

Mandats de recouvrement non encaissées par le bénéficiaire.

Les dispositions de l'article 34 du Règlement de la Convention qui ont trait aux mandats de remboursement sont applicables aux mandats de recouvrement.

Article 12.

Inscription en compte courant postal.

Dans le cas où les sommes encaissées ont été inscrites en compte courant postal, l'avis de crédit destiné au titulaire du compte doit porter le mot ,,Recouvrement''.

Le bureau encaisseur inscrit, en outre, sur la seconde partie du bordereau de recouvrement, au-dessous du règlement de compte, la mention: ,,Porté au crédit du compte de chèques postaux N°...... tenu par le bureau de chèques de ....''

CHAPITRE III.

Retrait et rectifications. Réexpédition. Réclamations.

Article 13.

Retrait de recouvrements. Rectification du bordereau.

Les dispositions des articles 41 et 42 du Règlement de la Convention sont applicables aux demandes de retrait de valeurs à recouvrer ou de rectification du bordereau d'envoi.

Toutefois chaque demande doit être accompagnée d'un duplicata dudit bordereau.

Article 14.

Réexpédition.

Si la réexpédition des valeurs à recouvrer comprend tous les titres formant un même envoi, le bureau en mesure de les encaisser procède comme si les valeurs lui avaient été primitivement adressées. Le bordereau d'envoi est revêtu de la mention: „Réexpédié par le bureau de...........".

Si une partie seulement des valeurs comprises dans un envoi sont réexpédiées, le bureau chargé de les mettre en recouvrement doit envoyer sans frais la somme encaissée ou les valeurs impayées au bureau auquel le bordereau a été adressé; ce dernier bureau reste seul chargé de la liquidation des comptes avec l'expéditeur.

Article 15.

Réclamations.

Les Administrations se conforment, en ce qui concerne les réclamations, aux dispositions de l'article 44 du Règlement de la Convention. Un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit être fourni par l'expéditeur, pour être transmis, avec la réclamation, au bureau de destination.

CHAPITRE IV.

Dispositions diverses.

Article 16.

Communications et notifications.

1. — Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer ou notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des recouvrements, notamment en ce qui concerne l'encaissement des coupons d'intérêt ou de dividende et des titres amortis.

2. — Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard de la même manière.

Article 17.

Formule. Langue.

En vue de l'application des dispositions du § 2 de l'article 31 de la Convention est considérée comme formule à l'usage du public, la formule A (Bordereau).

Dispositions finales.

Article 18.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les recouvrements. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

XIX

ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I.

Disposition préliminaire.

Article premier.

Conditions de l'établissement du service des abonnements.

Le service postal des abonnements aux journaux, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Les écrits périodiques sont assimilés aux journaux au point de vue de l'abonnement.

CHAPITRE II.

Conditions d'abonnement. Taxes.

Article 2.

Souscriptions.

Les bureaux de poste de chaque pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux publiés dans les divers Pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.
Ils acceptent également les souscriptions à des journaux de tous autres pays que certains Offices seraient en mesure de fournir.
Par application des dispositions de l'article 41, § 3, de la Convention, chaque Pays a le droit de ne pas admettre les abonnements aux journaux qui seraient exclus, sur son territoire, du transport ou de la distribution.

Article 3.

Prix de livraison.

Chaque Office fixe les prix auxquels il fournit aux autres Offices ses journaux nationaux et, s'il y a lieu, les journaux de toute autre origine.
Ces prix ne peuvent, dans aucun cas, être supérieurs à ceux qui sont imposés aux abonnés à l'intérieur, sauf addition, le cas échéant, des frais de transit et d'entrepôt que l'Office fournisseur doit payer aux Offices intermédiaires conformément aux dispositions de la Convention. Pour la fixation du prix de livraison, les frais de transit et d'entrepôt sont calculés d'avance à forfait, en prenant pour base le degré de périodicité combiné avec le poids moyen des journaux.

Article 4.

Prix d'abonnement.

1. — L'Office de destination convertit le prix de livraison en monnaie de son pays. Si les Offices ont adhéré à l'Arrangement concernant les mandats, ils opèrent la conversion d'après le taux applicable aux mandats de poste, à moins qu'ils ne conviennent d'un taux moyen de conversion.

2. — L'Office de destination fixe le prix à payer par l'abonné, en ajoutant au prix de livraison telle taxe, droit de commission ou de factage qu'il juge utile d'adopter, mais sans que ces redevances puissent dépasser celles qui sont perçues pour ses abonnements à l'intérieur. Il y ajoute, en outre, le droit de timbre qui serait exigible en vertu de la législation de son Pays.

3. — Le prix d'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

Article 5.

Changements de prix.

Les changements de prix doivent être notifiés à l'Administration centrale du pays destinataire ou à un bureau spécialement désigné, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ils sont applicables aux abonnements qui sont souscrits pour cette période, mais n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours au moment de la notification des nouveaux prix.

Article 6.

Imprimés encartés.

Les prix-courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans un journal mais qui ne font pas partie intégrante de celui-ci, sont soumis à la taxe des imprimés; cette taxe doit être représentée au moyen de timbres-poste ou d'empreintes de machines à affranchir, soit sur la bande ou l'enveloppe, soit sur l'imprimé lui-même.

Article 7.

Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement.

1. — Les abonnements ne peuvent être demandés que pour les périodes fixées aux listes officielles.

2. — Les abonnés qui n'ont pas fait leur demande en temps utile n'ont aucun droit aux numéros parus depuis le commencement de l'abonnement.

Article 8.

Continuation des abonnements en cas de cessation du service.

Lorsqu'un pays cesse sa participation à l'Arrangement, les abonnements courants doivent être servis dans les conditions prévues, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

Article 9.

Abonnements recueillis directement par les éditeurs.

Les Administrations peuvent, d'un commun accord, autoriser les éditeurs à recueillir, de leur côté, des abonnements et à communiquer les adresses des abonnés directement au bureau de poste du lieu de publication. Ce procédé n'est admis que si l'abonné y consent.

Dans ce cas, il incombe à l'éditeur d'encaisser le prix d'abonnement et d'acquitter à l'Office du lieu de publication, qui se charge de leur répartition, les redevances dues aux Administrations intéressées.

CHAPITRE III.

Réexpédition. Réclamations. Responsabilité.

Article 10.

Réexpédition.

1. — Les abonnés peuvent, en cas de changement de résidence, obtenir que le journal parvienne à leur nouvelle adresse, soit à l'intérieur du Pays de destination primitive, soit dans un autre Pays contractant. Il est loisible de percevoir, de ce chef, un droit spécial qui, dans le second cas, est prélevé par l'Office de la nouvelle destination et ne peut pas dépasser un franc par trimestre.

La disposition ci-dessus s'applique également aux journaux dont l'abonnement souscrit pour le pays de publication est transféré dans un autre pays contractant.

2. — Si l'abonné transfère sa résidence dans un Pays non contractant, les numéros sont expédiés à l'adresse personelle du destinataire dûment affranchis, soit par l'éditeur, soit par le bureau de première destination, moyennant payement préalable de l'affranchissement par l'abonné.

Article 11.

Réclamations.

Les Offices sont tenus de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques dans le service des abonnements.

Article 12.

Responsabilité.

Les Offices n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs. Ils ne sont tenus à aucun remboursement en cas de cessation ou d'interruption de la publication d'un journal en cours d'abonnement.

CHAPITRE IV.

Comptabilité.

Article 13.

Attribution des taxes.

Sauf l'exception prévue à l'article 9, chaque Office garde en entier les taxes et droits qu'il a perçus en sus du prix de livraison.

Article 14.

Comptes.

1. — Les comptes des abonnements fournis et demandés sont dressés trimestriellement et soldés par l'Office débiteur en monnaie légale du pays créancier et dans le délai fixé par le Règlement. Sauf autre arrangement, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, conformément à l'article 27 de l'Arrangement concernant les mandats.

2. — Le payement du solde a lieu, sauf entente contraire, par mandat de poste. Les mandats émis à cette fin ne sont soumis à aucun droit et ils peuvent excéder le maximum déterminé par ledit Arrangement.

3. — Les soldes en retard portent intérêt à raison de sept pour cent l'an, au profit de l'Office créditeur.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses.

Article 15.

Bureaux d'échange.

Le service des abonnements s'effectue par l'entremise de bureaux d'échange à désigner par chaque Office.

Article 16.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la Convention sont applicables au présent Arrangement, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 17.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (art. 18 et 19 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 8, 11 à 15, 17 et 18 de l'Arrangement, et 1 à 5 et 15 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 6, 8, 9, 12 et 13 du Règlement;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles de l'Arrangement et de son Règlement, ainsi que de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et du Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage.

Dispositions finales.

Article 18.

Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire

qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie:
DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne:
W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour la République Argentine:
M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour l'Autriche:
JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique:
A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Bolivie:
MTO. URRIOLAGOITIA H.

Pour la Bulgarie:
N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Chili:
CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL.

Pour la République de Colombie:
LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Cuba:
JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CÉSAR CARVALLO.

Pour le Danemark:
C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig:
DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour l'Egypte:
H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBÉ IBRAHIM.

Pour l'Espagne:
EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles:
MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie:
EDWARD WIRGO.

Pour la Finlande:
G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:
M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie:
H. TREUILLÉ.

Pour la Grèce:
PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras:

Pour la Hongrie:
O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Italie:
LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes:

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour la Lettonie:

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la Lithuanie:

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg:

JAAQUES.

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour les Pays-Bas:

SCHREUDER.
J. S. V. GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour la Pologne:

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal:

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Afrique:

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA.

Pour les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie:

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie:

GEORGE LECCA.

Pour la République de St.-Marin:

PERCIVAL KALLING.

Pour le Territoire de la Sarre:

P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

DRAGUTIN DIMITRIJEVIĆ.
SAVA TUTUNDŽIĆ.
MILOŠ KOVAČEVIĆ.
STOJŠA KRBAVAC.

Pour la Suède:

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse:

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie:

JUDR OTOKAR RŮŽIČKA.
JOSEPH ZÁBRODSKÝ.

Pour la Tunisie:

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie:

Pour MEHMED SABRY:
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour l'Uruguay:

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuela:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

XX

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES CONCLU ENTRE L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue à Stockholm le 28 août 1924 ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques:

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article premier.

Bureaux d'échange.

Chaque Office notifie aux autres Offices les bureaux d'échange qu'il a désignés pour leurs relations réciproques. Ces bureaux correspondent directement entre eux pour tout ce qui concerne le service des abonnements.

Article 2.

Liste des journaux. Journaux interdits.

1. — Les Administrations se communiquent réciproquement la liste (modèle A ci-annexé) des journaux dont l'abonnement peut être servi par leur intermédiaire, avec indication des conditions de souscription, du poids moyen en grammes de chaque journal et des prix de livraison, frais de transit et d'entrepôt compris. Les prix de livraison sont exprimés en monnaie légale du pays qui fournit les journaux.

Les modifications à apporter à cette liste doivent être notifiées immédiatement.

2. — Les Offices se font connaître, en outre, les journaux frappés d'interdiction.

Article 3.

Tarif général des journaux.

Chaque Office dresse, au moyen des listes fournies en exécution de l'article précédent, un tarif général indiquant, par pays, les journaux, les conditions de l'abonnement et les prix à payer par l'abonné. Ces prix, établis conformément à l'article 4 de l'Arrangement, sont énoncés dans la monnaie légale du pays qui publie le tarif.

Article 4.

Périodes d'abonnement.

1. — Les abonnements prennent cours:

pour un an, au 1er janvier;

pour six mois, au 1er janvier et au 1er juillet;

pour trois mois, au 1er janvier, au 1er avril, au 1er juillet et au 1er octobre.

Des exceptions à cette règle sont admises à l'égard des publications intermittentes ou temporaires; on s'y abonne pour la durée qu'elles comportent sans être tenu par les dates ci-dessus.

2. — Les Administrations peuvent s'entendre pour admettre des abonnements de quinze jours, d'un mois, d'un mois et demi, de deux mois et de deux mois et demi.

3. — Les Offices intéressés prêtent leur concours aux abonnés qui, n'ayant pas fait leur demande en temps utile, expriment le désir d'obtenir, si possible, les numéros déjà parus.

CHAPITRE II.

Exécution des demandes d'abonnement.

Article 5.

Liste des demandes d'abonnement.

1. — Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échange récapitulent, sur une liste conforme au modèle B ci-annexé, les demandes d'abonnement qui leur sont parvenues de l'intérieur. Cette liste doit parvenir au bureau d'échange correspondant en temps utile pour permettre que les abonnements soient servis à la date à laquelle ils prennent cours. Les demandes qui parviennent après l'envoi de la liste générale font l'objet de listes spéciales. Il en est de même des demandes qui sont faites en dehors des périodes ordinaires de renouvellement.

2. — Ces listes sont revêtues de numéros d'ordre non interrompus pendant une année. Chaque liste est terminée par une récapitulation des demandes antérieures, de manière à présenter, par journal, le total général des abonnements à fournir à la demande d'un même bureau d'échange.

Article 6.

Expédition des journaux.

1. — Les journaux sont expédiés en paquets adressés, soit directement aux bureaux de destination, soit en bloc à des bureaux intermédiaires, selon que les Administrations en conviennent. Les paquets doivent porter l'indication ,,Abonnements-poste'' ou une mention équivalente.

2. — Par exception, les journaux doivent être placés sous des bandes à l'adresse des abonnés quand les bureaux d'échange du pays destinataire le demandent. Le cas échéant, ces bureaux communiquent les noms et adresses des abonnés aux bureaux d'échange du pays d'origine.
Les bandes doivent porter également la mention: ,,Abonnements-poste''.

Les frais occasionnés par la mise sous bande des journaux peuvent être portés au compte de l'Office destinataire par l'Office expéditeur.

Article 7.

Abonnements aux journaux ne figurant pas à la liste.

Lorsqu'il est demandé un abonnement à un journal ne figurant pas à la liste, le bureau d'échange en cause s'adresse au bureau d'échange correspondant, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires. Il peut néanmoins être donné suite immédiatement à la demande d'abonnement, sous réserve du règlement de compte ultérieur avec l'intéressé, lequel est tenu de déposer des arrhes, au besoin.

Article 8.

Irrégularités.

Les retards, interruptions, fausses directions ou irrégularités quelconques qui se produisent dans le service des abonnements sont signalés immédiatement, soit au bureau d'échange, ou, s'il y a lieu, au bureau d'origine, soit aux Administrations centrales qui l'ont demandé.

Il doit être donné suite sans retard aux réclamations.

Article 9.

Publication interrompue ou supprimée.

Lorsque la publication d'un journal est interrompue ou supprimée par l'éditeur, les Administrations prêtent leurs bons offices à l'effet d'obtenir, autant que possible, le remboursement, aux abonnés, du prix du journal pour la période pendant laquelle l'abonnement n'a pas été servi.

Article 10.

Abonnements recueillis directement par les éditeurs.

Les éditeurs qui ont recueilli directement des abonnements dressent, pour chaque bureau de débit, des feuilles de livraison du modèle D ci-annexé, mentionnant d'une manière claire et précise et dans l'ordre alphabétique le nom, la profession et l'adresse des abonnés. Ils reportent sur un relevé récapitulatif du modèle E ci-annexé, par pays de destination

et dans l'ordre alphabétique des bureaux de débit, toutes les feuilles de livraison se rapportant au même journal et à la même période d'abonnement. Ce relevé, accompagné des feuilles de livraison qui s'y rapportent, est transmis par l'intermédiaire du bureau d'échange du pays d'origine des journaux au bureau d'échange correspondant, qui répartit les feuilles de livraison entre les bureaux de débit intéressés.

Article 11.

Réexpédition.

Lorsque la mutation d'un journal est demandée entre pays signataires de l'Arrangement, le bureau d'échange en cause transmet la demande au bureau d'échange correspondant du pays où le journal est publié. Ce bureau en avertit à son tour le bureau d'échange correspondant du pays de la nouvelle destination.

CHAPITRE III.

Comptabilité.

Article 12.

Comptes trimestriels.

1. — Dès que les commandes trimestrielles peuvent être considérées comme closes, et, au plus tard le 20 du second mois du trimestre, sauf autre arrangement, chaque bureau d'échange dresse, pour le bureau correspondant, un compte particulier (modèle C) qui est accompagné, si ce bureau le désire, des listes de demandes comme pièces justificatives. Il inscrit sur ce compte, par ordre alphabétique et par période d'abonnement, en commençant par la durée la moins longue, tous les journaux fournis depuis la formation du compte précédent. En cas de besoin, un compte supplémentaire peut être établi dans le courant du troisième mois du trimestre. Les abonnements demandés après la formation du compte particulier et, le cas échéant, du compte supplémentaire, sont portés au compte du trimestre suivant.

2. — Les sommes dues pour la fourniture, aux abonnés, de numéros isolés de journaux ou pour l'envoi de journaux en cas de changement de résidence des abonnés pour un Pays non contractant sont, à moins d'entente contraire, comprises

pour la liquidation dans les comptes trimestriels. Il en est de même des redevances résultant des abonnements recueillis directement par les éditeurs.

Article 13.

Liquidation. Acomptes.

1. — Sauf autre arrangement, les comptes dressés de part et d'autre sont débattus et liquidés avant l'expiration du trimestre auquel ils se rapportent. Ce délai est prolongé de 4 mois pour les pays hors d'Europe.

Les différences sont réglées dans le compte trimestriel suivant.

2. — Au besoin, il peut être réclamé des acomptes mensuels.

CHAPITRE IV.

Communications et notifications.

Article 14.

Communications et notifications.

1. — Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des abonnements.

2. — Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard de la même manière.

Dispositions finales.

Article 15.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

(Pour les signatures voir l'Arrangement.)

VERTALINGEN.

WERELD-POSTVEREENIGING

ALGEMEEN POSTVERDRAG GESLOTEN TUSSCHEN DE UNIE VAN ZUID-AFRIKA, ALBANIË, DUITSCHLAND, DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE GEZAMENLIJKE EILANDEN IN HET BEZIT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA BEHALVE DE PHILIPPIJNEN, DE PHILIPPIJNEN, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, HET GEMEENEBEST AUSTRALIË, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CANADA, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAÏTI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, DE VRIJE STAAT IERLAND, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NOORWEGEN, NIEUW-ZEELAND, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND,TSJECHO-

SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven genoemde Landen, krachtens artikel 27 van het op den 30sten November 1920 te Madrid gesloten algemeen Postverdrag in Congres bijeen te Stockholm, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, gemeld Verdrag herzien, overeenkomstig de volgende bepalingen.

TITEL I.

Van de Wereld-postvereeniging.

HOOFDSTUK I.

Organisatie en gebied van de Vereeniging.

Artikel 1.

Samenstelling van de Vereeniging.

De Landen tusschen welke dit Verdrag is gesloten vormen, onder de benaming van Wereldpostvereeniging, een enkel postgebied voor de wederzijdsche uitwisseling van brieven en andere stukken. De Postvereeniging heeft mede ten doel de totstandkoming en de vervolmaking van de verschillende internationale postale diensten te verzekeren.

Artikel 2.

Nieuwe toetredingen. Daarvoor te vervullen formaliteiten.

De Landen, die geen deel uitmaken van de Vereeniging, kunnen te allen tijde tot het Verdrag toetreden.

Hunne aanvrage om toetreding moet langs diplomatieken weg worden medegedeeld aan de Regeering van den Zwitserschen Bond en door deze aan de Regeeringen van alle Landen der Vereeniging.

Artikel 3.

Verdrag en overeenkomsten van de Vereeniging.

De dienst van de brievenpost wordt geregeld door de bepalingen van het Verdrag.

Andere diensten zooals, bepaaldelijk, die der brieven en doosjes met aangegeven waarde, der postpakketten, der postwissels, de postgirodienst, de dienst der in te vorderen waarden en die der abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften maken het onderwerp uit van Overeenkomsten tusschen Landen van de Vereeniging.
Deze Overeenkomsten zijn alleen bindend voor de tot deze toegetreden Landen.
De toetreding tot een of meer van deze Overeenkomsten is onderworpen aan de bepalingen van het vorige artikel.

Artikel 4.

Reglementen van uitvoering.

De Administratiën van de Vereeniging stellen in gemeen overleg, door middel van Reglementen van uitvoering, de maatregelen van orde en van ondergeschikten aard vast, welke noodig zijn voor de uitvoering van het Verdrag en de Overeenkomsten.

Artikel 5.

Bijzondere verdragen en beperkte Vereenigingen. Grenskring.

1. De Landen van de Vereeniging hebben het recht tot het handhaven en sluiten van verdragen, alsmede tot het handhaven en in het leven roepen van beperkte vereenigingen, met het doel om de tarieven te verlagen of andere verbeteringen in het postverkeer aan te brengen.
2. Van haar kant zijn de Administratiën gemachtigd om onder elkander de noodige regelingen te treffen omtrent onderwerpen, die niet de Vereeniging in haar geheel aangaan, onder voorbehoud dat geen bepalingen worden vastgesteld, die minder gunstig zijn dan die, welke voorkomen in de Akten van de Vereeniging. Bepaaldelijk kunnen zij zich onderling verstaan nopens de vaststelling voor de brieven en overige stukken van een verlaagd tarief binnen een kring van 30 kilometers.

Artikel 6.

Binnenlandsche Wetgeving.

De bepalingen van het Verdrag en de Overeenkomsten van de Vereeniging tasten de wetgeving van elk Land betreffende

alles wat niet in het bijzonder bij deze Akten voorzien is, niet aan.

Artikel 7.

Verkeer met niet tot de Vereeniging behoorende landen.

De Administratiën van de Vereeniging, die betrekkingen onderhouden met Landen buiten de Vereeniging, zijn gehouden deze betrekkingen ter beschikking te stellen van de andere Administratiën voor de uitwisseling van brieven en andere stukken.

De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing op de uitwisseling van stukken tusschen de Landen der Vereeniging en de buiten de Vereeniging staande Landen telkens wanneer die uitwisseling geschiedt door tusschenkomst van ten minste twee der toegetreden partijen.

Artikel 8.

Koloniën, protectoraten, enz.

Beschouwd worden als uitmakende een enkel Land, respectievelijk een enkele Administratie van de Vereeniging, in den zin van het Verdrag en de Overeenkomsten, bepaaldelijk voor wat betreft hun stemrecht op de Congressen, op de Conferenties en in den tijd die verloopt tusschen de samenkomsten, zoomede voor wat betreft hun bijdrage in de kosten van het Internationaal Bureel van de Wereldpostvereeniging:

1°. de kolonie Belgisch Congo;

2°. de gezamenlijke eilanden in het bezit van de Vereenigde Staten van Amerika met uitzondering van de Philippijnen, bestaande uit Hawaï, Porto-Rico, Guam en de Virginische eilanden van de Vereenigde Staten van Amerika;

3°. de Philippijnen;

4°. de gezamenlijke Spaansche koloniën;

5°. Algerië;

6°. de Fransche koloniën en protectoraten in Indo-China;

7°. de gezamenlijke overige Fransche koloniën;

8°. de gezamenlijke Italiaansche koloniën;

9°. Chosen;

10°. de gezamenlijke overige Japansche onderhoorigheden;

11°. Nederlandsch-Indië;
12°. de Nederlandsche koloniën in Amerika;
13°. de Portugeesche koloniën in Afrika;
14°. de Portugeesche koloniën in Azië en Oceanië.

Artikel 9.

Gebied van de Vereeniging.

Als behoorende tot de Wereldpostvereeniging worden aangemerkt:

a. de postkantoren, die door Landen van de Vereeniging zijn gevestigd in Landen buiten de Vereeniging;

b. het vorstendom Liechtenstein, als staande onder de Zwitsersche Postadministratie;

c. de Faroëreilanden en Groenland, als deel uitmakende van Denemarken;

d. de Spaansche bezittingen aan de noordkust van Afrika, als deel uitmakende van Spanje; de Republiek Andorra, als staande onder de Spaansche Postadministratie;

e. het vorstendom Monaco, als staande onder de Fransche Postadministratie;

f. Walvischbaai, als deel uitmakende van de Unie van Zuid-Afrika; Basoetoland, als staande onder de Postadministratie van de Unie van Zuid-Afrika;

g. de Noorsche postkantoren, gevestigd op de eilanden Spitsbergen, als staande onder de Postadministratie van Noorwegen.

Artikel 10.

Scheidsrechterlijke uitspraak.

1. Ingeval van geschil tusschen twee of meer leden van de Vereeniging omtrent de uitlegging van het Verdrag en de Overeenkomsten of omtrent de verantwoordelijkheid, welke voor een Administratie voortspruit uit de toepassing van dit Verdrag en deze Overeenkomsten, wordt de zaak in geschil door scheidsrechterlijke uitspraak beslist. Te dien einde kiest ieder der betrokken Administratiën een ander lid der Vereeniging, dat bij de zaak geen rechtstreeksch belang heeft. Voor het geval dat een der Administratiën, tusschen welke het geschil bestaat, binnen zes maanden, of, voor zooveel

overzeesche Landen betreft, binnen negen maanden, geen gevolg zou geven aan een voorstel tot het uitlokken van scheidsrechterlijke uitspraak, zal het Internationaal Bureel op daartoe aan dit Bureel gedaan verzoek op zijn beurt de aanwijzing van een scheidsrechter door de in gebreke blijvende Administratie kunnen uitlokken of er, ambtshalve, zelf een kunnen aanwijzen.

2. De scheidsrechters beslissen bij volstrekte meerderheid van stemmen.

3. Wanneer de stemmen staken, kiezen de scheidsrechters, tot oplossing van het geschil, een andere Administratie, welke evenmin bij het geschil is betrokken.

Indien omtrent deze keuze geen overeenstemming kan worden verkregen, wordt deze Administratie aangewezen door het Internationaal Bureel uit de leden van de Vereeniging, welke niet zijn voorgesteld door de scheidsrechters.

4. De scheidsrechters kunnen niet worden aangewezen buiten de Administratiën, welke de Overeenkomst uitvoeren, die aanleiding geeft tot het geschil.

Artikel 11.

Uittreden uit de Vereeniging. Beëindiging van deelneming aan de Overeenkomsten.

Elke contracteerende Partij heeft de bevoegdheid uit de Vereeniging te treden of hare deelneming aan de Overeenkomsten te beëindigen, mits van het voornemen daartoe een jaar te voren door hare Regeering aan die van den Zwitserschen Bond wordt kennisgegeven.

HOOFDSTUK II.

Congressen. Conferentiën. Commissies.

Artikel 12.

Congressen.

1. De afgevaardigden van de Landen van de Vereeniging vereenigen zich in Congres uiterlijk vijf jaren na den datum van het in werking treden van de Akten van het vorige Congres ten einde deze aan herziening te onderwerpen of deze eventueel aan te vullen.

Elk Land doet zich op het Congres vertegenwoordigen door een of meer gevolmachtigde afgevaardigden, die door hunne Regeering van de noodige volmachten zijn voorzien. Het kan zich, zoo noodig, doen vertegenwoordigen door de delegatie van een ander Land. Echter mag een delegatie slechts belast worden met de vertegenwoordiging van twee Landen, dat, hetwelk haar oorspronkelijk heeft geaccrediteerd, daaronder begrepen.
Bij de beraadslagingen heeft elk Land één stem.
2. Elk Congres stelt de plaats van samenkomst van het volgend Congres vast. Dit wordt, na overleg met het Internationaal Bureel, bijeengeroepen door de zorgen van de Regeering van het Land, waar het gehouden moet worden. Deze Regeering is eveneens belast met de mededeeling van de door het Congres genomen beslissingen aan alle Regeeringen en Landen van de Vereeniging.

Artikel 13.

Bekrachtigingen. Tenuitvoerlegging en duur van de Akten van het Congres.

De Akten van de Congressen worden zoo spoedig mogelijk bekrachtigd en de bekrachtigingen worden medegedeeld aan de Regeering van het Land, waar het Congres werd gehouden.
Ingeval een of meer der contracteerende partijen de een of andere van de door haar onderteekende Akten niet mochten bekrachtigen zullen deze niettemin geldig zijn voor de Staten, die ze wel hebben bekrachtigd. Deze Akten treden gelijktijdig in werking en hebben denzelfden duur.
Vanaf den dag, die is vastgesteld voor het in werking treden van de door een Congres aangenomen Akten, zijn alle Akten van het vorige Congres vervallen, tenzij het tegendeel is bepaald.

Artikel 14.

Buitengewone Congressen.

Indien het verzoek daartoe door ten minste twee derden van de contracteerende Landen wordt gedaan of goedgekeurd, wordt na overleg met het Internationaal Bureel een buitengewoon Congres bijeengeroepen.

Het bepaalde bij de artikelen 12 en 13 is van toepassing op de delegaties, de beraadslagingen en op de Akten van de buitengewone Congressen.

Artikel 15.

Reglement voor de Congressen.

Elk Congres stelt het reglement vast voor zijne werkzaamheden en zijne beraadslagingen.

Artikel 16.

Conferentiën.

Conferentiën, belast met het onderzoek van zuiver administratieve vraagpunten, kunnen worden gehouden op het verzoek van ten minste twee derden van de Administratiën der Vereeniging.

Zij worden bijeengeroepen na overleg met het Internationaal Bureel.

De Conferentiën stellen haar reglement vast.

Artikel 17.

Commissies.

De Commissies, welke door een Congres of een Conferentie belast zijn met het bestudeeren van een of meer bepaalde vraagstukken, worden door het Internationaal Bureel bijeengeroepen na overleg, in voorkomende gevallen, met de Administratie van het Land waar deze Commissies bijeen moeten komen.

HOOFDSTUK III.

Voorstellen in den tijd tusschen de samenkomsten.

Artikel 18.

Indiening van de voorstellen.

In den tijd tusschen de samenkomsten heeft elke Administratie het recht om aan de andere Administratiën, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen te doen betreffende het Verdrag en het daarbij behoorend Reglement.

Hetzelfde recht wordt, met betrekking tot de Overeenkomsten en de daarbij behoorende Reglementen, toegekend

aan de Administratiën van de Landen, welke aan die Overeenkomsten deelnemen.

Alle voorstellen, gedaan in den tijd tusschen de bijeenkomsten, moeten om in behandeling te komen ondersteund worden door ten minste twee Administratiën, die, waarvan de voorstellen uitgaan, niet medegerekend. Deze voorstellen blijven zonder gevolg wanneer het Internationaal Bureel niet te gelijker tijd het vereischte aantal verklaringen van ondersteuning ontvangt.

Artikel 19.

Onderzoek van de voorstellen.

Elk voorstel wordt op de volgende wijze behandeld:

Een tijdsverloop van zes maanden wordt aan de Administratiën gelaten om het voorstel te onderzoeken en, zoo noodig, aan het Internationaal Bureel hare opmerkingen te doen toekomen. Amendementen worden niet toegelaten. Het Internationaal Bureel verzamelt de antwoorden en deelt deze aan de Administratiën mede met uitnoodiging zich vóór of tegen te verklaren. Zij, die binnen zes maanden, te rekenen van den datum van het tweede rondschrijven van het Internationaal Bureel, waarbij haar de gemaakte opmerkingen zijn medegedeeld, hare stem niet hebben doen kennen, worden aangemerkt als zich te onthouden.

Als het voorstel betrekking heeft op een Overeenkomst of het daarbij behoorende Reglement kunnen alleen de Administratiën die tot die Overeenkomst zijn toegetreden aan de bovenbedoelde handelingen deelnemen.

Artikel 20.

Voorwaarden voor aanneming.

1. Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

a) alle stemmen, wanneer zij betreffen een bijvoeging van nieuwe bepalingen of een wijziging van de bepalingen van de titels I, II en van de artikelen 33 tot 36, 38, 48 tot 53, 55, 56, 58, 60 tot 63, 65 tot 75, 77 tot 80 van het Verdrag, evenals van de artikelen 1, 4, 17, 53, 66 en 86 van het daarbij behoorend Reglement;

b) twee derden der stemmen wanneer zij een wijziging betreffen van andere bepalingen dan de sub *a*) genoemde;
c) de volstrekte meerderheid wanneer zij de uitlegging van de bepalingen van het Verdrag en het daarbij behoorend Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, hetwelk aan scheidsrechterlijke uitspraak, als bedoeld bij artikel 10, is te onderwerpen.
2. In de Overeenkomsten worden de voorwaarden vastgesteld, waaraan de goedkeuring van de voorstellen betreffende deze Overeenkomsten is onderworpen.

Artikel 21.

Kennisgeving van de besluiten.

Aan de bijvoegingen en wijzigingen aangebracht in het Verdrag en in de Overeenkomsten wordt kracht van uitvoering verzekerd door een diplomatieke verklaring, door de Regeering van den Zwitserschen Bond op te maken en, op verzoek van het Internationaal Bureel, toe te zenden aan de Regeeringen van de contracteerende Landen.
De in de Reglementen aangebrachte bijvoegingen en wijzigingen worden bevestigd en aan de Administratiën medegedeeld door het Internationaal Bureel. Hetzelfde geldt voor de uitleggingen bedoeld onder letter *c*) van het vorige artikel.

Artikel 22.

Uitvoering van de besluiten.

De aangenomen bijvoegingen of wijzigingen treden niet eerder in werking dan ten minste drie maanden na de kennisgeving.

HOOFDSTUK IV.

Van het Internationaal Bureel.

Artikel 23.

Algemeene werkkring.

1. Een centraal Bureel, hetwelk te Bern onder den naam van Internationaal Bureel der Wereldpostvereeniging en onder het hooge toezicht van de Zwitsersche Postadmi-

nistratie werkt, staat den Landen der Vereeniging ten dienste voor het onderhouden van de betrekkingen tusschen deze Landen, het verstrekken van inlichtingen en het geven van adviezen.

Dit Bureel is in het bijzonder belast met het verzamelen, ordenen, bekend maken en rondzenden van de inlichtingen van allerlei aard, welke voor het internationaal postverkeer van belang zijn; met het uitbrengen van advies over twistvragen, wanneer de betrokken partijen zulks verlangen; met de voorbereidende behandeling van voorstellen tot wijziging van de Akten van het Congres; met het bekend maken van de aangenomen wijzigingen en, in het algemeen, met het bestudeeren van onderwerpen en het verrichten van redactie- of documentatiewerkzaamheden, welke het bij het Verdrag, de Overeenkomsten en de daarbij behoorende Reglementen zijn toegewezen of waarmede het in het belang van de Vereeniging mocht worden belast.

2. Het verleent als vereveningsbureau zijne tusschenkomst bij het verevenen van rekeningen van allerlei aard betreffende den internationalen postdienst aan de Administratiën, welke deze tusschenkomst inroepen.

Artikel 24.

Kosten van het Internationaal Bureel.

1. Elk Congres stelt het maximum bedrag vast, hetwelk de gewone kosten van het Internationaal Bureel jaarlijks mogen bereiken.

Deze kosten, evenals de buitengewone uitgaven welke het gevolg zijn van het bijeenkomen van een Congres, een Conferentie of een Commissie, en de kosten, welke zouden kunnen voortvloeien uit aan dit Bureel opgedragen bijzondere werkzaamheden, worden gezamenlijk gedragen door de Landen van de Vereeniging.

2. Tot dit doel worden deze gerangschikt in zeven klassen; door elke klasse wordt naar evenredigheid, als hieronder is aangegeven, in de betaling van de kosten bijgedragen:

1e klasse	....	25 eenheden.
2e ,,	....	20 ,, .

3e klasse	....	15 eenheden.
4e ,,	....	10 ,, .
5e ,,	....	5 ,, .
6e ,,	....	3 ,, .
7e ,,	....	1 eenheid.

3. Bij nieuwe toetreding bepaalt de Regeering van den Zwitserschen Bond in gemeen overleg met de Regeering van het betrokken Land de klasse, waarin dit moet worden gerangschikt met betrekking tot de verdeeling van de kosten van het Internationaal Bureel.

TITEL II.

Algemeene regelen.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 25.

Vrijheid van transit.

1. Binnen het geheele gebied der Vereeniging is vrijheid van transit gewaarborgd.
2. De vrijheid van transit is voor postpakketten beperkt tot het grondgebied van de Landen, welke aan dezen dienst deelnemen. De brieven en doosjes met aangegeven waarde kunnen in gesloten brievenmalen worden vervoerd over het grondgebied van de Landen, welke niet tot de Overeenkomst betreffende deze zendingen zijn toegetreden; de verantwoordelijkheid van deze Landen is echter beperkt tot die, welke voor de aangeteekende zendingen is bepaald.

Artikel 26.

Recht om gebruik te maken van de diensten der Vereeniging.

De Landen van de Vereeniging kennen een ieder het recht toe om gebruik te maken van de diensten, welke het onderwerp van het Verdrag en van de Overeenkomsten uitmaken.

Artikel 27.

Verbod tot het heffen van niet voorziene porten en rechten.

Het is verboden andere postale porten en rechten, van welken aard ook, te heffen, dan die welke bij het Verdrag en de Overeenkomsten zijn voorzien.

Artikel 28.

Tijdelijke staking van den dienst.

Wanneer een Administratie zich tengevolge van buitengewone omstandigheden genoodzaakt ziet, hetzij de verzending van brieven en andere stukken, die haar door een andere Administratie worden uitgeleverd, hetzij de uitvoering van een of meer bijzondere diensten tijdelijk geheel of gedeeltelijk te staken, is zij gehouden daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, kennis te geven aan de betrokken Administratie of Administratiën.

Artikel 29.

Munteenheid.

De frank, die als munteenheid is aangenomen in de bepalingen van het Verdrag en de Overeenkomsten, is de gouden frank van 100 centiemen met een gewicht van 10/31 gram en een gehalte van 0,900.

Artikel 30.

Overeenkomende waarden. (Aequivalenten).

In elk Land van de Vereeniging worden de porten en rechten vastgesteld volgens een waarde, welke in de tegenwoordige munt van dit Land zoo nauwkeurig mogelijk overeenkomt met de waarde van den frank.

Artikel 31.

Formulieren. Taal.

1. De formulieren, welke voor het onderling verkeer tusschen de Administratiën in gebruik zijn, moeten in de Fransche taal zijn gesteld, al dan niet voorzien van een tusschen de regels gestelde vertaling in een andere taal, tenzij de betrokken Administratiën daaromtrent onderling anders mochten overeenkomen.

2. De formulieren, ten gebruike voor het publiek, welke niet in de Fransche taal zijn gedrukt, moeten tusschen de regels van een vertaling in die taal zijn voorzien.

3. De afmetingen van de formulieren, waarvan sprake is in de §§ 1 en 2, moeten zooveel mogelijk overeenstemmen met die, welke zijn voorgeschreven in de Reglementen behoorende bij het Verdrag en de Overeenkomsten.

4. De Administratiën kunnen in gemeen overleg bepalen, welke taal voor de dienstbriefwisseling in haar onderlinge betrekkingen zal zijn te bezigen.

Artikel 32.

Identiteitskaarten.

1. Elke Administratie is bevoegd om aan personen, die dit verzoeken, identiteitskaarten af te geven, welke als bewijsstuk geldig zijn bij alle handelingen, te verrichten door de postkantoren van de Landen, die niet hebben kenbaar gemaakt, dat zij deze kaarten weigeren toe te laten.

2. De Administratie die een identiteitskaart doet afgeven is bevoegd uit dien hoofde een recht te heffen dat niet meer mag bedragen dan een frank.

3. De Administratiën zijn ontheven van elke aansprakelijkheid indien wordt vastgesteld, dat de afgifte van een postzending of de betaling van een postwissel is geschied op vertoon van een deugdelijke identiteitskaart.

Zij zijn evenmin verantwoordelijk voor de gevolgen die kunnen voortspruiten uit verlies, ontvreemding of misbruik van een deugdelijke identiteitskaart.

4. De identiteitskaart is geldig gedurende drie jaar te rekenen van den dag van afgifte.

TITEL III.

Bepalingen betreffende brieven en andere stukken.

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 33.

Brieven en andere stukken.

De benaming „brieven en andere stukken" is van toepassing op de brieven, de enkele briefkaarten en de briefkaarten met betaald antwoord, de akten, de monsters van koopwaren en de gedrukte stukken van allerlei aard, daaronder begrepen de stukken met opgewerkte punten of teekens ten gebruike van blinden.

Artikel 34.

Porten en algemeene voorwaarden.

1. De porten, welke in geval van vooruitbetaling verschuldigd zijn voor het vervoer van brieven en andere stukken binnen het geheele gebied der Vereeniging, daaronder begrepen de bestelling ten huize van de geadresseerden in de Landen, in welke de dienst der bestelling is of zal worden geregeld, worden vastgesteld in overeenstemming met de aanwijzingen van de hiernavolgende tabel.

Brieven en andere stukken	Gewichtseenheden	Porten	Grenzen voor: gewicht	Grenzen voor: afmetingen
	gr.	ctm.		
Brieven: eerste gewicht	20	25	2 kilogram	45 c.M. in elke richting. *in rolvorm:* 75 c.M. in de lengte en 10 c.M. in middellijn.
Brieven: elk volgend gewicht . . .	—	15		
Briefkaarten: enkele	—	15	—	maxima: 15 c.M. in de lengte, 10,5 c.M. in de breedte
Briefkaarten: met antwoord.	—	30	—	minima: 10 c.M. in de lengte, 7 c.M. in de breedte
Gedrukte stukken . . .	50	5	2 kilogram[1]	[1]) Voor afzonderlijk verzonden boekdeelen wordt dit gewicht op 3 kilogram gebracht.
Stukken met opgewerkte punten of teekens voor de blinden	1000	5	3 kilogram	45 cM. langs elke zijde.
Akten	50	5	2 kilogram	*in rolvorm:* 75 c.M. in de lengte. 10 c.M. in middellijn
Akten minimumport . .	—	25	—	
Monsters van koopwaren	50	5	500 gram	45 c.M. in de lengte 20 c.M. in de breedte 10 c.M. in de hoogte
Monsters minimum port.	—	10	—	*in rolvorm:* 45 c.M. in de lengte 15 c.M. in middellijn

De Administratiën hebben de bevoegdheid om in hare wederzijdsche betrekkingen voor nieuwsbladen en tijdschriften, welke rechtstreeks door de uitgevers verzonden worden, eene vermindering van 50 % op het algemeen tarief der gedrukte stukken toe te staan.

Dezelfde bevoegdheid wordt haar toegekend voor wat be-

treft ingenaaide of ingebonden boeken met uitsluiting van alle bekendmakingen en reclamegeschriften.
Hetzelfde geldt voor letterkundige en wetenschappelijke uitgaven, welke wetenschappelijke instellingen elkander toezenden.
2. Elk Land van de Vereeniging stelt naar de aanwijzingen van de vorenstaande tabel de voor de brieven en andere stukken te heffen porten vast.
3. De brieven mogen geen brief, schrifturen of document bevatten, gericht aan andere personen dan den geadresseerde van den brief of personen, welke met dezen samenwonen.
4. De akten, de monsters van koopwaren en de gedrukte stukken van allerlei aard mogen geen brief of schriftelijke bijvoeging bevatten welke het karakter draagt van een briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard; behoudens de in het Reglement genoemde uitzonderingen moeten zij zoodanig zijn ingepakt, dat ze gemakkelijk kunnen worden onderzocht.
5. De grenzen voor gewicht en afmetingen, vastgesteld in § 1 van dit artikel, zijn niet van toepassing op de stukken betreffende den postdienst, waarvan sprake is in § 1 van art. 43.
6. In pakketten met monsters van koopwaren mogen zich geen voorwerpen bevinden, die handelswaarde bezitten.
7. Het samenvoegen in één zending van tot verschillende categorieën behoorende stukken (gemengde zendingen) is geoorloofd op de voorwaarden, welke bij het Reglement zijn vastgesteld.
8. Behoudens de uitzonderingen genoemd in het Verdrag en het daarbij behoorend Reglement worden zendingen, welke niet aan de vastgestelde voorwaarden voldoen, niet verzonden.
De stukken, welke ten onrechte mochten zijn toegelaten, kunnen aan de Administratie van oorsprong worden teruggezonden. Als de Administratie van bestemming ze aan den geadresseerde uitreikt, moet zij de stukken eventueel belasten met de porten en verhoogde porten, vastgesteld voor de categorie, waartoe zij in werkelijkheid behooren.

9. De zendingen, welke gefrankeerd zijn volgens het tarief der brieven, mogen voorwerpen bevatten welke aan douanerechten onderworpen zijn, wanneer de invoer van deze voorwerpen, in den vorm van brieven, in het Land van bestemming geoorloofd is.
Deze zendingen moeten aan de adreszijde zijn voorzien van een etiket overeenkomstig de voorschriften van het Reglement.
De Administratie van het Land van bestemming heeft de bevoegdheid om deze zendingen aan het toezicht van de douane te onderwerpen, de zendingen ambtshalve te openen en de invoerrechten te heffen op de door hare wetgeving voorgeschreven wijze.

Artikel 35.

Frankeering.

Andere stukken dan brieven en enkele briefkaarten moeten volledig gefrankeerd zijn.
Briefkaarten met betaald antwoord, waarvan de beide deelen niet volledig gefrankeerd zijn op het oogenblik van terpostbezorging, worden niet verzonden.

Artikel 36.

Port van ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde stukken.

Behoudens de voor sommige categorieën van nagezonden stukken bij artikel 39 van het Reglement bedoelde uitzonderingen wordt in geval van ongefrankeerde verzending of bij ontoereikende frankeering van de geadresseerden der stukken een port van tweemaal het ontbrekende of te weinig betaalde bedrag geheven, met dien verstande, dat dit port niet minder mag bedragen dan 10 centiemen.

Artikel 37.

Brieven en andere stukken in het verkeer met landen buiten de Vereeniging.

1. De porten voor de brieven en andere stukken bestemd voor Landen, welke niet tot de Vereeniging behooren, mogen niet lager zijn dan het gewone tarief van de Vereeniging.
2. De brieven en andere stukken, afkomstig uit Landen buiten de Vereeniging, welke ongefrankeerd of ontoereikend

gefrankeerd worden uitgeleverd aan een Land van de Vereeniging, worden door de Administratie, welke ze uitreikt, met port belast volgens de regelen, die in haar eigen dienst van toepassing zijn op de gelijksoortige zendingen bestemd voor het Land van waar de bedoelde brieven en andere stukken afkomstig zijn.

Artikel 38.

Verhoogde porten.

Boven de in de artikelen 34 en 37 vastgestelde porten kan voor elk stuk, waarvan het vervoer geschiedt door middel van diensten van Administratiën, die niet tot de Vereeniging behooren, of door middel van buitengewone diensten binnen de Vereeniging, waarvoor afzonderlijke kosten verschuldigd zijn, een verhoogd port worden geheven naar evenredigheid van die kosten.

Wanneer in het tarief van frankeering voor enkele briefkaarten het bij het voorafgaande lid toegestane verhoogde port is begrepen, is datzelfde tarief van toepassing op elk der beide deelen van de briefkaarten met betaald antwoord.

Artikel 39.

Bijzondere porten.

1. De Administratiën hebben de bevoegdheid om brieven en andere stukken, welke op het laatste oogenblik ter verzending aan hare diensten worden afgegeven, met een aanvullingsport te belasten overeenkomstig de bepalingen van hare wetgeving.

2. De Landen van bestemming, wier wetgeving toelaat om zendingen met aan douanerechten onderworpen voorwerpen uit te reiken, mogen voor de inklaring en vrijmaking van die zendingen een recht van ten hoogste 50 centiemen per zending heffen.

3. Het Land van bestemming mag voor de poste-restante geadresseerde stukken een bijzonder recht heffen in overeenstemming met zijne wettelijke bepalingen.

Artikel 40.

Expresse-zendingen.

1. In de Landen welker Administratiën zich in haar

wederzijdsch verkeer met dezen dienst wenschen te belasten, worden brieven en andere stukken op verzoek van de afzenders door een bijzonderen bode, onmiddellijk na aankomst, ten huize van de geadresseerden uitgereikt.

2. Deze zendingen, expresse-zendingen genoemd, zijn boven het gewone port onderworpen aan een bijzonder recht, dat niet lager mag zijn dan het dubbele van het bij vooruitbetaling voor een brief van enkelvoudig gewicht verschuldigde port en niet hooger dan een frank. Dit recht moet door den afzender ten volle bij vooruitbetaling worden voldaan.

3. Indien de woning van den geadresseerde is gelegen buiten den kosteloozen bestelkring van het kantoor van bestemming, kan voor de expresse-bestelling een aanvullingsrecht worden geheven tot een bedrag gelijk aan dat, hetwelk voor het binnenlandsch verkeer is vastgesteld.

De bestelling per expresse is in dit geval echter niet ververplicht.

4. Expresse-zendingen, waarvoor het vooruit te betalen port en recht niet ten volle is voldaan, worden als gewone stukken besteld, tenzij zij door het kantoor van oorsprong als expresse-zendingen zijn behandeld.

Artikel 41.

Verbodsbepalingen.

1. Het is verboden te verzenden:

a) voorwerpen, welke door hun aard of hun verpakking gevaar voor de postambtenaren kunnen opleveren, dan wel de brieven en andere stukken zouden kunnen verontreinigen of beschadigen;

b) ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen;

c) levende dieren, met uitzondering van bijen en zijderupsen;

d) voorwerpen welke aan douanerechten onderworpen zijn, behoudens de uitzonderingen bedoeld in artikel 34 § 9, evenals monsters welke in grooten getale worden verzonden met het doel om de heffing van deze rechten te vermijden;

e) opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende middelen;

f) voorwerpen van onzedelijken aard;
g) voorwerpen van welken aard ook, waarvan de invoer of verspreiding in het land van oorsprong of in het land van bestemming verboden is.
Het is bovendien verboden in niet-aangeteekende stukken te verzenden muntstukken, bank- en muntbiljetten, gouden of zilveren voorwerpen, edelgesteenten, juweelen en andere kostbaarheden.
2. De zendingen, welke ten onrechte ter verzending mochten zijn toegelaten, moeten aan de Administratie van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Administratie van het land van bestemming volgens de wetgeving of de binnenlandsche bepalingen van dit land, gerechtigd mocht zijn er anders over te beschikken.
Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen en voorwerpen van onzedelijken aard worden evenwel niet aan de Administratie van oorsprong teruggezonden, maar ter plaatse vernietigd door de zorg van de Administratie, die ze opmerkt.
Wanneer zendingen, welke ten onrechte ter verzending zijn toegelaten, niet worden teruggezonden naar het land van oorsprong, noch aan den geadresseerde worden uitgereikt, moet de Administratie van afzending ter zake worden ingelicht opdat deze eventueel de noodige maatregelen kan treffen.
3. Overigens blijft onverkort het recht van elk land van de Vereeniging om op zijn grondgebied geen stukgewijze doorvoer of uitreiking te doen plaats hebben van voorwerpen tegen verminderd port toegelaten, met betrekking tot welke niet is voldaan aan de wetten, verordeningen of besluiten, die hunne uitgifte of verspreiding in dat land regelen.
Deze voorwerpen moeten aan de Administratie van oorsprong worden teruggezonden.

Artikel 42.

Wijze van frankeering.

1. De frankeering geschiedt, hetzij door middel van postzegels, die in het land van oorsprong voor de frankeering van brieven en andere stukken van particulieren geldig zijn,

hetzij door middel van afdrukken van frankeermachines, welke officieel zijn toegelaten en onder onmiddellijk toezicht van de Administratie werken.

2. Als voldoende gefrankeerd worden beschouwd: antwoordbriefkaarten voorzien van op de kaarten gedrukte of geplakte postzegels van het land, dat de kaarten heeft uitgegeven, stukken, welke voor hunne oorspronkelijke bestemming voldoende zijn gefrankeerd en waarvoor het aanvullingsport vóór de nazending is voldaan, alsmede de nieuwsbladen of pakken met nieuwsbladen en tijdschriften, waarvan het adres de aanwijzing „Abonnements-poste" of eene hiermede overeenkomende aanwijzing draagt en waarvan de verzending geschiedt krachtens de Overeenkomst betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften.

3. De stukken, welke in volle zee in de brievenbus van een paketboot worden geworpen of welke worden ter hand gesteld aan de zich aan boord bevindende postambtenaren of aan de scheepsgezagvoerders kunnen, tenzij het tegendeel tusschen de betrokken Administratiën is overeengekomen, worden gefrankeerd met postzegels en volgens het tarief van het land, waartoe dat schip behoort of in den dienst waarvan het staat. Indien de bezorging aan boord plaats heeft gedurende het oponthoud aan een der eindpunten van de lijn of in een tusschenliggende aanlegplaats, is de frankeering alleen dan geldig, wanneer zij geschiedt door middel van postzegels en volgens het tarief van het land, in welks wateren het schip zich bevindt.

Artikel 43.

Portvrijdom.

1. Vrijstelling van port genieten de stukken betreffende den postdienst, gewisseld tusschen de Postadministratiën onderling, tusschen die Administratiën en het Internationaal Bureel, tusschen de postkantoren van de landen der Vereeniging en tusschen deze kantoren en de Administratiën evenals die, waarvan het portvrije vervoer uitdrukkelijk is vermeld in de bepalingen van het Verdrag, de Overeenkomsten en hunne Reglementen.

2. De brieven en andere stukken, bestemd voor krijgsgevangenen of door hen verzonden, met uitzondering van verrekenzendingen, zijn eveneens vrijgesteld van alle heffingen vanwege de posterijen, zoowel in de landen van oorsprong en van bestemming als in de tusschenliggende landen. Hetzelfde geldt voor brieven en andere stukken, krijgsgevangenen betreffende, verzonden of ontvangen, hetzij rechtstreeks, hetzij bij wijze van bemiddeling, door de inlichtingsbureelen, welke eventueel voor die personen worden opgericht in oorlogvoerende landen of in onzijdige landen, welke oorlogvoerenden op hun grondgebied hebben toegelaten.
Oorlogvoerenden, die in een onzijdig land zijn toegelaten en aldaar zijn geïnterneerd, worden voor zooveel betreft de toepassing van bovenstaande bepalingen, met krijgsgevangenen gelijkgesteld.

Artikel 44.

Antwoord-coupons.

In de landen van de Vereeniging worden antwoord-coupons verkocht.
De verkoopprijs er van wordt vastgesteld door de betrokken Administratiën, doch mag niet lager zijn dan 40 centiemen of de daarmede overeenkomende som in de munt van het land, dat de coupons verkoopt.
Iedere coupon is in elk land van de Vereeniging inwisselbaar tegen een of meer zegels, welke de waarde vertegenwoordigen van het port van een brief van enkelvoudig gewicht afkomstig van dat land en bestemd voor het buitenland. De inwisseling moet nochtans geschieden vóór het einde van de zesde maand volgende op die van uitgifte.
Bovendien is aan ieder land de bevoegdheid voorbehouden te eischen, dat gelijktijdig met de antwoord-coupons de stukken, voor de frankeering van welke de coupons worden ingewisseld, worden afgegeven.

Artikel 45.

Terugvordering. Adreswijziging.

1. De afzender van een stuk is bevoegd om het terug te vorderen of het adres er van te doen wijzigen, zoolang de uit-

reiking aan den geadresseerde nog niet heeft plaats gevonden.
2. Het hiertoe strekkend verzoek wordt per post of per telegraaf overgebracht, op kosten van den afzender, die heeft te betalen, vor elk verzoek per post, het port en recht verschuldigd voor een aangeteekenden brief van enkelvoudig gewicht en voor elk verzoek per telegraaf, de verschuldigde seinkosten, vermeerderd, indien het een adreswijziging betreft, met evenbedoeld port en recht.

Artikel 46.

Nazending. Onbestelbare stukken.

1. Wegens de verzending van poststukken aan een nader adres binnen het gebied van de Vereeniging wordt geenerlei aanvullingsport geheven, behoudens de in het Reglement vermelde uitzonderingen.
Hetzelfde geldt voor de terugzending aan den afzender van onbestelbare stukken.
2. De stukken, die aan een nader adres worden verzonden of onbestelbaar zijn, worden aan de geadresseerden of de afzenders uitgereikt tegen betaling van de bedragen, waarmede zij bij de verzending, bij aankomst of, wegens verdere verzending dan hunne oorspronkelijke bestemming, tijdens het vervoer zijn belast.
3. De om welke reden ook onbestelbare stukken moeten onmiddellijk naar het land van oorsprong worden teruggezonden.
De termijn, gedurende welken op verzoek ter beschikking van de geadresseerden gehouden of „poste-restante" geadresseerde stukken bewaard blijven, wordt geregeld door de bepalingen van het land van bestemming. Die termijn mag echter zes maanden in het verkeer met overzeesche landen en twee maanden in het verkeer met andere landen niet te boven gaan. De terugzending naar het land van oorsprong moet binnen korteren termijn geschieden, indien de afzender zulks op het adres heeft verzocht door middel van een aanteekening, geschreven in een in het land van bestemming bekende taal.
4. Waardelooze gedrukte stukken worden niet terug-

gezonden, tenzij de afzender, door een buiten op het stuk gestelde aanteekening, de terugzending ervan heeft gevraagd.

5. Het recht wegens „poste restante" geadresseerde stukken, bedoeld in artikel 39, blijft niet verschuldigd in geval van nazending of onbestelbaarheid van het stuk.

6. Het aanvullingsrecht, bepaald bij artikel 40, § 3, blijft invorderbaar in geval van nazending of onbestelbaarheid van een expresse-zending.

Artikel 47.

Navragen.

1. Wegens de navraag naar elke zending kan een vast recht geheven worden van ten hoogste één frank.

Met betrekking tot aangeteekende zendingen wordt geenerlei recht geheven, indien de afzender reeds het bijzondere recht voor een bericht van ontvangst heeft voldaan.

2. De navragen zijn slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien van terpostbezorging.

HOOFDSTUK II.

Aangeteekende zendingen.

Artikel 48.

Port en recht.

1. De in artikel 33 genoemde stukken kunnen aangeteekend worden verzonden.

Echter kunnen de voor „Antwoord" bestemde gedeelten van briefkaarten niet worden aangeteekend door de oorspronkelijke afzenders van die zendingen.

2. Het port en recht van elke aangeteekende zending moet bij vooruitbetaling worden voldaan. Het is samengesteld uit:

a) het gewone, bij vooruitbetaling verschuldigde port, naar den aard der zending;

b) een vast aanteekenrecht van ten hoogste 40 centiemen.

3. Aan den afzender van een aangeteekende zending moet bij de terpostbezorging kosteloos een ontvangbewijs worden afgegeven.

4. De landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht verantwoordelijkheid te aanvaarden, zijn bevoegd om voor

elke aangeteekende zending een bijzonder recht te heffen van ten hoogste 40 centiemen.

Artikel 49.

Berichten van ontvangst.

De afzender van een aangeteekende zending kan een bericht van ontvangst bekomen tegen betaling, bij de terpostbezorging, van een vast recht van ten hoogste 40 centiemen.

Het bericht van ontvangst kan na de terpostbezorging van de zending worden gevraagd binnen den termijn, vastgesteld in artikel 47 voor de navragen en tegen betaling van een recht, hetwelk niet mag te boven gaan het dubbele van dat, bedoeld in het vorige lid.

Artikel 50.

Omvang van de verantwoordelijkheid.

Behoudens in de gevallen, bedoeld in het volgende artikel, zijn de Administratiën verantwoordelijk voor het verlies van aangeteekende zendingen.

De afzender heeft uit dien hoofde recht op een schadevergoeding, waarvan het bedrag is vastgesteld op 50 franken per zending.

Als hij het recht voor een navraag heeft voldaan en deze het gevolg is van een dienstfeil, wordt bedoeld recht eveneens terugbetaald.

Artikel 51.

Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.

De Administratiën zijn van alle verantwoordelijkheid wegens het verlies van aangeteekende zendingen ontheven:

a) in geval van overmacht; de verantwoordelijkheid blijft echter bestaan ten aanzien van de Administratie van afzending, welke op zich heeft genomen om in geval van overmacht verantwoordelijkheid te dragen (art. 48, § 4);

b) als zij geen rekenschap van de zendingen kunnen geven wegens de vernietiging, als gevolg van overmacht, van de dienstbescheiden;

c) voor zooveel betreft zendingen, waarvan de inhoud valt onder de verbodsbepalingen, bedoeld bij artikel 41, § 1;

d) indien de afzender geen navraag heeft ingediend binnen den termijn, bedoeld in artikel 47.

Artikel 52.

Ophouden van de verantwoordelijkheid.

De Administratiën houden op verantwoordelijk te zijn wegens aangeteekende zendingen, waarvan de uitreiking heeft plaats gevonden op de wijze, als in haar binnenlandsche voorschriften is bepaald.

Met betrekking tot de poste-restante zendingen of de zendingen, welke op verzoek ter beschikking van de geadresseerden worden bewaard, houdt de verantwoordelijkheid op bij de uitreiking aan een persoon, die volgens de in het land van bestemming bestaande bepalingen zijne identiteit heeft bewezen en wiens naam en kwaliteit overeenstemmen met de aanwijzingen van het adres.

Artikel 53.

Betaling van de schadevergoeding.

De verplichting tot betaling van de schadevergoeding rust op de Administratie, waaronder het kantoor van afzending van het stuk behoort; deze Administratie heeft verhaal op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 54.

Termijn van betaling.

1. De betaling van de schadevergoeding moet zoo spoedig mogelijk geschieden en uiterlijk binnen zes maanden te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de navraag is gedaan. Deze termijn bedraagt negen maanden in het verkeer met overzeesche landen.

2. De Administratie van oorsprong is bevoegd om den afzender schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie van doorzending of van bestemming, die, na op regelmatige wijze met de zaak in kennis te zijn gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan; deze termijn bedraagt negen maanden in het verkeer met overzeesche landen.

De Administratie van afzending is bevoegd om de regeling

van de schadevergoeding bij wijze van uitzondering tot na afloop van den termijn, bedoeld in de vorige paragraaf, uit te stellen, indien niet is uitgemaakt of het verlies van de zending te wijten is aan een geval van overmacht.

Artikel 55.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

1. Tot het tegendeel is bewezen, rust de verantwoordelijkheid voor het verlies van een aangeteekende zending op de Administratie, die het stuk zonder aanmerking in ontvangst heeft genomen en, na in het bezit te zijn gesteld van alle reglementaire middelen voor het onderzoek, noch de uitreiking aan den geadresseerde, noch, waar dit te pas komt, de regelmatige uitwisseling aan de volgende Administratie kan bewijzen.

Indien het verlies heeft plaats gehad tijdens het vervoer, zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, dan wordt de schade door de betrokken Administratiën, ieder voor een gelijk gedeelte, gedragen. Het volle bedrag van de verschuldigde schadevergoeding moet echter aan de Administratie van oorsprong worden betaald door de eerste Administratie, die de regelmatige uitwisseling van de gereclameerde zending aan den dienst, waarmede zij in verbinding staat, niet kan bewijzen. Deze Administratie heeft op de andere verantwoordelijke Administratiën het aandeel van elk van haar in de aan den rechthebbende te betalen schadeloosstelling te verhalen.

2. Indien een aangeteekend stuk verloren is geraakt tengevolge van overmacht, is de Administratie, op het gebied of in den dienst waarvan het verlies heeft plaats gehad, daarvoor alleen dan verantwoordelijk tegenover de Administratie van afzending, indien beide landen bereid zijn in geval van overmacht schadevergoeding te betalen.

3. Door de betaling van schadevergoeding treedt de verantwoordelijke Administratie tot het bedrag van die schadevergoeding in de rechten van dengene, die de schadevergoeding ontvangen heeft, voor elk mogelijk verhaal hetzij op den geadresseerde, hetzij op den afzender, hetzij op derden.

Artikel 56.

Terugbetaling van de schadevergoeding aan de Administratie van afzending.

De verantwoordelijke Administratie of die, voor welker rekening de betaling, overeenkomstig artikel 54, heeft plaats gehad, is gehouden om aan de Administratie van afzending het bedrag der schadevergoeding terug te betalen binnen drie maanden, nadat van de betaling is kennis gegeven.

Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, welke te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel, hetzij in gangbare munt van het land, dat te vorderen heeft. Na afloop van den termijn van drie maanden wordt het bedrag, dat aan de Administratie van afzending verschuldigd is, rentegevend, naar reden van zeven percent 's jaars, te rekenen van den dag waarop die termijn verloopt.

De Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld en die aanvankelijk de betaling van de schadevergoeding heeft geweigerd, moet alle bijkomende uit de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling voortspruitende kosten voor haar rekening nemen.

Echter kunnen de Administratiën overeenkomen om op geregelde tijden af te rekenen wegens de schadevergoedingen, die zij aan de afzenders betaald hebben en waarvan zij de rechtmatigheid hebben erkend.

Artikel 57.

Verantwoordelijkheid voor aangeteekende zendingen buiten de grenzen van de Vereeniging.

De verantwoordelijkheid inzake aangeteekende stukken, bestemd voor of afkomstig uit buiten de Vereeniging staande landen, of die, welke over deze landen worden vervoerd, wordt geregeld naar de volgende bepalingen:

a) voor zooveel het vervoer binnen het gebied van de Vereeniging betreft, volgens de bepalingen van het Verdrag;

b) voor zooveel het vervoer buiten de grenzen van de Vereeniging betreft, volgens de voorwaarden, bekend gemaakt door de Administratie der Vereeniging, die haar tusschenkomst verleent.

HOOFDSTUK III.

Zendingen belast met verrekening.

Artikel 58.

Port en recht. Voorwaarden. Afrekening.

1. Aangeteekende stukken kunnen met een verrekenbedrag bezwaard worden verzonden in het verkeer tusschen de landen, welker Administratiën overeenkomen dezen dienst uit te voeren.

Tenzij anders is overeengekomen wordt het verrekenbedrag uitgedrukt in de munt van het land van oorsprong van de zending.

Het maximum bedrag der verrekening is gelijk aan dat vastgesteld voor de postwissels met bestemming naar het land van oorsprong der zending.

Verrekenzendingen zijn onderworpen aan de bepalingen inzake de behandeling en de porten en rechten van aangeteekende stukken.

De afzender betaalt bovendien een vast recht, dat niet lager mag zijn dan 20 centiemen en niet hooger dan 50 centiemen, zoomede een evenredig recht van ½ percent van het verrekenbedrag. De Administratie van afzending heeft de bevoegdheid deze rechten af te ronden naar de eischen van haar muntstelsel.

2. Het van den geadresseerde ingevorderde bedrag wordt aan den afzender overgemaakt door middel van een verrekeningspostwissel, die kosteloos wordt afgegeven.

De Administratiën kunnen onderling overeenkomen omtrent een andere wijze van afrekening van de ingevorderde sommen. Bepaaldelijk kunnen zij zich op daarvoor overeen te komen voorwaarden belasten met de storting van die sommen op een postrekening van het land van bestemming der zending.

Artikel 59.

Opheffing van het verrekenbedrag.

De afzender van een met verrekening belaste aangeteekende zending kan de geheele of gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag vragen.

De aanvragen van dezen aard zijn onderworpen aan dezelfde

bepalingen als de aanvragen om terugzending of adreswijziging (art. 45).

Artikel 60.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies van de zending.

Voor het verlies van een met verrekening belaste aangeteekende zending is de postdienst verantwoordelijk overeenkomstig de bepalingen bij de artikelen 50 en 51 vastgesteld.

Artikel 61.

Waarborging van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen.

De op regelmatige wijze van den geadresseerde ingevorderde bedragen, onverschillig of deze al of niet in een postwissel zijn omgezet of op een postrekening zijn gestort, worden aan den afzender gewaarborgd overeenkomstig hetgeen ten gunste van de storters is vastgesteld in de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst of in de voorschriften geldende voor den postcheque en girodienst.

Artikel 62.

Schadevergoeding in geval van niet-invordering, van invordering van een te laag bedrag of van invordering op bedriegelijke wijze.

1. Indien de zending zonder invordering van het verrekenbedrag aan den geadresseerde is uitgereikt, heeft de afzender recht op eene schadevergoeding, mits een navraag is ingediend binnen den termijn, bedoeld in artikel 47, § 2, en tenzij de niet-invordering aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten of de inhoud van de zending valt onder de verbodsbepalingen, bedoeld in artikel 41.

Hetzelfde geldt indien het bedrag, dat van den geadresseerde is ingevorderd, minder bedraagt dan het aangegeven verrekenbedrag of bedriegelijke invordering heeft plaats gehad. De schadevergoeding bedraagt in geen geval meer dan het bedrag der verrekening.

2. Door betaling van de schadevergoeding en tot het bedrag daarvan treedt de verantwoordelijke Administratie in de rechten van den afzender voor elk mogelijk verhaal op den geadresseerde of op derden.

Artikel 63.

Op regelmatige wijze ingevorderde bedragen. Schadevergoedingen. Betaling en verhaal.

De verplichting tot betaling van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen, zoomede van de schadevergoeding, waarvan in het vorige artikel sprake is, rust op de Administratie, waaronder het kantoor van afzending van het stuk behoort, welke Administratie verhaal heeft op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 64.

Termijn van betaling.

De bepalingen van artikel 54 betreffende de termijnen voor de betaling van schadevergoeding wegens het verlies van een aangeteekende zending zijn van toepassing op de betaling van de ingevorderde bedragen of van de schadevergoeding voor verrekenzendingen.

Artikel 65.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

De betaling, door de Administratie van afzending, van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen, evenals die van de schadevergoeding, bedoeld in artikel 62, geschiedt voor rekening van de Administratie van bestemming. Deze is verantwoordelijk, tenzij zij kan bewijzen, dat de fout is toe te schrijven aan het niet in acht nemen van een reglementaire bepaling door de Administratie van oorsprong.
In geval van bedriegelijke invordering ten gevolge van de verdwijning in den dienst van een verrekenzending wordt de verantwoordelijkheid van de betrokken Administratiën vastgesteld volgens de regelen, opgenomen in artikel 55 voor het verlies van een gewone aangeteekende zending.

Artikel 66.

Terugbetaling van de voorgeschoten bedragen.

De Administratie van bestemming is verplicht om aan de Administratie van afzending op de wijze, als in artikel 56 is bepaald, de bedragen terug te betalen, die voor haar rekening zijn voorgeschoten.

Artikel 67.

Verrekeningspostwissels.

Het bedrag van een verrekeningspostwissel, die om de een of andere reden niet aan den geadresseerde is uitbetaald, wordt niet aan de Administratie van afgifte terugbetaald. Het wordt door de Administratie van afzending van de verrekenzending ter beschikking gehouden van den rechthebbende en vervalt voor goed aan deze Administratie na afloop van den wettelijken termijn van verjaring.
In alle andere opzichten en behoudens hetgeen ter zake in het Reglement is bepaald, zijn de verrekeningspostwissels onderworpen aan de bepalingen van de Overeenkomst betreffende de postwissels.

Artikel 68.

Verdeeling van de verrekenrechten.

De rechten, bedoeld in het laatste lid van § 1 van artikel 58, worden op de in het Reglement voorgeschreven wijze gelijkelijk verdeeld tusschen de Administratie van oorsprong en die van het land van bestemming.
In geval twee Administratiën als vast verrekenrecht niet hetzelfde bedrag heffen, wordt als grondslag voor het door de eene Administratie aan de andere uit te keeren aandeel het laagste recht genomen.

HOOFDSTUK IV.

Toekenning van de porten en rechten.
Transit- en opslagkosten.

Artikel 69.

Toekenning van de porten en rechten.

Behalve in de gevallen, welke uitdrukkelijk in het Verdrag zijn voorzien, behoudt elke Administratie ten volle de bedragen, die zij heeft geheven.

Artikel 70.

Transitkosten.

1. De stukken, welke in gesloten brievenmalen tusschen twee Administratiën van de Vereeniging door middel van

de diensten van een of meer andere Administratiën (services tiers) worden gewisseld, zijn, ten voordeele van elk der landen, waarover het vervoer plaats heeft of welks diensten aan het vervoer deelnemen, onderworpen aan de kosten van transit, aangegeven in de navolgende tabel.

	Per kilogram	
	brieven en briefkaarten	overige stukken
1°. Vervoer over land:	franken	franken
tot 1000 kilometer	0,75	0,10
boven 1000 „ 2000 „	1,00	0,15
„ 2000 „ 3000 „	1,50	0,20
„ 3000 „ 6000 „	2,50	0,30
„ 6000 „ 9000 „	3,50	0,40
„ 9000	4,50	0,50
2°. Vervoer over zee:		
tot 300 zeemijlen	0,75	0,10
boven 300 „ 1500 „	2,00	0,25
tusschen Europa en Noord-Amerika	3,00	0,40
boven 1500 tot 6000 zeemijlen	4,00	0,50
„ 6000 „	6,00	0,75

2. De transitkosten voor het vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 300 zeemijlen beloopen het derde deel van de bedragen, in de vorige paragraaf aangegeven, indien de betrokken Administratie wegens het vervoer van dezelfde brievenmalen reeds vergoeding voor landtransit ontvangt.

3. Bij vervoer over zee door twee of meer Administratiën mogen de kosten van het geheele vervoer den prijs van 6 franken per kilogram brieven en briefkaarten en 0,75 frank per kilogram andere stukken niet te boven gaan. Als de totaalkosten respectievelijk 6 franken en 0,75 frank overschrijden, worden zij tusschen de Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, verdeeld naar evenredigheid van de doorloopen afstanden, behoudens andere schikkingen, welke tusschen de betrokken partijen kunnen worden getroffen.

4. Tenzij daaromtrent anders mocht zijn overeengekomen, geldt als door derden bewezen diensten, het vervoer tusschen twee landen, rechtstreeks over zee, door middel van tot een van die landen behoorende schepen, evenals het vervoer

tusschen twee in hetzelfde land gelegen kantoren, indien het geschiedt door middel van diensten, behoorende tot een ander land.

5. De brieven en andere stukken, welke stuksgewijze tusschen twee Administratiën der Vereeniging worden uitgewisseld, zijn onverschillig hun gewicht of bestemming onderworpen aan de navolgende kosten van transit, te weten:

brieven	6 centiemen	per	stuk;	
briefkaarten	2½ ,,	,,	,, ;	
overige stukken	2½ ,,	,,	,, .	

Echter zijn de Administratiën bevoegd om stuksgewijs uitgewisselde zendingen, die het gewicht van 250 gram te boven gaan, als gesloten brievenmalen te beschouwen.

6. Met betrekking tot de transitkosten worden als overige stukken beschouwd de nieuwsbladen of pakken met nieuwsbladen en tijdschriften, verzonden krachtens de Overeenkomst betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, evenals de doosjes met aangegeven waarde, verzonden krachtens de Overeenkomst betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde.

7. Een Administratie is bevoegd om de uitkomsten van een statistiek, die, volgens haar, te veel van de werkelijkheid zou verschillen, aan de beoordeeling van een Commissie van scheidsrechters te onderwerpen. Deze scheidsrechterlijke uitspraak wordt verkregen op de wijze, aangegeven in artikel 10.

Artikel 71.

Kosten van opslag.

Voor het in een havenplaats opslaan van door een paketboot aangebrachte gesloten brievenmalen, welke bestemd zijn om weder door een andere paketboot te worden medegenomen, is ten bate van de Postadministratie, tot welker gebied de opslagplaats behoort, een vergoeding van 50 centiemen per zak verschuldigd, mits deze Administratie geen betaling ontvangt voor vervoer in transit over land of over zee.

Artikel 72.

Vrijstelling van transitkosten.

Van alle kosten wegens transit over land of over zee zijn vrijgesteld de portvrije stukken, vermeld in artikel 43; de antwoord-briefkaarten, die naar het land van oorsprong worden teruggezonden; de nagezonden stukken; de onbestelbare stukken; de berichten van ontvangst; de postwissels en alle andere op den postdienst betrekking hebbende bescheiden, inzonderheid de zendingen betreffende den postgirodienst.

De verkeerd verzonden brievenmalen worden met betrekking tot de betaling van transit- en opslagkosten beschouwd alsof zij haar normalen weg hadden gevolgd.

Artikel 73.

Buitengewone diensten.

De in artikel 70 vermelde transitkosten zijn niet van toepassing op het vervoer binnen de Vereeniging door middel van buitengewone diensten bijzonderlijk in het leven geroepen of onderhouden door eene Administratie op het verzoek van een of meer andere Administratiën. De voorwaarden, waaronder zoodanig vervoer plaats vindt, worden in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën vastgesteld.

Artikel 74.

Luchtdiensten.

1. De in artikel 70 bedoelde transitkosten zijn niet van toepassing op de luchtdiensten, ingesteld voor het vervoer van brieven en andere stukken tusschen twee of meer landen.

2. De vervoerkosten, vallende op elken door de lucht afgelegden afstand, zijn dezelfde voor alle Administratiën, die zonder bij te dragen in de bedrijfskosten van den dienst gebruik maken.

3. De Postadministratiën van de landen, die rechtstreeks door luchtdiensten zijn verbonden, stellen na verkregen overeenstemming met de betrokken maatschappijen, voor de afstanden, met de toestellen van die maatschappijen afgelegd, de vervoerkosten vast, welke verschuldigd zijn voor in de vlieghavens van haar gebied ingeladen brievenmalen.

Echter is aan iedere Administratie, tot welke een luchtdienst behoort, het recht voorbehouden om de kosten wegens het vervoer met dien dienst over den geheelen afstand rechtstreeks te heffen van iedere Administratie, die er gebruik van maakt.

4. Het is verplicht, dat de overlading onderweg van brievenmalen, die achtereenvolgens met onderscheidene luchtdiensten worden vervoerd, geschiedt door tusschenkomst van de Postadministratie van het land, waar de overlading plaats vindt. Deze regel is niet van toepassing als zoodanige overlading plaats vindt tusschen toestellen, waarmede de achtereenvolgende gedeelten van eenzelfden dienst worden afgelegd. Als de brievenmalen vóór haar doorzending met een anderen luchtdienst in opslag moeten worden genomen, heeft de betrokken Postadministratie recht op vergoeding wegens opslag op de voorwaarden, voorzien in artikel 71.

Behalve deze mogelijke vergoeding voor opslag hebben de Administratiën van de landen, waarover gevlogen wordt, geen recht op eenige belooning voor brievenmalen, die door de lucht boven haar gebied vervoerd worden.

Artikel 75.

Betalingen en afrekeningen.

1. De transit- en opslagkosten komen ten laste van de Administratie van het land van oorsprong.

2. De algemeene afrekening van deze kosten geschiedt volgens de gegevens van statistische opnamen, welke eenmaal in de vijf jaar plaats hebben gedurende een in het Reglement nader te bepalen tijdvak van achtentwintig dagen.

3. Wanneer het jaarlijksch saldo van de afrekeningen der transit- en opslagkosten tusschen twee Administratiën 1000 franken niet te boven gaat, is de Administratie, die te betalen heeft, van elke betaling uit dien hoofde vrijgesteld.

Artikel 76.

Transitkosten in het verkeer met niet tot de Vereeniging behoorende landen.

1. De Administratiën, die betrekkingen onderhouden met buiten de Vereeniging staande landen, moeten aan alle

andere Administratiën van de Vereeniging hare medewerking verleenen, opdat de brieven en andere stukken buiten het gebied der Vereeniging, evenals binnen dat gebied, worden onderworpen aan de bij artikel 70 vastgestelde transitkosten.

2. De totale kosten wegens transit over zee, binnen en buiten de Vereeniging, mogen echter niet hooger zijn dan 15 franken per kilogram brieven en briefkaarten en 1 frank per kilogram andere stukken. In voorkomende gevallen worden deze kosten tusschen de Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, verdeeld naar evenredigheid van de afstanden.

3. De kosten wegens land- of zeetransit, zoowel buiten de grenzen van de Vereeniging als binnen het gebied der Vereeniging, voor de brieven en overige stukken, waarop dit artikel van toepassing is, worden op dezelfde wijze vastgesteld als de transitkosten voor de brieven en overige stukken, die tusschen landen der Vereeniging gewisseld worden door middel van de diensten van andere landen van de Vereeniging.

Artikel 77.

Uitwisseling van gesloten brievenmalen met oorlogsschepen.

1. Er kunnen gesloten brievenmalen worden gewisseld tusschen de postkantoren van een der contracteerende landen en de commandanten van eskaders of oorlogsschepen van dat land, welke zich in den vreemde ophouden, of tusschen den commandant van een dezer eskaders of oorlogsschepen en den commandant van een ander eskader of oorlogsschip van hetzelfde land, door middel van tot andere landen behoorende diensten te land of ter zee.

2. De stukken van allerlei aard, welke in die brievenmalen worden opgenomen, moeten uitsluitend zijn gericht aan of afkomstig zijn van de officieren en de verdere bemanning der schepen, welke de brievenmalen ontvangen of verzenden; de tarieven en de voorwaarden van verzending, daarop toepasselijk, worden door de Postadministratie van het land, waartoe de schepen behooren, volgens hare binnenlandsche reglementaire bepalingen vastgesteld.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Admi-

nistratiën anders mocht zijn overeengekomen, is de Administratie, die de hierbedoelde brievenmalen verzendt of ontvangt, aan de tusschenkomende Administratiën transitkosten verschuldigd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70.

Verschillende bepalingen.

Artikel 78.

Niet in acht nemen van de vrijheid van transit.

Indien een land de bepalingen van artikel 25 betreffende de vrijheid van transit niet in acht neemt, hebben de Administratiën het recht den postdienst met dat land te staken. Zij moeten vooraf telegrafisch van dezen maatregel aan de betrokken Administratiën bericht zenden.

Artikel 79.

Verplichtingen.

De contracteerende landen verbinden zich de noodige maatregelen te treffen of aan hun wetgevende macht voor te stellen:

a) opdat straffen worden gesteld zoowel op den namaak en het bedriegelijk gebruik van internationale antwoordcoupons, als op het voor de frankeering van postzendingen bedriegelijk gebruiken van nagemaakte of reeds gebruikte postzegels en van nagemaakte of reeds gebruikte afdrukken van frankeermachines;

b) opdat wordt verboden en tegengegaan het met bedriegelijke oogmerken vervaardigen, verkoopen, rondventen of verspreiden van vignetten en zegels, bij den postdienst in gebruik, welke zijn nagemaakt of op zoodanige wijze zijn nagebootst, dat zij voor door de Administratie van een der toegetreden landen uitgegeven vignetten en zegels kunnen worden aangezien;

c) opdat straffen worden gesteld op het met bedriegelijke oogmerken vervaardigen en in omloop brengen van postidentiteitskaarten, evenals op het bedriegelijk gebruik maken van deze kaarten;

d) opdat belet en eventueel gestraft wordt, de insluiting van opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende mid-

delen in postzendingen, met betrekking tot welke die insluiting niet uitdrukkelijk is toegestaan door het Verdrag en de Overeenkomsten der Vereeniging.

Slotbepalingen.

Artikel 80.

In werking treden en duur van het Verdrag.

Dit Verdrag treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen dit Verdrag in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere partij worden uitgereikt.

Gedaan te Stockholm den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

II.

SLOT-PROTOCOL VAN HET VERDRAG

Overgaande tot de onderteekening van het algemeen Postverdrag, op heden gesloten, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Terugvordering van brieven en andere stukken.

De bepalingen van artikel 45 van het Verdrag zijn niet van toepassing op Groot-Britannië, noch op de Britsche gebieden (dominions), koloniën en protectoraten, alwaar de binnenlandsche wetgeving de terugvordering door den afzender van brieven en andere stukken niet toelaat.

II.

Aequivalenten. Hoogste en laagste bedragen.

1. Elk land heeft de bevoegdheid om de porten, bedoeld in artikel 34, § 1, te verhoogen met ten hoogste 60 % of te verlagen met ten hoogste 20 %, overeenkomstig de aanwijzingen van de hiernavolgende tabel:

	Laagste bedragen (goud-waarde)	Hoogste bedragen (goud-waarde)
	centiemen	centiemen
Brieven { 1ste gewicht van 20 gram	20	40
Brieven { elk volgend gewicht van 20 gram	12	24
Briefkaarten { enkele	12	24
Briefkaarten { met antwoord	24	48
Gedrukte srukken (per 50 gram)	4	8
Stukken met opgewerkte punten of teekens voor de blinden (per 1000 gram)	4	8
Akten (per 50 gram)	4	8
„ (minimum port)	20	—
Monsters van koopwaren (per 50 gram)	4	8
„ „ „ (minimum port)	8	—

Tusschen de gekozen porten moet, zooveel mogelijk, dezelfde verhouding bestaan als tusschen de grondporten, waarbij elke Administratie de bevoegdheid heeft haar porten af te ronden naar de eischen van haar muntstelsel.

2. Het staat ieder land vrij om het port van de enkele

briefkaart tot 10 centiemen en dat van de briefkaart met betaald antwoord tot 20 centiemen te verlagen.
3. Het port van de gedrukte stukken kan bij wijze van uitzondering worden verlaagd tot 3 centiemen per gewicht van 50 gram.
4. Het staat ieder land vrij om met betrekking tot het bedrag, dat is te betalen aan de ingezetenen van dat land, naar eigen goedvinden de in artikel 50 bedoelde schadevergoeding vast te stellen.
Evenwel geschiedt de afrekening deswege tusschen de betrokken Administratiën op den grondslag van het bedrag van 50 franken.
5. Het tarief, dat door een land is aangenomen, is van toepassing voor de bij aankomst tengevolge van ontbrekende of ontoereikende frankeering te heffen porten.

III.

Bevoegdheid om verplichte frankeering voor te schrijven.

Indien een land zijn port laat dalen tot beneden 20 centiemen voor het eerste gewicht der brieven en tot beneden het evenredig bedrag voor de briefkaarten en de overige stukken, zijn de andere landen bevoegd te zijnen opzichte verplichte frankeering toe te passen en kunnen zij de ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde stukken, afkomstig uit dat land, zonder portheffing uitreiken. Ook dat land heeft echter het recht, verplichte frankeering voor te schrijven.
Bovendien houdt ieder land de bevoegdheid om geen briefkaarten met betaald antwoord toe te laten in het verkeer met een ander land, wanneer het verschil tusschen de porten van de twee landen van dien aard is, dat het gebruik van die kaarten tot misbruiken van de zijde van het publiek aanleiding kan geven.

IV.

Terpostbezorging van brieven en andere stukken in het buitenland.

Ieder land is bevoegd om alle geschikt geachte maatregelen te treffen ten einde te beletten, dat uit zijn gebied afkomstige brieven en andere stukken over de grens worden ver-

voerd om in het buitenland ter post te worden bezorgd. Het heeft in het bijzonder het recht om met zijn binnenlandsch port te belasten of naar hun oorsprong terug te zenden de stukken, geadresseerd aan in hetzelfde land gevestigde personen of handelszaken, indien in het land gevestigde personen of handelszaken deze stukken, om uit lagere porten voordeel te trekken in het buitenland ter post bezorgen of ter post doen bezorgen. De wijze van heffing der porten wordt aan de keuze van dit land overgelaten.

V.

Het ons avoirdupois.

Bij wijze van uitzondering wordt aan de landen, die wegens hun binnenlandsch stelsel den decimalen metrieken grondslag voor het gewicht niet kunnen aannemen, de bevoegdheid toegekend daarvoor het ons avoirdupois (28,3465 gram) in de plaats te stellen, en wel een ons gelijk te stellen met 20 gram voor de brieven en 2 ons met 50 gram voor de gedrukte stukken, akten en monsters.

VI.

Antwoord-coupons.

De Administratiën zijn bevoegd zich niet te belasten met den verkoop van antwoord-coupons.

Zij hebben de bevoegdheid om het aantal ten behoeve van eenzelfden persoon op één dag te verkoopen of in te wisselen antwoord-coupons te beperken. In dit geval brengen zij haar besluit ter kennis van het Internationaal Bureel, dat het mededeelt aan de Administratiën der Vereeniging.

De Postadministratiën van Perzië en Uruguay zijn bevoegd zich voorloopig niet te belasten met den dienst en de inwisseling van antwoord-coupons.

VII.

Aanteekenrecht.

De landen, die het aanteekenrecht, bedoeld in artikel 48, § 2, van het Verdrag niet op 40 centiemen kunnen vaststellen, zijn bevoegd een recht te heffen, dat ten hoogste 50 centiemen mag bedragen.

VIII.

Kosten van opslag.

Bij wijze van uitzondering heeft de Portugeesche Administratie de bevoegdheid om voor alle brievenmalen, die in de haven van Lissabon worden overgeladen, de in artikel 71 bedoelde kosten van opslag te heffen.

IX.

Openblijven van het protocol voor de niet vertegenwoordigde landen.

Het Protocol blijft open ten behoeve van Ecuador, Guatemala, de Republiek Honduras, Nicaragua en Salvador, die deel uitmaken van de Postvereeniging, maar zich niet op het Congres hebben doen vertegenwoordigen, om toe te treden tot het Verdrag en de Overeenkomsten, die er gesloten zijn, of wel tot een of meer daarvan.

Het Protocol blijft, met hetzelfde doel, eveneens open ten behoeve van het Gemeenebest Australië, welks vertegenwoordiger zich heeft moeten verwijderen op het oogenblik van de onderteekening van de Akten.

X.

Openblijven van het Protocol ten behoeve van vertegenwoordigde landen voor onderteekening en toetreding.

Het Protocol blijft open ten behoeve van de landen, wier vertegenwoordigers heden alleen het Verdrag of slechts een zeker aantal van de door het Congres vastgestelde Overeenkomsten hebben onderteekend, ten einde hun de gelegenheid te geven toe te treden tot de andere heden onderteekende Overeenkomsten of wel tot een of meer daarvan.

XI.

Termijn voor de kennisgeving van toetreding door niet vertegenwoordigde landen van de Vereeniging.

Van de toetredingen, bij artikel IX hiervoren bedoeld, moet door de betrokken Regeeringen, in den diplomatieken vorm, kennis worden gegeven aan de Regeering van het Koninkrijk Zweden en door deze aan de Staten van de Vereeniging. De

voor deze kennisgeving toegestane termijn eindigt den 1sten September 1925.

XII.

Studie-Commissie.

Een Commissie, bestaande uit vertegenwoordigers van veertien Administratiën, is belast met het bestudeeren en zoeken van middelen tot vereenvoudiging van het werk van de Congressen en tot bespoediging van den loop ervan.

Het resultaat van haar studiën zal aan de beslissing van de Administratiën worden onderworpen binnen zoodanigen termijn, dat toepassing voor het volgende Congres mogelijk zal zijn.

Te dien einde is de bedoelde Commissie bevoegd, alle voorstellen te doen, die zij noodig acht en deze zullen van kracht worden, als zij de meerderheid van de uitgebrachte stemmen op zich vereenigen.

Het Internationaal Bureel zal de kanselarijwerkzaamheden van de aldus gevormde Commissie verrichten en zijn Directeur zal aan haar beraadslagingen deel nemen.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande Gevolmachtigden dit Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan in den tekst van het Verdrag zelf, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere partij worden uitgereikt.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

III.

REGLEMENT VAN UITVOERING VAN HET ALGEMEEN POSTVERDRAG GESLOTEN TUSSCHEN DE UNIE VAN ZUID-AFRIKA, ALBANIË, DUITSCHLAND, DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, DE GEZAMENLIJKE EILANDEN IN HET BEZIT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA BEHALVE DE PHILIPPIJNEN, DE PHILIPPIJNEN, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, HET GEMEENEBEST AUSTRALIË, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CANADA, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAÏTI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, DE VRIJE STAAT IERLAND, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NOORWEGEN, NIEUW-ZEELAND, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het den 28sten Augustus 1924 te Stockholm gesloten Algemeen Postverdrag, hebben namens hunne respectievelijke Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van voormeld Verdrag, de hiernavolgende regelen vastgesteld.

TITEL I.

Algemeene bepalingen.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 1.

Transit in gesloten brievenmalen en stuksgewijze uitwisseling.

De Administratiën kunnen elkaar wederkeerig, door tusschenkomst van een of meer van haar, naar de behoeften van het verkeer en de eischen van den dienst, zoowel gesloten brievenmalen als stuksgewijze verzonden brieven en andere stukken doen toekomen.

Artikel 2.

Uitwisseling in gesloten brievenmalen.

1. De uitwisseling van brieven en andere stukken in gesloten brievenmalen wordt in gemeen overleg tusschen de betrokken Administratiën geregeld.

Het is verplicht gesloten brievenmalen te maken, telkens wanneer een der tusschenliggende Administratiën zulks verzoekt op grond van het feit, dat het aantal stuksgewijze uitgeleverde stukken van dien aard is, dat daardoor hare dienstuitvoering wordt belemmerd.

2. De Administratiën, door wier tusschenkomst gesloten brievenmalen zijn te verzenden, moeten daarvan bijtijds worden verwittigd.

3. Indien een bestaande uitwisseling in gesloten brievenmalen tusschen twee Administratiën, door bemiddeling van een of meer andere landen, verandering ondergaat, geeft de Administratie, die de verandering heeft uitgelokt, daarvan kennis aan de Administratiën dier landen.

Artikel 3.

Doorzending van brieven en andere stukken.

1. Iedere Administratie is verplicht om de gesloten brievenmalen en de stuksgewijze verzonden brieven en andere stukken, die haar door een andere Administratie worden uitgeleverd, te verzenden met de snelste gelegenheid, welke zij voor haar eigen zendingen bezigt.

Indien een brievenmaal uit meer dan een zak bestaat, moeten de zakken zooveel mogelijk bijeen blijven en met dezelfde post verzonden worden.

Verkeerd gezonden stukken van allerlei aard worden onverwijld, langs den snelsten weg, naar hunne bestemming doorgezonden.

2. De Administratie van het land van oorsprong is bevoegd voor de door haar verzonden gesloten brievenmalen den te volgen weg aan te wijzen, mits het bezigen van dien weg voor een Administratie, die haar tusschenkomst verleent, geen bijzondere kosten veroorzaakt.

3. Aan de Administratiën, die gebruik maken van de bevoegdheid om, wegens de buitengewone kosten aan het vervoer langs bepaalde wegen verbonden, aanvullingsporten te heffen, staat het vrij om ontoereikend gefrankeerde stukken niet langs die wegen te verzenden.

Artikel 4.

Vaststelling van de aequivalenten.

1. De Administratiën stellen de aequivalenten van de porten en rechten, bedoeld bij het Verdrag en de Overeenkomsten, vast na zich daarover te hebben verstaan met de Zwitsersche Postadministratie, welke zorgt voor de bekendmaking ervan door tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

Iedere Administratie doet rechtstreeks aan het Internationaal Bureel opgaaf van het bedrag van de schadevergoeding, bedoeld in artikel 50 van het Verdrag.

De aequivalenten kunnen alleen op den 1sten van een maand in werking treden en niet vroeger dan 15 dagen na hun bekendmaking door het Internationaal Bureel.

Dit Bureel stelt een tabel samen, welke voor elk land de

aequivalenten van de porten en rechten, vermeld in het 1ste lid hiervoren, aangeeft.

2. Wanneer wijziging van de aequivalenten noodzakelijk wordt geacht, moet de Administratie van het betrokken land handelen op de wijze als in de vorige paragraaf is aangegeven.

De nieuwe aequivalenten kunnen eveneens alleen op den 1sten van een maand in werking treden en niet vroeger dan 15 dagen na hun bekendmaking door het Internationaal Bureel.

3. De breuken, welke ontstaan door aanvulling van het port der ontoereikend gefrankeerde stukken, door vaststelling van de porten der stukken met de landen buiten de Vereeniging uitgewisseld, of door samenvoeging van de Vereenigingsporten met de bij artikel 38 van het Verdrag bedoelde verhoogde porten, kunnen door de Administratiën, die de porten innen, tot ronde getallen worden aangevuld. Het uit dien hoofde bij te voegen bedrag mag echter in geen geval de waarde van een twintigste deel van den frank (vijf centiemen) te boven gaan.

Artikel 5.

Postzegels en voor frankeering dienende afdrukken.

1. De postzegels, welke de grondbedragen voor de porten der Vereeniging of de in de munt van elk land daarmede gelijkgestelde bedragen vertegenwoordigen, worden in de volgende kleuren aangemaakt:

in donkerblauw, de zegels, welke het port van een brief van enkelvoudig gewicht vertegenwoordigen;

in rood, de zegels, die het port van een briefkaart vertegenwoordigen;

in groen, de zegels, die het enkelvoudig port van de overige stukken vertegenwoordigen.

De met de frankeermachines aangebrachte afdrukken moeten van helroode kleur zijn, onverschillig welke waarde zij vertegenwoordigen.

2. Op de postzegels en de voor frankeering dienende afdrukken moet, zooveel mogelijk, het land van oorsprong in

Latijnsche letters zijn vermeld; zij moeten een aanwijzing dragen van hunne waarde voor de frankeering overeenkomstig de tabel van de vastgestelde aequivalenten.

De aanwijzing van het aantal munteenheden in geheelen of breuken, dienende om deze waarde uit te drukken, geschiedt in arabische cijfers.

3. De herdenkings- en de weldadigheidspostzegels, waarvoor onafhankelijk van de waarde voor de frankeering een toeslag moet worden betaald, moeten op zoodanige wijze zijn gemaakt, dat alle twijfel inzake die waarde wordt vermeden.

4. De postzegels mogen door middel van een doorslagwerktuig worden voorzien van een onderscheidend perforatiemerk op de voorwaarden, vastgesteld door de Administratie, die de zegels heeft uitgegeven.

TITEL II.

Voorwaarden voor de aanneming van brieven en andere stukken.

HOOFDSTUK I.

Adres. Bepalingen geldende voor alle categorieën van stukken.

Artikel 6.

Opplakken van postzegels en vignetten.

De Administratiën moeten aan het publiek aanbevelen:

1°. het adres in latijnsche letters te schrijven en het aan te brengen op het onderste deel van de adreszijde, in de richting van de lengte van de zending;

2°. het adres voldoende nauwkeurig aan te geven, zoodanig dat de uitreiking aan den geadresseerde kan plaats vinden zonder nader onderzoek;

3°. de postzegels vast te hechten in den rechterbovenhoek van de adreszijde;

De afdrukken van frankeermachines moeten eveneens worden aangebracht op de plaats, bestemd voor de postzegels.

4°. het adres van den afzender te vermelden.

De niet postale zegels en de weldadigheids- of andere vignet-

ten, die met postzegels verward zouden kunnen worden, mogen niet op de adreszijde worden gehecht. Hetzelfde geldt voor afdrukken van stempels, die met voor frankeering dienende afdrukken verward zouden kunnen worden.

Artikel 7.

Poste-restante stukken.

Het adres van een poste-restante verzonden stuk moet den naam aangeven van dengene voor wien het stuk bestemd is. Het gebruik van enkele letters, cijfers, alleen voornamen, gefingeerde namen of overeengekomen teekens, onverschillig welke, is voor deze stukken niet toegelaten.

Artikel 8.

Zendingen zonder omslag met doorschijnend adresvlak.

1. Zendingen onder omslag met doorschijnend adresvlak zijn toegelaten op de volgende voorwaarden:
a) het doorschijnend adresvlak moet evenwijdig zijn aan de zijde welke de grootste afmeting heeft, in dier voege, dat het adres van den geadresseerde in dezelfde richting komt en dat het afdrukken van den dagteekeningstempel niet wordt belemmerd;
b) het vlak moet zoo doorschijnend zijn, dat de leesbaarheid van het adres, zelfs bij kunstlicht, volkomen is verzekerd; er moet op kunnen worden geschreven.
Vensteromslagen, waarvan het doorschijnend gedeelte bij kunstlicht een weerschijn geeft, zijn van de verzending uitgesloten.
2. Zendingen onder geheel doorschijnenden omslag of onder omslag met open venster zijn niet toegelaten.

HOOFDSTUK II.

Voor elke categorie van stukken geldende bijzondere bepalingen.

Artikel 9.

Brieven.

Behoudens inachtneming van de voorschriften van het voorafgaand artikel 8 worden wat vorm of sluiting aangaat voor de brieven geen bijzondere voorwaarden gesteld.

Echter moeten de brieven, die aan douanerechten onderworpen voorwerpen bevatten, op de adreszijde zijn voorzien van een groen etiket, gelijk aan het hierbijgevoegd model *Dter*. Deze zendingen mogen ook zijn voorzien van een groen etiket, gelijk aan het model *Dquater*, op voorwaarde, dat zij vergezeld zijn van een afzonderlijke douane-verklaring, welke met een kruistouw aan de zending bevestigd of in de zending gesloten is.
De Administratiën nemen geenerlei verantwoordelijkheid op zich met betrekking tot de douane-verklaringen.

Artikel 10.

Enkele briefkaarten.

1. De briefkaarten moeten zijn vervaardigd van karton of van papier van voldoende stevigheid om de behandeling niet te belemmeren.
Zij moeten, op de voorzijde bovenaan, zijn voorzien van het opschrift „Briefkaart'' in de Fransche taal of van een in een andere taal daarmede overeenkomend opschrift. Dit opschrift is niet verplicht voor de briefkaarten, die door de particuliere nijverheid in omloop worden gebracht.
2. De briefkaarten moeten open worden verzonden, d. w. z. zonder band of omslag.
3. Ten minste de rechterhelft van de voorzijde is bestemd voor het adres van den geadresseerde en voor de aanwijzingen of etiketten op den dienst betrekking hebbende. De afzender beschikt over de keerzijde en over de linkerhelft van de voorzijde, behoudens het bepaalde in de volgende paragraaf.
Kaarten, waarvan de voorzijde geheel of ten deele in verscheidene vakken is verdeeld voor het achtereenvolgens aanbrengen van verschillende adressen, zijn verboden.
4. Het is aan het publiek verboden monsters van koopwaren of dergelijke voorwerpen bij de briefkaarten te voegen of daaraan vast te hechten. Echter mogen vignetten, photografieën, zegels van allerlei aard, adresstrooken of om te vouwen strooken, etiketten en uitknipsels van allerlei aard op de kaarten worden geplakt, mits deze voorwerpen niet van zoodanigen aard zijn, dat zij het karakter van de briefkaarten wijzigen, van papier of een andere zeer dunne stof zijn ver-

vaardigd en volkomen aan de kaarten zijn vastgeplakt. Deze voorwerpen mogen alleen gehecht zijn aan de keerzijde of op het linkergedeelte van de voorzijde der briefkaarten, uitgezonderd de strooken of etiketten voor het adres, welke de geheele voorzijde mogen beslaan. Voor zooveel betreft de zegels van allerlei soort, die met frankeerzegels zouden kunnen worden verward, deze zijn alleen op de keerzijde toegelaten.

5. Briefkaarten, die niet aan de voor deze soort stukken voorgeschreven voorwaarden voldoen, worden behandeld als brieven.

Artikel 11.

Briefkaarten met betaald antwoord.

1. De briefkaarten met betaald antwoord moeten aan de adreszijde, in de Fransche taal, als opschrift dragen, op het eerste gedeelte: „Carte portale avec réponse payée", op het tweede gedeelte: „Carte postale — réponse". Beide gedeelten moeten overigens, elk op zich zelf, voldoen aan de andere voorwaarden, welke voor enkele briefkaarten zijn vastgesteld; zij worden tegen elkander gevouwen en mogen op geenerlei wijze gesloten zijn.

2. Het adres op de antwoord-kaart moet zich aan de binnenzijde van de zending bevinden.

Het is den afzender geoorloofd om, hetzij in schrift, hetzij door opplakking van een etiket, zijn naam en zijn adres op de voorzijde van het voor antwoord bestemde gedeelte te vermelden.

3. De frankeering van het voor antwoord bestemde gedeelte door middel van het postzegel van het land, dat de kaart heeft uitgegeven, is alleen dan geldig, wanneer de beide deelen van de briefkaart met betaald antwoord aaneengehecht uit het land van oorsprong zijn ontvangen en wanneer het voor antwoord bestemde gedeelte wordt verzonden uit het land, waar de briefkaart per post is ontvangen, naar het vorenbedoeld land van oorsprong.

Als aan deze voorwaarden niet is voldaan, wordt zij behandeld als een ongefrankeerde briefkaart.

Artikel 12.

Akten.

1. Onder akten worden verstaan alle geheel of gedeeltelijk met de hand geschreven of geteekende stukken en bescheiden, die niet het karakter dragen van een briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, zooals: open brieven en briefkaarten van ouden datum, welke voor hun oorspronkelijk doel reeds gediend hebben; processtukken; alle ten overstaan van openbare ambtenaren opgemaakte akten, vrachtbrieven of cognossementen; facturen; sommige stukken van verzekering-maatschappijen; op gezegeld of ongezegeld papier geschreven afschriften of uittreksels van onderhandsche akten; geschreven partituren of muziekbladen; afzonderlijk verzonden handschriften van boekwerken of van nieuwsbladen; oorspronkelijk en verbeterd schoolwerk met uitsluiting van elke aanwijzing, welke niet rechtstreeks op de uitvoering van het werk betrekking heeft.

Deze bescheiden mogen vergezeld zijn van verwijzingsstrookjes of geleideborderellen, voorzien van de navolgende vermeldingen of daarmede overeenkomende aanwijzingen: opsomming van de stukken, waaruit de zending bestaat; verwijzingen naar stukken, gewisseld tusschen den afzender en den geadresseerde, zooals:

,,Bijlage van onzen brief van den .... voor ....
Onze referte ....
Referte van den cliënt ...."

2. De akten zijn, wat vorm en verpakking betreft, onderworpen aan de voor de gedrukte stukken vastgestelde bepalingen (art. 20 hierna).

Artikel 13.

Monsters.

De monsters van koopwaren moeten verpakt zijn in zakjes, doosjes of losse omslagen.

Verpakking wordt niet vereischt voor voorwerpen uit één stuk, zooals stukken hout, metaal enz., welke volgens handelsgebruik niet worden verpakt, mits in voorkomende gevallen voor de vermelding van het adres en de aanhechting van de postzegels van een etiket wordt gebruik gemaakt. Echter

moet het adres steeds op het voorwerp zelf worden herhaald, bij gebreke waarvan een verpakking kan worden gevorderd.

Artikel 14.

Monsters. Gelijkgestelde voorwerpen.

Tegen het tarief der monsters worden toegelaten cliché's voor drukwerken, afzonderlijk te verzenden sleutels, afgesneden levende bloemen, voorwerpen van natuurlijke historie (gedroogde of voor bederf bewaarde dieren en planten, monsters van delfstoffen, enz.), buisjes met serum en pathologische voorwerpen, welke onschadelijk zijn gemaakt door hunne wijze van bereiding en verpakking. Deze voorwerpen mogen niet met handelsoogmerken worden verzonden, met uitzondering van buisjes met serum, die door de officieel erkende laboratoria of instellingen in het algemeen belang worden verzonden. Hun verpakking moet voldoen aan de algemeene voorschriften betreffende de monsters van koopwaren.

Artikel 15.

Monsters. Geoorloofde bijvoegingen.

Het is geoorloofd, buiten op of binnen in de monsterzendingen met de hand of langs werktuigelijken weg te vermelden de namen, kwaliteit, beroep, firma en adres van afzender en geadresseerde, alsmede den datum van afzending, de handteekening, het telefoonnummer, het telegramadres en de telegraaf-code, de post- of bankrekening van den afzender, een fabrieks- of handelsmerk, volgnummers, prijzen en aanwijzingen betreffende het gewicht, de maat, de afmetingen en de beschikbare hoeveelheid en voorts de aanwijzingen, welke noodig zijn om de herkomst en den aard van de koopwaar met juistheid aan te geven.

Artikel 16.

Monsters. Bijzondere verpakkingen.

Glazen voorwerpen, zendingen met vloeistoffen, oliën, vette stoffen, droog poeder, onverschillig of het kleurstoffen zijn of niet, alsmede zendingen levende bijen en zijdewormeieren,

worden op den voet van monsters van koopwaren ten vervoere toegelaten, mits zij op de volgende wijze zijn verpakt:
a. glazen voorwerpen moeten stevig zijn ingepakt (doozen van metaal, hout of gegolfd karton van stevige hoedanigheid) zoo, dat alle gevaar voor de ambtenaren en de brieven en andere stukken wordt voorkomen;
b. vloeistoffen, oliën en licht smeltbare stoffen moeten zijn verpakt in luchtdicht gesloten glazen fleschen. Elke flesch moet zijn geplaatst in een afzonderlijke doos van metaal, van hout of van gegolfd karton van stevige hoedanigheid, die van zaagsel, katoen of van een sponsachtige stof is voorzien in voldoende hoeveelheid om, ingeval de flesch mocht breken, het vocht op te nemen. De doos zelf moet, indien zij van onsterk hout is, worden gesloten in een tweede omhulsel van metaal, van hout met opgeschroefd deksel, van gegolfd karton van stevige hoedanigheid of van sterk, dik leer.
Wanneer echter een uit een uitgehold blok hout bestaande doos wordt gebezigd, waarvan het hout op de dunste plaats ten minste 2½ millimeter dik is en welke voorzien is van een deksel, dan behoeft dit blok niet in een tweede omhulsel te zijn gesloten;
c. niet licht smeltbare vette stoffen, zooals zalf, zachte zeep, hars enz., alsmede zijdewormeieren, waarvan het vervoer minder bezwaar oplevert, moeten, na van een eerste omhulsel (doos, linnen zak, perkament, enz.) te zijn voorzien, in een doos van hout, metaal of sterk, dik leder zijn gesloten;
d. kleurstoffen als aniline, enz., worden slechts toegelaten in doozen van stevig blik, welke zelve in houten doozen zijn gevat, terwijl de ruimte tusschen de twee verpakkingen is opgevuld met zaagsel; droog, geen kleur afgevend poeder moet in metalen, houten of kartonnen doozen zijn gepakt. Deze doozen moeten zelf in een linnen of perkamenten zak zijn gesloten;
e. monsters van vloeistoffen, vette stoffen, alsmede die, welke in onsterke linnen of papieren omslagen zijn gesloten, moeten worden voorzien van een bij voorkeur perkamenten

strook, waarop het adres van den geadresseerde, de frankeerzegels en de afdrukken van de dagteekeningstempels worden aangebracht. Het adres moet op het voorwerp zelf worden herhaald;

f. levende bijen moeten zijn verpakt in zoodanig ingerichte doozen, dat alle gevaar uitgesloten is;

g. voorwerpen, zooals doosjes (busjes) met conserven, die zouden bederven, indien zij op de voorgeschreven wijze zouden zijn verpakt, kunnen bij uitzondering onder luchtdicht gesloten verpakking ter verzending worden toegelaten. In dit geval kunnen de betrokken Administratiën eischen, dat de afzender of de geadresseerde het onderzoek naar den inhoud vergemakkelijkt, hetzij door opening van een of meer door die Administratiën aan te wijzen zendingen, hetzij op andere afdoende wijze.

Artikel 17.

Gedrukte stukken.

1. Onder gedrukte stukken worden verstaan nieuwsbladen en tijdschriften, ingenaaide of ingebonden boeken, vlugschriften, muziekstukken (met uitzondering van de strooken geperforeerd papier, bestemd voor gebruik in automatische muziekinstrumenten), visitekaartjes, adreskaarten, drukproeven met of zonder de daarbij behoorende handschriften, plaatwerken, fotografieën en albums met fotografieën, prenten, teekeningen, plattegronden, landkaarten, catalogussen, prospectussen, aankondigingen en berichten van verschillenden aard, welke gedrukt, gegraveerd, gesteendrukt of geautografeerd zijn en, in het algemeen, alle op papier, perkament of karton, door middel van boekdruk, plaatdruk, steendruk of autografie, dan wel langs eenigen anderen, gemakkelijk te herkennen werktuigelijken weg vermenigvuldigde stukken, met uitzondering van die, welke door calqueeren, met een verstelbaren stempel (zelfdruk) of met de schrijfmachine zijn vervaardigd.

Kaarten, voorzien van het opschrift „Carte postale" of van de vertaling daarvan in welke taal ook, zijn toegelaten tegen het tarief der gedrukte stukken, mits zij voldoen aan de algemeene voorwaarden, geldende voor de gedrukte stuk-

ken. Die, welke niet voldoen aan deze voorwaarden, worden behandeld als briefkaarten of eventueel, met toepassing van het bepaalde bij artikel 10, § 5, van het Reglement, als brieven.

2. Tegen het lagere port kunnen niet worden verzonden de gedrukte stukken, die zijn voorzien van eenigerlei teekens, welke een overeengekomen taal zouden kunnen vormen, noch, behalve de uitzonderingen, bepaaldelijk bij artikel 19 toegestaan, die, waarvan de tekst na den druk is gewijzigd.

3. Frankeerzegels en stukken met opgedrukt frankeerzegel, onverschillig of die zegels al dan niet onbruikbaar zijn gemaakt, alsmede alle gedrukte stukken, welke volgens den tekst een waarde vertegenwoordigen, zijn van de verzending tegen verlaagd tarief uitgesloten.

Hetzelfde geldt voor de eigenlijk gezegde papierwaren, in geval duidelijk blijkt, dat de tekst niet de hoofdzaak van het voorwerp is.

Artikel 18.

Gedrukte stukken. Gelijkgestelde stukken.

Met gedrukte stukken worden gelijkgesteld afdrukken van een met de pen of met de schrijfmachine vervaardigd origineel, indien zij werktuigelijk door middel van polygrafie, kleurdruk enz. zijn verkregen; doch om tegen het lagere port te kunnen worden toegelaten, moeten die afdrukken ten kantore der posterijen worden aangeboden en wel bij ten minste twintig zendingen, die volkomen gelijkluidende, met elkander overeenstemmende exemplaren bevatten. Op deze afdrukken mogen de bijvoegingen worden aangebracht, die op gedrukte stukken zijn toegelaten.

Artikel 19.

Gedrukte stukken. Toegelaten vermeldingen.

1. Het is geoorloofd, buiten op of binnen in alle zendingen gedrukte stukken:

a) met de hand of langs werktuigelijken weg de namen, de kwaliteit, het beroep, de firma en het adres van den afzender en den geadresseerde te vermelden, alsmede den datum

van afzending, de handteekening, het telefoonnummer, het telegramadres, de telegraafcode en de post- of bankrekening van den afzender;

b) drukfouten te verbeteren;

c) door middel van strepen sommige woorden of sommige gedeelten van den gedrukten tekst door te halen, te onderstrepen of te omhalen, mits zulks niet geschiedt met het doel om op die wijze briefwisseling van persoonlijken aard te voeren.

2. Het is bovendien geoorloofd met de hand of langs werktuigelijken weg aan te brengen of bij te voegen:

a) op de aankondigingen betreffende het vertrek en de aankomst van schepen:

den datum en het uur van vertrek en van aankomst, alsmede de namen der schepen, der havens van vertrek en aankomst, alsmede die der tusschenhavens;

b) op aankondigingen van bezoek:

den naam van den reiziger, den datum, het uur en den naam van de plaats welke hij denkt te bezoeken, alsmede de plaats, waar hij te spreken is;

c) op bestel- en inteekenbiljetten, betrekking hebbende op uitgaven van den boekhandel, boeken, nieuwsbladen, plaatwerken, muziekstukken:

de gevraagde of aangeboden werken, alsmede den prijs van die werken;

d) op prentkaarten, gedrukte visitekaartjes, zoowel als op Kerstmis- en Nieuwjaarskaarten:

wenschen, gelukwenschen, betuigingen van dank of van rouwbeklag of andere beleefdheidstermen, uitgedrukt in ten hoogste vijf woorden of in ten hoogste vijf daarvoor gebruikelijke letters;

e) in drukproeven:

de veranderingen en bijvoegingen, die op de correctie, den vorm en het drukken betrekking hebben, zoomede vermeldingen als „Kan worden afgedrukt", „Gezien — Kan worden afgedrukt" of alle soortgelijke, die betrekking hebben op de vervaardiging van het werk.

Bij gebrek aan ruimte mogen deze bijvoegingen op afzonderlijke bladen worden aangebracht;

f) op modeplaten, landkaarten, enz.:

de kleuren;

g) in prijscouranten, aanbiedingen van advertentiën, beursberichten, marktberichten, handelscirculaires en prospectussen:

cijfers en alle andere vermeldingen tot nadere aanduiding van de prijzen;

h) op boeken, vlugschriften, nieuwsbladen, fotografieën, plaatwerken, muziekbladen en, in het algemeen, op alle voortbrengselen van letterkunde of kunst, die gedrukt, gegraveerd, gesteendrukt of geautografeerd zijn:

een opdracht, bestaande uit een eenvoudige beleefdheidsuitdrukking;

i) op uitknipsels van nieuwsbladen en tijdschriften:

den titel, den datum, het nummer en het adres van de uitgave, waaruit zij genomen zijn.

3. Ten slotte is het geoorloofd om te voegen:

a) bij de al of niet verbeterde drukproeven:

het handschrift;

b) bij de stukken van de soorten, vermeld in § 2, letter *h*:

de factuur, die op het verzonden stuk betrekking heeft.

Artikel 20.

Gedrukte stukken. Verpakking van de zendingen.

1. De gedrukte stukken moeten worden verzonden, hetzij onder kruisband, op rollen, tusschen bordpapier,, in kokers, die aan beide uiteinden open zijn, of onder open omslag, hetzij met een gemakkelijk los te maken bindtouw omwonden, dan wel slechts toegevouwen, mits zoodanig, dat geen gevaar bestaat voor inschuiving van andere stukken.

2. Adreskaarten en alle gedrukte stukken in den vorm en van de stevigheid van een kaart, die niet gevouwen is of gevouwen is op de wijze, als in § 1 is bepaald, kunnen worden verzonden zonder kruisband of omslag of zonder te zijn samengebonden.

Artikel 21.

Gemengde zendingen.

Het is geoorloofd in één zending akten, monsters van koopwaren en gedrukte stukken (met uitzondering van stukken met opgewerkte punten of teekens voor de blinden) samen te voegen, doch onder voorbehoud:

a) dat elk stuk op zich zelf de daarvoor vastgestelde grenzen, wat gewicht en afmetingen betreft, niet overschrijde;

b) dat het totaal-gewicht van de zending 2 kilogram niet te boven ga;

c) dat het port ten minste bedraagt het minimum-port van de akten, als de zending akten bevat en het minimum-port van de monsters, als de zending bestaat uit gedrukte stukken en monsters.

TITEL III.

Aangeteekende stukken. Berichten van ontvangst.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 22.

Aangeteekende stukken.

1. De aangeteekende stukken moeten op de adreszijde op in het oog vallende wijze zijn voorzien van het opschrift „Recommandé" of van een daarmede overeenkomende vermelding in de taal van het land van oorsprong. Voor zooveel aangeteekende brieven betreft, deze mogen geenerlei spoor vertoonen van opening en weder dichtmaking vóór de terpostbezorging.

Overigens worden met betrekking tot deze stukken geen bijzondere voorwaarden gesteld omtrent de wijze van inpakking, sluiting of inkleeding van het adres, behoudens de hiernavolgende uitzonderingen.

2. Brieven of andere stukken, voorzien van een uit enkele letters bestaand of van een met potlood geschreven adres, inktpotlood uitgezonderd, worden niet ter aanteekening toegelaten.

3. Stukken, verzonden onder doorschijnenden omslag, zijn

alleen toegelaten, als het doorschijnend vlak met de overige gedeelten van het adresvlak één geheel uitmaakt.

4. Ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde aangeteekende stukken, die bij uitzondering in den dienst zijn gekomen, worden, voor zooveel de ontbrekende frankeering betreft, als gewone stukken behandeld.

5. De aangeteekende stukken moeten in den linkerbovenhoek van de adreszijde zijn voorzien van een etiket, gelijk aan of overeenkomende met het hierbij gevoegd model B, vermeldende, in latijnsch schrift, de letter R, den naam van het kantoor van oorsprong en het volgnummer, waaronder de zending in het register van dat kantoor is ingeschreven.

Aan de Administratiën, welker voorschriften voor het binnenlandsch verkeer zich vooralsnog tegen het gebruik van etiketten verzetten, wordt evenwel toegestaan om de toepassing van dezen maatregel uit te stellen en voor de aanduiding van aangeteekende stukken stempels „Recommandé" of „R" te bezigen; naast de afdrukken hiervan moeten worden vermeld de naam van het kantoor van oorsprong en het volgnummer. Deze stempels moeten eveneens worden afgedrukt in den linkerbovenhoek van de adreszijde. Op de voorzijde van de aangeteekende stukken mag door de tusschenliggende Administratiën geen volgnummer, transitnummer enz. worden gesteld, teneinde te voorkomen, dat de postkantoren in de war zouden raken tengevolge van aanduiding van de stukken in de dienstbescheiden met een ander dan het oorspronkelijk nummer.

Artikel 23.

Berichten van ontvangst.

1. De zendingen, waarvoor de afzender een bericht van ontvangst verlangt, moeten op in het oog springende wijze zijn voorzien van het opschrift „Avis de réception" of van den afdruk van een stempel: A. R.

2. Zij gaan vergezeld van een formulier van de stevigheid eener briefkaart, gelijk aan of overeenkomende met het hierbij gevoegd model C; dit formulier wordt opgemaakt

door het kantoor van oorsprong of door eenig ander, door de Administratie van afzending aan te wijzen kantoor en stevig bevestigd buiten op het stuk, waarop het betrekking heeft. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier C, na het behoorlijk ingevuld te hebben, als niet-aangeteekende zending zonder omslag en portvrij aan het adres van den afzender van het stuk.

4. Als de afzender navraag doet naar een bericht van ontvangst, dat hem niet binnen een redelijken tijd heeft bereikt, wordt gehandeld overeenkomstig de in het volgende artikel aangegeven regelen. In dit geval wordt niet opnieuw recht geheven en stelt het kantoor van oorsprong in het hoofd van het formulier C de aanwijzing „Duplicata de l'avis de réception, etc.".

Artikel 24.

Berichten van ontvangst, gevraagd na de terpostbezorging.

1. Wanneer de afzender een bericht van ontvangst voor een aangeteekend stuk vraagt na de terpostbezorging, vult het kantoor van oorsprong een formulier C in overeenkomstig de daarop voorkomende aanwijzingen.

Dit formulier wordt gehecht aan een navraagformulier, model I, hetwelk is voorzien van een postzegel, dat het verschuldigde recht vertegenwoordigt, en behandeld als is voorgeschreven bij het hiernavolgend artikel 44, op deze uitzondering na, dat, ingeval van regelmatige uitreiking van de zending, waarop het bericht van ontvangst betrekking heeft, het kantoor van bestemming het formulier I achterhoudt en het formulier C, waarvan de keerzijde behoorlijk is ingevuld, op de bij § 3 van het vorige artikel voorgeschreven wijze terugzendt.

2. De bijzondere bepalingen, die door de Administratiën krachtens het hiernavolgend artikel 44 zijn vastgesteld voor de overbrenging van navragen naar aangeteekende stukken, zijn van toepassing op de verzoeken om bericht van ontvangst, welke worden ingediend na de terpostbezorging.

TITEL IV.

Verrekenzendingen.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 25.

Op de zending te stellen aanwijzingen.

1. Aangeteekende zendingen met verrekening moeten op de adreszijde, op in het oog vallende wijze geschreven of gedrukt, de aanwijzing „Remboursement" dragen, gevolgd door de vermelding van het verrekenbedrag in latijnsche letters, voluit en in arabische cijfers, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

2. De afzender moet bovendien op de voor- of achterzijde van het stuk in latijnsche letters zijn naam en adres vermelden.

Artikel 26.

Etiket.

De verrekenzendingen moeten aan de voorzijde zijn voorzien van een oranjekleurig etiket, gelijk aan het hierbijgevoegd model D.

Artikel 27.

Verrekeningspostwissel.

Elke verrekenzending gaat vergezeld van een formulier voor verrekeningspostwissel van helder groene kleur, gelijk aan of overeenkomende met het hierbijgevoegde model *Dbis*. Dit formulier moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en, als algemeene regel, den afzender van de zending als geadresseerde van den wissel aangeven. Echter is iedere Administratie vrij de postwissels, betreffende zendingen uit haren dienst afkomstig, te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong van de zendingen of aan andere van hare kantoren. De strook van den verrekeningspostwissel moet den naam en het adres van den geadresseerde van de zending alsmede de plaats en den datum van terpostbezorging van de zending vermelden.

De wissel wordt op een stevige manier vastgehecht aan het stuk, waarop hij betrekking heeft.

Artikel 28.

Herleiding van het verrekenbedrag.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen worden de verrekenbedragen herleid in de munt van het land van bestemming door de zorg van de Administratie van dat land volgens den koers van herleiding gebezigd voor de herleiding van postwissels bestemd voor het land van oorsprong der zendingen.

Artikel 29.

Termijn van betaling.

Het verrekenbedrag moet worden betaald binnen 7 dagen te rekenen van den dag volgende op dien van aankomst van de zending ten kantore van bestemming. Deze termijn kan tot ten hoogste 28 dagen worden verlengd door de Administratiën, wier wetgeving daartoe de verplichting oplegt. Na verloop van den termijn van bewaring wordt de zending naar het kantoor van oorsprong teruggezonden. De afzender kan echter door een aanteekening de onmiddellijke terugzending van het stuk vragen, indien de geadresseerde bij de eerste aanbieding weigert het verrekenbedrag te betalen.

Artikel 30.

Verlaging of opheffing van het verrekenbedrag.

De verzoeken om opheffing of verlaging van het verrekenbedrag zijn onderworpen aan de regelen en formaliteiten, voorgeschreven in het hiernavolgende artikel 41.

Elke aanvrage om verlaging van het verrekenbedrag moet vergezeld zijn van een nieuw formulier voor verrekeningspostwissel, waarop het verbeterde bedrag is aangegeven.

Artikel 31.

Nazending.

De met verrekening belaste aangeteekende stukken kunnen worden nagezonden, indien het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong een dienst van dit soort zendingen onderhoudt. In dit geval gaan de zendingen vergezeld van de verrekeningspostwisselformulieren, opgemaakt door den

dienst van oorsprong. De Administratie van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van de verrekenbedragen alsof de zendingen haar rechtstreeks waren toegezonden.

Artikel 32.

Afgifte van den verrekeningspostwissel.

Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming of eenig ander door de Administratie van bestemming aangewezen kantoor het gedeelte ,,Indications de service'' van den verrekeningspostwissel in en zendt dien, na daarop den dagteekeningstempel te hebben afgedrukt, zonder heffing van recht aan het aangegeven adres. De verrekeningspostwissels worden aan de afzenders van de zendingen uitbetaald overeenkomstig de door elke Administratie vastgestelde bepalingen.

Artikel 33.

Intrekking of vervanging van verrekeningspostwisselformulieren.

1. De ingetrokken of vervangen verrekeningspostwisselformulieren worden vernietigd door de zorg van de Administratie van bestemming van de met verrekening belaste zendingen.

2. De formulieren, behoorende bij verrekenzendingen, die om de een of andere reden naar haar oorsprong worden teruggezonden, moeten onbruikbaar worden gemaakt door de zorg van de Administratie, die de stukken terugzendt.

3. Wanneer de formulieren, behoorende bij verrekenzendingen, vóór de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren zijn geraakt of vernietigd zijn, maakt het kantoor van bestemming duplicaten op op formulieren D*bis*, waarop het de aanduidingen stelt, die het kantoor van afzending er op zou hebben aangebracht.

Artikel 34.

Niet-uitgereikte of niet-geïnde verrekeningspostwissels.

1. De verrekeningspostwissels, waarvan uitreiking aan de

geadresseerden niet mogelijk is, worden, na eventueel aan de formaliteit van visum voor dagteekening te zijn onderworpen, door de Administratie van oorsprong van de zendingen, waarop deze titels betrekking hebben, voor voldaan geteekend en in rekening gebracht aan de Administratie, die ze heeft uitgegeven.

Hetzelfde geschiedt met de verrekeningspostwissels, die aan de rechthebbenden zijn uitgereikt, maar waarvan het bedrag niet is geïnd. Echter moeten deze titels vooraf worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling, opgemaakt door de Administratie van oorsprong van de wissels.

2. De visa voor dagteekening en de machtigingen tot uitbetaling van verrekeningspostwissels worden verleend op de voorwaarden vastgesteld bij de Postwisselovereenkomst.

Artikel 35.

Afrekening wegens de verrekeningspostwissels.

1. Tenzij daaromtrent anders mocht zijn overeengekomen, geschiedt de afrekening betreffende de verrekeningspostwissels, welke door iedere Administratie voor rekening van een andere Administratie zijn betaald, door middel van bijlagen (hierbijgevoegd model *Qbis*) van de maandelijksche postwisselrekeningen.

2. Op deze bijlagen, welke van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende wissels vergezeld gaan, worden de wissels ingeschreven in alphabetische orde van de kantoren van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving der wissels in de registers van die kantoren. De Administratie, die de rekening heeft opgemaakt, trekt van het totaal-bedrag van hare vordering een vierde percent af, vermeerderd met het aandeel in het vaste recht, dat aan de andere Administratie toekomt ingevolge artikel 68 van het Verdrag.

3. Het saldo van de rekening *Qbis* wordt, zooveel mogelijk, opgeteld bij dat der maandelijksche postwisselrekening, welke over hetzelfde tijdvak loopt. Het onderzoek en de verevening van deze rekeningen vinden plaats volgens de regelen vastgesteld bij het Reglement voor de postwissels.

TITEL V.

Verrichtingen bij de verzending en de ontvangst van stukken.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 36.

Stempeling met den dagteekeningstempel.

1. De uit de landen der Vereeniging afkomstige brieven en andere stukken worden op de adreszijde voorzien van een stempelafdruk, welke, zooveel mogelijk in Latijnsche letters, de plaats van oorsprong en de dagteekening van de terpostbezorging aanwijst.

In plaatsen met meer dan een postkantoor moeten de stempels, bestemd voor het onbruikbaar maken van de postzegels, aanwijzen op welk kantoor de stukken zijn ter post bezorgd.

2. Alle geldige postzegels moeten onbruikbaar worden gemaakt.

De postzegels, die tengevolge van een misvatting of van een verzuim in den dienst van het land van oorsprong niet onbruikbaar zijn gemaakt, moeten onbruikbaar worden gemaakt door het kantoor, dat de onregelmatigheid opmerkt.

3. De verkeerd gezonden stukken moeten op het kantoor, waar zij tengevolge van een misvatting zijn ontvangen, worden voorzien van een afdruk van den dagteekeningstempel Deze verplichting rust niet alleen op de vaste kantoren, maar ook, binnen de grenzen van het mogelijke, op die in vervoermiddelen.

4. De stempeling van de brieven en andere stukken, welke op de paketbooten hetzij in de losse bussen worden gestoken, hetzij aan de zich aan boord bevindende postambtenaren of aan de gezagvoerders worden ter hand gesteld, geschiedt in de gevallen, bedoeld bij paragraaf 3 van artikel 42 van het Verdrag, door den zich aan boord bevindenden postambtenaar of, indien er geen postambtenaar aanwezig is, ten postkantore, waar die stukken worden afgegeven. In voorkomende gevallen voorziet dat kantoor de stukken van een afdruk van zijn gewonen dagteekeningstempel, benevens,

hetzij in handschrift, hetzij door middel van een stempel, van de aanwijzing „Paquebot".

5. De stukken, afkomstig uit niet tot de Vereeniging behoorende landen, worden door de Administratie, die ze heeft ontvangen, op de adreszijde voorzien van een stempelafdruk, aanwijzende de plaats en de dagteekening van de ontvangst in den dienst dier Administratie.

Artikel 37.

Expresse-stukken.

1. De per expresse te bestellen stukken worden voorzien van een donkerroode strook, waarop in groote letters het woord „Exprès" is gedrukt. De Administratiën zijn echter bevoegd om deze strook te vervangen door een stempelafdruk of door de aanhechting van een frankeerzegel, hetwelk de aanwijzing „Exprès" draagt.

2. De zendingen, die van de aanwijzing „Exprès" zijn voorzien en door het kantoor van oorsprong volgens de bepalingen van artikel 48 zijn behandeld, worden door een bijzonderen bode besteld, zelfs bij verzuimde of ontoereikende frankeering. In voorkomende gevallen worden deze stukken, voor zooveel de ontbrekende frankeering betreft, als gewone stukken behandeld.

Artikel 38.

Ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde stukken.

1. De brieven en andere stukken, waarvoor na de terpostbezorging port moet worden geheven, hetzij van den geadresseerde, hetzij, bij onbestelbaarheid, van den afzender, worden voorzien van den stempelafdruk T (te betalen port). Het te heffen bedrag wordt bovendien door middel van een stempel of op andere wijze in goed leesbare in den rechterbovenhoek van de adreszijde te stellen cijfers in franken en centiemen op de stukken vermeld.

2. De zorg voor het aanbrengen van den stempelafdruk T zoomede voor de vermelding van het te heffen bedrag rust op de Administratie van oorsprong of, in geval van nazending of onbestelbaarheid, op de Administratie, die na- of terugzendt.

Echter wordt, voor zooveel betreft zendingen afkomstig uit

landen, die een verlaagd port heffen in het verkeer met de Administratie van na-, c.q. terugzending, het te heffen bedrag vermeld door de Administratie, die de stukken uitreikt.

3. Met betrekking tot de brieven en andere stukken, waarvoor port is te heffen en welke afkomstig zijn uit niet tot de Vereeniging behoorende landen, worden de hiervoren bedoelde formaliteiten vervuld door de Administratie van het land, waar zij binnenkomen.

4. De stempel T wordt afgedrukt op de na- of teruggezonden expresse-stukken, voor welke krachtens artikel 40 van het Verdrag een aanvullingsrecht moet worden voldaan. Het bedrag van dit recht wordt bovendien op deze zendingen aangegeven.

5. De Administratie, die de stukken uitreikt, belast ze met het te heffen port.

6. Alle stukken, welke niet van den stempelafdruk T zijn voorzien, worden, behoudens het geval van blijkbare vergissing, beschouwd als behoorlijk te zijn gefrankeerd en dienovereenkomstig behandeld.

7. Geen rekening wordt gehouden met niet voor de frankeering geldige postzegels. In voorkomende gevallen wordt het cijfer nul (0) naast deze postzegels geplaatst.

Artikel 39.

Aan een nader adres verzonden stukken.

1. De brieven en andere stukken, welke zijn geadresseerd aan personen, die van woonplaats zijn veranderd, worden beschouwd als rechtstreeks van de plaats van oorsprong naar de plaats van nieuwe bestemming te zijn geadresseerd.

2. Ongefrankeerde zendingen en die, welke voor hare oorspronkelijke bestemming ontoereikend waren gefrankeerd, worden belast met het port, dat is verschuldigd voor rechtstreeks van het punt van oorsprong naar de plaats van nieuwe bestemming verzonden stukken van denzelfden aard.

3. Zendingen, welke voor hare oorspronkelijke bestemming behoorlijk waren gefrankeerd en waarvoor, alvorens zij met nader adres werden verzonden, het voor het verdere vervoer verschuldigde aanvullingsport niet is gekweten, worden be-

last met een port gelijkstaande met het verschil tusschen het reeds betaalde frankeergeld en dat, hetwelk zou zijn geheven, indien de zendingen oorspronkelijk naar de nieuwe bestemmingsplaats waren verzonden.

4. Zendingen, welke oorspronkelijk van een binnenlandsch adres waren voorzien en volgens de binnenlandsche regeling voldoende waren gefrankeerd, worden beschouwd als stukken, welke toereikend waren gefrankeerd voor hunne oorspronkelijke bestemming.

5. Zendingen, welke oorspronkelijk binnenslands zijn verzonden onder genot van vrijstelling van port, worden belast met het port, dat van toepassing is op gefrankeerde zendingen van denzelfden aard, welke rechtstreeks van het punt van oorsprong worden verzonden naar de plaats van nieuwe bestemming.

6. Bij de nazending voorziet het kantoor van bestemming in alle gevallen de brieven en briefkaarten op de adreszijde van een afdruk van zijn dagteekeningstempel.

7. Gewone of aangeteekende stukken, die wegens onvolledige of onjuiste adresseering, ter aanvulling of verbetering van het adres aan de afzenders zijn teruggezonden, worden, indien zij met aangevuld of verbeterd adres opnieuw ter post worden bezorgd, niet als zendingen aan een nader adres, maar als geheel nieuwe zendingen beschouwd; voor deze zendingen is dientengevolge opnieuw port verschuldigd.

Artikel 40.

Onbestelbare stukken.

1. Alvorens de stukken, welke om eenigerlei reden niet zijn uitgereikt, aan de Administratie van oorsprong terug te zenden, moet het kantoor van bestemming de reden van de niet-uitreiking op de adreszijde van die stukken, in den volgenden vorm, duidelijk en beknopt, in de Fransche taal vermelden: inconnu (onbekend), refusé (geweigerd), en voyage (op reis), parti (vertrokken), non réclamé (niet opgevraagd), décédé (overleden), of een dergelijk woord. Deze vermelding wordt aangebracht door middel van een stempel of door het opplakken van een etiket. Elke Administratie is bevoegd om hieraan toe te voegen de vertaling van de

reden der niet-uitreiking in haar eigen taal, alsmede alle andere aanwijzingen, die zij wenschelijk mocht achten.
Het kantoor van bestemming moet de plaats van de eerste bestemming doorhalen en naast den afdruk van den dagteekeningstempel van het kantoor van afzending de aanwijzing „Retour" stellen. Het moet bovendien zijn dagteekeningstempel afdrukken op de keerzijde van de brieven en op de voorzijde van de briefkaarten.
2. De terugzending van de onbestelbare brieven en andere stukken geschiedt hetzij afzonderlijk, hetzij in een bijzonderen bundel met strook „Rebuts".
De onbestelbare aangeteekende stukken worden teruggezonden aan het kantoor van uitwisseling van het land van oorsprong alsof het betrof aangeteekende stukken met bestemming voor dat land.
Bij wijze van uitzondering kunnen twee met elkander in betrekking staande Administratiën, in gemeen overleg, een andere wijze van terugzending der onbestelbare stukken toepassen.
3. Indien stukken, ter post bezorgd in een land met bestemming naar een plaats van datzelfde land, zijn verzonden door inwoners van een ander land en ten gevolge van onbestelbaarheid moeten worden teruggezonden naar het buitenland om aan de afzenders te worden teruggegeven, dan worden zij internationale zendingen en behandeld overeenkomstig de voorschriften inzake de verzending aan een nader adres.
4. Stukken voor zeelieden en andere personen, welke zijn gezonden aan het adres van een Consul en door dezen aan het postkantoor ter plaatse als niet opgevraagd worden teruggeven, moeten worden behandeld op de wijze, als voor de onbestelbare stukken in het algemeen is voorgeschreven. Het bedrag van de porten, welke voor die stukken van den Consul zijn ingevorderd, moet hem tegelijkertijd door dat postkantoor worden terugbetaald.

Artikel 41.

Terugvordering van stukken en wijziging van adressen.

1. Voor verzoeken om terugzending van stukken of om

wijziging van adressen moet de afzender een formulier gelijk aan het hierbijgevoegde model J invullen. Bij de indiening van dit verzoek aan het postkantoor moet de afzender zijn identiteit bewijzen en, wanneer dit te pas komt, het bewijs van terpostbezorging vertoonen. Nadat het identiteitsbewijs is geleverd, waarvoor de Administratie van het land van oorsprong de aansprakelijkheid aanvaardt, wordt op de volgende wijze gehandeld:

a) indien het verzoek per post moet worden overgebracht, wordt het formulier, vergezeld van een volmaakt fac-simile van den omslag of van het adres van de zending, rechtstreeks, per aangeteekenden brief, aan het kantoor van bestemming gezonden;

b) indien het verzoek langs telegrafischen weg moet worden gedaan, wordt het formulier overgebracht bij den telegraafdienst, welke is belast met de overbrenging van den inhoud naar het postkantoor van bestemming. Het telegram wordt in de Fransche taal opgesteld.

2. Betreft het een adresverbetering, dan moet het telegrafisch verzoek per eerstvolgende postgelegenheid worden bevestigd door een per post overgebracht verzoek, dat moet zijn vergezeld van het bovenbedoelde fac-simile.

3. Bij ontvangst van het formulier J of van het telegram, dat daarvoor in de plaats treedt, wordt het aangeduide stuk door het kantoor van bestemming opgezocht en geeft dat kantoor aan het verzoek het noodige gevolg.

Indien het echter een verandering van adres betreft, welke langs telegrafischen weg is verzocht, dan bepaalt het kantoor van bestemming zich er toe, het stuk op te houden, en wacht met aan het verzoek te voldoen tot de ontvangst van het vereischte fac-simile.

Indien de nasporingen naar het stuk vruchteloos zijn, indien het reeds aan den geadresseerde is uitgereikt of indien het telegrafisch verzoek niet duidelijk genoeg is om met zekerheid de zending te onderscheiden, wordt zulks dadelijk medegedeeld aan het kantoor van oorsprong, dat den belanghebbende er mede in kennis stelt.

4. Elke Administratie kan, bij een daartoe aan het Inter-

nationaal Bureel gerichte kennisgeving, vorderen, dat voor zooveel haar betreft, de toezending van de verzoeken geschiede door tusschenkomst van haar Hoofdbestuur of van een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor.

Wanneer de verzending van de verzoeken geschiedt door tusschenkomst van de Hoofdbesturen, dan moet met de aanvragen, welke rechtstreeks door de kantoren van oorsprong aan die van bestemming worden gezonden in zoover rekening worden gehouden, dat de betrekkelijke stukken tot de ontvangst van het verzoek van het Hoofdbestuur van uitreiking worden uitgesloten.

De Administratiën, die van de bij het eerste lid van deze paragraaf bedoelde bevoegdheid gebruik maken, nemen voor haar rekening de kosten, welke mochten voortvloeien uit de overbrenging in haar binnenlandschen dienst, per post of per telegraaf, van de met het kantoor van bestemming te wisselen berichten.

Het gebruik van de telegraaf is verplicht, als de afzender zelf daarvan gebruik heeft gemaakt en het kantoor van bestemming per post niet tijdig kan worden gewaarschuwd.

Artikel 42.

Eenvoudige adresverbetering.

Een eenvoudige verbetering van het adres (zonder wijziging van naam of hoedanigheid van den geadresseerde) kan ook rechtstreeks door den afzender aan het kantoor van bestemming worden gevraagd, d. w. z. zonder de vervulling van de voor eigenlijke adreswijziging voorgeschreven formaliteiten.

Artikel 43.

Navragen. Gewone stukken.

1. Elke navraag betreffende een gewone zending wordt op de volgende wijze behandeld:

a) degene, die de navraag doet, moet van een formulier, gelijk aan het hierbijgevoegd model H, het gedeelte, dat hem aangaat, invullen;

b) het kantoor, waar de navraag is gedaan, zendt het formulier rechtstreeks naar het andere betrokken kantoor. Die

toezending geschiedt ambtshalve en zonder begeleidend schrijven;

c) laatstbedoeld kantoor doet het formulier aan den geadresseerde of aan den afzender, naar omstandigheden, voorleggen, ten einde de benoodigde inlichtingen te verkrijgen overeenkomstig de aanwijzigingen van het formulier;

d) nadat het formulier behoorlijk is aangevuld, wordt het ambtshalve teruggezonden aan het kantoor, dat het heeft opgemaakt;

e) indien de klacht gegrond wordt bevonden, wordt zij toegezonden aan het Hoofdbestuur om te dienen als grondslag voor verder onderzoek.

2. Elke Administratie kan „bij een daartoe aan het Internationaal Bureel gerichte kennisgeving, vorderen, dat de navragen, welke op haren dienst betrekking hebben, worden toegezonden aan haar Hoofdbestuur of aan een daartoe bepaaldelijk aangewezen kantoor.

Artikel 44.

Navragen. Aangeteekende stukken.

1. Voor elke navraag betreffende een aangeteekend stuk wordt een formulier, ingericht als of overeenkomende met het hierbijgevoegd model I, ingevuld; dit formulier wordt, als algemeene regel, door het kantoor van oorsprong rechtstreeks aan het kantoor van bestemming gezonden.

2. De Administratiën van oorsprong en van bestemming kunnen evenwel in gemeen overleg de navraag van kantoor tot kantoor doen verzenden langs denzelfden weg als de zending.

3. Indien in het hiervoren bij § 1 bedoelde geval het kantoor van bestemming afdoende inlichtingen kan verschaffen omtrent het lot van de zending, vult dit kantoor het formulier verder in en zendt het naar het kantoor van oorsprong terug.

Wanneer het lot van de zending niet onmiddellijk door het kantoor van bestemming kan worden vastgesteld, vermeldt het dit feit op het formulier en zendt dit terug aan het kantoor van oorsprong na bijvoeging van een verklaring van den geadresseerde, dat hij het stuk niet ontvangen heeft. In dit geval vult de Administratie van oorsprong het formulier

aan met de gegevens betreffende de verzending aan de eerste Administratie van doorvoer. Zij zendt het formulier vervolgens aan laatstgenoemde Administratie, welke het voorziet van hare bemerkingen en het zoo noodig doorzendt aan de volgende Administratie. De navraag gaat aldus van Administratie tot Administratie, totdat is gebleken, wat van het stuk, waarop de navraag betrekking heeft, geworden is. De Administratie, die het stuk aan den geadresseerde heeft doen uitreiken, of die in voorkomende gevallen noch de uitreiking, noch de regelmatige doorzending aan een andere Administratie kan aantoonen, vermeldt deze omstandigheid op het formulier en zendt dit terug aan de Administratie van oorsprong.

4. In het geval, bedoeld bij §2 hiervoren, worden de nasporingen voortgezet van de Administratie van oorsprong af tot aan die van bestemming. Elke Administratie vermeldt op het formulier de gegevens betreffende de doorzending aan de volgende Administratie en zendt het vervolgens aan deze toe. De Administratie, die het stuk aan den geadresseerde heeft doen uitreiken of die eventueel noch de uitreiking, noch de regelmatige doorzending aan een andere Administratie kan aantoonen, maakt van deze omstandigheid eveneens melding op het formulier en zendt dit terug aan de Administratie van oorsprong.

5. Het formulier I moet het volledig adres van den geadresseerde weergeven en zooveel mogelijk vergezeld gaan van een fac-simile van den omslag of van het adres van de zending. Het wordt ambtshalve, zonder begeleidend schrijven, onder gesloten omslag verzonden.

6. Iedere Administratie kan bij een aan het Internationaal Bureel gerichte kennisgeving verlangen, dat de op haren dienst betrekking hebbende navragen worden toegezonden, hetzij aan haar Hoofdbestuur, hetzij aan een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor, of, indien zij alleen als land van doorvoer bij de zaak is betrokken, aan het kantoor van uitwisseling, waaraan de zending is uitgeleverd.

Het formulier I en de bijlagen moeten in elk geval aan de Administratie van oorsprong van het vermiste stuk worden

teruggezonden binnen een termijn, welke, te rekenen van de dagteekening der navraag, zes maanden niet mag te boven gaan. Deze termijn wordt in het verkeer met overzeesche landen gesteld op negen maanden.

7. De vorenstaande bepalingen zijn niet van toepassing op gevallen van berooving van een brievenmaal, vermissing daarvan of andere soortgelijke gevallen, die een meer uitvoerige briefwisseling tusschen de Administratiën noodig maken.

Artikel 45.

Gebruik van vermoedelijk valsche of vervalschte postzegels of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines.

Onder voorbehoud van toepassing van de bepalingen, welke de wetgeving in elk land vordert, ook waar dit voorbehoud niet uitdrukkelijk in de bepalingen van dit artikel is opgenomen, wordt voor de vaststelling van het voor frankeering gebruik maken van valsche of vervalschte postzegels of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines op de volgende wijze te werk gegaan:

a) wanneer op een zending de aanwezigheid van een valsch of vervalscht (nagemaakt of reeds voor frankeering gediend hebbend) postzegel of van nagemaakte afdrukken van frankeermachines bij de afzending wordt opgemerkt door een Administratie, door wier wetgeving onmiddellijke inbeslagneming van de zending niet is voorgeschreven, dan wordt aan het bedoelde zegel of aan den afdruk op geenerlei wijze iets veranderd en wordt de zending onder een aan het kantoor van bestemming geadresseerden omslag, ambtshalve aangeteekend, doorgezonden;

b) van deze handeling wordt onverwijld aan de Administratiën van de landen van oorsprong en van bestemming kennis gegeven door middel van een bericht, gelijk aan het hierbij gevoegde model K. Een exemplaar van dit bericht wordt bovendien toegezonden aan het kantoor van bestemming in den omslag, die het stuk bevat;

c) de geadresseerde wordt opgeroepen om de overtreding vast te stellen.

De zending wordt hem alleen uitgereikt, als hij het verschuldigde port betaalt, er in toestemt den naam en het adres van den afzender mede te deelen en, na van den inhoud te hebben kennis genomen ter beschikking van de posterijen te stellen, hetzij het stuk in zijn geheel, zoo het niet van het corpus delicti is te scheiden, dan wel dat gedeelte van de zending (omslag, strook, gedeelte van den brief, enz.), waarop het adres en de afdruk of het zegel, waarmede misbruik vermoed wordt te zijn begaan, voorkomen;

d) van den uitslag van de oproeping van den geadresseerde wordt een proces-verbaal gelijk aan het hierbijgevoegde model L opgemaakt, waarin het voorgevallene, zooals nietverschijning, weigering om het stuk in ontvangst te nemen, het te openen of den afzender bekend te maken enz., wordt vermeld. Dit verbaal wordt door den postambtenaar en den geadresseerde onderteekend; indien de laatstgenoemde de onderteekening weigert, dan wordt van deze weigering melding gemaakt ter plaatse voor de onderteekening bestemd. Het proces-verbaal wordt met de bewijsstukken, ambtshalve aangeteekend, toegezonden aan de Administratie van het land van oorsprong, welke met behulp van deze bescheiden indien daartoe aanleiding bestaat, de zaak verder doet vervolgen overeenkomstig hare wetgeving.

TITEL VI.

Uitwisseling van de stukken.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 46.

Adviezen.

1. De adviezen, welke worden gevoegd bij tusschen twee kantoren gewisselde brievenmalen, zijn ingericht als het hierbij gevoegde model E. Zij worden gesloten in blauwe omslagen met het opschrift „Feuille d'avis" in vette letters.

2. In het hoofd van het advies moeten worden vermeld:
het land van oorsprong en dat van bestemming,
de naam van het uitwisselingskantoor van bestemming,
de datum van afzending der brievenmaal.

Op de daarvoor aangewezen plaats moet een afdruk van den dagteekeningstempel worden aangebracht.

3. De aanwezigheid van zendingen, welke per expresse zijn te bestellen, wordt aangeduid door het afdrukken van den stempel ,,Exprès'' in de rubriek I.

4. Rubriek II is bestemd voor de vermelding van het volgnummer van de brievenmaal, van den naam van de paketboot, van den verzendingsweg en van het aantal zakken, waaruit de zending bestaat.

Tenzij anders is overeengekomen voorzien de kantoren van afzending de adviezen van een volgnummer; de volgnummers vormen voor elk kantoor van bestemming een gedurende een jaar doorloopende reeks. Elke brievenmaal moet een afzonderlijk volgnummer dragen, zelfs dan, wanneer het een aanvullingsbrievenmaal betreft, voor welke wordt gebruik gemaakt van denzelfden verzendingsweg of dezelfde boot als voor de gewone brievenmaal.

Bij de eerste verzending van elk jaar moet het advies, behalve van het volgnummer van de brievenmaal, ook zijn voorzien van dat van de laatste brievenmaal van het vorige jaar.

De naam van de boot, die de brievenmaal vervoert, wordt vermeld, indien het kantoor van afzending dezen naam kan weten.

In het aantal zakken, waaruit de brievenmaal bestaat, moeten ook de zakken, inhoudende terug te zenden ledige zakken, worden begrepen.

5. De rubriek III moet vermelden:

a) Het algemeen totaal van de aangeteekende stukken, ingeschreven in rubriek V en, in voorkomende gevallen, op de afzonderlijke lijsten.

Er kan gebruik worden gemaakt van een of meer afzonderlijke lijsten gelijk aan het hierbij gevoegd model E*bis*, hetzij ter vervanging van de rubriek V, hetzij om te dienen als vervolg-advies.

Bij gebruik van meer dan één lijst moeten deze van volgnummers worden voorzien. Het aantal aangeteekende stuk-

ken, dat op één lijst mag worden ingeschreven, is beperkt tot 60.

b) Het totaal-aantal van de zendingen met aangegeven waarde, ingeschreven op de advieslijst.

c) Het aantal zakken en pakketten, voor elk afzonderlijk, waarin de aangeteekende stukken zijn vervat en, eveneens voor elk afzonderlijk, het aantal zakken en pakketten, inhoudende zendingen met aangegeven waarde.

6. In rubriek IV worden, afzonderlijk, ingeschreven, het aantal van de teruggaande zakken, behoorende aan de Administratie van bestemming, zoomede dat van de zakken, welke zijn gebezigd voor het opmaken van de brievenmaal en behooren aan de Administratie van afzending, de zakken voor de aangeteekende stukken daarin begrepen. Het aantal ledige zakken, behoorende aan een andere Administratie dan die, waaraan de brievenmaal is geadresseerd, moet afzonderlijk ingeschreven worden met vermelding van die Administratie.

Bovendien worden in deze rubriek vermeld de open dienstbrieven en de verschillende mededeelingen of aanbevelingen van het kantoor van afzending, welke op den dienst der uitwisseling betrekking hebben.

7. De rubriek V is bestemd voor de inschrijving van de aangeteekende stukken, indien niet uitsluitend gebruik wordt gemaakt van afzonderlijke lijsten.

De aangeteekende stukken worden stuksgewijs omschreven met vermelding van den naam van het kantoor van oorsprong en het nummer, waaronder het stuk op dat kantoor is ingeschreven.

Indien de brievenmaal geen aangeteekende stukken bevat, wordt de aanwijzing „Néant" in de betreffende rubriek van het advies gesteld.

8. In rubriek VI worden, volgens de aanwijzingen van het formulier, de gesloten brievenmalen ingeschreven, welke in de rechtstreeksche zending, waarop het advies betrekking heeft, zijn opgenomen.

9. De Administratiën kunnen onderling overeenkomen om andere tabellen of rubrieken op het advies aan te brengen,

indien zij zulks noodig oordeelen. Bepaaldelijk kunnen zij de rubrieken V en VI inrichten in overeenstemming met haar behoeften.

10. Wanneer een uitwisselingskantoor geen enkel stuk aan een kantoor, waarmede het in betrekking staat, heeft uit te leveren, moet het niettemin een brievenmaal in den gewonen vorm zenden, welke alleen een blanco-advies bevat.

11. Wanneer gesloten brievenmalen door een Administratie aan een andere worden uitgeleverd om door middel van koopvaardijschepen te worden vervoerd, dan moet het aantal of het gewicht der brieven en andere stukken op het advies en op het adres van die brievenmalen worden vermeld, indien de met de inscheping belaste Administratie zulks verzoekt.

Artikel 47.

Vervoer van de aangeteekende stukken.

1. De aangeteekende stukken en, in voorkomende gevallen, de afzonderlijke lijsten, bedoeld in § 5 van het vorige artikel, worden bijeengevoegd in een of meer afzonderlijke pakketten of zakken, welke zoodanig moeten zijn ingepakt of gesloten en verzegeld of geplombeerd, dat de inhoud verzekerd zij. De aangeteekende stukken worden in elk pakket gerangschikt in de volgorde hunner inschrijving. Wanneer meer dan een afzonderlijke lijst wordt gebezigd, moet elke lijst zijn samengebonden met de aangeteekende stukken, waarop zij betrekking heeft.

In geen geval mogen de aangeteekende en de gewone stukken door elkander worden verzonden.

2. De afzonderlijke omslag, welke het advies bevat, wordt door middel van een kruislings gebonden touw bevestigd op de buitenzijde van het pakket met aangeteekende stukken; indien de aangeteekende stukken in een zak zijn gesloten, bevestigt men genoemden omslag aan den hals van dien zak, maar in dat geval moeten de stukken, die volgens de bepalingen van dit Reglement in den omslag met het advies moeten worden gesloten, in den zak worden opgenomen.

Is er meer dan een pakket of zak met aangeteekende stukken te verzenden, dan wordt elk volgend pakket of elke volgende

zak van een etiket voorzien, dat den aard van den inhoud aanduidt.

3. De boven omschreven wijze van inpakking en verzending van de aangeteekende stukken is alleen van toepassing op het gewone verkeer. Voor het meer belangrijke verkeer worden door de betrokken Administratiën, in gemeen overleg, bijzondere bepalingen vastgesteld. In beide gevallen moeten de uitwisselingskantoren uitzonderingsmaatregelen treffen, indien zij aangeteekende stukken te verzenden hebben, die door hun aantal, hun aard, vorm of inhoud zich niet leenen voor insluiting in de brievenmaal met de gewone stukken.

Artikel 48.

Vervoer van de expresse-stukken.

1. De gewone expresse-stukken worden in een afzonderlijken bundel bijeengevoegd en door de uitwisselingskantoren gesloten in den omslag met het advies van de brievenmaal. Door middel van een in dien bundel op te nemen nota wordt, in voorkomende gevallen, de aanwezigheid in de brievenmaal aangegeven van stukken, als de hier bedoelde, die wegens hun aantal, hun vorm of hun afmetingen niet bij het advies konden worden gevoegd. Deze stukken worden bijeengevoegd in een of meer afzonderlijke bundels, voorzien van een etiket, waarop met vette letters de aanwijzing ,,Exprès'' voorkomt; zij worden opgenomen in den zak, welke het advies bevat.

2. De aangeteekende expresse-stukken worden in de gewone volgorde opgenomen onder de overige aangeteekende stukken; de aanwijzing ,,Exprès'' wordt in de kolom ,,Observations'' van de adviezen achter elke inschrijving gesteld.

Artikel 49.

Samenstelling van de brievenmalen.

1. Als algemeene regel geldt, dat de stukken worden gerangschikt en afgebundeld naar hunnen aard, waarbij de brieven en de briefkaarten in denzelfden bundel worden opgenomen en de nieuwsbladen en tijdschriften tot afzonderlijke bundels worden vereenigd, afgescheiden van die van

de gewone gedrukte stukken. Brieven, briefkaarten en gedrukte stukken van kleine afmetingen moeten worden gelegd in de richting van het adres. De gefrankeerde stukken worden gescheiden van de ongefrankeerde of de ontoereikend gefrankeerde en de etiketten van de bundels met ongefrankeerde of ontoereikend gefrankeerde stukken worden, zooveel mogelijk, van den stempelafdruk T voorzien.

Brieven, welke sporen dragen van opening, bederf of beschadiging, moeten worden voorzien van een vermelding van het feit en van een afdruk van den dagteekeningstempel van het kantoor, dat het feit heeft opgemerkt.

De zonder omslag verzonden postwissels worden tot een afzonderlijk pakket vereenigd.

2. De brievenmalen worden gesloten in zakken, welke behoorlijk dichtgemaakt, verzegeld of geplombeerd en van een masker voorzien worden.

De maskers van deze brievenmalen moeten van linnen, sterk karton of perkament zijn of van papier, geplakt op een plankje. Zij moeten op leesbare wijze het kantoor van oorsprong en dat van bestemming aangeven en in het verkeer met overzeesche landen, den datum van afzending, het nummer van de zending en, als de betrokken Administratiën het vragen, de haven van ontscheping. In het verkeer tusschen aan elkander grenzende landen kan van etiketten van stevig papier worden gebruik gemaakt.

De zakken moeten op leesbare wijze het kantoor of het land van oorsprong aangeven en zooveel mogelijk een nummer dragen.

3. Tenzij anders is overeengekomen, worden de weinig omvangrijke brievenmalen of die, welke alleen een advies bevatten, enkel in stevig papier gepakt, zoodanig, dat elke beschadiging van den inhoud wordt voorkomen, daarna met touw opgebonden en verzegeld of geplombeerd. Zij worden voorzien van een gedrukt opschrift, hetwelk in kleine letters den naam van het kantoor van afzending en in grootere den naam van het kantoor van bestemming vermeldt: „de .... pour.........”

4. Wanneer het aantal of de omvang van de zendingen

het gebruik van meer dan één zak eischt, moeten zooveel mogelijk afzonderlijke zakken worden gebezigd:
a. voor de brieven en briefkaarten;
b. voor de overige stukken.
Ongeacht het aantal of den omvang van de zendingen, moeten eveneens zooveel mogelijk afzonderlijke zakken worden gebezigd, wanneer de Administratie van een land, dat zijn tusschenkomst verleent of van het land van bestemming zulks verzoekt.
Wanneer afzonderlijke zakken zijn gebezigd, moet elke zak een aanwijzing van den inhoud dragen.
Het pakket of de zak met aangeteekende stukken wordt in een van de zakken met brieven opgenomen of in een zak, voorzien van een masker, dat overeenkomt met het voor de zakken met brieven gebezigde.
De zak, welke het advies bevat, wordt aangeduid door de op in het oog vallende wijze op het masker aangebrachte letter F.
5. Het gewicht van elken zak mag 30 kilogram niet te boven gaan.

Artikel 50.

Overgifte van de brievenmalen.

1. De overgifte van brievenmalen tusschen twee met elkander in verbinding staande kantoren geschiedt overeenkomstig de bepalingen, die de betrokken Administratiën daarvoor hebben vastgesteld.
2. De brievenmalen moeten in goeden staat worden uitgeleverd. Nochtans mag een brievenmaal niet worden geweigerd wegens beschadiging.
3. Als een brievenmaal in slechten staat wordt ontvangen door een tusschenkantoor, moet zij opnieuw worden ingepakt, waarbij de oorspronkelijke verpakking moet behouden blijven. Het kantoor, dat de brievenmaal opnieuw inpakt, moet op het masker, c. q. het gedrukt opschrift een afdruk van zijn dagteekeningstempel stellen, voorafgegaan door de vermelding: „Remballé à ...."

Artikel 51.

Onderzoek van de brievenmalen.

1. Als een tusschenkantoor moet overgaan tot het opnieuw

inpakken van een brievenmaal, onderzoekt het den inhoud, indien er aanleiding is om te veronderstellen, dat deze niet ongeschonden is gebleven.

Het maakt een bericht van bevinding op volgens het hierbijgevoegde model G, waarbij wordt te werk gegaan overeenkomstig het bepaalde bij § 3 hierna. Dit bericht wordt gezonden aan het uitwisselingskantoor, van hetwelk de brievenmaal is ontvangen; een afschrift wordt gericht aan het kantoor van oorsprong en een ander wordt in de opnieuw ingepakte brievenmaal gesloten.

2. Het kantoor van bestemming onderzoekt of de brievenmaal in haar geheel aanwezig is, zoomede of de inschrijvingen op het advies en, in voorkomende gevallen, op de afzonderlijke lijsten van aangeteekende stukken juist zijn. In geval van ontbreken van de brievenmaal, van zakken, het advies, een afzonderlijke lijst van aangeteekende stukken of indien zich eenige andere onregelmatigheid voordoet, wordt het feit onmiddellijk gestaafd door twee ambtenaren. Zij brengen de noodige verbeteringen aan op de adviezen of lijsten, waarbij wordt zorg gedragen, dat de onjuiste aanwijzingen in dier voege met de pen worden doorgehaald, dat de oorspronkelijke inschrijvingen kunnen worden onderkend. Het geval van blijkbare vergissing uitgezonderd, is aan de verbeteringen meer waarde te hechten dan aan de oorspronkelijke inschrijving.

3. De vastgestelde feiten worden met de eerstvolgende post door middel van een bericht van bevinding ter kennis gebracht van het kantoor van oorsprong van de brievenmaal en, in voorkomende gevallen, van het laatste tusschenkantoor. Uit de aanwijzingen van dit bericht moet zoo nauwkeurig mogelijk blijken, op welken zak, welk pakket of stuk het betrekking heeft.

Een duplicaat van het bericht van bevinding wordt, met inachtneming van dezelfde bepalingen als voor het oorspronkelijke gelden, gezonden aan de Administratie, waaronder het kantoor van oorsprong van de brievenmaal behoort, indien deze Administratie het eischt. De zak of de omslag en het zegel of loodje van het pakket of den zak met aan-

geteekende stukken en, indien dit pakket of die zak niet is gevonden, de brievenzak met het touw, het masker en het zegel of het loodje van dien zak worden gevoegd bij het bericht van bevinding. In het verkeer met de Administratiën, die toezending van een duplicaat eischen, worden de vorenvermelde bewijsstukken bij het duplicaat gevoegd.

De berichten van bevinding en de duplicaten worden per aangeteekenden brief verzonden.

In de gevallen, bedoeld bij de §§ 1 en 2 van dit artikel, kan bovendien aan het kantoor van oorsprong en, in voorkomende gevallen, aan het laatste tusschenkantoor van uitwisseling, per telegram worden kennis gegeven op kosten van de Administratie, die het telegram verzendt.

4. Wanneer het ontbreken van een brievenmaal het gevolg is van een gemiste aansluiting of het ontbreken op den geleidebrief (pas) voldoende is toegelicht, is het opmaken van het bericht van bevinding, bedoeld in de §§ 1 en 2, niet noodig, indien de brievenmaal met de eerstvolgende post ten kantore van bestemming aankomt.

De verzending van het duplicaat, bedoeld in § 3, kan worden uitgesteld, indien men vermoedt, dat het ontbreken van de brievenmaal voortspruit uit een vertraging of een verkeerde verzending.

Zoodra een brievenmaal, welke aan het kantoor van oorsprong en, in voorkomende gevallen, aan het laatste tusschenkantoor van uitwisseling, als vermist was gemeld, terecht komt, behoort aan die kantoren een tweede bericht van bevinding te worden gezonden, waarin de ontvangst van de brievenmaal wordt medegedeeld.

5. De kantoren, waaraan de in dit artikel bedoelde berichten zijn geadresseerd, zenden deze zoo spoedig mogelijk terug, na ze te hebben onderzocht en, in voorkomende gevallen, hun opmerkingen er op te hebben vermeld.

6. Wanneer een ontvangend kantoor, op hetwelk de verplichting tot het onderzoeken van een brievenmaal rustte, niet met de eerstvolgende post na het onderzoek aan het kantoor van oorsprong en, in voorkomende gevallen, aan het laatste tusschenkantoor van uitwisseling een bericht

heeft doen toekomen, waarbij van het bevinden van eenige onregelmatigheid werd kennis gegeven, wordt, zoolang het bewijs van het tegendeel niet is geleverd, dit ontvangend kantoor geacht de brievenmaal en haar inhoud te hebben ontvangen. Hetzelfde vermoeden bestaat met betrekking tot de onregelmatigheden, waarvan de vermelding is achterwege gelaten of welke op onvolledige wijze bij het bericht van bevinding zijn medegedeeld.

Artikel 52.

Terugzending van de ledige zakken.

1. De zakken moeten per keerende post ledig aan het land van oorsprong worden teruggezonden, tenzij tusschen de met elkander in verbinding staande Administratiën anders is overeengekomen; het aantal zakken, dat met elke brievenmaal wordt teruggezonden, moet op het advies worden ingeschreven in de rubriek „Indications de service".

De terugzending geschiedt tusschen de uitwisselingskantoren, die dàarvoor zijn aangewezen.

De ledige zakken moeten opgerold en in behoorlijke pakken worden samengebonden; in voorkomende gevallen moeten de voor de adresstrooken bestemde plankjes in de zakken worden gedaan. Indien de pakken worden teruggezonden door tusschenkomst van een ander uitwisselingskantoor dan dat, waarvan de zakken zijn ontvangen, behooren zij te worden voorzien van een etiket, aanwijzende den naam van laatstbedoeld kantoor.

Indien de terug te zenden ledige zakken niet te talrijk zijn, kunnen zij worden opgenomen in de zakken met brieven of andere stukken; in het tegenovergestelde geval moeten zij afzonderlijk worden opgenomen in verzegelde zakken, welke zijn te adresseeren aan de betrokken uitwisselingskantoren. De maskers moeten de aanwijzing „sacs vides" dragen.

2. Met behulp van de inschrijvingen in de rubriek „Indications de service" van de adviezen, kan elke Administratie in haar dienst toezicht uitoefenen op de terugzending van de zakken, die haar toebehooren. In geval deze contrôle zou uitwijzen, dat 10 % van het totaal-aantal van de gedurende een jaar voor de samenstelling van brievenmalen gebezigde

zakken niet zijn teruggezonden vóór het einde van dat jaar, is de Administratie, die de terugzending van de ledige zakken niet kan bewijzen, gehouden aan de Administratie van afzending de waarde van de ontbrekende zakken te vergoeden. Deze vergoeding moet eveneens worden betaald, als het aantal ontbrekende zakken de 10 % niet bereikt, doch 50 stuks te boven gaat.

Elke Administratie stelt op geregeld terugkeerende tijdstippen als waarde van de zakken, die door haar uitwisselingskantoren worden gebruikt, een voor alle soorten zakken gelijk, gemiddeld, bedrag in franken vast en deelt dit door tusschenkomst van het Internationaal Bureel aan de betrokken Administratiën mede.

TITEL VII.

Bepalingen betreffende de transit- en opslagkosten.

HOOFDSTUK I.

Statistiek-werkzaamheden.

Artikel 53.

Statistiek van de transitkosten.

1. De wegens transitkosten ingevolge de artikelen 70 en volgende van het Verdrag te vorderen bedragen worden vastgesteld op den grondslag van statistieken, die eenmaal in de vijf jaar worden gehouden, beurtelings gedurende de eerste 28 dagen van de maand Mei of gedurende de 28 dagen, welke volgen op 14 October.

De statistiek van October—November 1924 zal van toepassing zijn op de jaren 1924 tot en met 1928, met dien verstande, dat tot den 1sten October 1925, den datum van het in werking treden van het Verdrag van Stockholm, de vergoedingen, bedoeld in artikel 4 van het Verdrag van Madrid zullen blijven gelden.

De statistiek van Mei 1929 zal van toepassing zijn op de jaren 1929 tot en met 1933 en zoo vervolgens.

2. In het geval dat een land met een belangrijk postverkeer tot de Vereeniging toetreedt, kunnen de landen van de Vereeniging, van welke de belangen, wat de betaling van

de transitkosten betreft, tengevolge van die toetreding een wijziging mochten ondergaan, een afzonderlijke statistiek verlangen, welke uitsluitend op het nieuw toegetreden land betrekking heeft.

3. Indien het verkeer een belangrijke wijziging ondergaat en voor zooveel deze wijziging een of meer tijdvakken van te zamen ten minste twaalf maanden betreft, verstaan de daarbij betrokken Administratiën zich met elkander inzake herziening van haar rekeningen wegens transitkosten. In dat geval worden de door de Administratiën van afzending te betalen bedragen vermeerderd, verminderd of verdeeld in overeenstemming met de diensten, die in werkelijkheid voor den doorvoer zijn gebezigd, maar de totaal-gewichten, die den grondslag voor de nieuwe rekeningen vormen, moeten in normale gevallen dezelfde zijn als die van de brievenmalen, welke gedurende het in § 1 genoemde tijdvak der statistiek zijn verzonden. Zoo noodig kan een afzonderlijke statistiek worden opgemaakt om de verdeeling van die gewichten tusschen de verschillende diensten, van welke gebruik wordt gemaakt, te regelen. Geen wijziging in het verkeer wordt als belangrijk aangemerkt, dan wanneer zij voor een bedrag van meer dan 5000 franken per jaar de rekeningen tusschen twee Administratiën beïnvloedt, elk transitland afzonderlijk genomen.

Ook kan bij uitzondering een bijzondere statistische opname worden geëischt voor het vaststellen van nieuwe totaal-gewichten, welke als grondslag voor de nieuwe rekeningen moeten dienen, wanneer de totaal-gewichten van het betrokken vervoer tenminste met honderd percent vermeerderd of met vijftig percent zijn verminderd en nieuwe rekeningen daardoor een wijziging van meer dan 5000 franken per jaar zouden ondergaan.

Artikel 54.

Opmaken van de gesloten brievenmalen gedurende het statistiektijdvak.

1. Gedurende elk statistiektijdvak zijn bij de uitwisseling van brieven en andere stukken in gesloten brievenmalen tusschen twee Administratiën van de Vereeniging of tusschen

een Administratie van de Vereeniging en een niet daartoe behoorende Administratie over het grondgebied of door middel van de diensten van een of meer andere Administratiën afzonderlijke zakken of pakketten te bezigen voor de „brieven en briefkaarten" en voor de „overige stukken". Deze zakken of pakketten moeten respectievelijk van een etiket „L.C." en „A.O." worden voorzien. Wanneer de omvang van de brievenmalen dit toelaat, kunnen de afzonderlijke zakken of pakketten worden samengevoegd in een enkelen verzamelzak, welke moet zijn voorzien van een etiket „S.C.".

2. Met afwijking van het bepaalde bij de artikelen 47 en 48 hiervoren is elke Administratie bevoegd om gedurende het tijdvak van de statistiek andere aangeteekende en expressestukken dan brieven en briefkaarten op te nemen in een der voor de „overige stukken" bestemde zakken of pakketten met vermelding van deze omstandigheid op het advies; indien echter in overeenstemming met evengenoemde artikelen 47 en 48 deze stukken zijn opgenomen in een zak of pakket met brieven, dan worden zij voor de gewichtsstatistiek beschouwd deel uit te maken van de zending brieven.

3. Gedurende het statistiektijdvak moeten de etiketten van de over zee te vervoeren brievenmalen op in het oog vallende wijze de aanduiding „Statistique" dragen.

Artikel 55.

Vaststelling van het gewicht van de gesloten brievenmalen.

1. Voor zooveel de brievenmalen van een land van de Vereeniging voor een ander land der Vereeniging betreft, vermeldt het afzendend uitwisselingskantoor op het advies voor het uitwisselingskantoor van bestemming der brievenmaal het bruto-gewicht van de brieven en briefkaarten en dat van de overige stukken, onverschillig vanwaar zij afkomstig of waarheen zij bestemd zijn.

In het bruto-gewicht is begrepen het gewicht van de verpakking, maar niet dat:

a) van de ledige zakken, welke in afzonderlijke zakken zijn verpakt;

b) van de zakken, die alleen stukken bevatten, vrij van alle kosten van transit (art. 72 van het Verdrag);
c) van de brievenmalen, welke alleen een blanco advies bevatten (art. 46, § 10, hiervoren);
d) van de verzamelzakken, vermeld in het vorige artikel.
2. Geen rekening wordt gehouden met gewichtsgedeelten van 500 gram of minder; gewichtsgedeelten van meer dan 500 gram worden afgerond tot een kilogram.
3. Ingeval noch het bruto-gewicht van de brieven en briefkaarten, noch dat der overige stukken 500 gram te boven gaat, is aan het hoofd van het advies de aanwijzing „Poids brut ne dépasse pas 500 grammes” te stellen.
4. Deze aanwijzingen worden geverifieerd door het uitwisselingskantoor van bestemming. Indien dit kantoor vaststelt, dat het werkelijke gewicht van de stukken meer dan 600 gram verschilt van het op het advies ingeschreven gewicht, verbetert het dit advies en meldt de vergissing onmiddellijk aan het uitwisselingskantoor van afzending door middel van een bericht van bevinding. Indien de bevonden gewichtsverschillen binnen de evengenoemde grenzen blijven, worden de aanwijzingen van het kantoor van afzending als geldig aangemerkt.

Artikel 56.

Opmaken van de staten M der gesloten brievenmalen.

1. Zoodra mogelijk na afloop van de statistische opnamen maken de kantoren van bestemming staten op, gelijk aan het hierbijgevoegde model M, in evenveel exemplaren als het getal der betrokken Administratiën, die van de plaats van afzending daaronder begrepen; zij zenden deze staten aan de uitwisselingskantoren van de Administratie van afzending teneinde te worden voorzien van hun bewijs van goedkeuring. Na goedkeuring zenden laatstbedoelde kantoren de staten aan het Hoofdbestuur, waaronder deze kantoren behooren, teneinde door dit Hoofdbestuur over de betrokken Administratiën te worden verdeeld.
2. Indien de staten M binnen een tijdsverloop van vier maanden (zes maanden in het verkeer met overzeesche landen), te rekenen van den dag van afzending van de laatste

in de statistiek op te nemen brievenmaal, niet of niet in voldoend aantal door de uitwisselingskantoren van de Administratie van afzending zijn ontvangen, maken deze kantoren zelf de bedoelde staten in voldoend aantal en naar hun eigen gegevens op; zij stellen alsdan op elk der staten de aanwijzing: „Les relevés M du bureau destinataire ne sont pas parvenus dans le délai réglementaire". Vervolgens zenden zij de staten aan het Hoofdbestuur, waaronder zij behooren, voor de verdeeling over de betrokken Administratiën.

Artikel 57.

Gesloten brievenmalen, uitgewisseld met niet tot de Vereeniging behoorende landen.

Met betrekking tot de gesloten brievenmalen, welke tusschen een land van de Vereeniging en een niet daartoe behoorend land door tusschenkomst van een of meer Administratiën der Vereeniging worden gewisseld, maken de uitwisselingskantoren van het eerste van die landen voor de verzonden of ontvangen brievenmalen een staat M op, welken zij toezenden aan de Administratie van het land, waar de brievenmalen de Vereeniging verlaten of binnenkomen. Deze Administratie stelt na afloop van het tijdvak van de statistiek een algemeenen staat samen in zooveel exemplaren, als er Administratiën van de Vereeniging bij betrokken zijn, zichzelf en de Administratie, die te betalen heeft, inbegrepen. Een exemplaar van dezen algemeenen staat wordt toegezonden aan laatstbedoelde Administratie, alsmede aan elk der Administratiën, die hebben deelgenomen aan het vervoer van de brievenmalen.

Artikel 58.

Lijst van door tusschenkomst van andere administratiën uitgewisselde gesloten brievenmalen.

1. Zoo spoedig mogelijk en in ieder geval binnen een tijdsverloop van zes maanden na elk statistiektijdvak doen de Administratiën, die door tusschenkomst van andere Administratiën brievenmalen hebben verzonden, de lijst hiervan toekomen aan de verschillende Administratiën, van welker tusschenkomst zij hebben gebruik gemaakt.

2. Indien deze lijst transit-brievenmalen bevat, welke volgens het bepaalde bij artikel 55 hiervoren geen aanleiding geven tot het opmaken van een staat M, wordt dat toegelicht door een aanwijzing als b.v. „Sacs vides", „Dépêches se composant uniquement d'une feuille d'avis négative", „Rebuts" of „Poids ne dépasse pas 500 grammes".

3. De gesloten brievenmalen, afkomstig van verder gelegen landen, welke, ingeschreven in de rubriek VI van het advies, in de transit-brievenmalen worden doorgezonden, worden vermeld in een afzonderlijke rubriek van de lijst.

Artikel 59.

Gesloten brievenmalen, uitgewisseld met oorlogsschepen.

Op de Administratiën van de landen, waartoe oorlogsschepen behooren, rust de verplichting om staten M op te maken betreffende de brievenmalen, welke door die schepen zijn verzonden of ontvangen.

De brievenmalen, welke gedurende het tijdvak van de statistiek aan het adres van oorlogsschepen worden verzonden, moeten zijn voorzien van etiketten met den datum van afzending.

Wanneer deze brievenmalen worden nagezonden, geeft de Administratie, welke nazendt, hiervan kennis aan de Administratie van het land, waartoe het schip behoort.

Artikel 60.

Transitnota.

Wanneer de te volgen verzendingsweg en de te bezigen vervoerdiensten voor de gedurende het tijdvak van de statistiek te verzenden brievenmalen onbekend of onzeker zijn, moet de Administratie van oorsprong op verzoek van die van bestemming voor elke brievenmaal een nota opmaken, gelijk aan het hierbijgevoegde model T. Deze nota moet achtereenvolgens, onverwijld, worden doorgezonden aan de verschillende diensten, die aan het vervoer van de brievenmalen deelnemen; deze diensten vermelden er achtereenvolgens de op den doorvoer betrekking hebbende inlichtingen op. Het laatste kantoor van doorvoer moet de nota T aan het kantoor van bestemming doen toekomen. De nota wordt door de Admi-

nistratie van bestemming aan die van oorsprong teruggezonden als bijlage van den staat M.

Artikel 61.

Statistiek van de stuksgewijs uitgewisselde stukken.

1. De gewone en aangeteekende stukken, alsmede de brieven en doosjes met aangegeven waarde afkomstig uit het land zelf of uit verder gelegen landen, welke gedurende een statistiektijdvak stuksgewijs worden uitgewisseld, worden door het uitwisselingskantoor, dat ze verzendt, op het advies (in de Fransche taal) ingeschreven in den navolgenden vorm:

Stuksgewijs uitgeleverde stukken.	Aantal.
Brieven.	
Briefkaarten	
Overige stukken	

De stukken, welke volgens het bepaalde bij artikel 72 van het Verdrag van alle kosten wegens transit zijn vrijgesteld, worden niet in deze cijfers begrepen.

Om het verifieeren te vergemakkelijken moet het uitwisselingskantoor van afzending de gewone stukken, die op het advies zijn ingeschreven, opnemen in afzonderlijke bundels, voorzien van de aanduiding „Correspondances à découvert". Zoo noodig moeten de brieven, de briefkaarten en de overige stukken afzonderlijk worden afgebundeld.

2. Bij gebreke van stuksgewijs uit te wisselen stukken vermeldt het kantoor van afzending in het hoofd van het advies: „Pas de correspondances à découvert".

3. De inschrijvingen op de adviezen worden door het uitwisselingskantoor van bestemming onderzocht. Indien dit kantoor, voor een soort stukken, verschillen van meer dan vijf stuks opmerkt, verbetert het de bedoelde inschrijvingen en meldt het de vergissing onmiddellijk door middel van een bericht van bevinding aan het kantoor van afzending. Indien het bevonden verschil binnen de genoemde grens blijft, wor-

den de inschrijvingen van het kantoor van afzending als geldig aangemerkt.

4. Na afloop van de statistische opnamen maakt het uitwisselingskantoor van bestemming staten (het hierbijgevoegd model O) in enkelvoud op en zendt deze onverwijld aan het Hoofdbestuur, waaronder het behoort.

Artikel 62.

Statistiek van de in opslag genomen brievenmalen.

Voor de brievenmalen, waarvoor wegens het in opslag nemen in een havenplaats volgens het bepaalde bij artikel 71 van het Verdrag aan de daarmede belaste Administratie een vergoeding is verschuldigd, maakt deze Administratie, voor elk land van oorsprong afzonderlijk, een dagstaat op gelijk aan het hierbijgevoegde model P*bis*. Deze bevat de aanwijzingen betreffende de brievenmalen, welke van het betrokken land gedurende het tijdvak van 28 dagen van de statistiek der transitkosten zijn ontvangen, waarbij de data van afzending en doorzending van de bedoelde brievenmalen buiten beschouwing blijven.

De op de dagstaten vermelde gegevens worden voor elk land van oorsprong verzameld op een staat, gelijk aan het hierbij gevoegde model P*ter*, welke, vergezeld van de daarbij behoorende staten model P*bis*, wordt gezonden aan het Hoofdbestuur van het bedoelde land.

De verzamelstaat P*ter* wordt, na te zijn goedgekeurd door de Administratie van het land van afzending, met de staten model P*bis* toegezonden aan het Hoofdbestuur van de Administratie, waaronder de opslagplaats behoort.

Artikel 63.

Buitengewone diensten.

Behalve het vervoer met luchtdiensten wordt uitsluitend beschouwd als een buitengewone dienst, welke aanleiding geeft tot bijzondere transitkosten, de dienst, die voor het bespoedigd vervoer over land van de zoogenaamde Indische Mail wordt onderhouden.

HOOFDSTUK II.

Comptabiliteit. Afsluiting van de rekeningen.

Artikel 64.

Rekening van de transitkosten.

1. De gewichten van de gesloten brievenmalen, de aantallen stuksgewijs uitgewisselde stukken en, in voorkomende gevallen, de aantallen in een havenplaats in opslag genomen zakken worden vermenigvuldigd met 13 en de aldus verkregen producten dienen tot grondslag van bijzondere rekeningen, welke in franken en centiemen de jaarlijksche transitkosten aangeven, die aan elke Administratie toekomen.

De zorg voor het opmaken van deze rekeningen rust op de Administratie, die te vorderen heeft; deze doet ze toekomen aan de Administratie, die moet betalen.

Voor het geval, dat het vermenigvuldigingscijfer 13 niet in overeenstemming is met de periodieke uitvoering van den dienst of indien gedurende het tijdvak der statistiek buitengewone verzendingen hebben plaats gevonden, wordt door de betrokken Administratiën in gemeen overleg een ander vermenigvuldigingscijfer vastgesteld, hetwelk geldt voor de jaren, waarvoor de statistiek van kracht is.

2. Ten einde rekening te houden met het gewicht van de zakken en de verpakking, alsmede met de soorten van stukken, die overeenkomstig het bepaalde bij artikel 72 van het Verdrag zijn vrijgesteld van alle kosten wegens transit, wordt van het totaalbedrag van de rekening der gesloten brievenmalen tien percent afgetrokken.

3. De bijzondere rekeningen worden uit de gegevens van de staten M, O en P*bis* in tweevoud opgemaakt op formulieren N, P en P*ter*. Zij worden zoodra mogelijk en uiterlijk binnen een tijdsverloop van 12 maanden na het einde van het statistiektijdvak toegezonden aan de Administratie van afzending.

4. Indien de Administratie, welke de bijzondere rekening heeft toegezonden, binnen een tijdsverloop van 6 maanden na de verzending geenerlei opmerking tot verbetering heeft ontvangen, wordt de rekening beschouwd als rechtens te zijn aangenomen.

Artikel 65.

Algemeene jaarlijksche afrekening. Tusschenkomst van het Internationaal Bureel.

1. Tenzij daaromtrent tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, wordt de algemeene afrekening wegens de transit- en de opslagkosten jaarlijks opgemaakt door het Internationaal Bureel.

2. Zoodra de bijzondere rekeningen tusschen twee Administratiën zijn goedgekeurd of worden beschouwd als rechtens te zijn aangenomen (§ 4 van het vorige artikel) zendt elk van deze Administratiën onverwijld aan het Internationaal Bureel een staat (het hierbijgevoegd model Q), aangevende de totaal-bedragen van die rekeningen. Bij de ontvangst van een staat van een Administratie, geeft het Internationaal Bureel hiervan kennis aan de andere betrokken Administratie. In geval van verschil tusschen de overeenkomstige opgaven, welke door twee Administratiën zijn verstrekt, noodigt het Internationaal Bureel deze Administratiën uit, zich met elkaar te verstaan en de ten slotte vastgestelde bedragen aan het Bureel mede te deelen.

Indien slechts een van de Administratiën den staat Q heeft verstrekt, worden de gegevens van deze Administratie als juist aangenomen, tenzij de overeenkomstige staat van de Administratie, die dezen te laat inzond, nog tijdig voor het opmaken van de eerstvolgende algemeene jaarlijksche afrekening mocht zijn ontvangen.

In het geval, bedoeld bij § 4 van het voorafgaande artikel, moeten de staten zijn voorzien van de aanwijzing ,,Aucune observation de l'Office débiteur n'est parvenue dans le délai réglementaire".

Indien twee Administratiën overeenkomen een bijzondere regeling te treffen, dragen haar staten Q de aanwijzing ,,Compte réglé à part — à titre d'information"; deze staten worden niet opgenomen in de jaarlijksche algemeene afrekening.

De bedoelde aanwijzing wordt weggelaten in het geval, bedoeld bij § 3 van artikel 75 van het Verdrag.

In laatstbedoeld geval zorgt het Internationaal Bureel voor de noodige vrijstellingen en geeft daarvan kennis aan de betrokken Administratiën.

3. Het Internationaal Bureel maakt aan het einde van elk jaar uit de staten, welke het tot op dat oogenblik heeft ontvangen en die worden beschouwd als rechtens te zijn aangenomen, een algemeene jaarlijksche afrekening op van de transitkosten. Deze afrekening wijst aan:

a) het debet en het credit van elke Administratie;

b) het door elke Administratie te betalen of te ontvangen saldo, uitmakende het verschil tusschen het debet en het credit;

c) de bedragen, verschuldigd door de Administratiën, die te betalen hebben;

d) de bedragen, te ontvangen door de Administratiën, die hebben te vorderen.

Het Internationaal Bureel verricht het noodige om het aantal betalingen, dat door de betrokken Administratiën moet worden gedaan, zooveel mogelijk te beperken.

4. De algemeene jaarlijksche afrekeningen moeten zoo spoedig mogelijk en uiterlijk vóór het einde van het eerste kwartaal van het jaar, volgende op dat, waarin de afrekeningen werden opgemaakt, door het Internationaal Bureel aan de Administratiën van de Vereeniging worden toegezonden.

Artikel 66.

Verevening van de transitkosten.

1. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt het saldo van de algemeene jaarlijksche afrekening van het Internationaal Bureel of van de bijzondere regelingen door de Administratie, die te betalen heeft, aan de Administratie, welke heeft te vorderen, uitbetaald in goud of door middel van wissels, betaalbaar op zicht, op de hoofdstad of op een handelsstad van het land, dat te vorderen heeft.

Indien de betaling geschiedt door middel van wissels, worden deze uitgedrukt in de munt van het land, dat te vorderen heeft, tot een zoodanig bedrag als op den dag van aankoop met de waarde van het in franken uitgedrukte saldo

overeenkomt. De op de betaling vallende kosten worden gedragen door de Administratie, die te betalen heeft.
Deze wissels kunnen ook op een ander land worden getrokken, mits zij dezelfde overeenkomstige waarde vertegenwoordigen en de disconto-kosten worden gedragen door de Administratie, welke heeft te betalen.
2. De betaling van het vorenvermeld saldo moet binnen den kortst mogelijken tijd plaats vinden en voor de landen in Europa uiterlijk binnen een tijdsverloop van 4 maanden en voor de overige landen binnen een tijdsverloop van 5 maanden, te rekenen van den dag van verzending van de afrekening door het Internationaal Bureel of van de uitnoodiging tot betaling, die door de Administratie, welke te vorderen heeft, wordt gezonden aan de Administratie welke te betalen heeft, wanneer het betreft een rekening, welke afzonderlijk wordt afgerekend.
Na het verstrijken van die termijnen is wegens de te betalen sommen een rente verschuldigd van zeven ten honderd per jaar, te rekenen van den dag, waarop de bedoelde termijnen zijn verstreken.

TITEL VIII.

Verschillende bepalingen.

EENIG HOOFDSTUK.

Artikel 67.

Antwoord-coupons.

1. De antwoord-coupons zijn gelijk aan het hierbijgevoegd model A en worden door de zorgen van het Internationaal Bureel gedrukt op papier, dat in watermerk is voorzien van de woorden:

40 c. Union postale universelle. 40 c.

2. Iedere Administratie is bevoegd:
a) de antwoord-coupons van een onderscheidend perforatiemerk te voorzien, dat het lezen van den tekst niet bemoeilijkt en niet van zoodanigen aard is, dat het onderzoek van deze waarden wordt belemmerd;
b) met de hand of langs werktuigelijken weg wijziging te brengen in den op de coupons aangegeven verkoopprijs.

3. Het Internationaal Bureel verstrekt de coupons tegen den kostenden prijs.
4. Tenzij daaromtrent tusschen de betrokken Administratiën anders is overeengekomen, worden de ingewisselde coupons eenmaal per jaar toegezonden aan de Administratiën, die ze hebben uitgegeven, met vermelding van haar totaal-aantal en het totaal-bedrag van de waarde.
5. Zoodra twee Administratiën ten opzichte van het aantal in haar wederzijdsche betrekkingen ingewisselde coupons tot overeenstemming zijn gekomen, wordt door elk dier twee Administratiën een staat (het hierbijgevoegd model U), welke het verschuldigde of te vorderen saldo aanwijst, opgemaakt en toegezonden aan het Internationaal Bureel. Indien twee Administratiën binnen een tijdsverloop van zes maanden niet tot overeenstemming komen, maakt de Administratie, die te vorderen heeft, haar afrekening op en zendt deze aan het Internationaal Bureel. Voor het opmaken van dezen staat wordt de waarde van de coupon berekend op 40 centiemen per stuk. Het Internationaal Bureel neemt het saldo op in een jaarlijksche afrekening.
Ingeval slechts een van de Administratiën den staat (model U) inzendt, worden de gegevens van deze Administratie als juist aangemerkt.
6. Indien in de betrekkingen tusschen twee Administratiën het jaarlijksch saldo niet meer bedraagt dan 25 franken, is de Administratie, die te betalen heeft, vrijgesteld van elke betaling en wordt de staat niet opgemaakt.
7. Ingeval twee Administratiën zijn overeengekomen een bijzondere regeling te treffen, zenden zij geen lijst aan het Internationaal Bureel.
8. De betaling van de saldo's geschiedt met inachtneming van het bepaalde bij artikel 66.

Artikel 68.

Identiteitskaarten.

1. De Administratiën wijzen de postkantoren of de takken van den postdienst aan, die de identiteitskaarten uitgeven.
2. Deze kaarten worden opgemaakt op formulieren gelijk aan het hierbij gevoegde model F. Bedoelde formulieren

worden tegen den kostenden prijs door het Internationaal Bureel verstrekt.

3. Bij de aanvraag legt de aanvrager zijn portret over en bewijst zijn identiteit. De Administratiën vaardigen de noodige voorschriften uit opdat geen kaarten worden uitgegeven dan na een zeer zorgvuldig onderzoek van de identiteit van den aanvrager.

De ambtenaar schrijft deze aanvraag in een register, vult overeenkomstig de aanwijzingen van het formulier voor de identiteitskaart daarop alle gegevens met inkt in latijnsche letters in, plakt het portret op de daarvoor aangewezen plaats van de kaart, hecht voorts, half op dit portret en half op de kaart, een postzegel ter verantwoording van het geheven recht en maakt dit zegel door een zeer duidelijken afdruk van den dagteekeningstempel onbruikbaar.

Vervolgens brengt hij opnieuw een afdruk van dezen stempel of van zijn ambtszegel aan, zoodanig, dat hij zoowel op het bovendeel van het portret als op de kaart komt, stelt daarna dezen afdruk nog op de voorzijde van de kaart, onderteekent ze en reikt haar aan den belanghebbende uit, nadat deze zijn handteekening er op heeft gesteld.

4. Indien het uiterlijk van den houder zoodanig is veranderd, dat het niet meer overeenkomt met het portret of de persoonsbeschrijving, dan moet de kaart worden vernieuwd.

5. Elk land behoudt de bevoegdheid om de identiteitskaarten voor den internationalen dienst uit te geven in overeenstemming met de regelen, welke worden toegepast op de in zijn binnenlandschen dienst in gebruik zijnde kaarten.

Artikel 69.

Uitwisseling van brievenmalen met oorlogsschepen.

1. Van de uitwisseling van gesloten brievenmalen tusschen een Postadministratie van de Vereeniging en eskaders of oorlogsschepen van dezelfde nationaliteit of tusschen eskaders of oorlogsschepen van dezelfde nationaliteit onderling, moet, zoo mogelijk vooraf, worden kennis gegeven aan de Administratiën, welke voor het vervoer haar tusschenkomst verleenen.

2. Het adres van deze brievenmalen wordt ingericht als volgt (*in de fransche taal*):

Van het kantooor te ....

Aan { het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te ....
het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te .... (Land).

of

Van het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te ....

Van het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te ....

Aan het kantoor te .... (Land)

of

Van het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te ....

Van het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te ....

Aan { het (nationaliteit) eskader van (aanwijzing van het eskader) te ....
het (nationaliteit) oorlogsschip de (naam van het schip) te .... (Land)

3. De brievenmalen, welke zijn bestemd voor of afkomstig van eskaders of oorlogsschepen, worden, tenzij op het adres een bijzondere verzendingsweg is aangegeven, verzonden langs den snelsten weg en op denzelfden voet als de tusschen postkantoren gewisselde brievenmalen.

De kapitein van een paketboot, die aan een eskader of een oorlogsschip gerichte brievenmalen vervoert, houdt ze ter beschikking van den commandant van het eskader of van het schip, waarvoor zij zijn bestemd, voor het geval deze hem onderweg aflevering van die brievenmalen zou komen vragen.

4. Als de schepen zich niet op de plaats van bestemming bevinden op het oogenblik van aankomst van de aan hen gerichte brievenmalen, worden zij op het postkantoor bewaard, in afwachting, dat zij door den geadresseerde afgehaald of naar een ander punt opgezonden worden. De opzen-

ding kan verzocht wòrden, hetzij door de Postadministratie van oorsprong, hetzij door den commandant van het eskader of het schip, waarvoor de brievenmaal bestemd is, dan wel door een Consul van dezelfde nationaliteit.

5. Brievenmalen, als de bedoelde, welke zijn voorzien van de aanwijzing ,,Aux soins du Consul de ...." worden afgegeven aan het Consulaat van het land van oorsprong. Op verzoek van den Consul kunnen zij later weder in den postdienst worden opgenomen en worden opgezonden naar de plaats van afzending of naar een nadere bestemming.

6. De voor een oorlogsschip bestemde brievenmalen worden, tot op het oogenblik van de uitreiking aan den commandant van dat schip, beschouwd als transitbrievenmalen, ook al zouden zij oorspronkelijk zijn geadresseerd aan een postkantoor of aan een Consul, wien de zorg voor de verderzending is opgedragen. Zij worden dus niet beschouwd als aan haar adres te zijn bezorgd, zoolang zij niet zijn afgeleverd aan het oorlogsschip, waarvoor zij bestemd zijn.

Artikel 70.

Formulieren ten gebruike van het publiek.

Voor de toepassing van het bepaalde bij artikel 31, § 2, van het Verdrag, worden beschouwd als formulieren ten gebruike van het publiek:

de formulieren C. (Bericht van ontvangst);

D*bis* (Internationale verrekeningspostwissel);

D*ter* en D*quater* (Douane-etiketten);

F. (Identiteitskaart); H. (Te verstrekken inlichtingen in geval van navraag naar een gewone zending); I. (Navraag naar een aangeteekende zending) en J. (Verzoek om terugzending of om wijziging van adres).

Artikel 71.

Termijn van bewaring van de dienstbescheiden.

De bescheiden betreffende den internationalen dienst moeten worden bewaard gedurende een termijn van ten minste twee jaar.

TITEL IX.

Internationaal Bureel.

EENIG HOOFDSTUK

Artikel 72.

Congressen en conferentiën.

Het Internationaal Bureel bereidt de werkzaamheden van de Congressen of Conferentiën voor. Het zorgt voor het drukken van de stukken en voor het ronddeelen van de noodige bescheiden.

De Directeur van dit Bureel woont de zittingen van de Congressen of Conferentiën bij en neemt deel aan de beraadslagingen; hij is echter niet stemgerechtigd.

Artikel 73.

Inlichtingen. Verzoeken om wijziging van de Akten.

Het Internationaal Bureel moet zich te allen tijde ter beschikking houden van de leden der Vereeniging tot het verstrekken van de inlichtingen over dienstaangelegenheden, welke zij mochten behoeven.

Het stelt een voorbereidend onderzoek in met betrekking tot aanvragen om wijziging of uitlegging van de voor de Vereeniging geldende bepalingen en geeft kennis van den uitslag van zoodanig onderzoek.

Artikel 74.

Uitgaven.

1. Het Internationaal Bureel stelt, met behulp van de te zijner beschikking gestelde gegevens, een afzonderlijk tijdschrift samen in de Duitsche, Engelsche, Spaansche en Fransche talen.

2. Het geeft een officieele verzameling uit van alle mededeelingen van algemeen belang betreffende de uitvoering van het Verdrag en van het Reglement in elk land van de Vereeniging, naar de inlichtingen, welke worden verstrekt ingevolge het bepaalde bij artikel 82 hierna. Latere wijzigingen worden in halfjaarlijksche aanvullingsbladen opgenomen. Wanneer echter, in spoedeischende gevallen, een

Administratie het uitdrukkelijk vraagt, geschiedt de bekendmaking bij een afzonderlijk rondschrijven.
Soortgelijke verzamelingen, betreffende de uitvoering van de Overeenkomsten van de Vereeniging, worden uitgegeven op verzoek van de Administratiën, die aan deze Overeenkomsten deelnemen.
3. De door het Internationaal Bureel uit te geven stukken worden aan de Administratiën van de Vereeniging rondgedeeld naar evenredigheid van het aantal eenheden, dat bij artikel 24 van het Verdrag aan elk harer is toegewezen voor de bijdragen in de kosten.
De boven het bedoelde aantal door de Administratiën aangevraagde exemplaren en bescheiden worden afzonderlijk, naar den kostenden prijs, betaald.
4. Het Internationaal Bureel is belast met de uitgave van een alphabetische naamlijst van alle postkantoren der wereld; de kantoren, welke belast zijn met nog niet algemeen ingevoerde diensten, worden in deze lijst afzonderlijk aangeduid. De naamlijst wordt bijgehouden door middel van aanvullingsbladen of op eenige andere door het Internationaal Bureel doelmatig geoordeelde wijze.
De naamlijst wordt aan de Administratiën van de Vereeniging rondgedeeld naar reden van 10 exemplaren voor iedere eenheid, die aan elk harer bij artikel 24 van het Verdrag is toegewezen voor de bijdragen in de kosten van het Internationaal Bureel. De exemplaren, die daarboven door de Administratiën worden aangevraagd, worden afzonderlijk, naar den kostenden prijs, betaald.

Artikel 75.

Jaarverslag.

Het Internationaal Bureel brengt over zijn beheer een jaarlijksch verslag uit, dat aan alle Administratiën van de Vereeniging wordt toegezonden.

Artikel 76.

Officieele taal van het Internationaal Bureel.

De officieele taal van het Internationaal Bureel is de Fransche taal.

Artikel 77.

Antwoord-coupons. Identiteitskaarten. Tabel der aequivalenten.

Het Internationaal Bureel is belast:

a) met den aanmaak en met de verstrekking van de antwoord-coupons, evenals met het verevenen van de rekeningen betreffende dezen dienst;

b) met den aanmaak en met de verstrekking van identiteitskaarten, alsmede met het opmaken en verstrekken van de tabel der aequivalenten, bedoeld bij artikel 4 hiervoren.

Artikel 78.

Vaststelling van de saldos en verevening van de rekeningen.

1. Het Internationaal Bureel is belast met het vaststellen van de saldo's en met de verevening van de afrekeningen van allerlei aard betreffende den internationalen postdienst tusschen de Administratiën, die verklaren van zijn tusschenkomst gebruik te willen maken. Deze Administratiën plegen daartoe overleg, zoowel onderling als met dit Bureel.

2. Op verzoek van de betrokken Administratiën kunnen de afrekeningen wegens den telegraafdienst ook aan het Internationaal Bureel worden opgegeven, om in de verrekening van de saldo's te worden opgenomen.

3. Elke Administratie behoudt het recht om, naar eigen keuze, voor verschillende takken van haren dienst afzonderlijke afrekeningen te doen plaats hebben en de afdoening daarvan met hare correspondenten naar goedvinden te regelen, zonder van de tusschenkomst van het Internationaal Bureel gebruik te maken. Zij bepaalt zich tot de mededeeling aan het Internationaal Bureel voor welke takken van dienst en voor welke landen zij zijn diensten verlangt.

4. De Administratiën, die gebruik maken van de tusschenkomst van het Internationaal Bureel voor het vaststellen van de saldo's en de afdoening der rekeningen kunnen hiermede ophouden, drie maanden nadat zij van het voornemen daartoe hebben kennis gegeven.

Artikel 79.

Opmaken van de rekeningen.

1. Als de afzonderlijke rekeningen behandeld en in gemeen

overleg vastgesteld zijn, doen de Administratiën, die moeten betalen aan de Administratiën, die te vorderen hebben, voor elke soort van verrichtingen een schuldbekentenis in franken en centiemen toekomen tot een bedrag, gelijkstaande met het verschil der beide afzonderlijke rekeningen, met aanduiding van het onderwerp van de vordering en het tijdvak, waarop zij betrekking heeft.

Tenzij anders is overeengekomen, moet de Administratie, die ten behoeve van haar binnenlandsche comptabiliteit algemeene rekeningen mocht verlangen, deze zelf opmaken en aan de goedkeuring van de andere betrokken Administratie onderwerpen.

De Administratiën kunnen overeenkomen om in haar onderling verkeer een ander stelsel toe te passen.

2. Elke Administratie zendt maandelijks of, als bijzondere omstandigheden zulks wenschelijk maken, driemaandelijks aan het Internationaal Bureel een staat, aangevende haar *Credit* wegens de bijzondere afrekeningen, alsmede het gezamenlijk bedrag der sommen, welke zij van elk der contracteerende Administratiën te vorderen heeft; elke op dezen staat voorkomende vordering moet zijn belegd met een schuldbekentenis van de Administratie, die te betalen heeft. Deze staat moet uiterlijk den 19den van elke maand of van de eerste maand van elk kwartaal bij het Internationaal Bureel inkomen. Gebeurt dit niet, dan worden de gegevens eerst begrepen in de afrekening van de volgende maand of van het volgend kwartaal.

3. Het Internationaal Bureel onderzoekt de juistheid van de staten door vergelijking met de schuldbekentenissen. Elke noodige verbetering wordt ter kennis van de betrokken Administratie gebracht.

Het *Debet* van elke Administratie aan een andere wordt op een verzamelstaat overgebracht; om het gezamenlijk bedrag, dat elke Administratie moet betalen, te verkrijgen, is het voldoende de verschillende kolommen van dezen verzamelstaat op te tellen.

Artikel 80.

Algemeene balans.

1. Het Internationaal Bureel maakt uit de bijzondere staten

en de verzamelstaten een algemeene balans op, aanwijzende: de verschuldigde bedragen een rente verschuldigd van zeven van elke Administratie;

b) het nadeelig of het voordeelig saldo van elke Administratie, vertegenwoordigende het verschil tusschen het *Debet* en het *Credit*;

c) de bedragen, door een deel van de leden der Vereeniging aan een Administratie te betalen of omgekeerd de door deze laatste te betalen bedragen.

Het draagt zooveel mogelijk zorg dat elke Administratie, om hare schuld te kwijten, slechts een of twee afzonderlijke betalingen heeft te doen.

Echter heeft een Administratie, die in den regel van een andere Administratie een hooger bedrag dan 50 000 frank te vorderen heeft, het recht betaling bij voorschot te eischen. Deze voorschotbetalingen worden, zoowel door de Administratie, die te vorderen heeft, als door de Administratie, die betalen moet, ingeschreven aan den voet van de bij het Internationaal Bureel in te dienen staten.

2. De schuldbekentenissen, die met de staten aan het Internationaal Bureel zijn ingezonden, worden voor elke Administratie bijeengevoegd.

Zij dienen tot grondslag voor het opmaken van de eindafrekening van elk der betrokken Administratiën. In deze eindafrekening moeten voorkomen:

a) de bedragen, voortvloeiende uit de bijzondere rekeningen wegens de verschillende verzendingen;

b) het gezamenlijk bedrag van de sommen, voortvloeiende uit alle bijzondere rekeningen met elk van de betrokken Administratiën;

c) de totalen van de sommen, aan alle Administratiën, die te vorderen hebben, wegens elken tak van dienst verschuldigd, alsmede het gezamenlijk bedrag van die totalen.

Dit gezamenlijk bedrag moet gelijk zijn aan het totaal van het Debet, dat op den verzamelstaat voorkomt.

Aan den voet van de eind-afrekening wordt het verschil vastgesteld tusschen het *Debet* en het *Credit* volgens de staten, welke door de Administratiën aan het Internationaal Bureel

zijn gezonden. Het zuivere bedrag van het *Debet* of het *Credit* moet gelijk zijn aan het nadeelig of voordeelig saldo, voorkomende op de algemeene balans. Bovendien geeft de eindafrekening de Administratiën aan, aan wie de betaling door de Administratie, die in schuld is, moet geschieden. De eind-afrekeningen moeten door het Internationaal Bureel uiterlijk den 22sten van elke maand aan de betrokken Administratiën worden toegezonden.

Artikel 81.

Betaling.

De betaling van de wegens een eind-afrekening door een Administratie aan een andere verschuldigde bedragen moet zoo spoedig mogelijk geschieden en uiterlijk veertien dagen na de ontvangst van de eind-afrekening door de Administratie, die te betalen heeft. Voor de overige voorwaarden van betaling zijn de bepalingen van § 1 van artikel 66 van toepassing. Het bepaalde bij § 2 van genoemd artikel geldt bij niet-betaling van het saldo binnen den vastgestelden termijn. De nadeelige of voordeelige saldo's, welke het bedrag van 500 frank niet te boven gaan, kunnen op de eind-afrekening van de volgende maand worden overgebracht, echter alleen, als de betrokken Administratiën maandelijks met het Internationaal Bureel in verbinding staan. Deze overbrenging wordt vermeld op de verzamelstaten en in de eind-afrekeningen voor de Administratiën, welke te ontvangen hebben en voor die, welke moeten betalen. De Administratie, die te betalen heeft, zendt, in voorkomende gevallen, aan de Administratie, die te vorderen heeft, een schuldbekentenis tot het verschuldigde bedrag ter opneming in den eerstvolgenden staat.

Artikel 82.

Mededeelingen aan het Internationaal Bureel.

1. De Administratiën moeten elkander door tusschenkomst van het Internationaal Bureel bepaaldelijk doen toekomen:

a) de opgave van de verhoogde porten, die zij als kosten van vervoer met buitengewone middelen heffen krachtens de artikelen 38 en 73 van het Verdrag, alsmede de lijst van

de landen, ten opzichte waarvan deze verhoogde porten van toepassing zijn en, eventueel, de aanwijzing van de diensten, die tot de heffing ervan aanleiding geven;

b) een verzameling van haar postzegels en model-afdrukken van haar frankeermachines, in drievoud, met vermelding van den dag, te rekenen waarvan de postzegels der vroegere uitgiften mochten ophouden geldig te zijn;

c) de mededeeling van haar beslissing met betrekking tot de bevoegdheid om sommige algemeene bepalingen van het Verdrag en van het Reglement al of niet toe te passen;

d) de mededeeling van de verlaagde tarieven, welke zij krachtens artikel 5 van het Verdrag hebben ingevoerd, en de opgaaf van het verkeer, waarop die tarieven van toepassing zijn;

e) de lijst van de postkantoren, die zij beheeren in landen, welke niet tot de Vereeniging behooren;

f) de lijst van de voorwerpen, waarvan de in- of de doorvoer verboden is en van die, waarvan het vervoer in haar respectievelijke diensten voorwaardelijk is toegelaten;

g) de lijst van alle paketvaartlijnen, welke van haar havens uitgaan en voor het vervoer van brievenmalen gebruikt worden, met aanwijzing van de vaartroute, van de afstanden en den duur van de vaart tusschen de havens, die worden aangedaan, van de dienstregeling en van de landen aan welke, indien van de paketbooten gebruik wordt gemaakt, de kosten wegens zeetransit moeten worden betaald;

h) de mededeeling van haar telegramadressen;

i) de mededeeling, dat zij in de tegen het tarief der brieven gefrankeerde zendingen aan douanerechten onderworpen goederen toelaten.

2. Van elke wijziging, welke ten opzichte van een of ander der bovengenoemde punten intreedt, moet onverwijld kennis worden gegeven.

3. De Administratiën moeten aan het Internationaal Bureel twee exemplaren verstrekken van de bescheiden, die zij uitgeven, zoowel die betreffende den binnenlandschen dienst als die, welke op den internationalen dienst betrekking hebben.

Artikel 83.

Lijst van de niet tot de Vereeniging behoorende landen.

De Administratiën van de Vereeniging, welke betrekkingen onderhouden met buiten de Vereeniging staande landen, verschaffen aan de andere Administratiën een opgaaf van die landen. Deze opgaaf omvat de navolgende gegevens:
a) kosten wegens zeetransit of landtransit, van toepassing op het vervoer buiten de grenzen van de Vereeniging;
b) opgave van de stukken, welke ter verzending zijn toegelaten;
c) verplichte of vrijwillige frankeering;
d) voor elke soort van stukken, de grens van de geldigheid der frankeering (tot de plaats van bestemming, tot de haven van ontscheping, enz.);
e) de mate van de geldelijke aansprakelijkheid voor aangeteekende stukken;
f) al of niet toelaten van berichten van ontvangst;
g) het tarief van frankeering, dat in het land buiten de Vereeniging van kracht is met betrekking tot de landen der Vereeniging.

Artikel 84.

Algemeene statistiek.

1. Het Internationaal Bureel maakt voor elk jaar een algemeene statistiek op.
Te dien einde doen de Administratiën aan het Bureel een zoo volledig mogelijke verzameling van statistische gegevens toekomen in den vorm van tabellen, gelijk aan de hierbijgevoegde modellen R en S. De tabel R wordt toegezonden aan het einde van de maand Juli van elk jaar, maar de opgaven, vervat in de gedeelten I, II en IV van die tabel, worden slechts éénmaal in de drie jaar verstrekt; de tabel S wordt eveneens eenmaal in de drie jaar, op hetzelfde tijdstip, ingezonden. De verstrekte opgaven hebben steeds betrekking op het voorafgaande jaar.
2. Van diensthandelingen, welke in registers worden aangeteekend, worden volgens die aanteekeningen periodieke staten bijgehouden.
3. Voor zooveel de overige handelingen betreft, wordt elk

jaar een telling gehouden van de gezamenlijke stukken van allerlei aard, zonder dat onderscheid wordt gemaakt tusschen brieven, briefkaarten, gedrukte stukken, akten en monsters van koopwaren, en ten minste om de drie jaar een telling van de stukken, gesplitst naar de verschillende soorten.

4. Voor de dagelijks voorkomende verzendingen vinden de statistische opnamen plaats gedurende een week en voor de niet dagelijks voorkomende verzendingen gedurende vier weken. Elke Administratie is bevoegd om deze statistieken te houden gedurende de tijdvakken, waarin haar postverkeer het meest den gemiddelden omvang daarvan nadert.

5. In den tijd, welke verloopt tusschen de bijzondere statistische opnamen, vindt de vaststelling van het aantal stukken, voor de verschillende soorten afzonderlijk, plaats volgens verhoudingscijfers, ontleend aan de voorafgaande bijzondere statistiek.

6. Het Internationaal Bureel laat de statistiek-formulieren, die door elke Administratie zijn in te vullen, drukken en deelt deze rond. Het verstrekt aan de Administratiën, die dit verzoeken, alle noodige aanwijzingen nopens de te volgen regelen, ten einde de eenheid in de statistische opnamen te verzekeren.

Artikel 85.

Uitgaven van het Internationaal Bureel.

1. De gewone uitgaven van het Internationaal Bureel mogen, per jaar, de som van 300 000 Zwitsersche franken niet te boven gaan.

2. De Zwitsersche Postadministratie houdt toezicht op de uitgaven van het Internationaal Bureel, doet de noodige voorschotten en stelt de jaarlijksche rekening vast; deze wordt aan de andere Administratiën medegedeeld.

3. De bedragen, die door de Zwitsersche Postadministratie overeenkomstig § 2 van dit artikel zijn voorgeschoten, moeten door de Administratiën, ten laste van welke zij komen, zoo spoedig mogelijk en uiterlijk vóór den 31sten December van het jaar, waarin de rekening is toegezonden, worden terugbetaald. Na afloop van dit tijdvak en te rekenen van den dag, waarop bedoeld tijdvak is verstreken, is wegens

de verschuldigde bedragen een rente verschuldigd van zeven ten honderd per jaar ten voordeele van de Zwitsersche Postadministratie.

4. Voor de verdeeling van de kosten worden de landen van de Vereeniging als volgt gerangschikt:

1ste klasse: de Unie van Zuid-Afrika, Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, de Argentijnsche Republiek, de Australische Bond (Gemeenebest Australië), Canada, China, Frankrijk, Groot-Britannië, Britsch-Indië, de Vrije Staat Ierland, Italië, Japan, Nieuw-Zeeland, Turkije, de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets;

2de klasse: Spanje, Mexico;

3de klasse: België, Brazilië, Egypte, Griekenland, Hongarije, Nederland, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Zweden, Zwitserland, Tsjechoslowakije, Algerië, de Fransche koloniën en protectoraten in Indo-China, de gezamenlijke overige Fransche koloniën, de gezamenlijke eilanden in het bezit van de Vereenigde Staten van Amerika behalve de Philippijnen, Nederlandsch-Indië;

4de klasse: Chosen, Denemarken, Finland, Noorwegen, Portugal, de Portugeesche koloniën in Afrika, de Portugeesche koloniën in Azië en Oceanië;

5de klasse: Bulgarije, Chili, Columbia, Estland, Letland, Marokko (met uitzondering van de Spaansche Zone), Marokko (Spaansche Zone), Peru, Tunis;

6de klasse: Albanië, Bolivia, Costa-Rica, Cuba, de Vrije Stad Danzig, de Dominicaansche Republiek, Ecuador, Ethiopië, Guatemala, Haïti, de Republiek Honduras, Litauen, Luxemburg, de Republiek Nicaragua, de Republiek Panama, Paraguay, Perzië, de Republiek Salvador, het Saargebied, het Koninkrijk Siam, Uruguay, Venezuela, de Nederlandsche koloniën in Amerika;

7de klasse: Oostenrijk, de kolonie Belgisch Congo, de Spaansche vestigingen aan de Golf van Guinea, IJsland, de gezamenlijke Italiaansche koloniën, de gezamenlijke Japansche Onderhoorigheden andere dan Chosen, Liberia, de Philippijnen, de Republiek San-Marino.

Slotbepalingen.

Artikel 86.

In werking treden en duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop het Algemeen postverdrag in werking treedt. Het zal voor denzelfden tijd als dat Verdrag gelden, tenzij het door de belanghebbende partijen, in gemeen overleg, mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

IV.

SLOT-PROTOCOL VAN HET REGLEMENT

Overgaande tot de onderteekening van het Reglement van uitvoering van het Verdrag, door het Wereld-Postcongres van Stockholm vastgesteld, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Afzonderlijke transitstatistiek voor de Turksche Republiek.

De Turksche Administratie heeft de bevoegdheid gedurende de maanden October/November van het jaar 1925 een afzonderlijke statistiek te doen opmaken voor de brievenmalen van en voor Perzië en de Landen gelegen ten zuiden van Aziatisch Turkije. Zij zal tot grondslag dienen voor de afrekeningen wegens transitkosten gedurende het geheele tijdvak, bedoeld bij het Verdrag en het Reglement.

II.

Afzonderlijke transitstatistiek voor de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets.

Het staat aan de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets vrij in October/November van het jaar 1925 een afzonderlijke statistiek te doen opmaken van de stukken, die in doorvoer langs den Transsiberischen Spoorweg worden verzonden. Deze statistiek zal tot grondslag voor de afrekeningen wegens transitkosten dienen gedurende het tijdvak van 1924—1928.

III.

Betaling van de saldo's wegens transitkosten.

1. In geval van betaling van het saldo, bedoeld bij artikel 66, door middel van wissels, worden deze uitgedrukt in de munt van een land, waar de bankbiljetten op zicht tegen goud inwisselbaar zijn en waar de invoer en de uitvoer van goud vrij zijn. Indien de munten van verscheidene landen aan deze voorwaarden voldoen, wijst het land, dat te vorderen heeft, de munt aan, die het geschikt acht. De herleiding geschiedt volgens de pariteit van de gouden munten.

2. De wissels kunnen ook worden uitgedrukt in de munt van het land, dat te vorderen heeft, indien de twee landen zulks zijn overeengekomen. In dat geval wordt het saldo volgens de pariteit van de gouden munten herleid in de munt van een land, waar de bankbiljetten op zicht tegen goud inwisselbaar zijn en waar de invoer en de uitvoer vrij zijn. Het verkregen bedrag wordt vervolgens herleid in de munt van het land, dat te betalen heeft en van deze munt in die van het land, dat te vorderen heeft, naar den beurskoers van de hoofdstad of van een handelsstad van het land, dat te betalen heeft, op den dag van afgifte van de order tot aankoop van den wissel.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande Gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan waren opgenomen in den tekst van het Reglement zelf, waarop het betrekking heeft, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk worden bewaard in de archieven van de Zweedsche Regeering en in afschrift worden uitgereikt aan elk der partijen.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

V.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE BRIEVEN EN DE DOOSJES MET AANGEGEVEN WAARDE, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, DEN VRIJSTAAT IERLAND, IJSLAND, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, NIEUW-ZEELAND, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden van de hierboven vermelde Landen, gelet op artikel 3 van het Verdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Doel van de overeenkomst.

Er kunnen, onder den naam van brieven of doosjes met aangegeven waarde, tusschen de contracteerende landen worden uitgewisseld brieven met geldswaardig papier en stukken van waarde, zoomede doosjes met juweelen en kostbaarheden, onder verzekering van den inhoud tot het bedrag der aangegeven waarde.

In het verkeer tusschen de landen, die daaromtrent zijn overeengekomen, mogen brieven met aangegeven waarde ook voorwerpen bevatten, welke aan douanerechten zijn onderworpen.

De deelneming aan de uitwisseling van doosjes met aangegeven waarde is beperkt tot diegene der toegetreden landen, welker Administratiën zijn overeengekomen dien dienst in hun onderling verkeer in te voeren.

Artikel 2.

Maximum-bedrag der aangegeven waarde.

De verschillende Administratiën hebben de bevoegdheid in haar onderlinge betrekkingen voor de aangegeven waarde een maximum te bepalen, dat in geen geval minder mag bedragen dan 10 000 franken voor elke zending.

Artikel 3.

Porten en rechten.

Het port en recht voor de brieven en doosjes met aangegeven waarde moet bij vooruitbetaling worden voldaan.

Dit port en recht is samengesteld als volgt:

a) voor de brieven, uit het port en het vaste recht verschuldigd voor een aangeteekenden brief van hetzelfde gewicht en voor dezelfde bestemming;

b) voor doosjes, uit een port van 20 centiemen voor elke 50 gram, met een minimum van 1 frank, en bovendien het vaste aanteekenrecht;

c) voor de brieven en doosjes, uit een verzekeringsrecht, dat, onverschillig voor welk land de zending bestemd is,

50 centiemen voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken der aangegeven waarde niet mag te boven gaan, zelfs in de landen, die bereid zijn in geval van overmacht verantwoordelijkheid te aanvaarden.

Artikel 4.

Algemeene voorwaarden.

1. De brieven en doosjes met aangegeven waarde mogen geen brief, schrifturen of document bevatten, gericht aan andere personen dan den geadresseerde van de zending of personen, welke met hem samenwonen.

2. De doosjes met aangegeven waarde mogen het gewicht van 1 kilogram niet te boven gaan en geen grootere afmetingen hebben dan 30 centimeter in lengte, 10 centimeter in breedte en 10 centimeter in hoogte.

Artikel 5.

Ontvangbewijs.

De afzender van een zending met aangegeven waarde ontvangt daarvoor, bij de terpostbezorging, kosteloos een ontvangbewijs.

Artikel 6.

Recht wegens bestelling en wegens inklaring en vrijmaking. Recht voor poste-restante zendingen.

Het land van bestemming mag voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking van doosjes met aangegeven waarde een recht van ten hoogste 50 centiemen per zending heffen. Indien het ingevolge zijn wetgeving bevoegd is brieven met aangegeven waarde, welke aan douanerechten onderworpen voorwerpen bevatten, uit te reiken, mag het voor het inklaren en vrijmaken van die brieven een recht van ten hoogste 50 centiemen per zending heffen.

Het is eveneens bevoegd voor zendingen met aangegeven waarde, welke poste-restante zijn geadresseerd een bijzonder recht te heffen in overeenstemming met zijn bepalingen.

Artikel 7.

Douanerechten en andere niet vanwege de posterijen geheven rechten. Commissie-recht.

1. De doosjes met aangegeven waarde zijn onderworpen aan de wetgeving van het land van oorsprong of van het land

van bestemming, voor zooveel betreft, bij den uitvoer: de teruggaaf van waarborgrechten, en bij den invoer: de uitoefening van de diensten van toezicht op den waarborg en der douane.

2. De fiscale rechten en keurloonen, bij den invoer verschuldigd, worden van de geadresseerden ingevorderd bij de uitreiking. Indien een doosje met aangegeven waarde, ten gevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, weigering of om eenige andere reden wordt nagezonden naar een ander land, dat aan den dienst deelneemt, dan wel wordt teruggezonden naar het land van oorsprong, worden de hierbedoelde kosten, voor zooveel zij bij den wederuitvoer niet terugbetaald worden, van den geadresseerde of van den afzender ingevorderd.

3. In het verkeer tusschen Administratiën, die zich daaromtrent hebben verstaan, kunnen de afzenders van doosjes met aangegeven waarde de douanerechten en andere niet vanwege de posterijen geheven wordende rechten, waaraan de zending in het land van bestemming mocht zijn onderworpen, voor hunne rekening nemen, mits zij hiertoe vooraf ten kantore van terpostbezorging den wensch te kennen geven. In dat geval moeten zij de verplichting op zich nemen de bedragen, welke door het kantoor van bestemming mochten worden gevorderd, te betalen.

De Administratie, die rechten voorschiet voor rekening van den afzender, is bevoegd uit dien hoofde een commissierecht te heffen, dat 25 centiemen per doosje niet te boven mag gaan. Dit recht is onafhankelijk van dat wegens inklaring en vrijmaking, bedoeld in het vorige artikel.

Artikel 8.

Expresse-bestelling.

De afzender van een zending kan verlangen, dat de uitreiking ten huize van den geadresseerde geschiedt dadelijk na aankomst door een bijzonderen bode op de voorwaarden vastgesteld bij artikel 40 van het Verdrag.

De Administratie van bestemming is echter bevoegd, in plaats van de zending zelve, een bericht van aankomst van

de zending per expresse te doen uitreiken, indien hare bepalingen zulks medebrengen.

Artikel 9.

Aangifte van de waarde.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud der zending niet te boven gaan, maar het is geoorloofd slechts een gedeelte van die waarde aan te geven. Het bedrag der aangegeven waarde van stukken, die een waarde vertegenwoordigen afhankelijk van de aan den aanmaak verbonden kosten, mag niet meer bedragen dan de eventueele vervangingskosten in geval van verlies.

Valsche aangifte van waarde hooger dan de werkelijke waarde van den inhoud van de zending heeft gerechtelijke vervolging, welke de wetgeving van het land van oorsprong mocht medebrengen, tot gevolg.

Artikel 10.

Verbodsbepalingen.

1. Het is verboden in brieven met aangegeven waarde in te sluiten:

a. de voorwerpen, vermeld in artikel 41, § 1, van het Verdrag, onder de letters *a*, *b*, *e*, *f* en *g*;

b) levende dieren;

c) gemunt geld;

d) voorwerpen, welke aan douanerechten zijn onderworpen, met uitzondering van geldswaardig papier en behoudens het bepaalde bij artikel 1;

e) goud of zilver, al of niet bewerkt, edelgesteenten, juweelen en andere kostbaarheden.

2. Het is verboden in doosjes met aangegeven waarde in te sluiten:

a) de voorwerpen, vermeld in artikel 41, § 1, van het Verdrag onder de letters *a*, *b*, *f*, *g* en in de voorgaande paragraaf, letter *b*;

b) brieven of schrifturen, welke het karakter hebben van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard; echter is het geoorloofd de open factuur, alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, alsook

een afschrift van het adres van het doosje met vermelding van het adres van den afzender, in de zending te sluiten;

c) gangbare munten;

d) bankbiljetten of eenigerlei andere waarde aan toonder, titels en stukken, behoorende tot de categorie akten;

e) opium, morfine, cocaïne en andere bedwelmende middelen. Dit verbod is echter niet van toepassing op zoodanige zendingen, welke voor medische doeleinden worden verzonden, voor de landen, die ze op deze voorwaarde toelaten.

3. De bepalingen, vervat in de 2de alinea van het vorige artikel, zijn van toepassing, indien brieven of doosjes met aangegeven waarde voorwerpen bevatten, waarvan de insluiting verboden is.

4. De bepalingen van artikel 41, § 2, van het Verdrag zijn van toepassing op de voorwerpen, welke ten onrechte ter verzending zijn toegelaten en vallen onder de verbodsbepalingen, vervat in hetzelfde artikel onder de letters *a), b), e), f)* en onder letter *b)* van § 1 hiervoren.

De andere voorwerpen moeten naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Administratie van het land van bestemming volgens hare wetgeving de bevoegdheid mocht hebben ze aan den geadresseerde uit te reiken.

Ingeval zendingen, welke ten onrechte ter verzending zijn toegelaten, niet worden teruggezonden, noch aan den geadresseerde worden uitgereikt, moet de Administratie van afzending nauwkeurig worden ingelicht omtrent hetgeen met die zendingen is geschied.

Artikel 11.

Vrijstelling van port en recht.

1. De brieven met aangegeven waarde betreffende den postdienst, welke tusschen de Postadministratiën onderling dan wel tusschen die Administratiën en het Internationaal Bureel worden gewisseld, zijn vrijgesteld van alle heffingen vanwege de posterijen.

2. Hetzelfde geldt voor de brieven en doosjes met aangegeven waarde, niet bezwaard met verrekening, verzonden of

ontvangen door krijgsgevangenen en door de inlichtingsbureelen, vermeld in artikel 43, § 2, van het Verdrag.

Artikel 12.

Terugvordering. Adreswijziging.

De afzender van een zending met aangegeven waarde kan deze terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen ten behoeve van nadere verzending, hetzij binnen het land van oorspronkelijke bestemming, hetzij naar een der contracteerende landen, op de voorwaarden, vastgesteld bij artikel 45 van het Verdrag.

Artikel 13.

Berichten van ontvangst.

De afzender kan een bericht van ontvangst verkrijgen op de voorwaarden, vastgesteld bij artikel 49 van het Verdrag.

Artikel 14.

Nazending. Onbestelbaarheid.

De bepalingen van artikel 46 van het Verdrag zijn van toepassing op zendingen met aangegeven waarde, welke worden nagezonden of onbestelbaar zijn.

Artikel 15.

Navragen.

Met betrekking tot de navragen naar brieven en doosjes met aangegeven waarde, handelen de Administratiën overeenkomstig de bepalingen van artikel 47 van het Verdrag.

HOOFDSTUK II.

Verantwoordelijkheid.

Artikel 16.

Omvang van de verantwoordelijkheid.

1. Uitgezonderd in de gevallen, bedoeld in het volgende artikel, zijn de Administratiën verantwoordelijk voor het verlies, de berooving of de beschadiging van zendingen met aangegeven waarde.

Verantwoordelijkheid wordt gedragen zoowel voor zendingen,

welke stuksgewijze, als voor die, welke in gesloten brievenmalen worden uitgewisseld.

De afzender heeft recht op een schadevergoeding overeenkomende met het werkelijke bedrag van het verlies, de berooving of de beschadiging, met dien verstande, dat de schadevergoeding in geen geval het bedrag der aangegeven waarde kan te boven gaan.

De schadevergoeding wordt aan den geadresseerde uitbetaald, indien deze het verzoek daartoe doet, nadat hij een beroofde of beschadigde zending onder voorbehoud in ontvangst heeft genomen of wel aantoont, dat de afzender afstand heeft gedaan van zijn rechten ten behoeve van den geadresseerde.

2. Indirecte schade of niet behaalde winsten blijven buiten beschouwing.

3. In geval van verlies der zending of van algeheele vernietiging van den inhoud en indien betaling van de schadevergoeding aan den afzender plaats vindt, heeft deze bovendien recht op terugbetaling van de kosten van verzending.

Indien een navraag het gevolg is van een dienstfeil, worden de navraagkosten eveneens terugbetaald.

4. Het verzekeringsrecht wordt in alle gevallen door de Administratiën behouden.

Artikel 17.

Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.

De Administratiën zijn ontheven van elke verantwoordelijkheid:

a) in geval van overmacht; de verantwoordelijkheid blijft echter bestaan ten aanzien van de Administratie van afzending, die op zich heeft genomen schadevergoeding te verleenen in geval van overmacht (art. 3, letter *c*);

b) indien zij geen rekenschap kunnen geven van de zendingen wegens vernietiging van de dienstbescheiden als gevolg van overmacht;

c) indien de schade is veroorzaakt door schuld of nalatigheid van den afzender of voortkomt uit den aard van het voorwerp;

d) voor zooveel betreft zendingen, waarvan de inhoud valt onder een der verbodsbepalingen, bedoeld in artikel 10;

e) voor zooveel betreft zendingen, waarvan de waarde valschelijk hooger is aangegeven dan de werkelijke waarde van den inhoud;

f) voor zooveel betreft zendingen, waaromtrent geen navraag is ingediend binnen den termijn van een jaar, bedoeld in artikel 47 van het Verdrag;

g) met betrekking tot het zeevervoer, indien de Administratiën der toegetreden landen hebben te kennen gegeven, dat zij niet in staat zijn de verantwoordelijkheid te aanvaarden voor de waarden aan boord van de schepen, waarvan zij gebruik maken.

Artikel 18.

Ophouden van de verantwoordelijkheid.

De verantwoordelijkheid der Administratiën houdt op voor zendingen met aangegeven waarde, waarvan de uitreiking heeft plaats gevonden in overeenstemming met haar binnenlandsche bepalingen en welke de rechthebbenden in ontvangst hebben genomen zonder het voorbehoud te maken, bedoeld in artikel 16 hiervoren.

De verantwoordelijkheid blijft echter bestaan, indien de geadresseerde, niettegenstaande de regelmatige uitreiking, onmiddellijk een klacht indient.

Artikel 19.

Betaling van de schadevergoeding. Betalingstermijn.

Met betrekking tot de betaling van de schadevergoeding en den betalingstermijn, zijn op den dienst der zendingen met aangegeven waarde de bepalingen van de artikelen 53 en 54 van het Verdrag van toepassing.

Artikel 20.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

1. De verantwoordelijkheid rust op de Administratie, die het stuk, zonder aanmerking te maken, in ontvangst heeft genomen en, na in het bezit te zijn gesteld van alle voorgeschreven middelen van onderzoek, noch de uitreiking aan den geadresseerde, noch, indien het te pas komt, de regel-

matige doorzending aan de volgende Administratie kan bewijzen.

Zoolang het bewijs van het tegendeel niet is geleverd, is de Administratie, die een brief of een doosje met aangegeven waarde aan een andere Administratie heeft uitgeleverd, van alle verantwoordelijkheid ten opzichte van deze waarden ontheven, wanneer het kantoor van uitwisseling, waaraan de brief of het doosje is uitgeleverd, niet met de eerstvolgende post na het onderzoek aan de afzendende Administratie een proces-verbaal heeft doen toekomen, wegens het ontbreken of de schending, hetzij van het geheele pakket inhoudende zendingen met aangegeven waarde, hetzij van den brief of van het doosje zelf.

2. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad tijdens het vervoer zonder dat het mogelijk is te bepalen op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, dan wordt de schade door de betrokken Administratiën in gelijke deelen gedragen. Is echter de berooving of de beschadiging vastgesteld in het land van bestemming, dan rust op de Administratie van dit land de verplichting om te bewijzen, dat nòch de verpakking, nòch de sluiting van het stuk eenige zichtbare onregelmatigheid vertoonde en dat het gewicht niet afweek van dat, hetwelk bij de terpostbezorging werd vastgesteld.

3. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad op het grondgebied of in den dienst van een Administratie van doorzending, welke niet is toegetreden tot deze Overeenkomst, wordt de schade door de andere Administratiën in gelijke deelen gedragen. In dit geval moet de afzender op authentieke wijze het bewijs leveren, dat de inhoud der zending volledig, ongeschonden en zorgvuldig verpakt was.

Hetzelfde geldt in geval van vervoer over zee, indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gevonden in den dienst van een toegetreden Administratie, die geen verantwoordelijkheid aanvaardt (artikel 17, letter *g*).

4. Door de betaling van de schadevergoeding en tot het bedrag daarvan, treedt de verantwoordelijke Administratie

in de rechten van dengene, die de schadevergoeding heeft ontvangen, voor elk mogelijk verhaal, hetzij op den geadresseerde, hetzij op den afzender of op derden.
Indien echter later een zending, welke als verloren was beschouwd, geheel of gedeeltelijk wordt teruggevonden, moet degene, aan wien de schadevergoeding is uitbetaald, worden ingelicht, dat hij het gevondene kan in ontvangst nemen tegen terugbetaling van het bedrag der uitbetaalde schadevergoeding.

Artikel 21.

Beperking van de verantwoordelijkheid.

1. Elke Administratie is in alle gevallen tegenover de andere Administratiën slechts verantwoordelijk tot het maximum-bedrag, dat zij voor de aangegeven waarde heeft aangenomen.

2. Wanneer een brief of een doosje met aangegeven waarde is verloren geraakt, beroofd of beschadigd ten gevolge van overmacht, is de Administratie, op wier gebied of in wier dienst het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad, daarvoor slechts verantwoordelijk tegenover de Administratie van afzending, indien beide landen bereid zijn tot betaling van schadevergoeding in geval van overmacht.

Artikel 22.

Terugbetaling van de schadevergoeding aan de Administratie van afzending.

De verantwoordelijke Administratie of die, voor welker rekening de betaling is geschied, is verplicht om aan de Administratie van afzending het bedrag van de door deze betaalde schadevergoeding terug te betalen binnen een termijn van drie maanden nadat van de betaling is kennis gegeven. Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, welke te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel betaalbaar op zicht, getrokken op de hoofdstad of op een handelsplaats van het land, dat te vorderen heeft, hetzij in specie, gangbaar in het land, dat te vorderen heeft. Na afloop van den bovenbedoelden termijn

van drie maanden is wegens het verschuldigde bedrag rente verschuldigd naar reden van zeven percent per jaar, te rekenen van den dag, waarop de bedoelde termijn afloopt.
Wanneer een Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld geworden, aanvankelijk de betaling van de schadevergoeding heeft geweigerd, dan moet die Administratie alle bijkomende kosten, welke uit de niet gerechtvaardigde vertraging der betaling voortspruiten, voor haar rekening nemen.

HOOFDSTUK III.

Verrekenzendingen.

Artikel 23.

Porten en voorwaarden voor toelating.

Brieven en doosjes met aangegeven waarde kunnen worden belast met verrekening op de voorwaarden vastgesteld bij art. 58 van het Verdrag. Op deze stukken zijn van toepassing de bepalingen inzake de behandeling, alsmede de porten en rechten der zendingen met aangegeven waarde van de soort, waartoe zij behooren.

Artikel 24.

Opheffing of wijziging van het verrekenbedrag.

De afzender van een zending met aangegeven waarde, belast met verrekening, kan geheele of gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag vragen.
Op de verzoeken van dezen aard zijn dezelfde bepalingen van toepassing als op die om terugvordering of wijziging van adres (art. 45 van het Verdrag).

Artikel 25.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

Het verlies, de berooving of de beschadiging van een brief of doosje met aangegeven waarde, belast met verrekening, heeft voor den postdienst een aansprakelijkheid tengevolge, als omschreven in het voorgaande hoofdstuk.

Artikel 26.

Schadevergoeding in geval van niet-invordering, invordering van een te laag bedrag of invordering op bedriegelijke wijze.

Indien de zending aan den geadresseerde is uitgereikt zonder invordering van het verrekenbedrag, heeft de afzender recht op schadevergoeding, mits een navraag is ingediend binnen den termijn bedoeld in artikel 47, § 2 van het Verdrag en tenzij de niet-invordering aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten of de inhoud van de zending valt onder een der verbodsbepalingen, bedoeld in de artikelen 9 en 10. Hetzelfde geldt, indien het van den geadresseerde ingevorderde bedrag lager is dan het aangegeven verrekenbedrag of indien bedriegelijke invordering heeft plaats gevonden.

De schadevergoeding kan in geen geval het verrekenbedrag te boven gaan.

Door de betaling van de schadevergoeding en tot het bedrag daarvan treedt de verantwoordelijke Administratie in de rechten van den afzender voor elk eventueel verhaal op den geadresseerde of op derden.

Artikel 27.

Het waarborgen van de ingevorderde bedragen. Verplichting tot betaling. Termijnen en verhaal. Verdeeling van de porten en rechten.

De bepalingen van de artikelen 61, 63, 64, 65, 66, 67 en 68 van het Verdrag zijn van toepassing op den dienst der zendingen met aangegeven waarde, belast met verrekening.

HOOFDSTUK IV.

Toekenning van de porten en rechten. Transitkosten.

Artikel 28.

Toekenning van de porten en rechten.

Behoudens hetgeen is bepaald in artikel 68 van het Verdrag, worden de vanwege de posterijen geheven porten en rechten, bedoeld in deze Overeenkomst, ten volle behouden door de Administratie, die ze heeft geheven.

Artikel 29.

Transit- en opslagkosten.

De brieven en de doosjes met aangegeven waarde zijn onderworpen aan de transit- en opslagkosten, bedoeld in het Verdrag.

HOOFDSTUK V.

Verschillende bepalingen.

Artikel 30.

Toepassing van de bepalingen van het Verdrag.

De bepalingen van het Verdrag en het daarbij behoorende Reglement zijn van toepassing op de zendingen met aangegeven waarde ten aanzien van alle onderwerpen, waarin niet uitdrukkelijk is voorzien in deze Overeenkomst en het daarbij behoorende Reglement.

De bepalingen van titel II van het Verdrag zijn echter alleen van toepassing onder voorbehoud van de navolgende voorschriften:

a) de zendingen met aangegeven waarde kunnen in gesloten brievenmalen worden verzonden over het grondgebied van landen, welke niet tot de Overeenkomst betreffende deze zendingen zijn toegetreden, alsmede met diensten voor vervoer over zee van al of niet toegetreden landen, voor welke niet de verantwoordelijkheid wordt aanvaard, als geldt voor zendingen met aangegeven waarde; in dat geval is de verantwoordelijkheid van deze landen beperkt tot die, welke wordt gedragen voor aangeteekende zendingen;

b) het verzekeringsrecht van brieven en doosjes met aangegeven waarde wordt geheven volgens de tarieven, die de landen daarvoor hebben vastgesteld en door tusschenkomst van de Zwitsersche Postadministratie aan het Internationaal Bureel hebben medegedeeld.

Artikel 31.

Kantoren, welke aan den dienst deelnemen.

De Administratiën treffen de noodige maatregelen, opdat de dienst der brieven en doosjes met aangegeven waarde zooveel mogelijk door alle kantoren in haar landen wordt uitgevoerd.

De Administratiën van de landen buiten Europa en de Turksche Administratie zijn echter bevoegd den dienst der zendingen met aangegeven waarde tot sommige kantoren te beperken.

Artikel 32.

Goedkeuring van voorstellen, gedaan in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd moeten de voorstellen, welke in den tijd tusschen de bijeenkomsten worden gedaan (artt. 18 en 19 van het Verdrag) op zich vereenigen:
a) alle stemmen, wanneer zij een bijvoeging van nieuwe bepalingen of een wijziging van de bepalingen van dit artikel en van de artikelen 1 t/m 6, 8, 11, 12, 13, 15 t/m 30 en 33 of van artikel 17 van het Reglement betreffen;
b) twee derden der stemmen, wanneer zij een wijziging betreffen van andere bepalingen van deze Overeenkomst dan die, opgenomen in de onder *a)* vermelde artikelen of van de artikelen 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11 en 16 van het Reglement;
c) de eenvoudige volstrekte meerderheid, indien zij betreffen een wijziging van de andere artikelen van het Reglement of de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst of van het Reglement, behoudens het geval van geschil, bedoeld in artikel 10 van het Verdrag.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 33.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de Gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de Archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28en Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

VI.

SLOT-PROTOCOL

Overgaande tot de onderteekening van de op heden gesloten Overeenkomst betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

Eenig artikel.

Maximum-bedrag der aangegeven waarde.

Met afwijking van de bepaling van artikel 2 der Overeenkomst, welke 10 000 franken vaststelt als grens, beneden welke het maximum van de aan te geven waarde in geen geval mag worden bepaald, is overeengekomen, dat elk land dit maximum kan verminderen tot 5 000 franken of tot het in zijn binnenlandschen dienst aangenomen bedrag, indien dit lager is dan 5 000 franken.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan in de Overeenkomst zelve waren opgenomen en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden uitgereikt.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

VII.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE BRIEVEN EN DE DOOSJES MET AANGEGEVEN WAARDE, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GROOT-BRITANNIË EN VERSCHILLENDE BRITSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, DEN VRIJSTAAT IERLAND, IJSLAND, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, NIEUW-ZEELAND, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHO-SLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het Algemeen Postverdrag, gesloten te Stockholm den 28sten Augustus 1924, hebben namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende de brieven en de doosjes met aangegeven waarde de navolgende maatregelen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Aan de Administratiën te verstrekken inlichtingen.

1. De Administratiën, die geregelde diensten over zee onderhouden, ter voorziening in het vervoer der gewone brieven en andere stukken, binnen het gebied der Vereeniging, doen aan de andere Administratiën opgave van diegene der bedoelde diensten, waarvan voor het vervoer van brieven en doosjes met aangegeven waarde, onder waarborg van verantwoordelijkheid, kan worden gebruik gemaakt.

2. De Administratiën der contracteerende landen, die rechtstreeksche betrekkingen onderhouden, doen elkander, door middel van tabellen, ingericht overeenkomstig het hierbijgevoegd model A, mededeeling van:

a) de naamlijst der landen, waarheen brieven en doosjes met aangegeven waarde door haar bemiddeling kunnen worden vervoerd;

b) de wegen welke voor het vervoer van de bedoelde zendingen, vanaf het komen op haar gebied, of door haar diensten, openstaan;

c) het maximum-bedrag tot hetwelk zij aangifte van waarde toelaten;

d) het aantal douaneverklaringen, dat bij de doosjes met aangegeven waarde gevoegd moet worden.

Artikel 2.

Verzendingswegen.

Door middel van de tabellen A, welke zij van de met haar in betrekking staande Administratiën heeft ontvangen, bepaalt iedere Administratie, welke wegen voor de verzending van haar brieven en doosjes met aangegeven waarde moeten worden gebruikt.

Artikel 3.

Wijze van vervoer.

1. Het vervoer der zendingen met aangegeven waarde tusschen aan elkander grenzende of door middel van een recht-

streekschen dienst over zee met elkander verbonden landen, heeft plaats door die uitwisselingskantoren, welke de betrokken Administratiën in gemeen overleg daarvoor aanwijzen.

2. In het verkeer tusschen landen, die door een of meer tusschenliggende diensten zijn gescheiden, moeten de brieven en doosjes met aangegeven waarde steeds den kortsten weg volgen en stuksgewijze aan de eerste Administratie van doorvoer worden uitgeleverd, indien deze Administratie in staat is het vervoer, op den voet van het bepaalde bij de artikelen 1 en 2 hiervoren, te verzekeren.

3. Aan de Administratiën van afzending en bestemming wordt evenwel de bevoegdheid toegekend om zich onderling te verstaan omtrent een uitwisseling van aangegeven waarden in gesloten brievenmalen, door middel van de diensten van een of meer tusschenliggende, al dan niet tot de Overeenkomst toegetreden landen. Zij kunnen zich eveneens onderling en met de tusschenliggende Administratiën verstaan omtrent het verzekeren van stuksgewijze verzending langs omwegen in geval bij stuksgewijze verzending langs den rechtstreekschen weg de waarborg van de verantwoordelijkheid niet over den geheelen afstand is verzekerd.

HOOFDSTUK II.

Voorwaarden voor de aanneming ter verzending.

Artikel 4.

Voorwaarden van verpakking.

1. De brieven met aangegeven waarde worden slechts ter verzending toegelaten in een omslag, gesloten door middel van in fijn lak afgedrukte onderling volkomen overeenstemmende zegels, welke op eenigen afstand van elkander geplaatst zijn, een bijzonder kenteeken vertoonen en in voldoend aantal zijn aangebracht om al de vouwen van den omslag voldoende vast te hechten. De omslagen moeten sterk zijn, uit één stuk zijn vervaardigd en deugdelijke bevestiging van de zegels mogelijk maken.

Het is verboden geheel doorschijnende omslagen of omslagen

met gekleurde randen of met doorschijnend adresvlak te bezigen.

2. Elke brief moet zoodanig verpakt zijn, dat niet aan den inhoud kan worden geraakt, zonder den omslag of de zegels uitwendig en op duidelijk zichtbare wijze te schenden.

3. De voor de frankeering gebezigde postzegels en de etiketten, welke op den postdienst betrekking hebben, moeten op eenigen afstand van elkander worden opgeplakt, opdat zij niet kunnen dienen om schending van den omslag te verbergen. Zij mogen evenmin over de beide zijden van den omslag worden omgevouwen, zóó dat zij den rand bedekken. Het is verboden op de brieven met aangegeven waarde andere etiketten te plakken dan die, welke op den postdienst betrekking hebben.

4. De juweelen en kostbaarheden moeten gesloten zijn in houten of metalen doosjes van voldoende stevigheid; de wanden der houten doosjes moeten ten minste 8 millimeter dik zijn.

5. Het boven- en het ondervlak van de doosjes moeten met wit papier worden bedekt, ten einde daarop het adres en de aangifte der waarde te vermelden en de poststempels af te drukken. Kruislings om die doosjes moet voorts een stevig touw zonder knoopen worden gebonden, waarvan de beide uiteinden zijn vereenigd onder een in fijn lak afgedrukt zegel, dat een bijzonder kenteeken moet vertoonen. De doosjes worden tenslotte aan de vier zijvlakken verzegeld met onderling volkomen overeenstemmende zegels.

6. Niet toegelaten zijn brieven en doosjes met aangegeven waarde, voorzien van een adres bestaande uit enkele letters of van een met potlood geschreven adres en evenmin die, in het adres waarvan doorhalingen of overschrijvingen voorkomen.

Zoodanige stukken, die ten onrechte ter verzending mochten zijn toegelaten, moeten naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden.

Artikel 5.

Aanduiding van het bedrag der waarde. Douaneverklaringen.

1. De aangifte der waarde moet geschieden in de munt van

het land van oorsprong en door den afzender op het adres van de zending voluit in Latijnsche letters en in Arabische cijfers worden geschreven, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

2. Het bedrag van de aangegeven waarde moet door den afzender of de Administratie van oorsprong in gouden franken worden herleid. De uitkomst van de herleiding moet worden vermeld door nieuwe cijfers, geplaatst naast of onder die, welke het bedrag van de aangifte in de munt van het land van oorsprong aangeven. Deze bepaling geldt niet in het rechtstreeksch verkeer tusschen landen, die eenzelfde munt hebben.

Het bedrag in gouden franken moet op in 't oog vallende wijze onderstreept worden met gekleurd potlood.

3. De doosjes met aangegeven waarde moeten, in het verkeer met de landen, waar het gebruik van dergelijke verklaringen noodig is, vergezeld zijn van douaneverklaringen, gelijk aan of overeenkomende met het hierbijgevoegd model B.

4. De Administratiën nemen geenerlei verantwoordelijkheid op zich met betrekking tot de douaneverklaringen.

Artikel 6.

Valsche aangifte.

Wanneer omstandigheden, van welken aard ook, of klachten van belanghebbenden het feit eener valsche aangifte van een bedrag, hooger dan dat, hetwelk in een brief of in een doosje is ingesloten, aan het licht brengen, wordt daarvan aan de Administratie van oorsprong zoo spoedig mogelijk, en, in voorkomende gevallen, onder toezending van de stukken betreffende het onderzoek als bewijs, mededeeling gedaan.

HOOFDSTUK III.

Behandeling ten kantore van afzending en bij aankomst.

Artikel 7.

Aanduiding van het gewicht der zendingen. Dagteekeningstempel. Doosjes vrij van rechten.

1. Van elken brief of van elk doosje met aangegeven waarde wordt door de Administratie van oorsprong het juiste

gewicht, in grammen, in den linkerbovenhoek van de adreszijde vermeld.

2. De zending moet door het kantoor van oorsprong op de adreszijde worden voorzien van een afdruk van den stempel aangevende de plaats en de dagteekening van de terpostbezorging. Bovendien moet elke zending worden voorzien van een etiket vermeldende den naam van het kantoor van terpostbezorging in Latijnsche letters en het volgnummer, waaronder de zending in het register van dit kantoor is ingeschreven, alsmede eventueel van een roodgekleurd etiket, hetwelk in vette letters de aanwijzing „Valeur déclarée" draagt.

De Administratiën, wier voorschriften voor het binnenlandsch verkeer zich vooralsnog tegen het gebruik van etiketten verzetten, mogen echter de invoering van dezen maatregel uitstellen en eventueel voortgaan met het bezigen van bijzondere stempels, welke in haar dienst in gebruik zijn voor de aanwijzing van brieven of doosjes met aangegeven waarde.

De Administratiën, die het etiket niet hebben ingevoerd, zijn echter verplicht om elken brief of elk doosje met aangegeven waarde aan te wijzen door een volgnummer.

Dit nummer moet worden vermeld in den linkerbovenhoek van de adreszijde.

Nazendende Administratiën zijn verplicht de zending aan te duiden door middel van het oorspronkelijke nummer.

3. Het kantoor van bestemming drukt, bij ontvangst, zijn dagteekeningstempel op de keerzijde af.

4. De bepalingen van de artikelen 10 en 32 van het Reglement der postpakketten zijn van toepassing op de vrij van rechten uit te reiken doosjes, met deze uitzondering, dat het franco-advies stevig aan de douaneverklaring wordt gehecht.

Artikel 8.

Adviesliĳsten. Samenstelling der pakketten. Opneming in de brievenmalen.

1. De brieven en doosjes met aangegeven waarde worden

door het afzendend kantoor van uitwisseling stuksgewijs ingeschreven op afzonderlijke advieslijsten, gelijk aan het hierbij gevoegde model C, met vermelding van alle bijzonderheden, welke deze formulieren aangeven.

Naast de inschrijving der stukken, waarvan expressebestelling wordt verlangd, moet in de kolom „Observations" de aanwijzing „Exprès" worden gesteld.

2. De brieven en doosjes met aangegeven waarde maken met de advieslijst of de advieslijsten een of meer afzonderlijke pakketten uit, welke met touw opgebonden en in stevig papier worden gewikkeld en daarna uitwendig met touw samengebonden en op alle vouwen van een afdruk van het zegel, in fijn lak, van het afzendend uitwisselingskantoor worden voorzien. Deze pakketten dragen tot opschrift de woorden „valeurs déclarées" of „lettres de valeur déclarée" en „boîtes de valeur déclarée".

In plaats van tot een pakket te worden vereenigd, kunnen de brieven met aangegeven waarde worden opgenomen in een omslag van sterk papier, gesloten door middel van zegelafdrukken in lak.

Indien het aantal of de omvang van de brieven en doosjes met aangegeven waarde dit noodig maakt, kunnen zij ook worden opgenomen in een zak, welke behoorlijk gesloten en met lak of lood verzegeld moet worden.

3. Van de aanwezigheid van deze pakketten of zakken wordt melding gemaakt op het advies, door aanwijzing van het aantal daarvan in de daarvoor bestemde rubriek. Indien de brievenmaal geen pakketten of zakken met aangegeven waarde bevat, wordt de aanwijzing „Néant" in deze rubriek vermeld.

4. De pakketten of zakken met aangegeven waarde worden opgenomen in de pakketten of zakken, welke de aangeteekende stukken bevatten.

5. Zoo dikwijls een van twee Administratiën, die met elkander in betrekking staan, zulks verlangt, moeten de doosjes met aangegeven waarde op afzonderlijke formulieren C worden ingeschreven en afzonderlijk worden ingepakt.

Artikel 9.

Onderzoek der pakketten. Verschillende onregelmatigheden.

1. Bij ontvangst van een pakket met aangegeven waarde onderzoekt het kantoor van uitwisseling van bestemming in de eerste plaats of het pakket, hetzij wat aangaat zijn toestand of uiterlijke samenstelling, hetzij wat betreft de vervulling der formaliteiten, waaraan het vervoer ingevolge het vorig artikel is onderworpen, geenerlei onregelmatigheid vertoont.

2. Dit kantoor gaat vervolgens over tot het bijzonder onderzoek der zendingen met aangegeven waarde zelve, met vaststelling, in voorkomende gevallen, van hetgeen ontbreekt of van andere bevonden onregelmatigheden en verbetert de advieslijsten, overeenkomstig de regelen bij artikel 51 van het Reglement van het Verdrag voor de aangeteekende stukken vastgesteld.

3. Het ontbreken van een stuk, een verandering in de schrifturen of eenige andere onregelmatigheid, waarbij de verantwoordelijkheid der betrokken Administratiën is gemoeid, wordt vastgesteld door middel van een proces-verbaal, dat, vergezeld van de omslagen, touwen en zegels van het pakket, alsmede van den zak, waarin het is verzonden, ambtshalve aangeteekend, aan het Hoofdbestuur van het land, waartoe het kantoor van uitwisseling van afzending behoort, wordt opgezonden, onverminderd de onmiddellijke toezending van een bericht van bevinding aan dat kantoor. Een dubbel van het proces-verbaal wordt tegelijkertijd gezonden aan het Hoofdbestuur, waaronder het uitwisselingskantoor van bestemming behoort, of aan eenig ander door dit Hoofdbestuur aangewezen besturend lichaam.

4. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van paragraaf 3, moet het kantoor van uitwisseling, dat van een kantoor, waarmede het rechtstreeks in betrekking staat, een zending ontvangt, welke onvoldoende ingepakt of beschadigd is, deze doorzenden, na ze, als het te pas komt, opnieuw te hebben ingepakt, waarbij de oorspronkelijke verpakking zooveel mogelijk in haar geheel moet worden gelaten.

Indien de beschadiging van zoodanigen aard is, dat ontvreemding van den inhoud van de zending mogelijk is geweest, moet het kantoor eerst overgaan tot ambtshalve opening van de zending en tot het onderzoeken van den inhoud daarvan.
In beide gevallen moet het gewicht van de zending vóór en na de nieuwe inpakking worden vastgesteld en op den omslag worden vermeld. Deze aanduiding moet worden gevolgd door de vermelding: „Remballé à ....", door een afdruk van den dagteekeningstempel en de onderteekening van de ambtenaren, die de zending opnieuw hebben ingepakt. Van den uitslag van het onderzoek van den inhoud wordt proces-verbaal opgemaakt, waarvan een afschrift bij de zending wordt gevoegd.
5. Stukken waarvan het adres bestaat uit enkele letters of met potlood is geschreven, worden aan de Administratie van oorsprong teruggezonden.
6. Zendingen met aangegeven waarde welke niet of ontoereikend gefrankeerd zijn, worden portvrij aan de geadresseerden uitgereikt.

Artikel 10.

Nazending. Onbestelbare zendingen.

1. Indien doosjes met aangegeven waarde, welke tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde naar een ander land zijn nagezonden of welke onbestelbaar zijn met bijkomende kosten (fiscale rechten, keurloon, kosten wegens onderzoek, enz.) zijn belast, die bij de nazending niet worden teruggegeven, dan wordt het bedrag dier kosten in kolom 6 van het advies C ten laste gebracht van de Administratie, waaraan de toezending geschiedt, met daarachter in kolom 7 een korte omschrijving van den aard dezer kosten (stempelkosten, keurloon, enz.), welke van den geadresseerde of van den afzender moeten worden ingevorderd.
2. Een brief of doosje met aangegeven waarde, waarvan de geadresseerde naar een niet tot deze Overeenkomst toegetreden land is vertrokken, wordt onmiddellijk als onbestelbaar naar het land van oorsprong teruggezonden, om aan den afzender te worden teruggegeven, tenzij de Adminis-

tratie van eerste bestemming in staat mocht zijn de zending aan den geadresseerde te doen toekomen.

3. De zendingen met aangegeven waarde, die, om welke reden ook, onbestelbaar zijn, moeten zoo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen de termijnen, vastgesteld in het Verdrag (artikel 46) worden teruggezonden.

Deze zendingen worden ingeschreven op het advies C en opgenomen in het pakket met het opschrift ,,Valeurs déclarées''.

HOOFDSTUK IV.

Comptabiliteit. Vaststelling van de rekeningen.

Artikel 11.

Transit- en opslagkosten.

De transit- en opslagkosten, welke zijn verschuldigd aan de Administratiën, welke haar tusschenkomst verleenen, worden berekend op de wijze als is voorgeschreven in het Verdrag.

Artikel 12.

Vaststelling van de rekeningen.

Elke Administratie, die aan den dienst der doosjes met aangegeven waarde deelneemt, stelt aan het einde van het jaar op een formulier, gelijk aan het hierbijgaande model D, een opgaaf samen van de bedragen, welke te haren laste zijn gebracht in kolom 6 van de advieslijsten, wegens nietpostale rechten, die van de geadresseerden of van de afzenders van de bedoelde doosjes moeten worden ingevorderd. Deze opgaaf, vergezeld van de bewijsstukken, wordt in den loop van de eerste maand van het jaar, volgende op dat, waarop zij betrekking heeft, onderworpen aan het onderzoek van de andere betrokken Administratie, die haar binnen een maand moet terugzenden.

Tenzij anders mocht zijn overeengekomen, wordt het bedrag van den bedoelden staat vervolgens, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van een andere Administratie, opgenomen in de eerstvolgende afrekening betreffende de postpakketten. De Administratiën, die geen rechtstreeksch pakketpostverkeer onderhouden, kunnen verzoeken, dat deze rekeningen worden

verevend op de wijze, als bedoeld in artikel 66 van het Reglement van het Verdrag.

Artikel 13.

Doosjes vrij van rechten. Verevening van de rekeningen.

De bepalingen van artikel 46 van het Reglement der postpakketten zijn van toepassing op de verevening van de rekeningen betreffende de vrij van rechten uit te reiken doosjes. De Administratiën, die verklaren, dat zij niet kunnen overgaan tot de wijze van afrekening, bedoeld in dat artikel, moeten de bepalingen opgeven, welke zij wenschen toe te passen.

HOOFDSTUK V.

Verschillende bepalingen.

Artikel 14.

Berichten van ontvangst. Verrekenzendingen. Expressezendingen. Terugvordering. Adreswijziging. Navragen.

De volgende bepalingen van het Reglement van het Verdrag zijn van toepassing:

a) op de berichten van ontvangst, de artikelen 23 en 24;
b) op de verrekenzendingen, de artikelen 25 t/m 35;
c) op de expresse-zendingen, de artikelen 37 en 48;
d) op terugvordering of wijziging van adres, de artikelen 41 en 42;
e) op navragen, artikel 44.

Artikel 15.

Formulieren.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 31, § 2, van het Verdrag, wordt het formulier B (douaneverklaring) beschouwd als een formulier ten gebruike van het publiek.

Artikel 16.

Verstrekking van bescheiden en inlichtingen.

1. De Administratiën moeten ten minste drie maanden voordat zij de Overeenkomst in werking stellen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel aan de andere Administratiën toezenden of mededeelen:

a) het tarief van de rechten van verzekering in haar dienst van toepassing op de brieven en doosjes met aangegeven waarde, overeenkomstig artikel 3 van de Overeenkomst;
b) in voorkomende gevallen, een afdruk van den bijzonderen stempel, welke in haar dienst voor zendingen met aangegeven waarde wordt gebruikt;
c) het maximum-bedrag tot hetwelk zij aangifte van waarde toelaten;
d) het aantal douaneverklaringen, dat bij doosjes met aangegeven waarde moet worden gevoegd;
e) in voorkomende gevallen, de lijst van haar kantoren, waarheen zendingen met aangegeven waarde kunnen worden toegelaten (Overeenkomst, art. 31).
2. Elke latere wijziging ten aanzien van de hierboven genoemde punten wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

Slotbepalingen.

Artikel 17.

In werking treden en duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde in werking treedt.
Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het in gemeen overleg tusschen de belanghebbende Partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

VIII.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE POSTPAKKETTEN GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, IJSLAND, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden van de hierboven vermelde landen, gelet op art. 3 van het Verdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Artikel 1.

Doel van de overeenkomst.

1. Onder de benaming van „postpakketten" kunnen tusschen de contracteerende landen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van een of meer van die landen, pakketten worden uitgewisseld het gewicht van 10 kilogram niet te boven gaande en wel met de volgende gewichtsschalen:

1°. tot 1 kilogram;

2°. boven 1 kilogram tot 5 kilogram;

3°. boven 5 kilogram tot 10 kilogram.

Bij uitzondering heeft elk land de bevoegdheid niet toe te laten pakketten, welke het gewicht van 5 kilogram te boven gaan.

2. De Administratiën kunnen overeenkomen om pakketten, welke zwaarder wegen dan 10 kilogram, toe te laten op den voet der bepalingen van de Overeenkomst, behoudens verhooging van het port en van de aansprakelijkheid in geval van verlies, van berooving of van beschadiging.

HOOFDSTUK II.

Bepalingen geldende voor alle pakketten.

Artikel 2.

Frankeering. Porten.

1. De frankeering der postpakketten is verplicht.

2. Het port bestaat uit de rechten, toekomende aan elke Administratie, welke aan het vervoer over land of over zee deelneemt. Het omvat, in voorkomende gevallen, eveneens de rechten en verhoogde porten, voorzien in de artikelen 5, 6, 7 en 8 hierna.

Artikel 3.

Recht wegens vervoer over land.

Het recht wegens vervoer over land is, voor elk land, vastgesteld op:

30 centiemen per pakket tot een gewicht van 1 kilogram;

50 centiemen per pakket boven 1 kilogram tot 5 kilogram; 90 centiemen per pakket boven 5 kilogram tot 10 kilogram.

Artikel 4.

Recht wegens vervoer over zee.

In geval van vervoer over zee wordt voor elken dienst, welke aan dat vervoer deelneemt, een recht geheven, dat is vastgesteld als volgt:

AFSTANDEN.	Pakketten tot 1 kilogram	Pakketten boven 1 kilogram tot 5 kilogram	Pakketten boven 5 kilogram tot 10 kilogram
	Fr.	Fr.	Fr.
Tot 500 zeemijlen	0,15	0,25	0,45
van 501 tot 1000 zeemijlen. .	0,25	0,40	0,75
van 1001 tot 2000 — . .	0,40	0,60	1,10
van 2001 tot 3000 — . .	0,50	0,80	1,45
van 3001 tot 4000 — . .	0,60	1,00	1,80
van 4001 tot 5000 — . .	0,70	1,20	2,15
van 5001 tot 6000 — . .	0,80	1,40	2,50
van 6001 tot 7000 — . .	0,90	1,60	2,85
van 7001 tot 8000 — . .	1,00	1,80	3,20
van 8001 tot 9000 — . .	1,00	2,00	3,55
van 9001 tot 10000 — . .	1,00	2,20	3,90
en zoo vervolgens, telkens met bijvoeging voor iedere 1000 mijlen of gedeelte van 1000 mijlen van	—	0,20	0,35

In voorkomende gevallen worden de afstanden vastgesteld naar den gemiddelden afstand tusschen de respectieve havens der twee met elkaar in betrekking staande landen. Het vervoer over zee tusschen twee havens van eenzelfde land kan geen aanleiding geven tot het heffen van het recht, bedoeld in het eerste lid, indien de Administratie van dat land voor de vervoerde pakketten reeds de vergoeding wegens vervoer over land ontvangt.

Voor de pakketten tot 1 kilogram zal het recht 1 frank per pakket niet te boven gaan.

Artikel 5.

Verlaging of verhooging van het recht wegens vervoer over land.

De landen, die tot deze Overeenkomst zijn toegetreden, hebben de bevoegdheid om het recht, hetwelk aan hen als land van afzending en als land van bestemming wegens landvervoer toekomt, gelijktijdig te verlagen of te verhoogen, onder voorwaarde, dat zij aan de Zwitsersche postadministratie daarvan minstens drie maanden te voren kennis geven. De wijzigingen van dit recht zullen in werking treden op de volgende data: 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October. De verlaging of verhooging zal ten minste gedurende een termijn van zes maanden gelden.

De verhooging zal in geen geval het voor elke gewichtsschaal vastgestelde recht, bedoeld in artikel 3 hierboven, mogen overschrijden.

Artikel 6.

Verlaging of verhooging van het recht wegens vervoer over zee.

De bevoegdheid tot verlaging of tot verhooging met ten hoogste honderd percent, bedoeld in het voorgaande artikel, is aan de contracteerende landen eveneens gegeven met betrekking tot het recht wegens vervoer over zee, in artikel 4 hiervoren omschreven.

De wijzigingen van dit recht zullen ten minste drie maanden te voren moeten worden bekend gemaakt en zullen in werking treden op de volgende data: 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October.

Elke verhooging moet ook worden toegepast op de pakketten afkomstig uit het land, waartoe de diensten, die het vervoer over zee bewerkstelligen, behooren, het verkeer tusschen dit land en zijne koloniën buiten beschouwing gelaten.

Artikel 7.

Hinderlijke pakketten. Aanvullingsport.

1. Pakketten, welke als hinderlijk worden beschouwd, hetzij wegens hun afmetingen, hun vorm of hun omvang, hetzij wegens den aard van hun inhoud, zijn alleen toegelaten in het verkeer met landen, die zich met het vervoer van dergelijke pakketten belasten.

2. Voor deze pakketten wordt het port van een gewoon pakket verhoogd met vijftig percent. In voorkomende gevallen wordt het naar boven afgerond tot een veelvoud van vijf centiemen.

Artikel 8.

Verhoogde porten.

Als maatregel van overgang is elk der contracteerende landen bevoegd om de pakketten, afkomstig van of bestemd voor zijn kantoren, met een aanvullingsrecht van 25 centiemen per pakket te belasten.

Artikel 9.

Recht voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking.

De Administratie van bestemming kan voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking een recht heffen van ten hoogste 50 centiemen per pakket. Tenzij anders is overeengekomen, wordt dit recht bij de uitreiking van het pakket ingevorderd. Hetzelfde recht kan worden geheven voor elken keer, dat het pakket aan het verblijf van den geadresseerde wordt aangeboden na de eerste aanbieding.

Artikel 10.

Betaling van de douane- of andere rechten.

De douanerechten of andere, niet vanwege de posterijen geheven rechten, moeten door de geadresseerden van de pakketten worden voldaan.

Artikel 11.

Betaling van de douane- of andere rechten door den afzender. Vorderen van een waarborgsom. Commissieloon.

Door vooraf den wensch daartoe aan het kantoor van afzending te kennen te geven, kunnen de afzenders voor hun rekening nemen, hetzij het totaal-bedrag van de rechten, waarmede de pakketten bij de aflevering zijn belast, hetzij alleen de douanerechten.
In beide gevallen moeten de afzenders de verplichting op zich nemen, de bedragen, welke door het kantoor van bestemming mochten worden gevorderd, te betalen en moeten zij eventueel een voldoende waarborgsom storten.

De Administratie, die voor rekening van den afzender rechten voorschiet, is bevoegd deswege een commissieloon te heffen, hetwelk 25 centiemen per pakket niet te boven mag gaan. Dit loon staat onafhankelijk van het recht wegens het inklaren en vrijmaken, bedoeld in artikel 9 hiervoren.

Artikel 12.

Bewaarloon.

Het land van bestemming is bevoegd het door zijn wetgeving vastgestelde bewaarloon te heffen voor pakketten, welke voorzien zijn van de aanwijzing poste-restante, of welke niet binnen de voorgeschreven termijnen zijn afgehaald.

Dit recht mag echter niet meer bedragen dan 5 frank.

Artikel 13.

Expresse-bestelling.

1. Op verzoek van de afzenders geschiedt de bestelling van de pakketten onmiddellijk na aankomst door een bijzonderen bode, mits de Administratie van bestemming verklaard heeft zich met de uitvoering van dezen dienst te kunnen belasten. Deze zendingen, „expresse-zendingen" genoemd, zijn boven het gewone port onderworpen aan een bijzonder recht van 80 centiemen, hetwelk in zijn geheel door den afzender bij vooruitbetaling moet worden voldaan, onverschillig of het pakket, dan wel slechts een bericht van aankomst van het pakket per expresse bij den geadresseerde kan worden bezorgd.

2. Wanneer de woning van den geadresseerde is gelegen buiten den kosteloozen bestelkring van het kantoor van bestemming, mag dit kantoor een aanvullingsrecht heffen tot het bedrag, dat in het binnenlandsch verkeer voor de expresse-bestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmede gelijkgestelde bedrag in de munt van het land, hetwelk dat aanvullingsrecht heft.

Expresse-bestelling buiten den bestelkring van het kantoor van bestemming is niet verplicht.

3. In geval van nazending of onbestelbaarheid van een

expresse-pakket blijft het aanvullingsrecht invorderbaar, overeenkomstig de bepalingen van artikel 45, § 2.

4. De expresse-bestelling of de toezending, per expresse, van een bericht van aankomst wordt slechts éénmaal beproefd. Na een vruchtelooze poging wordt het pakket verder niet meer als expresse-zending beschouwd en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die van de gewone pakketten.

Artikel 14.

Verbodsbepalingen.

1. Tenzij anders mocht zijn overeengekomen, is het verboden in postpakketten te sluiten:

a) ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen.

De Administratiën zijn echter bevoegd om onderling overleg te plegen teneinde het vervoer van geladen capsulen en metalen patronen voor draagbare vuurwapenen, niet-ontplofbare ernstvuurwerken en lucifers toe te laten;

b) opium, morfine, cocaïne en andere verdoovende middelen.

Dit verbod is echter niet van toepassing op zoodanige zendingen welke met geneeskundig oogmerk worden verzonden, voor de landen die ze op deze voorwaarde toelaten;

c) voorwerpen, welke bij de wetten of reglementen op den in- en doorvoer of andere niet zijn toegelaten;

d) brieven of schrifturen, welke het kenmerk dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, alsmede stukken van allerlei aard, welke van een ander adres zijn voorzien dan dat van dengene aan wien het pakket is gericht.

Intusschen is het geoorloofd de open factuur, alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, alsook een afschrift van het adres van het pakket met vermelding van het adres van den afzender in de zending te sluiten.

2. Levende dieren zijn alleen toegelaten, indien het vervoer daarvan is toegestaan ingevolge de wettelijke bepalingen van de betrokken landen en indien de bijzondere voorschriften van het Reglement te dezen opzichte in acht worden genomen.

3. Het is verboden om muntstukken, goud of zilver, al of niet bewerkt en andere kostbaarheden in pakketten zonder aangegeven waarde te verzenden naar landen, die aangifte van waarde toelaten.

4. De pakketten, welke ten onrechte ter verzending mochten zijn aangenomen, moeten naar de Administratie van oorsprong worden teruggezonden, behalve ingeval de Administratie van het land van bestemming krachtens hare wetgeving de bevoegdheid mocht hebben er anders over te beschikken. In dit laatste geval moet de Administratie van afzending nauwkeurig worden ingelicht omtrent hetgeen met het pakket is geschied.

De insluiting in een pakket van een brief of schrifturen, welke het kenmerk dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard mag echter in geen geval terugzending van het pakket aan den afzender tot gevolg hebben.

5. Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen, welke niet zijn toegelaten op grond van een bijzondere overeenkomst als bedoeld in § 1, letter *a*), 2e lid, hiervoren en voorwerpen van onzedelijken aard worden niet aan de Administratie van oorsprong teruggezonden; zij worden ter plaatse vernietigd door de Administratie, die ze opmerkt.

Artikel 15.

Pakketten voor krijgsgevangenen.

Pakketten, met uitzondering van verrekenpakketten, bestemd voor of verzonden door krijgsgevangenen, zijn vrijgesteld van alle porten en rechten in deze Overeenkomst genoemd, zoowel in de landen van oorsprong en van bestemming als in de tusschenliggende landen. Voor deze pakketten worden geen vergoedingen uitgekeerd en wordt evenmin schadevergoeding betaald in geval van verlies, berooving of beschadiging.

Hetzelfde geldt voor postpakketten betreffende krijgsgevangenen, welke, hetzij rechtstreeks, hetzij bij wijze van bemiddeling, worden verzonden of ontvangen door inlichtingsbureelen, welke eventueel voor die personen mochten worden opgericht in oorlogvoerende landen of in onzijdige landen,

die oorlogvoerenden op hun grondgebied hebben toegelaten. Oorlogvoerenden, die in een onzijdig land zijn toegelaten en aldaar zijn geïnterneerd, worden voor zooveel betreft de toepassing van de bovenstaande bepalingen, met krijgsgevangenen gelijkgesteld.

Artikel 16.

Terugvordering. Adreswijziging.

De afzender van een pakket kan dit terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen, op de voorwaarden vastgesteld bij artikel 45 van het Verdrag voor de brieven en andere stukken, met dien verstande evenwel, dat, indien de afzender terugzending of nazending van een pakket verlangt, hij gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de nieuwe verzending verschuldigde port.

Artikel 17.

Berichten van ontvangst.

De afzender kan een bericht van ontvangst verkrijgen op de voorwaarden vastgesteld bij artikel 49 van het Verdrag.

Artikel 18.

Nazending.

1. Nazending van een pakket, ten gevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde binnen het grondgebied van het land van bestemming, kan geschieden, hetzij op verzoek van den afzender of van den geadresseerde, hetzij zonder uitdrukkelijk verzoek, indien de reglementen van het land van bestemming dit medebrengen.

Nazending van een pakket van het eene land naar het andere vindt slechts plaats op verzoek van den afzender of den geadresseerde, en op voorwaarde, dat het pakket voldoet aan de voor het nieuwe vervoer geldende voorwaarden.

De afzender is bevoegd, door middel van een aanteekening op de adreskaart en op het pakket, elke nazending te verbieden.

2. Wegens nazending van pakketten naar een ander land, ten gevolge van verandering van woonplaats van de geadresseerden, worden opnieuw geheven de porten en rechten,

vastgesteld bij de artikelen 3 tot en met 8 en 33. Indien een pakket is nagezonden binnen het grondgebied van het land van bestemming, kan de Administratie van dat land een recht voor nazending heffen overeenkomstig hare binnenlandsche bepalingen. Deze rechten, welke invorderbaar blijven in geval van latere nazending of van terugzending, worden geheven van de geadresseerden of in voorkomende gevallen van de afzenders, onverminderd de betaling van de douanerechten of andere bijzondere kosten, waarvan het land van bestemming geen ontheffing verleent.

Op dezelfde wijze wordt gehandeld met betrekking tot pakketten, waarop een der verbodsbepalingen, opgenomen in artikel 14 van de Overeenkomst, van toepassing is.

3. Nazending van verkeerd verzonden of ten onrechte ter verzending aangenomen pakketten geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 33, §§ 1 en 2 van het Reglement.

Artikel 19.

Onbestelbare pakketten.

1. De afzenders zijn gehouden op de keerzijde van de adreskaart en op het pakket aan te geven op welke wijze met hun zendingen moet worden gehandeld, ingeval de uitreiking niet kan plaats vinden.

Indien dit voorschrift niet in acht is genomen, worden onbestelbare pakketten naar het kantoor van oorsprong teruggezonden na verloop van een termijn van 14 dagen of uiterlijk na een maand, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop zij ter beschikking van de geadresseerden zijn gesteld.

2. Terugzending van een onbestelbaar pakket moet onmiddellijk plaats hebben, indien het verzoek van den afzender, gesteld op de adreskaart en op het pakket, niet tot de aflevering heeft geleid. Hetzelfde geldt, indien niet is kunnen worden voldaan aan den wensch, dien de afzender heeft te kennen gegeven in antwoord op het bericht van onbestelbaarheid, bedoeld in artikel 34 van het Reglement. Heeft de afzender meer dan een verzoek gedaan, dan wordt het pakket eerst dan teruggezonden, als al deze verzoeken zonder gevolg zijn gebleven.

3. Van den afzender kan op het oogenblik, waarop hij de in artikel 34 van het Reglement genoemde kennisgeving van onbestelbaarheid moet invullen, een recht worden geheven, hetwelk het dubbele van het port van een brief van enkelvoudig gewicht niet te boven gaat.

Indien het kantoor van bestemming binnen den tijd van een maand, te rekenen van de verzending van deze kennisgeving van onbestelbaarheid, geen voldoende inlichting heeft ontvangen, wordt het pakket naar het kantoor van oorsprong teruggezonden. Dit tijdsverloop bedraagt vier maanden voor het verkeer met overzeesche landen.

Pakketten, welke op verzoek ter beschikking van de geadresseerden worden bewaard, of de aanwijzing „poste restante" dragen worden als onbestelbaar beschouwd na den in de reglementen van het land van bestemming voorgeschreven bewaringstermijn, met dien verstande evenwel, dat die termijn in het verkeer met overzeesche landen vier maanden, en in het overige verkeer een maand niet mag te boven gaan.

De terugzending naar het land van oorsprong moet echter plaats vinden binnen een korter tijdsverloop, indien de afzender zulks door middel van een op de adreskaart en op het pakket gestelde aanteekening heeft verzocht.

5. Wegens de terugzending van onbestelbare pakketten vindt heffing plaats van de porten en rechten, bedoeld in § 2 van artikel 18 hiervoren.

Artikel 20.

Verleenen van ontheffing van douanerechten.

De Administratiën van de contracteerende landen verbinden zich haar bemiddeling te verleenen bij de betrokken Douane-Administratiën om ontheffing te verkrijgen van de betaling van de douanerechten, waarmede pakketten zijn bezwaard, welke naar het land van oorsprong teruggezonden zijn, door den afzender zijn afgestaan, wegens algeheele beschadiging van den inhoud zijn vernietigd, of naar een derde land zijn nagezonden.

Zij zullen hetzelfde hebben te doen met betrekking tot pakketten, welke in haar dienst zijn verloren geraakt, be-

roofd of beschadigd, echter met het voorbehoud bedoeld in artikel 41, § 4, hierna.

Artikel 21.

Verkoop. Vernietiging.

Alleen de goederen, welke aan waardevermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk, ook onderweg bij de heen- of terugzending, zonder voorafgaand bericht en zonder gerechtelijke formaliteit, ten voordeele van den rechthebbende worden verkocht. Indien om de een of andere reden de verkoop onmogelijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven voorwerpen vernietigd.

Artikel 22.

Pakketten, waarvan afstand is gedaan.

Pakketten, waarvan uitreiking aan de geadresseerden niet heeft kunnen plaats vinden en waarvan de afzenders afstand hebben gedaan, worden door de Administratie van bestemming niet teruggezonden, doch behandeld overeenkomstig haar wetgeving.

Artikel 23.

Verhalen van de kosten op den afzender.

De afzenders zijn verplicht de kosten wegens vervoer en andere kosten, waarvoor de Administratiën, ten gevolge van het niet uitreiken van de pakketten, geen betaling hebben verkregen, te vergoeden, zelfs indien van de pakketten afstand is gedaan of zij zijn verkocht of vernietigd. Deze kosten worden aan de Administratie van oorsprong in rekening gebracht.

Artikel 24.

Navragen.

1. Wegens elke navraag betreffende een pakket of een verrekeningspostwissel kan een vast recht van ten hoogste 1 frank geheven worden.

Geen recht wordt geheven, indien de afzender reeds het bijzondere recht voor een bericht van ontvangst heeft voldaan.

2. Navragen zijn slechts toegelaten binnen een jaar, te

rekenen van den dag volgende op dien van terpostbezorging. Elke Administratie is echter verplicht gevolg te geven aan navragen, welke bij haar aanhangig worden gemaakt door een andere Administratie en welke betrekking hebben op verzendingen, die minder dan twee jaar te voren hebben plaats gehad. Te dien einde moeten de bescheiden betreffende den dienst der postpakketten gedurende twee jaar bewaard worden.

3. Is een navraag het gevolg geweest van een dienstfeil, dan worden de navraagkosten terugbetaald.

HOOFDSTUK III.

Pakketten belast met verrekening.

Artikel 25.

Port en recht. Voorwaarden. Afrekening.

1. Er kunnen verrekenpakketten worden verzonden in het verkeer met landen, die overeenkomen dezen dienst in te voeren.

Tenzij anders is overeengekomen, wordt het verrekenbedrag uitgedrukt in de munt van het land van oorsprong van het pakket. Het maximum bedrag der verrekening is gelijk aan dat, vastgesteld voor de postwissels naar het land van oorsprong van het pakket.

Elke Administratie is verplicht verrekenpakketten in doorvoer toe te laten, zelfs indien zij deze zendingen in haar dienst niet toelaat.

Tusschenliggende landen moeten eveneens in doorvoer toelaten pakketten, waarvan het verrekenbedrag het maximum, vastgesteld voor hun eigen verkeer, te boven gaat.

2. Verrekenpakketten zijn onderworpen aan de behandeling en aan de porten en rechten voor gewone pakketten of, in voorkomende gevallen, voor pakketten met aangegeven waarde. De afzender betaalt bovendien een vast recht, hetwelk niet lager mag zijn dan 20 centiemen en niet hooger dan 50 centiemen, zoomede een evenredig recht van ½ percent van het verrekenbedrag.

De Administratie van afzending heeft de bevoegdheid deze rechten af te ronden naar de eischen van haar muntstelsel.

3. De afrekening van de ingevorderde verrekenbedragen geschiedt door middel van verrekeningspostwissels, welke kosteloos worden afgegeven.

De Administratiën kunnen onderling overeenkomen omtrent een andere wijze van afrekening van de ingevorderde gelden. Bepaaldelijk kunnen zij zich op daarvoor overeen te komen voorwaarden belasten met de storting van die sommen op een postrekening van het land van bestemming der zending.

Artikel 26.

Opheffing of wijziging van het verrekenbedrag.

De afzender van een verrekenpakket kan geheele of gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag verzoeken.

Verzoeken van dezen aard zijn onderworpen aan dezelfde bepalingen als de aanvragen om terugzending of wijziging van adres. (Art. 45 van het Verdrag.)

Artikel 27.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

Voor het verlies, de berooving of de beschadiging van een verrekenpakket is de postdienst verantwoordelijk overeenkomstig de bepalingen, vastgesteld in hoofdstuk VI hierna.

Artikel 28.

Waarborging van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen.

De op regelmatige wijze van den geadresseerde ingevorderde bedragen worden den afzender gewaarborgd op denzelfden voet als in de Overeenkomst betreffende de postwissels is bepaald voor de sommen, waarvoor postwissels zijn afgegeven.

Artikel 29.

Schadevergoeding in geval van niet-invordering, invordering van een te laag bedrag of invordering op bedriegelijke wijze.

Indien een pakket aan den geadresseerde is uitgereikt zonder invordering van het verrekenbedrag, heeft de afzender recht op een schadevergoeding, mits een aanvraag daartoe is ingediend binnen den termijn, bedoeld in artikel 24, en tenzij

de niet-invordering aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten.

Hetzelfde geldt, indien het van den geadresseerde ingevorderde bedrag lager is dan het aangegeven verrekenbedrag of bedriegelijke invordering heeft plaats gevonden. De schadevergoeding kan in geen geval het verrekenbedrag te boven gaan.

Door betaling van de schadevergoeding en tot het bedrag daarvan, treedt de verantwoordelijke Administratie in de rechten van den afzender voor elk mogelijk verhaal op den geadresseerde of op derden.

Artikel 30.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

De uitbetaling, door de Administratie van afzending, van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen of van het bedrag der schadevergoeding, bedoeld in artikel 29 hiervoren, geschiedt voor rekening van de Administratie van bestemming. Deze is verantwoordelijk, tenzij zij kan bewijzen, dat de fout is toe te schrijven aan het niet in acht nemen van een reglementaire bepaling door de Administratie van afzending of kan aantoonen, dat, bij de uitlevering aan haar dienst, het pakket en de bijbehoorende adreskaart niet waren voorzien van de aanwijzingen, welke bij het Reglement voor verrekenpakketten zijn voorgeschreven.

Artikel 31.

Toepassing van de bepalingen van het Verdrag op de schadevergoedingen en de uit te betalen bedragen. Betalingstermijnen en terugbetaling van voorgeschoten bedragen.

De bepalingen van de artikelen 63 en 66 van het Verdrag zijn van toepassing op verrekenpakketten.

Artikel 32.

Verrekeningspostwissels.

Het bedrag van een verrekeningspostwissel, die om de eene of andere reden niet aan den belanghebbende is kunnen worden uitbetaald, wordt niet aan de Administratie van afgifte terugbetaald. Het bedrag wordt door de Administratie van afzending van het verrekenpakket ter beschikking gehouden

van den rechthebbende en vervalt voor goed aan deze Administratie na afloop van den wettelijken termijn van verjaring.
In alle andere opzichten en behoudens hetgeen ter zake in het Reglement is bepaald, zijn de verrekeningspostwissels onderworpen aan de bepalingen van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.

HOOFDSTUK IV.

Pakketten met aangegeven waarde.

Artikel 33.

Porten en rechten. Voorwaarden.

1. De pakketten kunnen met aangifte van waarde worden verzonden in het verkeer tusschen de landen, welker Administratiën zich met dezen dienst belasten.
2. Ieder land bepaalt voor zichzelf het hoogste bedrag der aan te geven waarde, dat in geen geval minder dan 1000 franken mag bedragen.
In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende maxima hebben aangenomen, moet het laagste bedrag over en weder worden in acht genomen.
3. Boven de porten, verschuldigd voor gewone pakketten, wordt als verzekeringsrecht voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken geheven:
a) 5 centiemen voor elke Administratie, die aan het vervoer over land deelneemt;
b) 10 centiemen voor elken dienst, welke voor het vervoer over zee wordt gebezigd.
4. Als maatregel van overgang kan de Administratie van afzending echter een globaal recht heffen, hetwelk 50 centiemen per 300 franken aangegeven waarde niet mag te boven gaan.
5. De landen, die bereid zijn voor pakketten met aangegeven waarde schadevergoeding te verleenen in geval van overmacht, zijn bevoegd een bijzonder recht te heffen, onder voorbehoud dat dit recht en het verzekeringsrecht te zamen het recht bedoeld in § 4 hiervoren niet te boven gaan.
6. De Administratie van oorsprong heeft de bevoegdheid

een verzendingsrecht te heffen, hetwelk niet meer mag bedragen dan 50 centiemen per pakket.
7. De afzender van een pakket met aangegeven waarde ontvangt daarvoor bij de terpostbezorging kosteloos een ontvangbewijs.

Artikel 34.

Valsche aangifte.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud van de zending niet te boven gaan, maar het is geoorloofd slechts een gedeelte van die waarde aan te geven. Valsche aangifte van waarde hooger dan de werkelijke waarde van de zending heeft gerechtelijke vervolging, welke de wetgeving van het land van oorsprong mocht medebrengen, tot gevolg.

HOOFDSTUK V.

Dringende pakketten.

Artikel 35.

Porten en rechten. Voorwaarden.

1. In de betrekkingen tusschen de landen, die daaromtrent zijn overeengekomen, kan de afzender verzoeken, dat een pakket zooveel mogelijk met de voor het vervoer van de brievenpost gebezigde snelle middelen worde vervoerd. Deze pakketten, „dringende" genaamd, worden per expresse bij den geadresseerde bezorgd, tenzij zij de aanduiding „poste-restante" dragen.
2. Voor dringende pakketten worden de rechten en aanvullingsrechten, vastgesteld bij de artikelen 3 tot en met 8 hiervoren, verdriedubbeld.
De rechten, vastgesteld bij artikel 33, het expresse-recht en de andere bijkomende rechten worden zonder verhooging toegepast.

HOOFDSTUK VI.

Verantwoordelijkheid.

Artikel 36.

Omvang van de verantwoordelijkheid.

1. Uitgezonderd in de gevallen bedoeld in het volgende artikel, zijn de Administratiën verantwoordelijk voor het

verlies, de berooving of de beschadiging van postpakketten. De afzender heeft deswege recht op een schadevergoeding gelijkstaande met het werkelijk bedrag van het verlies, de berooving of de schade. Voor gewone pakketten kan deze schadevergoeding 10 franken per pakket tot een gewicht van 1 kilogram, 25 franken per pakket van 1 tot 5 kilogram en 40 franken per pakket van 5 tot 10 kilogram niet te boven gaan. Voor pakketten met aangegeven waarde kan de schadevergoeding het bedrag der aangegeven waarde niet te boven gaan.

De schadevergoeding wordt aan den geadresseerde uitbetaald, indien deze zulks verzoekt nadat hij voorbehoud heeft gemaakt bij het in ontvangst nemen van een beroofd of beschadigd pakket of aantoont, dat de afzender van het recht op schadevergoeding afstand heeft gedaan te zijnen behoeve.

2. Indirecte schade of winstderving blijft buiten beschouwing.

3. De schadevergoeding wordt berekend naar den marktprijs van goederen van gelijken aard ter plaatse waar en op het tijdstip waarop de goederen ter verzending zijn aangenomen. Bij gebreke van een marktprijs wordt de schadevergoeding berekend naar de gewone waarde van de goederen, berekend volgens dezelfde grondslagen.

4. Wanneer een schadevergoeding is verschuldigd wegens het verlies, de algeheele vernietiging of berooving van een pakket, dan heeft de afzender daarenboven recht op terugbetaling van de kosten van vervoer. Hetzelfde geldt voor de zendingen, welke wegens den slechten toestand waarin ze verkeeren, door de geadresseerden worden geweigerd, mits die toestand aan den postdienst is te wijten en deze verplicht is de aansprakelijkheid te aanvaarden.

5. De Postadministratiën behouden in alle gevallen de voor de verzekering betaalde rechten.

Artikel 37.

Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.

De Administratiën zijn ontheven van elke verantwoordelijkheid:

a) in geval van overmacht; de verantwoordelijkheid blijft

echter bestaan ten aanzien van de Administratie van afzending, die op zich heeft genomen schadevergoeding te verleenen in geval van overmacht (art. 33, § 5);

b) indien zij geen rekenschap kunnen geven van de pakketten wegens vernietiging van de dienstbescheiden als gevolg van overmacht;

c) indien de schade is veroorzaakt door schuld of nalatigheid van den afzender of voortkomt uit den aard van het voorwerp;

d) voor pakketten, waarvan de inhoud valt onder een der verbodsbepalingen, bedoeld in artikel 14;

e) voor pakketten, waarvan de waarde valschelijk hooger is aangegeven dan de werkelijke waarde van den inhoud;

f) voor zooveel betreft pakketten, waaromtrent geen navraag is ingediend binnen den termijn van een jaar, bedoeld in artikel 24.

Artikel 38.

Ophouden van de verantwoordelijkheid.

De verantwoordelijkheid van de Administratiën houdt op voor pakketten, waarvan de uitreiking heeft plaats gevonden in overeenstemming met haar binnenlandsche reglementen en welke de rechthebbenden in ontvangst hebben genomen zonder daarbij het voorbehoud te maken, bedoeld in artikel 36 hiervoren.

Artikel 39.

Betaling van de schadevergoeding.

De verplichting tot het uitbetalen van de schadevergoeding rust op de Administratie van afzending, behalve in de gevallen, bedoeld in artikel 36, § 1, waarin deze schadevergoeding wordt uitbetaald door de Administratie van bestemming. De Administratie van uitbetaling behoudt haar recht van verhaal op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 40.

Betalingstermijn.

1. De betaling van de schadevergoeding moet zoo spoedig mogelijk geschieden en uiterlijk binnen den tijd van een

jaar, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de navraag is gedaan.

2. De Administratie, aan welke artikel 39 de betaling van de schadevergoeding opdraagt, is bevoegd den rechthebbende schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie, die na langs regelmatigen weg met de zaak te zijn in kennis gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan; deze termijn bedraagt negen maanden in het verkeer met overzeesche landen.

3. De Administratie van afzending kan de regeling van de schadevergoeding bij uitzondering tot na den termijn van een jaar uitstellen, indien de kwestie der verantwoordelijkheid door oorzaken vreemd aan den postdienst (b.v. overmacht) niet is kunnen worden opgelost.

Artikel 41.

Verantwoordelijke Administratie.

1. Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het pakket zonder voorbehoud te maken van een andere Administratie in ontvangst heeft genomen en na in het bezit te zijn gesteld van alle reglementaire middelen voor het onderzoek, nòch de aflevering aan den geadresseerde, nòch, waar dit te pas komt, de regelmatige overgifte aan de volgende Administratie kan bewijzen.

2. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied of indien, bij overdracht van de gewone pakketten bij het getal, niet kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land een pakket verloren geraakt, beroofd of beschadigd is, dan dragen de betrokken Administratiën de schade ieder voor een gelijk gedeelte.

3. Wanneer door overmacht een pakket met aangegeven waarde is verloren geraakt, is beroofd of beschadigd geworden, dan is de Administratie op het grondgebied of in den dienst waarvan het verlies, de berooving of de beschadiging

plaats had, daarvoor alleen dan verantwoordelijk tegenover de Administratie van afzending, indien beide landen bereid zijn tot betaling van schadevergoeding in geval van overmacht.

4. De douane- en andere rechten, waarvan geen ontheffing is kunnen worden verkregen, komen ten laste van de vervoerders, die verantwoordelijk zijn voor het verlies, de berooving of de beschadiging.

5. Door de betaling van schadevergoeding en tot het bedrag daarvan treedt de verantwoordelijke Administratie in de rechten van dengene, die de schadevergoeding heeft ontvangen, voor zooveel betreft elk mogelijk verhaal, hetzij op den geadresseerde, hetzij op den afzender, hetzij op derden.

Indien echter later de pakketten, welke als verloren waren beschouwd, geheel of gedeeltelijk worden teruggevonden, moet degene, aan wien de schadevergoeding is uitbetaald, worden ingelicht, dat hij de zending in ontvangst kan nemen tegen terugbetaling van het bedrag der uitbetaalde schadevergoeding.

Artikel 42.

Terugbetaling van de schadevergoeding aan de Administratie van afzending.

De verantwoordelijke Administratie of die, voor welker rekening de betaling overeenkomstig artikel 40 heeft plaats gehad, is gehouden het bedrag van de schadevergoeding terug te betalen binnen drie maanden na kennisgeving van de betaling.

Deze terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, die te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of van een wissel, op zicht betaalbaar in de hoofdstad of een handelsplaats van het land, dat te vorderen heeft, hetzij in gangbare munt van dit land.

Het bedrag van de schadevergoeding kan ook ambtshalve aan het verantwoordelijke land worden aangerekend, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van de eerste Administratie van doorvoer, welke op haar beurt het bedrag aan de volgende Administratie in rekening brengt en zoo ver-

volgens totdat het betaalde bedrag ten laste van de verantwoordelijke Administratie is gebracht. Na den bovenbedoelden termijn van drie maanden wordt, te rekenen van den dag, waarop die termijn is verloopen, voor het verschuldigde bedrag een rente van zeven percent 's jaars berekend.

De Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld en welke oorspronkelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, moet alle bijkomende kosten, voortspruitende uit de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling, voor haar rekening nemen.

HOOFDSTUK VII.

Toekenning van de porten en rechten.

Artikel 43.

Vergoedingen wegens het vervoer.

De Administratie van afzending vergoedt voor elk pakket:

a) aan de Administratie van bestemming de rechten, welke haar toekomen op grond van de bepalingen van de artikelen 3 tot en met 8 en 35;

b) in voorkomende gevallen, aan elke Administratie, die haar tusschenkomst verleent, de rechten vastgesteld bij de artikelen 3, 4, 6, 7 en 35.

Artikel 44.

Aanrekening in geval van na- of terugzending.

In geval van na- of terugzending van een pakket, brengt de na- of terugzendende Administratie het haar toekomende aandeel aan de volgende Administratie in rekening en, in voorkomende gevallen:

a) het recht voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking, bedoeld in artikel 9;

b) het bedrag van het bewaarloon, bedoeld in artikel 12;

c) het recht wegens nazending, bedoeld in artikel 18, § 2;

d) de rechten, waarvoor zij ongedekt is.

Dezelfde wijze van handelen wordt gevolgd door elke tusschenkomst verleenende Administratie, zooals is omschreven in artikel 33 van het Reglement.

Artikel 45.

Bijzonder- en aanvullingsrecht voor expresse-zendingen.

1. Het bijzondere recht wegens expresse-bestelling, bedoeld in artikel 13, § 1, maakt deel uit van de aan de Administratie van bestemming uit te keeren vergoedingen.

Indien een expresse-pakket naar een ander land wordt nagezonden, zonder dat de bestelling er van werd beproefd, wordt dit recht aan het nieuwe land van bestemming te goed gedaan. Indien dit laatste zich niet met expresse-bestelling belast, wordt het recht door de Administratie van het land van eerste bestemming behouden; hetzelfde geldt voor een onbestelbaar expresse-pakket.

2. In geval van na- of terugzending van een expresse-pakket wordt het aanvullingsrecht, bedoeld in artikel 13, §§ 2 en 3, door de Administratie, die de bestelling heeft beproefd, aan de volgende Administratie aangerekend, behalve wanneer haar dit recht bij de aanbieding ten huize van den geadresseerde is voldaan.

Artikel 46.

Recht wegens nazending binnen het land van bestemming.

Het recht wegens nazending, bedoeld in artikel 18, § 2, blijft, in geval van latere nazending of van terugzending, invorderbaar ten bate van het land, binnen welks grenzen de nazending heeft plaats gehad.

Artikel 47.

Verschillende rechten.

1. Door de Administratie, die ze heeft ingevorderd, worden ten volle behouden:

a) het vaste recht geldende voor de berichten van ontvangst (art. 17);

b) het recht wegens een onbestelbaar pakket (art. 19, § 3);

c) het recht verschuldigd voor navragen (art. 24, § 1);

d) het verzendingsrecht voor pakketten met aangegeven waarde (art. 33, § 6).

2. Het recht voor de bestelling en voor de inklaring en vrijmaking (art. 9) wordt behouden door de Administratie van bestemming.

Het commissieloon (art. 11) wordt door deze Administratie in rekening gebracht.

Artikel 48.

Recht wegens verrekening.

De rechten, bedoeld in artikel 25, § 2, worden tusschen de Administratie van het land van oorsprong en die van het land van bestemming gelijkelijk verdeeld op de wijze als is voorgeschreven in het Reglement.

Artikel 49.

Verzekeringsrecht.

Voor pakketten met aangegeven waarde is de Administratie van oorsprong aan ieder der Administratiën, wier diensten aan het vervoer deelnemen en, in voorkomende gevallen, voor ieder van die diensten, een aandeel in het verzekeringsrecht verschuldigd, dat voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken op 5 centiemen wegens vervoer over land en op 10 centiemen wegens vervoer over zee is bepaald.

HOOFDSTUK VIII.

Verschillende bepalingen.

Artikel 50.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van het Verdrag.

De bepalingen van algemeenen aard, voorkomende in de titels I en II van het Verdrag, zijn van toepassing op de uitwisseling van pakketten, behoudens het navolgende:

De Administratiën van de tot deze Overeenkomst toegetreden landen, die een uitwisseling van postpakketten onderhouden met niet contracteerende landen, staan aan alle overige deelnemende Administratiën toe gebruik te maken van deze betrekkingen voor de uitwisseling van postpakketten met de laatstbedoelde landen.

Indien een land, dat tot deze Overeenkomst wenscht toe te treden, de bevoegdheid verlangt om een aanvullingsrecht van meer dan 25 centiemen per pakket te heffen, dan wordt de aanvrage om toetreding door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan alle contracteerende landen onder-

worpen. Die aanvrage wordt geacht te zijn toegestaan, indien binnen een termijn van zes maanden niet meer dan een derde van de tot de Overeenkomst toegetreden Administratiën zich tegen het verzoek uitspreken.

Artikel 51.

Goedkeuring van de voorstellen, gedaan in het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen, welke in het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten worden gedaan (artikelen 18 en 19 van het Verdrag) op zich vereenigen:

a) alle stemmen, wanneer het betreft een bijvoeging van nieuwe bepalingen of een wijziging van de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 19, 24 tot en met 45, 47, 48, 49, 51 en 52 van deze Overeenkomst en van artikel 49 van het bijbehoorende Reglement;

b) twee derden der stemmen, wanneer het een wijziging betreft van andere bepalingen dan die, vermeld in de vorige alinea;

c) de volstrekte meerderheid, wanneer het de uitlegging van de bepalingen van deze Overeenkomst en van het bijbehoorende Reglement betreft, behoudens het geval van geschil, dat aan arbitrage, als bedoeld in artikel 10 van het Verdrag, is te onderwerpen.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 52.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de Gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de Archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

IX.

SLOT-PROTOCOL VAN DE OVEREENKOMST

Overgaande tot de onderteekening van de op heden gesloten Overeenkomst, betreffende de postpakketten, zijn de ondergeteekenden, Gevolmachtigden, alsnog het navolgende overeengekomen:

I.

Uitvoering van den dienst door ondernemingen van vervoer.

Ieder land, waar de post op dit oogenblik niet is belast met het vervoer van postpakketten, en dat tot de bovenvermelde Overeenkomst is toegetreden, zal de bevoegdheid hebben om de uitvoering van de bepalingen daarvan op te dragen aan de spoorweg- en scheepvaartondernemingen. Het zal dien dienst ook kunnen beperken tot de pakketten, afkomstig uit of bestemd voor plaatsen, welke door die ondernemingen worden bediend.

De Postadministratie van dat land zal zich met de spoorweg- en scheepvaartondernemingen hebben te verstaan, ter verzekering van de volledige uitvoering door deze laatsten, van alle bepalingen van de Overeenkomst, in het bijzonder wat betreft de regeling van den dienst der uitwisseling.

Zij zal haar tusschenkomst verleenen voor de behandeling van alle zaken met de Postadministratiën van de andere contracteerende landen en met het Internationaal Bureel.

II.

Vervoer in transit.

Voorloopig wordt aan Perzië, aan de Portugeesche Koloniën in Afrika en aan de Kolonie Belgisch Congo de bevoegdheid verleend, zich niet te belasten met het vervoer in transit over hun grondgebied van postpakketten.

Deze bepaling is echter niet van toepassing op pakketten afkomstig van of bestemd voor de Fransche Koloniën Tchad, Oubangui-Chari en Midden-Congo.

III.

Verhoogd recht wegens vervoer in transit.

Als uitzondering op de bepalingen van artikel 3 van de Overeenkomst,

a) mag het recht wegens landtransit voorloopig worden vastgesteld op:
1 frank door Brazilië, de Republiek Columbia, Ecuador, Peru en de Vereenigde Staten van Venezuela;
1 frank 25 centiemen door China;
2 frank 50 centiemen door Aziatisch Turkije; dit verhoogd recht mag gebracht worden op 4 frank voor pakketten uit en voor Perzië, welke worden doorgevoerd langs den weg Trebizonde-Erzeroem-Bayezid;
b) mag een aanvullingsrecht van 50 centiemen worden geheven door de Republiek Panama voor het vervoer van pakketten door de landengte;
c) mag door de Argentijnsche Administratie wegens landtransit voor pakketten, die met den spoorweg over de Andes moeten worden vervoerd, een aanvullingsrecht van 3 frank 60 centiemen per pakket worden geheven;
d) heeft Egypte (voor den Soudan) de bevoegdheid het recht wegens vervoer over land voor door den Soedan te vervoeren pakketten, afkomstig van en bestemd voor Belgisch Congo, vast te stellen op 1 frank 20 centiemen voor de gewichtsschaal gaande tot 1 K.G. en op 4 frank 40 centiemen voor de gewichtsschaal gaande tot 5 K.G.;
e) heeft de Belgische Congo de bevoegdheid, het recht wegens vervoer over land voor pakketten afkomstig van of bestemd voor de Fransche koloniën Tchad, Oubangui-Chari en Midden-Congo vast te stellen op respectievelijk 60 centiemen, 2 franken en 4 franken, naar gelang van de gewichtsschaal.
Dit recht kan in onderling overleg tusschen de twee betrokken Administratiën worden gewijzigd;
f) hebben de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets de bevoegdheid, het recht wegens transit vast te stellen op 2 franken per pakket voor het vervoer over het Europeesch gedeelte en op 2 franken per pakket voor het vervoer over het Aziatisch gedeelte van de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets;
g) mag door de Chileensche Administratie wegens landtransit voor pakketten, die met den spoorweg over de Andes

moeten worden vervoerd, een aanvullingsrecht van 1 frank 25 per pakket worden geheven.

IV.

Verhoogde eind-taksen.

Het aanvullingsrecht, bedoeld in artikel 8, mag bij wijze van uitzondering voorloopig worden verhoogd tot:

40 centiemen door de Dominicaansche Republiek;

50 centiemen door Bulgarije, de Republiek Haïti en IJsland;

hoogstens 75 centiemen door ieder van de volgendeAdministratiën: de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Chili, China, Finland, Griekenland, Guatemala, Indochina (voor bepaalde ver afgelegen kantoren), Britsch-Indië, Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Polen, Salvador, Siam, Zweden, Aziatisch Turkije, Uruguay;

het aanvullingsrecht van 0 fr. 75, toegestaan aan Aziatisch Turkije, mag gebracht worden op 2 franken voor pakketten, bestemd voor kantoren, die van de spoorwegen en de kust verwijderd zijn gelegen en door postboden naar het binnenland worden vervoerd;

1 frank door Egypte (voor zooveel betreft de kantoren van den Soudan) en door het Europeesche en het Aziatische gedeelte van de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets, elk afzonderlijk;

1 frank 25 centiemen door Brazilië, Ecuador, Peru, de Vereenigde Staten van Venezuela en door de Argentijnsche kantoren van Costa del Sur, Tierra del Fuego en aangrenzende eilanden;

1 frank 50 centiemen door de Nederlandsche Koloniën.

Bolivia heeft de bevoegdheid voor pakketten van elk der 3 gewichtsschalen, afkomstig van of bestemd voor andere plaatsen dan La Paz en Oruro, voorloopig een aanvullingsrecht te heffen van respectievelijk 3 franken, 7 franken en 14 franken.

De Republiek Columbia heeft voorloopig de bevoegdheid, de navolgende aanvullingsrechten te heffen: 1 frank 25 centiemen voor elk pakket bestemd voor een zeehaven en een frank per kilogram of gedeelte van een kilogram voor pakketten met bestemming naar andere plaatsen.

Ethiopië heeft de bevoegdheid voorloopig aanvullingsrechten te heffen van respectievelijk 40 centiemen, 1 frank 25 centiemen en 1 frank 70 centiemen voor pakketten van elk der drie gewichtsschalen.

De Kolonie Belgisch Congo, Perzië en de Portugeesche Koloniën Angola en Mozambique zijn bevoegd voor het vervoer van postpakketten verder dan haar uitwisselingskantoren een aanvullingsrecht te heffen, dat het op de pakketten van haar binnenlandschen dienst toegepaste tarief niet mag te boven gaan.

V.

Bijzondere verhoogde rechten.

1. Voor het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk, ter eene, en Algerië en Corsica ter andere zijde, wordt een aanvullingsrecht geheven gelijk aan het recht wegens vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 500 zeemijlen.

2. De Spaansche Administratie is bevoegd een aanvullingsrecht te heffen van 25 centiemen voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje eenerzijds en de Balearische eilanden, de Spaansche bezittingen in het noorden van Afrika en de kantoren in de Spaansche zône van Marokko anderzijds, en van 50 centiemen voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje en de Canarische eilanden.

3. De Portugeesche Administratie is bevoegd een aanvullingsrecht van 1 frank 50 centiemen per pakket, een gewicht van 5 K.G. niet te boven gaande, te heffen voor het vervoer tusschen het vasteland van Portugal en de eilanden Madeira en de Azoren.

4. Voor het vervoer tusschen Indochina, ter eene, en het Kouang-Tchéou-Wangebied ter andere zijde, wordt een aanvullingsrecht geheven gelijk aan het recht wegens vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 500 zeemijlen.

VI.

Bijzondere tarieven.

Britsch-Indië is bevoegd op de postpakketten afkomstig van dit land met bestemming naar andere landen een opklimmend tarief naar verschillende gewichtsschalen toe te passen,

onder voorwaarde, dat het gemiddelde der porten het gewone, met inbegrip van het verhoogd port, waarop het recht zou hebben, niet te boven ga.

Deze laatste bevoegdheid wordt eveneens toegestaan aan de landen, die tot de Overeenkomst toetreden in den tijd, welke er verloopt tot het volgend Congres.

VII.

Pakketten met aangegeven waarde.

In afwijking van de bepalingen van artikel 33:

a) is de Kolonie Belgisch Congo bevoegd het hoogste bedrag voor aangegeven waarde tot 500 franken te beperken;

b) is de Argentijnsche Administratie bevoegd een aanvullingsrecht van 10 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken te heffen voor pakketten met aangegeven waarde, afkomstig van of bestemd voor de kantoren van Costa del Sur, Tierra del Fuego en aangrenzende eilanden;

c) wordt voor het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk, ter eene, en Algerië en Corsica ter andere zijde, ten laste van den afzender, voor pakketten met aangegeven waarde een aanvullingsrecht van verzekering geheven van 10 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken;

d) is de Indochineesche Administratie bevoegd voor pakketten met aangegeven waarde, afkomstig van of bestemd voor de kantoren van het Kouang-Tchéou-Wan-gebied een aanvullingsrecht van verzekering te heffen van 10 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken;

e) is de postadministratie van de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets bevoegd voor pakketten met aangegeven waarde, met bestemming naar het Aziatisch gedeelte van de Vereenigde Socialistische Republieken der Sovjets, van den afzender een aanvullingsrecht van verzekering te heffen van 15 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken.

Voor elk pakket met aangegeven waarde, afkomstig van of bestemd voor Corsica en Algerië wordt, ten laste van den afzender, wegens vervoer over land op Corsica of in Algerië, een aanvullingsrecht van verzekering geheven van 5 centiemen per 300 franken of gedeelte van 300 franken.

VIII.

Afmetingen en inhoud.

Griekenland, Tunis en Aziatisch Turkije zijn bevoegd voorloopig niet toe te laten pakketten, waarvan de afmetingen of de inhoud het bij het Reglement van uitvoering voor de diensten over zee toegestaan maximum mochten te boven gaan.

IX.

Uitzonderingen op de bepalingen betreffende de heffing van het verrekenrecht en het opmaken van de afrekeningen.

Als maatregel van overgang, kunnen in het verkeer met de landen, waar de dienst der postpakketten niet wordt uitgevoerd door de postadministratie, de bepalingen van het Verdrag van Madrid betreffende den dienst der postpakketten worden toegepast op de heffing van het recht wegens verrekening en op het opmaken van de afrekeningen.

In oirkonde hiervan hebben de hieronder vermelde Gevolmachtigden dit Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, als wanneer de bepalingen daarvan in den tekst van de Overeenkomst, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

X.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE POSTPAKKETTEN, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, DE KOLONIE BELGISCH CONGO, BOLIVIA, BRAZILIË, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, DE DOMINICAANSCHE REPUBLIEK, EGYPTE, ECUADOR, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, BRITSCH-INDIË, IJSLAND, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, PERZIË, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, SALVADOR, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het Algemeen Postverdrag, gesloten te Stockholm den 28sten Augustus 1924, hebben namens hun Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende de postpakketten, de navolgende bepalingen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Doorzending.

1. Iedere Administratie is verplicht de postpakketten, welke haar voor doorvoer over haar gebied worden toegezonden, met dezelfde gelegenheden en middelen te vervoeren, welke zij voor haar eigen pakketten bezigt.

2. Verkeerd gezonden pakketten worden naar hun juiste bestemming verzonden langs den kortsten weg, waarover de nazendende Administratie kan beschikken.

Artikel 2.

Wijze van verzending.

1. De uitwisseling van de pakketten tusschen aan elkander grenzende of door middel van een rechtstreekschen dienst over zee met elkander verbonden landen, geschiedt door de kantoren en in de plaatsen, welke door de betrokken Administratiën daartoe zijn aangewezen.

2. In het verkeer tusschen niet aan elkaar grenzende landen worden de pakketten stuksgewijze uitgewisseld, tenzij daaromtrent anders is overeengekomen.

De betrokken Administratiën kunnen zich met elkaar verstaan omtrent de uitwisseling in zakken, manden of afgesloten afdeelingen van wagons met rechtstreeksche adviezen; in dit geval stellen deze Administratiën in gemeen overleg de noodige maatregelen vast.

3. Het vormen van gesloten zendingen is echter verplicht, indien het aantal pakketten van dien aard is, dat de werkzaamheden van een tusschenkomst verleenende Administratie, volgens haar verklaring, daardoor worden belemmerd.

De zakken, manden enz. moeten, duidelijk leesbaar, de aanduiding van het kantoor van oorsprong en een volgnummer dragen. Hun gewicht mag niet meer bedragen dan 60 K.G., indien het zakken en 80 K.G., indien het manden, enz. betreft. Zij moeten met de eerstvolgende gelegenheid ledig aan de Administratie van afzending worden teruggezonden.

De Administratie, die de zakken, manden enz. terugzendt,

moet de nummers daarvan op de adviezen vermelden en is aansprakelijk voor het verlies, indien zij de terugzending niet kan bewijzen.

De manden, zakken en soortgelijke verzendingsmiddelen, benoodigd voor de uitwisseling van pakketten, komen voor gelijke deelen ten laste van de Administratiën, die er zich in haar wederzijdsch verkeer van bedienen.

4. In het verkeer tusschen landen, die door een of meer tusschenliggende landen zijn gescheiden, moeten de pakketten de wegen volgen, waaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën is overeengekomen.

5. Wanneer pakketten tijdens de verzending ambtshalve worden aangehouden, hetzij door de post, hetzij door de douane, dan moet de afzender per bericht van onbestelbaarheid worden uitgenoodigd nadere opdracht te geven. Deze maatregel is echter niet verplicht in gevallen van overmacht.

Artikel 3.

Aan de Administratiën te verstrekken inlichtingen.

1. De Administratiën, die geregelde diensten over zee onderhouden, geven aan de andere Administratiën op, welke van die diensten voor het vervoer van postpakketten kunnen worden gebezigd, met vermelding van de afstanden.

2. De Administratiën, die rechtstreeksche betrekkingen onderhouden, doen elkander over en weder, door middel van tabellen, gelijk aan het hierbij gevoegd model A, mededeeling van:

a) de naamlijst der landen, waarheen zij pakketten kunnen verzenden, die aan haar worden uitgeleverd;

b) de wegen, welke voor het vervoer van de bedoelde pakketten vanaf het binnenkomen op haar gebied of met haar diensten openstaan;

c) het gezamenlijk bedrag der kosten, welke voor elke bestemming aan haar moeten worden vergoed;

d) het aantal douaneverklaringen, waarvan elk pakket vergezeld moet gaan.

3. Iedere Administratie moet bovendien rechtstreeks aan de eerste Administratie, welke haar tusschenkomst verleent,

mededeelen, voor welke landen zij voornemens is, aan die Administratie postpakketten uit te leveren.

Artikel 4.

Verzendingswegen en porten.

Door middel der van de correspondeerende Administratiën ontvangen tabellen A bepaalt iedere Administratie de wegen, welke voor de verzending van haar pakketten moeten worden gebruikt, en de porten, welke van de afzenders zijn te heffen, in verband met de voorwaarden waarop het vervoer plaats heeft.

Artikel 5.

Vaststelling van de aequivalenten.

1. De Administratiën heffen haar porten volgens de aequivalenten, welke zij overeenkomstig de aanwijzingen van de betreffende tabel (het hierbijgevoegde model O) hebben bepaald, en welke zij door tusschenkomst van de Zwitsersche Postadministratie aan het Internationaal Bureel moeten mededeelen.

2. Bij verandering van muntstelsel in een der bovengenoemde landen, moet de Administratie van dat land voor de wijziging van de aequivalenten in overleg treden met de Zwitsersche Postadministratie. Laatstgenoemde Administratie stelt, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, alle andere Administratiën der Vereeniging met die wijziging in kennis.

3. Iedere Administratie heeft de bevoegdheid om, bij belangrijke wijziging in de waarde van haar munt, indien zij zulks noodig oordeelt, over te gaan tot het plegen van het in de voorafgaande paragraaf bedoelde overleg.

HOOFDSTUK II.

Bepalingen, geldende voor alle pakketten.

Artikel 6.

Hinderlijke pakketten.

1. Als hinderlijk worden beschouwd:

a) pakketten, waarvan een der afmetingen 1,50 M. te boven gaat of waarvan de som van de lengte en den grootsten

omtrek, gemeten niet in de richting van de lengte, 3 M. te boven gaat.

b) pakketten, welke door hun vorm, hun omvang of hun broosheid zich niet gemakkelijk leenen tot het verladen met andere pakketten, of welke bijzondere voorzorgen vereischen, zooals planten en heesters in manden, ledige kooien of kooien welke levende dieren bevatten, bijeengepakte ledige sigarenkistjes of andere kistjes of doozen, meubelen, mandewerk, bloementafels, kinderwagens, spinnewielen, rijwielen, enz.

2. De Administratiën, die diensten over zee onderhouden, zijn bevoegd als hinderlijk aan te merken elk pakket, dat met die diensten moet worden vervoerd en waarvan de inhoud 55 kubieke decimeters, of een der afmetingen 1,25 M. te boven gaat.

3. Behoudens klaarblijkelijke vergissing, moet, met betrekking tot de juiste berekening van den inhoud, het gewicht of de afmetingen der postpakketten, de zienswijze van het kantoor van afzending als beslissend worden aangemerkt.

Artikel 7.

Wijze van verpakking, enz.

Om ter verzending te worden toegelaten, moet elk pakket:

a) voorzien zijn van een nauwkeurig adres in latijnsche letters. Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten. Echter zijn toegelaten pakketten, waarvan het adres met inkpotlood op een vooraf bevochtigde plaats is geschreven. Het adres moet op het pakket zelf zijn geschreven, of op een etiket dat zoo stevig aan het pakket bevestigd is, dat het niet kan losraken. Het verdient aanbeveling in de zending een afschrift van het adres te sluiten met vermelding van het adres van den afzender;

b) ingepakt zijn op een wijze, welke rekening houdt met den duur van het vervoer en waardoor de inhoud zoo afdoende wordt beveiligd, dat het onmogelijk is aan den inhoud te raken zonder dat er duidelijke sporen van schending overblijven.

Echter worden onverpakt aangenomen de voorwerpen, welke in elkaar kunnen worden geschoven of kunnen worden

samengevoegd en bijeengehouden door een sterk touw, voorzien van zegels in lood of lak, zoodat zij één pakket vormen en niet van elkander kunnen losraken. Evenmin wordt verpakking geëischt van pakketten, uit één stuk bestaande, zooals stukken hout, metaal, enz., welke volgens handelsgebruik niet worden verpakt.

Voorwerpen, welke verwonding van de postambtenaren kunnen teweegbrengen of schade kunnen veroorzaken aan andere zendingen, moeten zoodanig zijn ingepakt, dat elk gevaar is weggenomen;

c) verzegeld zijn door middel van met elkander overeenstemmende zegels in lak, van loodjes of van eenig ander middel, een bijzonder en eenvormig kenteeken van den afzender vertoonende.

Artikel 8.

Bijzondere verpakkingen.

1. De verpakking van postpakketten, bestemd voor overzeesche landen, moet bijzonder stevig en goed verzorgd zijn met het oog op de vele overladingen en handelingen welke die zendingen moeten ondergaan; vooral wanneer de inhoud bestaat uit edele metalen, metalen voorwerpen of zware goederen, is het een vereischte, voor de verpakking stevige metalen doozen of houten kisten van minstens een centimeter dikte te gebruiken.

2. Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke licht vloeibaar worden, moeten worden verzonden in een dubbel omhulsel. Tusschen het eerste (flesch, pot, doos, enz.) en het tweede (doos van metaal, van taai hout of van gegolfd karton van stevige hoedanigheid) wordt, zoo mogelijk, eenige ruimte gelaten, welke met zaagsel, zemelen of een andere opslorpende of beschermende stof moet worden aangevuld.

Deze laatste voorwaarde is verplicht, indien het eerste omhulsel bijzonder breekbaar is.

Kleurstoffen, zooals aniline, enz. worden slechts toegelaten in doozen van sterk blik, welke zelve in houten doozen zijn gevat, terwijl de ruimte tusschen de twee verpakkingen is opgevuld met zaagsel; droge, geen kleur afgevende poeders moeten zijn gepakt in metalen, houten of kartonnen doozen;

deze doozen zelve behooren in een linnen of perkamenten zak te worden gesloten.

3. Indien zij worden toegelaten door de verschillende Administratiën, welke aan het vervoer zullen deelnemen, moeten pakketten, welke lucifers, geladen capsulen en metalen patronen voor draagbare vuurwapenen, alsmede niet-ontplofbare ernstvuurwerken inhouden, zoowel in- als uitwendig stevig worden verpakt in kisten of vaatjes. Bovendien moet de inhoud zoowel op de adreskaart als op de zending zelve worden vermeld.

Artikel 9.

Adreskaarten en douaneverklaringen.

1. Elk pakket moet vergezeld zijn van een adreskaart van stevig karton en van douaneverklaringen, gelijk aan of overeenkomende met de hierbijgevoegde modellen B en C; de douaneverklaringen moeten stevig aan de adreskaart bevestigd worden.

De afzender mag de strook van de adreskaart bezigen voor mededeelingen de zending betreffende. Hij moet bovendien op de achterzijde van de adreskaart de wijze aangeven, waarop hij over het pakket wenscht te beschikken, ingeval de uitreiking niet kan plaats hebben. Deze aanteekening, welke in het Fransch of in een in het land van bestemming bekende taal moet zijn gesteld, wordt op het pakket zelf herhaald.

Alleen de navolgende beschikkingen zijn toegelaten:

a) dat het pakket onmiddellijk worde teruggezonden;

b) dat het pakket worde nagezonden aan denzelfden geadresseerde in een andere plaats;

c) dat het pakket aan een anderen geadresseerde worde uitgereikt (eventueel zonder invordering van het verrekenbedrag of tegen betaling van een lager bedrag dan het oorspronkelijk aangegevene);

d) dat van de onbestelbaarheid van het pakket kennis worde gegeven;

e) dat het pakket worde verkocht voor rekening en op kosten van den afzender of als afgestaan worde behandeld.

2. Eenzelfde adreskaart en eenzelfde douaneverklaring kun-

nen voor meerdere gewone pakketten — doch ten hoogste drie — worden gebezigd, indien de pakketten van denzelfden afzender afkomstig, aan hetzelfde port onderworpen, en voor denzelfden persoon bestemd zijn. Deze bepaling is niet van toepassing op pakketten belast met verrekening, pakketten met aangegeven waarde en die, welke vrij van alle rechten dan wel alleen vrij van douanerechten aan de geadresseerden moeten worden uitgereikt. Voor deze pakketten zijn gemeenschappelijke adreskaarten en douaneverklaringen niet toegelaten.

Ieder land kan echter voor elk pakket een afzonderlijke adreskaart en afzonderlijke douaneverklaring vorderen.

3. De Administratiën nemen ten aanzien van de douaneverklaringen geenerlei verantwoordelijkheid op zich.

Artikel 10.

Pakketten vrij van rechten.

1. De pakketten vrij van alle rechten of alleen vrij van douanerechten aan de geadresseerden uit te reiken worden, evenals de daarbij behoorende adreskaarten, voorzien van een geel gekleurd etiket, met de aanwijzing „Franc de tous droits" of „Franc de droits de douane seulement" in vette letters. Dezelfde aanduiding moet door de afzenders op de adreskaarten worden geschreven.

2. Elk pakket, dat „franc de droits" wordt verzonden, gaat vergezeld van een advies wegens franco-uitreiking gelijk aan het hierbij gevoegde model E, van geelkleurig karton, waarvan de voorzijde door het kantoor van afzending volgens de aanwijzingen van het formulier wordt ingevuld. Het franco-advies wordt stevig aan de adreskaart bevestigd.

Artikel 11.

Berichten van ontvangst.

1. Pakketten, waarvan de afzenders een bericht van ontvangst verlangen, moeten op in het oog springende wijze zijn voorzien van het opschrift „Avis de réception" of van den afdruk van een stempel „A. R." Dezelfde aanwijzing moet op de adreskaarten worden gesteld.

2. Deze zendingen gaan vergezeld van een formulier gelijk

aan of overeenkomende met het model C gevoegd bij het Reglement van het Verdrag; dit formulier wordt opgemaakt door het kantoor van oorsprong of door eenig ander, door de Administratie van afzending aan te wijzen kantoor; het wordt gehecht aan de adreskaart van het pakket, waarop het betrekking heeft.

Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier C, na het behoorlijk te hebben ingevuld, zonder omslag en portvrij terug aan het adres van den afzender van het pakket.

4. Indien de afzender navraag doet naar een bericht van ontvangst, dat hem niet binnen een redelijken tijd heeft bereikt, wordt gehandeld overeenkomstig de in het volgende artikel aangegeven regelen. In dit geval wordt niet opnieuw recht geheven en stelt het kantoor van oorsprong in het hoofd van het formulier C de aanwijzing ,,Duplicata de l'avis de réception, etc.''

Artikel 12.

Berichten van ontvangst gevraagd na de terpostbezorging.

Indien de afzender na de terpostbezorging van een pakket een bericht van ontvangst verzoekt, vult het kantoor van oorsprong een formulier C in en hecht dit vervolgens aan een navraagformulier (het hierbij gevoegde model N), hetwelk vooraf is voorien van frankeerzegels, het recht vertegenwoordigende, bedoeld in artikel 49 van het Verdrag. Het navraagformulier, vergezeld van het formulier C, wordt behandeld overeenkomstig de voorschriften van het hiernavolgend artikel 39, op deze uitzondering na, dat, in geval van regelmatige aflevering van het pakket, het kantoor van bestemming het formulier N achterhoudt en het formulier C terugzendt op de wijze als is voorgeschreven in paragraaf 3 van het vorige artikel.

Echter wordt in de landen, waar de dienst der pakketpost niet wordt uitgevoerd door de postadministratie, ten bewijze, dat het verschuldigde recht is geheven, op het formulier N

een bijzonder zegel gehecht of het bedrag van het geheven recht daarop vermeld.

HOOFDSTUK III.

Pakketten, belast met verrekening.

Artikel 13.

Aanduiding van het verrekenbedrag.

1. De verrekenpakketten en de daarbij behoorende adreskaarten moeten op de adreszijde, zeer duidelijk geschreven of gedrukt, het woord „Remboursement" dragen, gevolgd door het verrekenbedrag, hetwelk moet zijn aangeduid in latijnsche letters, voluit en in Arabische cijfers, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.
2. De afzender moet bovendien, eveneens in latijnsche letters, op het pakket en op de voorzijde van de adreskaart zijn naam en adres vermelden.

Artikel 14.

Etiket.

De verrekenpakketten, evenals de bijbehoorende adreskaarten, moeten van een oranjekleurig etiket worden voorzien, gelijk aan het model D gevoegd bij het Reglement van het Verdrag.

Artikel 15.

Verrekeningspostwissel (formulier H).

Elk verrekenpakket gaat vergezeld van een formulier voor verrekeningspostwissel gelijk aan of overeenkomende met het hierbij gevoegd model H. Dit formulier, hetwelk aan de adreskaart wordt vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en, als algemeene regel, den afzender van het pakket als den geadresseerde van den wissel aangeven. Echter is iedere Administratie vrij de postwissels betreffende zendingen uit haren dienst afkomstig, te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan andere van haar kantoren.

De strook van den verrekeningswissel moet den naam en het adres van den geadresseerde van het pakket, alsmede de

plaats en den datum van terpostbezorging van die zending vermelden.

Artikel 16.

Herleiding van het verrekenbedrag.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, worden de verrekenbedragen herleid in de munt van het land van bestemming door de zorg van de Administratie van dat land, volgens den koers van herleiding gebezigd voor de herleiding van postwissels bestemd voor het land van oorsprong der pakketten.

Artikel 17.

Betalingstermijn.

Het verrekenbedrag moet worden betaald binnen den termijn van 7 dagen te rekenen van den dag volgende op dien van aankomst van het pakket ten kantore van bestemming.

Deze termijn bedraagt 14 dagen in het verkeer tusschen landen van Europa en landen buiten Europa en tusschen deze laatste landen onderling.

De termijnen kunnen tot ten hoogste 28 dagen worden verlengd door de Administratiën, wier wetgeving daartoe de verplichting oplegt.

Na afloop van deze termijnen wordt het pakket als onbestelbaar behandeld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 34 hierna. De afzender heeft echter de bevoegdheid de onmiddellijke terugzending van het pakket aan zijn adres te vragen, indien de geadresseerde bij de eerste aanbieding weigert het verrekenbedrag te betalen.

Dit verzoek moet voorkomen op het pakket en op de achterzijde van de adreskaart. Het moet gesteld zijn in het Fransch of in een in het land van bestemming bekende taal.

Artikel 18.

Verlaging of opheffing van het verrekenbedrag.

Op de verzoeken om opheffing of verlaging van het verrekenbedrag zijn de bij artikel 41 van het Reglement van het Verdrag voorgeschreven regelen en formaliteiten van toepassing.

Elk verzoek om verlaging van het verrekenbedrag moet ver-

gezeld zijn van een nieuw formulier voor verrekeningspostwissel, waarop het verbeterde bedrag is aangegeven.

Artikel 19.

Nazending.

Verrekenpakketten kunnen worden nagezonden, indien het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong een dienst van dit soort pakketten onderhoudt.

De pakketten gaan in dat geval vergezeld van de verrekeningspostwisselformulieren, opgemaakt door den dienst van oorsprong der pakketten. De Administratie van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van de verrekenbedragen alsof de pakketten haar rechtstreeks waren toegezonden.

Artikel 20.

Afgifte van den verrekeningspostwissel.

Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming, of eenig ander daartoe door de Administratie van bestemming aangewezen kantoor het gedeelte „Indications de service" van den verrekeningspostwissel in en zendt dien wissel, na daarop den dagteekeningstempel te hebben afgedrukt, zonder heffing van recht, naar het kantoor van terpostbezorging van het pakket of naar het kantoor, dat door de Administratie van oorsprong uitdrukkelijk op den wissel zelf is aangegeven.

De verrekeningspostwissels worden aan de afzenders van de pakketten uitbetaald overeenkomstig de door elke Administratie vastgestelde bepalingen.

Artikel 21.

Intrekking of vervanging van verrekeningspostwisselformulieren.

1. De ingetrokken of vervangen verrekeningspostwisselformulieren worden door de zorgen van de Administratie van bestemming van de pakketten vernietigd.

2. De formulieren, behoorende bij verrekenpakketten, welke om de een of andere reden naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, moeten, door de zorgen van de teruggzendende Administratie, worden onbruikbaar gemaakt.

3. Wanneer de formulieren, behoorende bij verrekenpak-

ketten vóór de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren zijn geraakt of vernietigd zijn, maakt het kantoor van bestemming duplicaten op, waarop het de aanwijzingen stelt, die het kantoor van afzending er op zou hebben aangebracht.

Artikel 22.

Verrekeningspostwissels.

1. De nà de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekeningspostwissels worden vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de betrokken Administratiën is vastgesteld, dat de postwissels noch uitbetaald, noch terugbetaald zijn.

2. De verrekeningspostwissels, waarvan de geadresseerden het bedrag niet binnen den termijn van geldigheid, vastgesteld bij het Reglement der postwissels hebben opgevorderd en die, welke niet aan de rechthebbenden zijn kunnen worden uitgereikt, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 34 van het Reglement van het Verdrag.

HOOFDSTUK IV.

Pakketten met aangegeven waarde.

Artikel 23.

Aanduiding van het bedrag der aangegeven waarde.

De pakketten met aangegeven waarde en de bijbehoorende adreskaarten moeten voorzien zijn van de aanduiding van het bedrag der aangegeven waarde in de munt van het land van oorsprong.

Deze aanduiding moet gesteld zijn in Latijnsche letters, voluit, en in Arabische cijfers, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. Daarenboven moet het bedrag van de aangifte door den afzender of door de Administratie van oorsprong in gouden franken worden herleid. Het aldus verkregen bedrag moet in cijfers worden vermeld naast of onder die, welke het aangegeven bedrag in de munt van het land van oorsprong aanduiden.

Het bedrag in gouden franken moet duidelijk onderstreept worden met gekleurd potlood.

Artikel 24.

Etiketten en postzegels.

De pakketten met aangegeven waarde moeten, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaarten, zijn voorzien van een rood etiket, met de aanwijzing ,,Valeur déclarée'' in Latijnsche letters.

Indien de pakketten muntstukken, gouden of zilveren voorwerpen of andere kostbaarheden bevatten, moeten de zegels, zoowel als de etiketten van allerlei aard en, in voorkomende gevallen, de op de pakketten gehechte postzegels, op eenigen afstand van elkaar bevestigd worden, opdat zij beschadiging van den omslag niet kunnen verbergen.

De etiketten en, in voorkomende gevallen, de postzegels mogen evenmin over twee zijden van den omslag worden gevouwen, zoo dat zij den rand bedekken.

Artikel 25.

Afdruk van het zegelmerk.

De adreskaart behoorende bij een pakket met aangegeven waarde moet, behalve van de aanduiding van de aangegeven waarde, als voorgeschreven in artikel 23, voorzien zijn van een nauwkeurige weergave van het bij artikel 7, letter *c*, bedoelde zegel of het bijzondere kenteeken van den afzender.

Artikel 26.

Vermelding van het gewicht.

Het juiste gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door de Administratie van oorsprong vermeld:

a) op het adres van het pakket;

b) op de adreskaart, op de daarvoor bestemde plaats.

HOOFDSTUK V.

Dringende pakketten.

Artikel 27.

Etiket.

De dringende pakketten en de daarop betrekking hebbende adreskaarten moeten zijn voorzien van een etiket met de zeer in het oog vallende aanwijzing: ,,Urgent''.

Artikel 28.

Verzending en comptabiliteit.

De Administratiën, die zich belasten met de uitwisseling van dringende pakketten, treffen in onderling overleg maatregelen voor een vlugge en zooveel mogelijk rechtstreeksche verzending van die pakketten; deze Administratiën stellen eveneens in gemeen overleg de noodige maatregelen voor de afrekening vast.

HOOFDSTUK VI.

Verrichtingen bij de verzending en bij de ontvangst.

Artikel 29.

Nummer van inschrijving en plaats van terpostbezorging.

Elk pakket wordt, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaart, voorzien van een etiket, gelijk aan het hierbijgevoegd model D, vermeldende het nummer van inschrijving en den naam van het kantoor van terpostbezorging. Hetzelfde kantoor van oorsprong mag niet gelijktijdig twee of meer reeksen etiketten gebruiken, tenzij de reeksen zijn aangevuld met een onderscheidend teeken.

Artikel 30.

Stempeling met den dagteekeningstempel.

De adreskaart wordt door het kantoor van oorsprong aan de adreszijde voorzien van een afdruk van den stempel, aanwijzende de plaats en den datum van de terpostbezorging. Het kantoor van oorsprong moet bovendien de gewichtsschaal of het gewicht in kilogrammen van het pakket vermelden.

Artikel 31.

Expresse-pakketten.

De per expresse te bestellen pakketten worden, evenals de begeleidende adreskaart, door middel van een stempel of van een etiket, voorzien van het woord „Exprès" in vette letters.

Artikel 32.

Terugzending van de franco-adviezen. Terugbekomen van de voorgeschoten rechten.

1. Na de aflevering aan den geadresseerde van een pakket

„vrij van rechten", vult het kantoor, dat de douanerechten of andere rechten heeft voorgeschoten, voor zooveel dit kantoor betreft, verder de aanwijzingen in, die op de achterzijde van het franco-advies voorkomen, en zendt dit met de bewijsstukken, onder gesloten omslag, zonder aanduiding van den inhoud, aan het kantoor van oorsprong van het pakket.
Iedere Administratie heeft echter het recht de terugzending van de franco-adviezen, die met kosten bezwaard zijn, door bijzonder aangewezen kantoren te doen geschieden en te verlangen, dat de adviezen aan een bepaald kantoor worden gericht. In dit laatste geval wordt de naam van het kantoor, waaraan de adviezen moeten worden teruggezonden, door het kantoor van afzending van het pakket op de voorzijde van het franco-advies vermeld.
2. Wanneer een pakket, voorzien van een etiket „franc de tous droits" of „franc de droits de douane seulement", den dienst van het land van bestemming bereikt zonder franco-advies, dan maakt het met de inklaring en vrijmaking belaste kantoor een duplicaat op van het advies, daarbij zorgdragend den naam van het land van oorsprong van de zending in de plaats te stellen van dien van de Administratie, waartoe bedoeld kantoor zelf behoort. Wanneer het franco-advies na aflevering van het pakket is verloren geraakt, dan wordt naar dezelfde regelen een duplicaat opgemaakt.
3. De franco-adviezen, betrekking hebbende op pakketten, welke om de een of andere reden worden teruggezonden, moeten door de zorg van de Administratie, die de terugzending bewerkstelligt, onbruikbaar worden gemaakt en aan de adreskaarten worden gehecht.
4. Na ontvangst van een franco-advies, aangevende de door den dienst van het land van bestemming voorgeschoten kosten, herleidt de Administratie van het land van oorsprong het bedrag dier kosten in haar eigen munt volgens een door haar zelf vastgestelden koers, die niet hooger mag zijn dan die, welke voor de afgifte van postwissels voor het betrokken land is vastgesteld. Het aldus verkregen bedrag wordt op het formulier en op de zijstrook daarvan aangegeven; het wordt door de handteekening van den ambtenaar, door wien de herleiding is geschied, bekrachtigd. Na invor-

dering van het bedrag der kosten overhandigt het kantoor van oorsprong de strook van het advies, en eventueel de bewijsstukken, aan den afzender.

Artikel 33.

Nazending.

1. Verkeerd gezonden pakketten kunnen door de Administratie, die deze pakketten naar hun bestemming doorzendt, niet met douanerechten of andere rechten worden belast.

Indien deze Administratie een pakket terugzendt aan de Administratie, die het laatstelijk heeft verzonden, restitueert zij aan laatstbedoelde de ontvangen vergoedingen en doet mededeeling van de misvatting door middel van een bericht van bevinding.

In andere gevallen en indien het bedrag der rechten, dat aan de nazendende Administratie is te goed gedaan, onvoldoende is om de kosten van doorzending, welke te haren laste komen, te dekken, vergoedt zij aan de Administratie, aan welke zij het pakket uitlevert, de voor het vervoer verschuldigde rechten; vervolgens crediteert zij zich voor het bedrag, waarvoor zij ongedekt is, door dit in rekening te brengen aan het uitwisselingskantoor, dat het pakket het laatst verkeerd heeft verzonden.

De reden hiervan wordt aan dit kantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

2. Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten, ten gevolge van een aan den postdienst te wijten misvatting en om die reden naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden, keert de Administratie, die het pakket teruggeeft, aan de Administratie, die het pakket aan haar heeft uitgeleverd, de vergoedingen uit, welke zij er voor heeft ontvangen.

Indien de terugzending het gevolg is van een vergissing van den afzender of van een der verbodsbepalingen, bedoeld in artikel 14 van de Overeenkomst, komen de hieruit voortvloeiende kosten wegens vervoer ten laste van de afzenders. Elke Administratie crediteert zich voor haar aandeel, door

dit in rekening te brengen op de wijze als in § 3 hierna is aangegeven voor de nagezonden pakketten.

3. De postpakketten, welke ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden of ten gevolge van een misvatting van den afzender worden nagezonden, worden door de Administratie, die ze uitreikt, ten laste der geadresseerden, belast met een port, gelijkstaande met het totaal der aandeelen, welke toekomen aan de verschillende Administratiën, die aan de nazending hebben deelgenomen.

De nazendende Administratie crediteert zich voor haar aandeel bij de Administratie van doorvoer of bij de Administratie van nieuwe bestemming. Indien het land, dat nader verzendt, en dat van nieuwe bestemming niet aan elkander grenzen, brengt de eerste Administratie van doorvoer, die een nagezonden pakket ontvangt, haar aandeel en dat van de nazendende Administratie, in haar voordeel, ten laste van de Administratie, waaraan zij dat voorwerp uitlevert. Indien deze laatste Administratie, op haar beurt, slechts een Administratie van doorvoer is, verhaalt zij eveneens op de volgende Administratie haar eigen aandeel, vermeerderd met hetgeen door de voorgaande Administratie is in rekening gebracht. Deze handeling wordt herhaald in het verkeer tusschen de verschillende Administratiën, die aan het vervoer deelnemen, totdat het pakket de Administratie van bestemming heeft bereikt.

Indien de vervoerkosten op het oogenblik van nazending worden voldaan, dan wordt het pakket behandeld alsof het rechtstreeks van het nazendende land naar het land van nieuwe bestemming geadresseerd ware. In dit geval worden van den geadresseerde geen vervoerkosten geheven.

Een omschrijving van de in rekening gebrachte kosten moet op de adreskaart worden gesteld, dan wel op een daaraan gehecht lijstje.

4. De pakketten worden nagezonden in hun oorspronkelijke verpakking; zij gaan vergezeld van de adreskaart, opgemaakt door het kantoor van oorsprong. Indien het pakket om de een of andere reden opnieuw moet worden ver-

pakt of de oorspronkelijke adreskaart moet worden vervangen door een andere, is het volstrekt noodzakelijk den naam van het kantoor van oorsprong en het nummer van de oorspronkelijke inschrijving, zoowel op het pakket als op de adreskaart, te vermelden.

Artikel 34.

Onbestelbare pakketten. Kennisgeving van onbestelbaarheid.

1. Indien de afzender door middel van een aanduiding op de achterzijde van de adreskaart en op het pakket heeft verzocht, dat van de onbestelbaarheid van het pakket mededeeling zal worden gedaan, dan zendt de Administratie van bestemming een kennisgeving van onbestelbaarheid, gelijk aan het hierbij gevoegde model J, na invulling toe aan de Administratie van afzending.

Deze kennisgeving, die vergezeld behoort te gaan van de oorspronkelijke adreskaart, moet, in voorkomende gevallen, aangeven het bedrag van de douane- en ander rechten, waarmede het pakket reeds is belast en die, waarmede het wegens langere bewaring nog zou kunnen worden belast.

De kennisgeving, voorzien van de aanwijzingen van den afzender en vergezeld van de adreskaart, wordt teruggezonden naar het kantoor, dat ze heeft opgemaakt.

2. Een kennisgeving, model J, moet eveneens worden opgemaakt om aan de Administratie van oorsprong mededeeling te doen van de onbestelbaarheid van postpakketten als gevolg van beschadiging, berooving of van andere dergelijke oorzaken.

3. Als algemeene regel worden de berichten van onbestelbaarheid gewisseld tusschen het kantoor van bestemming en dat van oorsprong. Iedere Administratie kan echter verlangen, dat de kennisgevingen haar dienst betreffende worden toegezonden aan haar Hoofdbestuur, of aan een bepaaldelijk aangewezen kantoor. De Administratie van oorsprong behoort den afzender in te lichten. De verzending van de kennisgevingen van onbestelbaarheid moet door alle betrokken kantoren zooveel mogelijk worden bespoedigd.

4. Wanneer postpakketten, waaromtrent een bericht is verzonden, alsnog worden aangenomen of nagezonden vóór

de ontvangst van de beschikkingen van den afzender, moet het kantoor van oorsprong onmiddellijk worden ingelicht, opdat het den afzender daarvan verwittigt.

5. Indien een pakket wordt teruggezonden, zonder dat de kennisgeving van onbestelbaarheid, bedoeld in § 1 van dit artikel, is opgemaakt, is de Administratie van bestemming gehouden de terugzendingskosten voor haar rekening te nemen.

Artikel 35.

Onbestelbare pakketten. Beschikkingen van den afzender.

1. De afzender kan in antwoord op de kennisgeving van onbestelbaarheid, welke hem is toegezonden overeenkomstig de bepalingen van het voorgaande artikel, verzoeken:

a) dat aan den oorspronkelijken geadresseerde nog eenmaal kennis worde gegeven;

b) dat het adres van het pakket worde verbeterd of aangevuld;

c) dat het pakket aan een ander dan den geadresseerde worde uitgereikt of naar een andere bestemming worde opgezonden om aan den oorspronkelijken geadresseerde of aan een ander persoon te worden uitgereikt;

d) dat een pakket belast met verrekening worde afgegeven aan een ander persoon tegen betaling van het aangegeven verrekenbedrag of dat het worde afgegeven aan den oorspronkelijken geadresseerde of aan een ander persoon zonder inning van het verrekenbedrag of tegen betaling van een lager bedrag dan het oorspronkelijk aangegevene. Indien het verrekenbedrag wordt verminderd, moet een nieuw formulier H worden opgemaakt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18;

e) dat het pakket aan den oorspronkelijken geadresseerde of aan een ander persoon worde afgeleverd, zonder inning van de douane- of andere kosten, waarmede het belast is. In dat geval moet een franco-advies worden opgemaakt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10;

f) dat het pakket hem onmiddellijk worde teruggezonden;

g) dat het pakket worde verkocht voor zijn rekening en op zijn kosten of als afgestaan worde behandeld.

Geen enkel ander verzoek dan de hiervoren vermelde is toegelaten.

2. Na ontvangst van de beschikkingen van den afzender, zijn deze laatste alleen geldig en uit te voeren.

Artikel 36.

Terugzending van onbestelbare pakketten.

1. Elk pakket, waarvan de geadresseerde is vertrokken naar een land, dat niet is toegetreden tot de Overeenkomst betreffende de postpakketten, wordt als onbestelbaar behandeld, tenzij de Administratie, waarvoor het oorspronkelijk bestemd was, in staat is het zijn bestemming te doen bereiken.

2. Indien de afzender een verzoek heeft gedaan, dat niet voorzien is in artikel 35, kan de Administratie van bestemming het pakket onmiddellijk naar het kantoor van oorsprong terugzenden zonder een nieuwe kennisgeving op te maken. Hetzelfde geldt, indien de afzender de betaling weigert van het recht bedoeld in § 3 van artikel 19 van de Overeenkomst. Indien de afzender niet antwoordt op de kennisgeving van onbestelbaarheid, wordt het pakket hem teruggezonden na afloop van den termijn, vastgesteld bij § 3 van genoemd artikel 19.

3. Het kantoor, dat een pakket aan den afzender terugzendt, moet duidelijk en beknopt in de Fransche taal de reden van de niet uitreiking vermelden in den volgenden vorm: inconnu, (onbekend), refusé, (geweigerd), en voyage, (op reis), parti, (vertrokken), non réclamé, (niet opgevraagd), décédé, (overleden) of een dergelijk woord. Deze vermelding kan geschreven worden of geschieden door middel van een stempel of door het opplakken van een etiket. Elke Administratie heeft de bevoegdheid hieraan toe te voegen de vertaling van de reden der niet-uitreiking in haar eigen taal, en andere aanwijzingen, die zij wenschelijk mocht achten.

4. De pakketten, welke aan den afzender worden teruggezonden, worden op het advies ingeschreven met de aanwijzing „Rebut" in de kolom „Observations". Zij worden behandeld en met port belast op dezelfde wijze als de voor-

werpen, welke ten gevolge van verandering van woonplaats der geadresseerden worden nagezonden.

Artikel 37.

Verkoop. Vernietiging.

1. Indien een pakket is verkocht of vernietigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 van de Overeenkomst, wordt van den verkoop of van de vernietiging proces-verbaal opgemaakt.
Een afschrift van dat proces-verbaal wordt, vergezeld van de adreskaart, aan het kantoor van oorsprong toegezonden.
2. De opbrengst van den verkoop strekt in de eerste plaats tot dekking van de kosten, waarmede het pakket is bezwaard. In voorkomende gevallen wordt het overschot aan het kantoor van oorsprong overgemaakt, om te worden ter hand gesteld aan den afzender, te wiens laste de kosten van overmaking komen.

Artikel 38.

Terugvordering. Adreswijziging.

Op verzoeken om terugzending van pakketten en om adreswijziging zijn de bij de artikelen 41 en 42 van het Reglement van het Verdrag voorgeschreven regelen en formaliteiten van toepassing.

Artikel 39.

Navragen naar pakketten of naar verrekeningspostwissels.

1. Voor navragen naar pakketten of niet terugontvangen verrekeningspostwissels wordt gebruik gemaakt van een formulier gelijk aan of overeenkomende met het hierbijgevoegde model N. De Administratie van het land van oorsprong zendt dit formulier rechtstreeks aan de Administratie van bestemming.
2. Echter wordt in het verkeer met overzeesche landen en tusschen die landen onderling de navraag verzonden van kantoor tot kantoor langs denzelfden weg als de zending, waarop de navraag betrekking heeft.
3. In het geval, bedoeld bij paragraaf 1 van dit artikel, vult de Administratie van bestemming, wanneer zij in staat is afdoende inlichtingen te verschaffen omtrent het lot van

het pakket of van den verrekeningspostwissel, het formulier N verder in en zendt het terug aan de Administratie van oorsprong.

Indien de Administratie van bestemming het pakket of den verrekeningspostwissel niet kan opsporen, zendt zij het formulier aan de Administratie van oorsprong terug en voegt er een verklaring van den geadresseerde bij, dat hij de zending niet heeft ontvangen. De Administratie van oorsprong vult het formulier aan, door daarop de bijzonderheden van de verzending aan de eerste Administratie van doorvoer te vermelden en zendt het aan deze Administratie, welke er haar opmerkingen op aanteekent en het eventueel verzendt aan de volgende Administratie. De navraag gaat zoo vervolgens van Administratie tot Administratie, totdat het lot van het voorwerp, waarop de navraag betrekking heeft, is vastgesteld.

De Administratie, welke het pakket aan den geadresseerde heeft doen uitreiken, of die, in voorkomende gevallen, noch die uitreiking, noch de regelmatige uitlevering aan een andere Administratie kan aantoonen, vermeldt dat feit op het formulier en zendt dit daarna aan de Administratie van oorsprong terug.

4. In het geval bedoeld bij § 2 van dit artikel, worden de nasporingen voortgezet van de Administratie van oorsprong af tot aan die van bestemming. Iedere Administratie vermeldt op het formulier N de gegevens omtrent de doorzending aan de volgende Administratie. Indien deze doorzending niet kan worden vastgesteld, wordt het formulier, behoorlijk ingevuld, toegezonden aan de Administratie van het land van bestemming. Deze handelt vervolgens zooals is aangegeven in de laatste alinea van de voorgaande paragraaf.

5. Het formulier N behoort, voor zooveel mogelijk, vergezeld te gaan van een facsimile van het adres. Het wordt zonder begeleidend schrijven in een gesloten omslag verzonden.

Een zelfde formulier N kan dienen voor twee of drie pakketten, welke met één adreskaart zijn verzonden.

Elke Administratie kan bij een aan het Internationaal

Bureel gerichte kennisgeving verlangen, dat de op haar dienst betrekking hebbende navragen worden toegezonden, hetzij aan haar Hoofdbestuur, hetzij aan een bepaaldelijk daartoe aangewezen kantoor, hetzij eindelijk rechtstreeks aan het kantoor van bestemming of, indien zij alleen als Administratie van doorvoer bij de zaak betrokken is, aan het kantoor van uitwisseling, waaraan de zending is uitgeleverd.

6. Telkens wanneer een tusschenliggende Administratie een formulier N doorzendt aan de volgende Administratie, moet zij een afschrift van het formulier, aangevuld met de aanwijzingen omtrent de doorzending van het pakket, aan de Administratie van afzending doen toekomen.

HOOFDSTUK VII.

Uitwisseling van de pakketten.

Artikel 40.

Advies.

1. De pakketten worden door het afzendend kantoor van uitwisseling ingeschreven op een advies, gelijk aan het hierbijgevoegde model F, met vermelding van alle bijzonderheden, welke dat formulier aangeeft. De met elkaar in verbinding staande Administratiën kunnen nochtans overeenkomen om gewone pakketten bij het getal (en bloc) op de adviezen in te schrijven, met vermelding in één som van de te vergoeden bedragen. De adreskaarten, de verrekeningspostwisselformulieren, de douane-verklaringen en, eventueel, de andere vereischte documenten (rekeningen, bewijzen van herkomst, geneeskundige verklaringen, enz.) alsmede de franco-adviezen en de berichten van ontvangst, worden bij het advies gevoegd.

De uitwisselingskantoren, die hun tusschenkomst verleenen, behoeven de documenten, welke de adviezen vergezellen, niet te vergelijken.

2. De pakketten voor den dienst, ingesteld ten behoeve van krijgsgevangenen, worden op het advies ingeschreven, doch zonder eenige vergoeding, behalve wanneer het verrekenpakketten betreft.

3. Tenzij daaromtrent anders mocht zijn overeengekomen, behooren bij de uitwisseling van pakketten over zee, de uitwisselingskantoren van afzending de adviezen in den linkerbovenhoek van volgnummers te voorzien, welke voor elk kantoor van oorsprong en voor elk kantoor van bestemming een jaarlijksche reeks vormen; zooveel mogelijk wordt onder het nummer de naam vermeld van het schip, waarmede de zending wordt vervoerd. Het laatste nummer van een jaar moet op het eerste advies van het volgende jaar worden vermeld.

Artikel 41.

Onderzoek door de uitwisselingskantoren. Vaststelling van onregelmatigheden, waarmede de verantwoordelijkheid van de Administratiën niet gemoeid is.

1. Bij de ontvangst van een advies gaat het uitwisselingskantoor van bestemming over tot het onderzoek van de pakketten en van de verschillende stukken, die deze vergezellen. Dit onderzoek behoort steeds, wanneer dit mogelijk is, te geschieden in tegenwoordigheid van beide partijen.

2. Indien het kantoor vergissingen of verzuimen op het advies opmerkt, brengt het onmiddellijk de noodige verbeteringen aan, daarbij zorg dragende, dat de onjuiste aanwijzingen zoodanig met de pen worden doorgehaald, dat de oorspronkelijke inschrijvingen kunnen worden onderkend.

Deze verbeteringen geschieden door twee ambtenaren. Het geval van blijkbare vergissing uitgezonderd, is aan die veranderingen meer waarde te hechten dan aan de oorspronkelijke inschrijvingen.

Bovendien maakt het kantoor van bestemming een bericht van bevinding op, gelijk aan het hierbijgaande model G, en zendt dit onverwijld als aangeteekenden brief naar het uitwisselingskantoor van afzending.

3. Verschillen van geringe beteekenis, met betrekking tot den inhoud, de afmetingen en het gewicht van de pakketten, alsmede onregelmatigheden, waarmede klaarblijkelijk de verantwoordelijkheid der betrokken Administratiën niet gemoeid is, worden door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

4. Het uitwisselingskantoor van afzending zendt het bericht

van bevinding, na onderzoek en in voorkomende gevallen van zijn opmerkingen voorzien, terug. Dit bericht wordt daarna gehecht aan de adviezen, waarop het betrekking heeft. Verbeteringen, aangebracht op een advies, welke niet door bewijsstukken zijn gestaafd, worden als ongeldig beschouwd.

Artikel 42.

Vaststelling van onregelmatigheden waarmede de verantwoordelijkheid van de Administratiën gemoeid is.

1. Van het ontbreken van een pakket enz., een verandering in de schrifturen of eenige andere onregelmatigheid, waarmede de verantwoordelijkheid van de betrokken Administratiën gemoeid is, wordt een bericht van bevinding opgemaakt, dat als aangeteekende brief naar het uitwisselingskantoor van afzending wordt gezonden.

Indien het een pakket met aangegeven waarde betreft, wordt bovendien een proces-verbaal opgemaakt, dat als ambtshalve aangeteekende brief wordt toegezonden aan het Hoofdbestuur van het land, waartoe het uitwisselingskantoor van afzending behoort; dit proces-verbaal gaat, in voorkomende gevallen, vergezeld van de touwen, de zegels of de loodjes, waarmede de zak of de mand, waarin de pakketten waren opgenomen, gesloten was. Een dubbel van het proces-verbaal wordt te gelijker tijd gezonden aan het Hoofdbestuur, waaronder het uitwisselingskantoor van bestemming behoort, of aan eenig ander door dit Hoofdbestuur aangewezen besturend lichaam.

2. Indien daartoe aanleiding bestaat, kan het uitwisselingskantoor van afzending bovendien per telegram worden ingelicht op kosten van de Administratie, die dit verzendt.

3. Wanneer het uitwisselingskantoor van bestemming, met de eerstvolgende post na het onderzoek, aan het uitwisselingskantoor van afzending geen bericht heeft doen toekomen, waarbij van het bevinden van eenige fout of onregelmatigheid werd kennis gegeven, dan wordt, zoolang het bewijs van het tegendeel niet is geleverd, aangenomen, dat het de pakketten heeft ontvangen.

4. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van

paragraaf 1, moet het kantoor van uitwisseling, dat van een correspondeerend kantoor, waarmede het niet rechtstreeks in betrekking staat, een pakket ontvangt, hetwelk onvoldoende ingepakt of beschadigd is, dit doorzenden, na het, als het te pas komt, opnieuw te hebben ingepakt, waarbij de oorspronkelijke verpakking zooveel mogelijk in haar geheel moet worden gelaten .

Is de beschadiging van dien aard, dat ontvreemding van den inhoud van de zending mogelijk is geweest, dan moet het kantoor eerst overgaan tot ambtshalve opening van het pakket en tot het onderzoeken van den inhoud daarvan.

In beide gevallen moet het gewicht van het pakket worden vastgesteld vóór en ná de nieuwe inpakking en op den omslag zelf van het pakket worden aangegeven. Deze aanwijzing moet worden gevolgd door de aanduiding „Remballé à ...." en de onderteekening van de ambtenaren die het pakket opnieuw hebben ingepakt.

HOOFDSTUK VIII.

Comptabiliteit. Vaststelling van de rekeningen.

Artikel 43.

Afrekening van de vergoedingen.

1. Iedere Administratie laat maandelijks, door haar uitwisselingskantoren en voor alle zendingen van een en dezelfde Administratie ontvangen, een staat, gelijk aan het hierbij gevoegde model K, opmaken van de totaalbedragen der adviezen:

a) in haar voordeel, voor haar aandeel, en, in voorkomende gevallen, voor dat van ieder der belanghebbende Administratiën, in de door de Administratie van afzending geheven porten;

b) in haar nadeel, voor het aandeel in de van de geadresseerden te heffen porten, dat wegens nagezonden of onbestelbare pakketten aan de Administratie, welke die pakketten na- of terugzendt, en aan de verder daarbij betrokken Administratiën toekomt.

2. De bedragen der staten K worden verzameld op een rekening L, waarvan het model eveneens hierbij is gevoegd.

3. De rekening L wordt, onder bijvoeging van de staten K, van de adviezen en, zoo die er zijn, van de daarop betrekking hebbende berichten van bevinding, in den loop der maand, volgende op die waarover de rekening loopt, aan het onderzoek van de correspondeerende Administratie onderworpen. De eindbedragen mogen nooit worden verbeterd. De misvattingen, welke mochten worden opgemerkt, moeten worden verevend door middel van verschil-staten.
4. De rekeningen L worden, na te zijn nagezien en goedgekeurd, door de Administratie, die te vorderen heeft, in een algemeene driemaandelijksche rekening te zamen gevat. Deze rekening kan echter, indien de betrokken Administratiën dit overeenkomen, halfjaarlijks of jaarlijks worden opgemaakt.

Artikel 44.

Betaling van de rekeningen.

1. Het saldo, door de balans der algemeene rekeningen aangewezen, wordt door de Administratie, die te betalen heeft, aan de Administratie, die te vorderen heeft, uitbetaald op de wijze, als bij artikel 66 van het Reglement van het Verdrag is aangegeven.
2. Het opmaken, de inzending en de betaling van het saldo van een algemeene rekening moeten in den kortst mogelijken tijd geschieden en uiterlijk binnen een tijdsverloop van drie maanden na afloop van het tijdvak, waarop de rekening betrekking heeft. Dit tijdsverloop bedraagt zes maanden in het verkeer met overzeesche landen.

Artikel 45.

Afrekening wegens de verrekeningspostwissels.

1. Tenzij anders mocht zijn overeengekomen, geschiedt de afrekening wegens de verrekeningspostwissels, welke door iedere Administratie voor rekening van een andere Administratie zijn betaald, door middel van bijlagen (hierbij gevoegd model M) van de bijzondere postwisselrekeningen.
2. In deze rekeningen, welke van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende wissels vergezeld gaan, worden de postwissels ingeschreven in alphabetische orde van de kantoren

van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving van de postwissels in de registers van deze kantoren. De Administratie, die de rekening heeft opgemaakt, vermindert het totaalbedrag harer vordering met een kwart percent, verhoogd met de helft van het vaste recht wegens verrekening, bedoeld in artikel 25 van de Overeenkomst.

Indien twee Administratiën als vast verrekenrecht niet hetzelfde bedrag heffen, wordt het laagste bedrag tot grondslag genomen voor de berekening van het aandeel, dat aan de correspondeerende Administratie moet worden te goed gedaan.

3. Het saldo van de rekening M wordt, zooveel mogelijk, opgeteld bij dat der bijzondere rekening van de postwissels opgemaakt over hetzelfde tijdvak.

Het onderzoek en de verevening van deze rekeningen vindt plaats volgens de regelen, vastgesteld bij het Reglement der postwissels.

Artikel 46.

Franco-adviezen. Afrekening van de douanekosten, enz.

1. De afrekening betreffende de douanekosten, enz., welke door iedere Administratie voor rekening van een andere zijn betaald, geschiedt door middel van bijzondere maandelijksche rekeningen gelijk aan het hierbij gevoegde model E*bis*, die door de Administratie, die te betalen heeft, worden opgemaakt in de munt van het land, dat te vorderen heeft.

De franco-adviezen worden ingeschreven naar alphabetische orde van de kantoren, die de kosten hebben voorgeschoten en in volgorde van de nummers, welke aan die adviezen zijn gegeven.

2. De bijzondere rekening wordt, vergezeld van de franco-adviezen, gezonden aan de Administratie, die te vorderen heeft, en wel uiterlijk op het einde van de maand, volgende op die, waarop de rekening betrekking heeft. Een blanco-rekening wordt niet opgemaakt.

3. Het onderzoek van de rekeningen heeft plaats volgens de bepalingen, welke bij het Reglement van de postwissels zijn vastgesteld.

4. De verevening van de rekeningen vindt afzonderlijk

plaats. Elke Administratie kan echter verzoeken, dat de onderwerpelijke rekeningen worden gevoegd, hetzij bij de rekeningen betreffende de postwissels, hetzij bij de rekeningen L of M.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

Artikel 47.

Formulieren. Taal.

Voor de toepassing van het bepaalde bij § 2 van artikel 31 van het Verdrag worden beschouwd als formulieren ten gebruike van het publiek de formulieren B, C, H, J en N.

Artikel 48.

Verstrekking van bescheiden en inlichtingen.

1. De Administratiën moeten ten minste drie maanden voordat zij de Overeenkomst in werking stellen, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel aan de andere Administratiën toezenden of mededeelen:

a) de door haar vastgestelde bepalingen ten aanzien van:

1°. het maximum-gewicht;

2°. de aangifte van waarde;

3°. hinderlijke pakketten;

4°. verrekenpakketten;

5°. expresse-pakketten en dringende pakketten;

6°. het aantal pakketten, welke van één enkele douaneverklaring mogen vergezeld zijn;

7°. geschreven mededeelingen op de adreskaart;

8°. de afmetingen en den inhoud van over zee te vervoeren pakketten;

9°. de talen, waarin de douaneverklaringen gesteld kunnen worden;

b) de lijst van voorwerpen, waarvan de in- of doorvoer is verboden en van die, welke in haar respectieve diensten voorwaardelijk ten vervoer worden toegelaten;

c) alle porten en alle grondtaksen, welke in haar dienst van toepassing zijn;

d) het bericht, dat pakketten zijn toegelaten voor alle

plaatsen of, in het tegenovergestelde geval, de lijst van plaatsen, waar de dienst wordt uitgevoerd;

e) een uittreksel in de Duitsche, Engelsche, Spaansche of Fransche taal van de bepalingen harer wetten of reglementen, betreffende het vervoer van pakketten.

2. Elke latere wijziging van de hierboven genoemde punten wordt onverwijld op dezelfde wijze medegedeeld.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 49.

In werking treden en duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst der postpakketten in werking treedt.

Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het in gemeen overleg tusschen de contracteerende Partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XI.

SLOT-PROTOCOL VAN HET REGLEMENT

Overgaande tot de onderteekening van het Reglement tot uitvoering van de Overeenkomst der Postpakketten, door het Wereld-Postcongres van Stockholm vastgesteld, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden het navolgende overeengekomen:

Eenig artikel.

Met afwijking van het bepaalde bij artikel 6, § 1, letter *a)* van het Reglement, hebben Egypte (voor de kantoren van den Soudan) en Noorwegen de bevoegdheid, in hun verkeer met de andere landen, als hinderlijk te beschouwen de pakketten, waarvan een der afmetingen een meter tien centimeter te boven gaat of waarvan de som van de lengte en den grootsten omtrek, gemeten niet in de richting van de lengte, een meter 85 centimeter overschrijdt.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande Gevolmachtigden dit Slot-Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben, alsof de bepalingen daarvan waren opgenomen in den tekst van het Reglement zelf, waarop het betrekking heeft, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk worden bewaard in de archieven van de Zweedsche Regeering en in afschrift worden uitgereikt aan elk der Partijen.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XII.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTWISSELDIENST, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGIERS, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven vermelde landen, gelet op art. 3 van het Verdrag, hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Inleidende bepaling.

Artikel 1.

Voorwaarden voor het postwisselverkeer.

Het postwisselverkeer tusschen die contracteerende landen, welker Administratiën overeenkomen dezen dienst in te

stellen, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

HOOFDSTUK II.

Storting der postwissels.

Artikel 2.

Storting. Bewijs van storting.

Het bedrag der postwissels moet door de afzenders worden gestort in specie, doch elke Administratie heeft de bevoegdheid, daarvoor elk soort van papieren geld, dat in haar land wettig betaalmiddel is, in ontvangst te nemen, mits in voorkomende gevallen met het koersverschil rekening worde gehouden.

Aan den afzender moet een bewijs van storting worden afgegeven.

Artikel 3.

Uitdrukking van het bedrag. Herleidingskoers.

1. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt het bedrag van elken postwissel uitgedrukt in de muntsoort van het land, waar de betaling moet plaats hebben.

2. De Administratie van het land van oorsprong bepaalt zelve den koers voor de herleiding van hare muntsoort in de muntsoort van het land van bestemming. Zij bepaalt eveneens den door den afzender te betalen koers, wanneer het land van oorsprong en het land van bestemming hetzelfde muntstelsel hebben.

Artikel 4.

Maximum-bedrag bij de storting.

Elke Administratie is bevoegd, het maximum-bedrag der postwissels, welke zij afgeeft, vast te stellen, mits dit maximum het bedrag van 1000 franken niet te boven gaat. De postwissels echter, betrekking hebbende op den postdienst, welke vrij van recht worden afgegeven in uitvoering van de bepalingen van artikel 6, mogen het door elke Administratie vastgestelde maximum-bedrag overtreffen.

Artikel 5.

Recht.

1. Het door den afzender voor elken postwissel te betalen

recht bestaat uit een vast recht, dat een bedrag van 30 centiemen per postwissel niet kan te boven gaan en bovendien een evenredig recht van ½ percent van het gestort bedrag. Elke Administratie is bevoegd voor de heffing van het evenredig recht de schaal aan te nemen, welke het best beantwoordt aan de eischen van haar muntstelsel.

2. De wissels, welke door tusschenkomst van een der aan de Overeenkomst deelnemende landen verzonden worden tusschen een ander dier landen en een daaraan niet deelnemend land, kunnen door de Administratie, welke hare tusschenkomst verleent, worden onderworpen aan een aanvullingsrecht, dat van het bedrag van den postwissel wordt ingehouden.

Artikel 6.

Vrijstelling van recht.

De wissels, betrekking hebbende op den postdienst, welke tusschen de Postadministratiën of de onder die Administratiën behoorende kantoren worden verzonden, zijn van elk recht vrijgesteld, evenals de wissels, verzonden tusschen de Postadministratiën en het Internationaal Bureel.

Hetzelfde geldt voor de postwissels, geadresseerd aan of verzonden door krijgsgevangenen en geïnterneerde oorlogvoerenden, alsmede voor de wissels, verzonden tusschen de inlichtingsbureelen, welke in oorlogvoerende of neutrale landen worden opgericht ten behoeve van die krijgsgevangenen of geïnterneerden.

Artikel 7.

Telegrafische postwissels.

1. In het verkeer tusschen de Administratiën van landen, die door middel van een Staatstelegraaf zijn verbonden of die de telegraaf eener bijzondere onderneming daartoe willen gebruiken, kunnen de postwissels door middel van de telegraaf worden overgebracht; zij worden alsdan telegrafische postwissels genoemd.

2. Voor telegrafische postwissels kan, evenals voor gewone telegrammen en op dezelfde voorwaarden, worden verlangd: dringende overbrenging, betaald antwoord, collationneering,

bericht van ontvangst, alsook bestelling per post of per bode wanneer de geadresseerde woonachtig is buiten den kosteloozen bestellingskring van het kantoor van bestemming. Wanneer de postwissel bestemd is voor eene plaats, welke is gelegen buiten den kosteloozen bestellingskring van het telegraafkantoor van aankomst, moet de afzender de wijze van vervoer (post of bode) aangeven.

3. De afzender van een telegrafischen postwissel kan aan den tekst van den wissel mededeelingen voor den geadresseerde toevoegen, mits hij daarvoor het volgens tarief verschuldigde recht betaalt.

4. De afzender van een telegrafischen postwissel moet het gewone recht voor postwissels en de kosten van het telegram betalen.

Artikel 8.

Bericht van betaling.

De afzender van een gewonen of telegrafischen postwissel kan, op de voorwaarden vastgesteld bij artikel 49 van het Verdrag voor de berichten van ontvangst van poststukken en binnen den termijn gesteld in artikel 21, § 2, van deze Overeenkomst, een bericht van betaling van dien wissel verkrijgen, dat uitsluitend per post wordt verzonden.

Artikel 9.

Aanvraag van bestelling per expresse.

De afzender van een gewonen postwissel kan, op de voorwaarden vastgesteld voor poststukken bij artikel 40 van het Verdrag, verlangen dat, dadelijk na aankomst van den postwissel, deze ten huize van den geadresseerde worde uitbetaald door een opzettelijk daarmede belasten persoon.

HOOFDSTUK III.

Uitbetaling der postwissels.

Artikel 10.

Uitbetaling.

Het bedrag der postwissels moet aan de geadresseerden worden uitbetaald, hetzij in specie, hetzij in papieren geld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2.

Artikel 11.

Maximum-bedrag bij de uitbetaling.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, is het maximum-bedrag der postwissels, die in een land betaalbaar zijn, hetzelfde als dat, hetwelk door dat land is aangenomen voor de afgifte.

Wanneer eenzelfde afzender denzelfden dag, op eenzelfde plaats, ten behoeve van denzelfden geadresseerde, verschillende postwissels heeft doen afgeven, waarvan het totaal bedrag het maximum, aangenomen door het land van bestemming, te boven gaat, dan is het kantoor van bestemming bevoegd de uitbetaling der stukken met zoodanige tusschenpoozen te doen geschieden, dat de aan den belanghebbende op eenzelfden dag uitbetaalde som dit maximum niet overschrijdt.

Artikel 12.

Bijschrijving op eene postrekening.

Elke Administratie kan zich belasten met de storting der postwisselbedragen op eene postrekening, volgens de regelen welke in zijn postchèque-dienst gelden. In dat geval worden de wissels beschouwd als op geldige wijze te zijn uitbetaald.

Artikel 13.

Bestelgeld.

Van den geadresseerde van een postwissel kan bestelgeld worden geheven, wanneer de betaling te zijnen huize geschiedt.

Artikel 14.

Poste-restante geadresseerde postwissels.

Wanneer een wissel poste-restante is geadresseerd, kan van den geadresseerde het bijzondere recht, genoemd in artikel 39 van het Verdrag, worden geheven. Dit recht is niet verschuldigd in geval van nazending of onbestelbaarheid.

Artikel 15.

Bestelling per expresse. Bestelling van telegrafische postwissels.

1. Wanneer de afzender van een gewonen postwissel de bestelling ten huize van den geadresseerde door een opzet-

telijk daarmede te belasten persoon heeft verlangd, is de Administratie van bestemming bevoegd, in plaats van de gelden, een bericht van aankomst van den postwissel, of wel den wissel zelf, per expresse te doen bestellen al naar gelang hare reglementen op den binnenlandschen dienst dit medebrengen.

2. De geadresseerde van een telegrafischen postwissel behoort onmiddellijk en kosteloos te worden in kennis gesteld met de aankomst van den wissel; wanneer hij evenwel woonachtig is buiten den kosteloozen bestellingskring van het kantoor van bestemming en de kosten wegens bestelling van het bericht van aankomst per bode niet door den afzender zijn betaald geworden, kunnen deze van den geadresseerde worden ingevorderd.

Wanneer de Administratie van bestemming, in plaats van de kennisgeving, het bedrag bestelt, is zij bevoegd, uit dezen hoofde, een bijzonder recht te heffen, daarbij, zoo noodig, rekening houdende met de door den afzender betaalde bodekosten.

Artikel 16.

Geldigheidsduur der postwissels.

1. De postwissels zijn geldig tot het einde der eerste maand volgende op die, waarin zij zijn afgegeven. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt deze termijn, in het verkeer met de landen buiten Europa of tusschen die landen onderling, met vier maanden verlengd.

Na dien termijn kunnen de wissels niet worden uitbetaald dan op een visum voor dagteekening van de Administratie, die ze heeft afgegeven, en op verzoek van de Administratie van bestemming.

2. Het visum voor dagteekening geeft aan den wissel een nieuw tijdvak van geldigheid, gelijk aan dat, hetwelk bij § 1 van dit artikel is bepaald.

3. Wanneer het verstrijken van den geldigheidstermijn niet te wijten is aan eene fout van de post, kan voor het visum voor dagteekening een recht worden geheven, gelijk aan dat, hetwelk is verschuldigd voor navragen betreffende poststukken.

Artikel 17.

Endossement der postwissels.

Aan elk land is het recht voorbehouden om den eigendom der postwissels, uit een ander contracteerend land afkomstig, binnen zijn eigen grondgebied vatbaar te verklaren voor overdracht door middel van endossement.

HOOFDSTUK IV.

Terugvordering. Adreswijziging. Nazending. Onbestelbare postwissels. Navragen.

Artikel 18.

Terugvordering der postwissels. Adreswijziging.

De afzender van een gewonen of telegrafischen postwissel kan, zoolang de geadresseerde, hetzij den wissel zelf, hetzij het bedrag van den wissel niet in ontvangst heeft genomen, dien terugvorderen of het adres daarvan doen wijzigen, op de voorwaarden bij artikel 45 van het Verdrag voor poststukken vastgesteld.

Artikel 19.

Nazending der postwissels.

1. Bij verandering van woonplaats van den geadresseerde kunnen de postwissels, hetzij op verzoek van den afzender, hetzij op dat van den geadresseerde, worden nagezonden naar een contracteerend land.

2. Wanneer de nazending van gewone of telegrafische postwissels plaats vindt door middel van de post en het land van nieuwe bestemming met het land van oorsprong postwisselverkeer onderhoudt op den voet dezer Overeenkomst, wordt uit dien hoofde geenerlei recht geheven. Wanneer het land van nieuwe bestemming met het land van oorsprong geen postwisselverkeer onderhoudt, geschiedt de nazending door middel van een nieuwen wissel en wordt het verschuldigde recht afgetrokken van het over te maken bedrag.

3. Nazending van gewone of telegrafische postwissels langs telegrafischen weg is toegestaan, wanneer het land van nieuwe bestemming met dat van oorspronkelijke bestemming

verkeer van telegrafische postwissels onderhoudt.
In zulk een geval wordt een telegrafische postwissel opgemaakt voor het bedrag, dat overblijft na aftrek van de voor de verder-verzending aan de posterijen en de telegrafie toekomende kosten.

4. Gewone of telegrafische postwissels, afkomstig uit landen, welke niet zijn toegetreden tot deze Overeenkomst, doch wel een postwisselverkeer onderhouden met een contracteerend land, kunnen, wanneer de bijzondere overeenkomsten daartegen geen bezwaar opleveren, door middel van de post of de telegraaf worden nagezonden van uit laatstgenoemd land naar een derde land, hetwelk tot deze Overeenkomst is toegetreden. Deze nazending geschiedt door middel van een nieuwen wissel; het verschuldigde recht wordt afgetrokken van het over te maken bedrag.
Op dezelfde voorwaarden kunnen gewone of telegrafische postwissels, afkomstig uit contracteerende landen, worden nagezonden naar een land, dat niet tot deze Overeenkomst is toegetreden.

Artikel 20.

Onbestelbare postwissels.

1. Geweigerde postwissels, alsmede die, waarvan de geadresseerden onbekend zijn, vertrokken zijn zonder adres achter te laten of vertrokken zijn naar landen, waarheen geen nazending kan geschieden, worden onmiddellijk aan het kantoor van oorsprong teruggezonden.
Postwissels, waarvan gedurende den gewonen geldigheidstermijn de uitbetaling niet is gevraagd, worden door de Administratie, welke de wissels onder hare berusting heeft, teruggezonden aan de Administratie van oorsprong.

2. Postwissels, waarvan de uitbetaling aan de geadresseerden om een of andere reden niet heeft kunnen geschieden, worden aan de afzenders terugbetaald.

Artikel 21.

Navragen.

1. Voor navragen omtrent postwissels kan een recht worden geheven gelijk aan dat, hetwelk wordt geheven voor navragen omtrent poststukken. Wanneer de afzender reeds

het bijzondere recht voor een bericht van betaling heeft voldaan, wordt voor de navraag geenerlei recht geheven.

Het voor de navraag geheven recht wordt teruggegeven, indien de postwissel zijne bestemming niet heeft bereikt ten gevolge van eene dienstfeil en deswege aan den afzender moet worden terugbetaald.

2. Klachten over de uitbetaling van een postwissel aan een niet-rechthebbende zijn slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien van de storting der gelden.

HOOFDSTUK V.

Verantwoordelijkheid.

Artikel 22.

Omvang der verantwoordelijkheid.

De sommen, welke voor de af te geven postwissels zijn gestort, worden binnen den verjaringstermijn aan de afzenders gewaarborgd tot op het oogenblik, waarop de wissels op regelmatige wijze zijn uitbetaald.

De verantwoordelijkheid rust op de Administratie van oorsprong, uitgezonderd wanneer de Administratie van uitbetaling niet in staat is te bewijzen, dat de uitbetaling is geschied onder de waarborgen, voorgeschreven bij hare binnenlandsche reglementen.

Na verloop van den termijn van een jaar, genoemd in artikel 21 voor de navragen, zijn de Administratiën niet langer verantwoordelijk voor uitbetaling op valsche voldaanteekening.

Artikel 23.

Uitbetaling der gereclameerde bedragen.

Wanneer de uitbetaling van een postwissel wordt betwist en voor zooveel de verantwoordelijkheid van den postdienst in het geding is, rust de verplichting om den klager schadeloos te stellen op de Administratie van uitbetaling, wanneer de gelden aan den waren geadresseerde moeten worden betaald en bij de Administratie van oorsprong, wanneer zij aan den afzender moeten worden terugbetaald.

De Administratie, welke den klager heeft schadeloos gesteld, heeft het recht van verhaal op de Administratie, welke voor de onregelmatige uitbetaling verantwoordelijk is.

Artikel 24.

Betalingstermijn.

1. De klager moet zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk binnen den termijn van zes maanden, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop de klacht is ingediend, worden schadeloos gesteld. Deze termijn is gesteld op negen maanden in de betrekkingen met de overzeesche landen.

2. De Administratie van oorsprong is gemachtigd, den klager schadeloos te stellen voor rekening van de Administratie van uitbetaling, welke, na op regelmatige wijze met de zaak in kennis te zijn gesteld, zes maanden heeft laten verloopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan; deze termijn is gesteld op negen maanden in de betrekkingen met de overzeesche landen.

De Administratie van afzending kan bij wijze van uitzondering de terugbetaling uitstellen tot na den in de vorige paragraaf genoemden termijn, wanneer, ondanks allen door de Administratiën bij het onderzoek der zaak betrachten spoed, deze termijn niet voldoende is geweest om de verantwoordelijkheid vast te kunnen stellen.

Artikel 25.

Terugbetaling der voorgeschoten sommen aan de Administratie van oorsprong.

De Administratie van uitbetaling, voor wier rekening de klager door de Administratie van oorsprong is schadeloos gesteld, is gehouden aan deze het bedrag der voorgeschoten gelden terug te betalen binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de kennisgeving omtrent de betaling. De terugbetaling geschiedt zonder kosten voor de Administratie, die te vorderen heeft, hetzij door middel van een postwissel of een wissel, hetzij in specie, welke in het land, dat te vorderen heeft, in omloop is, hetzij na onderlinge overeenkomst, door inschrijving, ten gunste van dat land, in de postwisselrekening. Na verloop van den termijn van drie

maanden wordt het aan de Administratie van oorsprong verschuldigde bedrag rentegevend, naar reden van 7 pct. per jaar, te rekenen van den dag, op welken de bedoelde termijn afloopt.

HOOFDSTUK VI.

Comptabiliteit. Verjaarde postwissels.

Artikel 26.

Toekenning van het recht.

1. De Administratie, die postwissels heeft afgegeven, keert aan de Administratie, die ze heeft uitbetaald, een recht uit ad ½ pct. van het totaal bedrag der uitbetaalde postwissels, na aftrek van de postwissels, welke vrij van recht zijn uitgegeven.

2. Het aanvullingsrecht, dat wordt geheven door eene Administratie, die hare tusschenkomst verleent voor de verzending van een postwissel tusschen een land, dat tot de Overeenkomst is toegetreden en een niet participeerend land (art. 5, § 2), vertegenwoordigt het aandeel van dit laatste land.

3. In geval van nazending van een postwissel, ontvangt de Administratie van nieuwe bestemming het aandeel in het recht, dat haar zou zijn toegekend, indien de wissel oorspronkelijk voor haar bestemd was geweest, onverschillig welk recht werkelijk door de Administratie van oorsprong is geheven.

4. Het voor berichten van betaling geheven recht, alsmede het expresse-recht, komen ten goede aan de Administratie van het land van oorsprong.

Artikel 27.

Afrekening.

De Administratiën maken maandelijks rekeningen op, waarin alle door hare kantoren uitbetaalde sommen worden opgenomen. Wanneer de postwissels in verschillende muntsoorten zijn uitbetaald, wordt de kleinste vordering, tenzij anders mocht zijn overeengekomen, herleid tot dezelfde muntsoort als de grootste vordering, waarbij als grondslag voor

de herleiding wordt aangenomen de gemiddelde officieele beurskoers in het land, dat schuldig is, gedurende het tijdvak, waarop de rekening betrekking heeft.
De rekeningen worden door de Administratie, die schuldig is, betaald binnen den in het Reglement vastgestelden termijn.

Artikel 28.

Verevening.

Tenzij anders mocht zijn overeengekomen, geschiedt de betaling van het saldo in de muntsoort, die het land, dat te vorderen heeft, bezigt bij de uitbetaling der postwissels.
Indien het saldo eener rekening niet binnen de daarvoor gestelde termijnen is betaald, is voor het bedrag van dat saldo rente verschuldigd, te rekenen van den dag, waarop gezegde termijnen zijn verstreken, tot aan den dag waarop de betaling plaats heeft. Deze rente wordt berekend tegen 7 pct. 's jaars.

Artikel 29.

Verjaarde postwissels.

De sommen omgezet in postwissels, waarvan de bedragen gedurende de verjaringstermijnen niet zijn opgeëischt, vervallen voor goed aan de Administratie van oorsprong.

HOOFDSTUK VII.

Verschillende bepalingen.

Artikel 30.

Kantoren, welke aan het verkeer deelnemen.

De Administratiën nemen de noodige maatregelen, om zooveel mogelijk de uitbetaling der postwissels in alle in hare landen gelegen plaatsen te verzekeren.

Artikel 31.

Deelneming door andere Administratiën.

De landen, waar de dienst der wissels onder andere Administratiën dan die der posterijen behoort, kunnen aan de uitwisseling volgens de bepalingen van deze Overeenkomst deelnemen. Die Administratiën behooren zich met de Administratie der posterijen van haar land te verstaan, om de

volledige uitvoering van alle bepalingen van de Overeenkomst te waarborgen.
Laatstgenoemde Administratie verleent haar bemiddeling voor de briefwisseling met de Postadministratiën van de overige contracteerende landen en voor die met het Internationaal Bureel.

Artikel 32.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van het Verdrag.

De bepalingen van algemeenen aard, voorkomende in de titels I en II van het Verdrag, zijn van toepassing op deze Overeenkomst, met uitzondering echter van de bepalingen vervat in artikel 7.

Artikel 33.

Verbod van fiscale of andere rechten.

Onafhankelijk van het verbod, vervat in artikel 27 van het Verdrag, mogen de postwissels, de aan de afzenders afgegeven reçu's, zoomede de voldaanteekeningen op de wissels aan geenerlei recht of taks worden onderworpen.
De telegrafische postwissels kunnen met geen andere telegraafkosten worden belast dan die, welke in de internationale telegraafreglementen zijn genoemd.

Artikel 34.

Goedkeuring van in den tijd tusschen de bijeenkomsten gedane voorstellen.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen, welke in den tijd tusschen de bijeenkomsten worden gedaan, op zich vereenigen:
a) alle stemmen, wanneer zij toevoeging van nieuwe bepalingen of wijziging van de bepalingen der artikelen 1 tot en met 11, 13 tot en met 18, 21, 26, 27, 28, 33, 34 en 35 van de Overeenkomst en 1, 2, 4, 10, 18 en 19 van het Reglement betreffen;
b) twee derden der stemmen, wanneer zij wijziging van andere dan in de voorgaande alinea genoemde bepalingen van de Overeenkomst en van de artikelen 3, 5, 6, 8, 11 en 12 van het Reglement betreffen;

c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij wijziging van de andere artikelen van het Reglement of de uitlegging van de bepalingen van de Overeenkomst en van het Reglement betreffen, behoudens het geval van een geschil, dat door scheidsrechterlijke uitspraak moet worden beslecht.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 35.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XIII.

REGLEMENT TER UITVOERING

VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTWISSELDIENST, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, BULGARIJE, CHILI, CHINA, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, ETHIOPIË, FINLAND, FRANKRIJK, ALGIERS, DE FRANSCHE KOLONIËN EN PROTECTORATEN IN INDO-CHINA, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE FRANSCHE KOLONIËN, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE GEZAMENLIJKE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LETLAND, DE REPUBLIEK LIBERIA, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), NICARAGUA, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, PARAGUAY, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, PERU, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, HET KONINKRIJK SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, DE VEREENIGDE SOCIALISTISCHE REPUBLIEKEN DER SOVJETS, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het Algemeen Postverdrag, gesloten te Stockholm den 28sten Augustus 1924, hebben, namens hunne Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst, de navolgende regelen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Storting. Verzending. Uitbetaling.

Artikel 1.

Postwisselformulieren.

Voor de postwissels wordt een formulier van stevig karton gebezigd, overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model A.

Artikel 2.

Op de formulieren te stellen aanwijzingen. Bijzondere mededeelingen.

1. De op de wissels te stellen inschrijvingen moeten geschieden in Arabische cijfers en in Latijnsche letters, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. Het bedrag der pasmunt behoeft alleen in cijfers te worden aangeduid, maar wanneer er geen tientallen zijn, moet het cijfer der eenheden worden voorafgegaan door een nul. Invulling met potlood is verboden. De dienstaanwijzingen mogen echter met inktpotlood worden gesteld.

2. Het adres der postwissels behoort den geadresseerde zoodanig aan te wijzen, dat de persoonlijkheid van den rechthebbende duidelijk is vastgesteld.
Verkorte adressen en telegramadressen zijn niet toegelaten.

3. Het is verboden, op de postwissels andere aanwijzingen te doen dan voor de invulling der formulieren vereischt worden. De afzender heeft echter het recht, op de strook mededeelingen te schrijven, bestemd voor den geadresseerde van den postwissel.

4. Op postwissels welke vrij van recht zijn afgegeven, behooren bovenaan de woorden ,,En franchise de taxe'' te worden gesteld en op de keerzijde van de zijstrook moet de reden van de verzending der gelden worden vermeld.

Artikel 3.

Verzending der postwissels.

De postwissels worden niet in omslag verzonden en worden opgenomen in de brievenmalen op de wijze omschreven in artikel 49, § 1, van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag.

Artikel 4.

Telegrafische postwissels.

1. De telegrafische wissels worden opgemaakt door het postkantoor van afzending en geadresseerd aan het postkantoor van bestemming.

Zij worden in de Fransche taal opgemaakt en opgesteld als volgt:

(Dienstaanwijzing, wanneer dit te pas komt.)
Mandat (Volgnummer van afgifte van het postkantoor).
Poste (Naam van het postkantoor van bestemming).
(Bericht van betaling, wanneer dit te pas komt.)
(Naam van den afzender.)
(Bedrag van de overgemaakte som.)
(Nauwkeurige aanwijzing van den geadresseerde, van diens woonplaats en, zoo mogelijk, van diens woning.)

De aanwijzingen van het telegram moeten steeds in de boven aangegeven volgorde worden gesteld.

2. De dienstaanwijzingen worden voluit geschreven of volgens de bij den telegraafdienst toegelaten verkortingen.

3. Wanneer telegrafische postwissels worden afgegeven, hetzij door postkantoren in plaatsen waar geen telegraafdienst bestaat, hetzij door een niet met den telegraafdienst belast postkantoor in eene plaats waar meerdere postkantoren zijn gevestigd, moet de naam van het kantoor van oorsprong onmiddellijk achter het volgnummer van afgifte van het postkantoor worden gesteld, op de volgende wijze: „Mandat 404 de ....".

4. Het bedrag der overgemaakte som moet worden uitgedrukt in cijfers, en, voor zooveel betreft de geheelen (frank, mark, enz.), voluit in letters, in de munt van het land van bestemming.

5. Wanneer het een vrouwelijke geadresseerde betreft, moet de familienaam, zelfs indien deze vergezeld gaat van een voornaam, worden voorafgegaan door een der woorden: Madame of Mademoiselle, tenzij deze aanduiding overtollig is door de vermelding van eene hoedanigheid, een titel, eene betrekking of een beroep, waardoor duidelijk de persoon van de rechthebbende wordt bepaald.

De aanduiding van den naam der woonplaats van den geadresseerde kan worden weggelaten, wanneer deze naam dezelfde is als die van het postkantoor van bestemming.

De afzender en de geadresseerde mogen niet worden aangeduid door eene afkorting of door een overeengekomen woord.

6. Gedeeltelijke collationneering (collationneering, van kantoor tot kantoor, van de eigennamen en getallen) is verplicht.

7. Het afzendend postkantoor zendt onder omslag, met de eerstvertrekkende post, als bewijsstuk, aan het kantoor van bestemming een bericht van afgifte van den wissel, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model B.

8. Het kantoor van bestemming moet de uitbetaling bewerkstelligen zonder de ontvangst van het bericht van afgifte af te wachten. Dit bericht wordt, zoo mogelijk, aan den door den geadresseerde voor voldaan geteekenden wissel gehecht.

9. De Administratiën zijn bevoegd de telegraafkantoren, in plaatsen waar een of meer postkantoren bestaan, te machtigen tot het van den afzender in ontvangst nemen, alsmede tot het ter plaatse van bestemming uitbetalen van het bedrag van telegrafische postwissels.

Artikel 5.

Bericht van betaling.

1. Indien de afzender van een gewonen postwissel daarvan een bericht van uitbetaling wenscht te ontvangen, voorziet het kantoor van oorsprong dien wissel van een postzegel, het deswege geheven recht vertegenwoordigende. Het maakt dat postzegel onbruikbaar door de duidelijk geschreven woorden: „Avis de payement”. Als het een telegrafischen postwissel betreft, wordt het postzegel op het bericht van afgifte gehecht.

2. Het kantoor van uitbetaling zendt op den dag zelf, waarop de uitbetaling plaats heeft, aan den afzender van den wissel, zonder omslag en vrij van recht, een bericht

gelijk aan of overeenkomende met het bij het Reglement ter uitvoering van het Verdrag gevoegd model C.

3. Wanneer het bericht van betaling wordt gevraagd na de afgifte van den wissel, omschrijft het kantoor van oorsprong op eenzelfde formulier, dat vooraf voorzien is van de postzegels, welke het terzake geheven recht vertegenwoordigen, zeer nauwkeurig den wissel en zendt dit formulier naar het kantoor van bestemming. De verzending geschiedt ambtshalve, zonder geleidebrief en onder omslag. Het kantoor van bestemming zendt het formulier na invulling terug op de in § 2 van dit artikel aangegeven wijze.

De administratie van oorsprong van den postwissel heeft de bevoegdheid, aan hare kantoren voor te schrijven, haar vooraf mededeeling te doen van de verzoeken om bericht van uitbetaling, aangenomen meer dan een maand na uitgifte van den titel.

Artikel 6.

Expresse-wissels.

De bepalingen van de artikelen 37 en 38, § 4, van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag zijn van toepassing op de gewone postwissels, welke per expresse moeten worden besteld.

HOOFDSTUK II.

Behandeling in bijzondere gevallen.

Artikel 7.

Onregelmatigheden in postwissels.

1. De gewone postwissels, waarvan de uitbetaling door een der navolgende oorzaken niet heeft kunnen plaats vinden:

a) onjuiste, onvolledige of twijfelachtige aanduiding van den naam of de woonplaats der rechthebbenden;

b) verschillen of weglatingen ten aanzien van namen of bedragen;

c) doorhalingen of overschrijvingen van het ingevulde gedeelte;

d) het ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen;

e) vermelding van het uit te betalen bedrag in een andere

munt dan die, welke te dien einde door de met elkander in betrekking staande Administratiën is aangenomen;

f) het bezigen van formulieren, welke niet aan de voorschriften voldoen,

worden zoo spoedig mogelijk, onder omslag ter verbetering teruggezonden aan het kantoor van oorsprong, tenzij de geadresseerde, na te zijn ingelicht, de toepassing verlangt van de bepalingen van § 2 van dit artikel.

In het verkeer met overzeesche landen evenwel is de Administratie van bestemming bevoegd om de postwissels, waarvan het bedrag is aangeduid in een andere munt dan de toegelatene, te doen uitbetalen, wanneer zij in staat is de herleiding te bewerkstelligen naar den maatstaf, waarvan de Administratie van afgifte zich bedient, mits zij hiervan dadelijk kennis geeft aan deze Administratie. De nadeelen eener onjuiste herleiding zijn ten laste van de Administratie, welke deze herleiding heeft bewerkstelligd.

2. De onregelmatigheden, welke de uitbetaling van een gewonen postwissel verhinderen, kunnen, indien de geadresseerde dit verlangt en bereid is alle kosten te betalen, langs telegrafischen weg worden hersteld, door middel van een betaald dienstbericht. De postwissel wordt in dat geval bewaard door het kantoor van bestemming, dat, na ontvangst van het telegram tot wijziging, de verbetering aanbrengt, en dat telegram bij den wissel voegt.

Wanneer het telegram tot wijziging een gevolg is van eene door den dienst begane misvatting, worden de kosten van het telegram aan den rechthebbende teruggegeven.

3. Wanneer telegrafische postwissels, wegens onvolledig of onjuist adres of wegens een andere oorzaak, waaraan de geadresseerde geen schuld heeft, niet kunnen worden uitbetaald, moet aan het kantoor van oorsprong een dienstbericht worden gezonden, met opgave van de reden der niet-uitbetaling. Het kantoor van oorsprong onderzoekt of de onregelmatigheid is te wijten aan een dienstfeil. Indien dit het geval is, verbetert dit kantoor haar terstond door middel van een dienstbericht.

In het tegenovergestelde geval waarschuwt het den afzender,

die bevoegd is de onregelmatigheid te verbeteren door middel van een betaald dienstbericht.

Telegrafische postwissels, welker onregelmatigheid binnen redelijken tijd niet is hersteld door middel van een dienstbericht, worden op de voor gewone postwissels voorgeschreven wijze verbeterd.

4. Telegrafische postwissels, waarvan alleen het bericht van afgifte is ontvangen, maar waarvan het telegram ontbreekt, mogen in geen geval alleen op zicht van eerstbedoeld stuk worden uitbetaald. Vóór alles moet het telegram worden opgevraagd per diensttelegram. De berichten van afgifte, welke niet per eerste post, na den datum van afgifte van den postwissel op het kantoor van bestemming zijn ontvangen, worden opgevraagd door middel van een bericht van bevinding, gelijk aan of overeenkomende met het model G, als bijlage gevoegd bij het Reglement ter uitvoering van het Verdrag.

Artikel 8.

In het ongereede geraakte, vermiste of vernietigde postwissels.

1. In het ongereede geraakte, vermiste of vernietigde postwissels kunnen, op verzoek van den afzender of van den geadresseerde, worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling, af te geven door de Administratie van oorsprong, nadat zij in overleg met de Administratie van bestemming heeft vastgesteld, dat de postwissel noch uitbetaald, noch terugbetaald, noch nagezonden is.

De machtigingen tot uitbetaling zijn aan geenerlei recht onderworpen. Haar geldigheidsduur is gelijk aan die van de postwissels.

2. Wanneer een wissel in het ongereede geraakt, vermist of vernietigd is en gelijktijdig de terugbetaling door den afzender en de uitbetaling door den geadresseerde worden gevraagd, behoort de machtiging tot uitbetaling ten behoeve van den afzender te worden afgegeven.

3. Wanneer terugbetaling van een in het ongereede geraakten, vermisten of vernietigden postwissel wordt verlangd door den afzender, moet deze, ter ondersteuning van zijn verzoek, het bewijs van storting overleggen. De Administra-

tie van het land van oorsprong staat de terugbetaling toe, na zich verzekerd te hebben, dat de Administratie van bestemming den postwissel niet heeft uitbetaald, noch uitbetalen zal.
Wanneer de Administratie van bestemming antwoordt, dat een postwissel door haar niet is ontvangen, kan de Administratie van oorsprong eene machtiging tot uitbetaling afgeven, onder voorbehoud, dat de wissel in geen der maandelijksche rekeningen, opgemaakt tot aan het verstrijken van zijn geldigheidsduur, voorkomt. Indien evenwel van de Administratie van bestemming geenerlei antwoord is ontvangen binnen den termijn, genoemd bij artikel 24 van de Overeenkomst, voor de terugbetaling van op valsche voldaanteekening uitbetaalde postwisselbedragen, en de wissel in geen der tot aan het verstrijken van dien termijn ontvangen maandelijksche rekeningen voorkomt, is de Administratie van oorsprong bevoegd, over te gaan tot de terugbetaling der gelden. Van de terugbetaling wordt bij aangeteekend schrijven mededeeling gedaan aan de Administratie van bestemming en de postwissel, welke alsdan als vermist wordt aangeteekend, kan na dien tijd niet meer in rekening worden gebracht.

Artikel 9.

Visum voor dagteekening.

Het visum voor dagteekening, waarvan wordt gesproken in artikel 16 van de Overeenkomst, moet op den wissel zelf worden aangeteekend.

Artikel 10.

Terugvordering. Adreswijziging.

1. De bepalingen van de artikelen 41 en 42 van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag zijn van toepassing op verzoeken om terugzending of adreswijziging van gewone of telegrafische postwissels. Evenwel wordt bij het verzoek om terugzending of adreswijziging geen fac-similé van den postwissel gevoegd.
Bij het verzoek moeten steeds het nummer, de datum van storting en het bedrag van den wissel, waarop het betrekking heeft, worden aangegeven.

2. Wanneer de adreswijziging van een gewonen of telegrafischen postwissel langs telegrafischen weg wordt verzocht, wacht het kantoor van bestemming, alvorens hieraan gevolg te geven, het verzoek per post af.

3. Het kantoor van bestemming van een telegrafischen postwissel moet bovendien, alvorens gevolg te geven aan een verzoek om adreswijziging, in het bezit zijn van het bericht van afgifte.

Wanneer het eene eenvoudige adresverbetering betreft, als bedoeld bij artikel 42 van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag, kan tot verbetering worden overgegaan zonder het bericht van afgifte af te wachten.

4. De Administratie van bestemming kan evenwel op eigen verantwoordelijkheid gevolg geven aan een telegrafisch verzoek om adreswijziging, zelfs zonder het verzoek per post of, in voorkomende gevallen, het bericht van afgifte af te wachten.

Artikel 11.

Nazending.

1. Het kantoor, dat een gewonen postwissel per post nazendt, haalt, zoo noodig, de aanwijzingen omtrent het bedrag van den postwissel, met de pen door, in dier voege echter, dat het oorspronkelijk ingevulde leesbaar blijve. De aanwijzing, welke zich bevindt in de rubriek „Somme versée", moet onveranderd blijven. Na het bedrag van den wissel in de munt van het land van nieuwe bestemming te hebben herleid, naar den koers, geldend voor postwissels, gestort in het land, dat voor de nazending zorg draagt, vermeldt genoemd kantoor het aldus verkregen bedrag, voluit in letters, op eene daarvoor geschikte plaats van het formulier, doch zooveel mogelijk onmiddellijk boven de oorspronkelijke aanwijzing in letters van dat bedrag. De nieuwe inschrijving op den wissel wordt door den ambtenaar van dienst onderteekend. Dezelfde handelwijze wordt gevolgd bij latere nazendingen.

Bij nazending naar het land van eerste bestemming, of naar het land van oorsprong, herstelt echter het kantoor, dat nazendt, het oorspronkelijk bedrag weder of stelt er voor

in de plaats het bedrag, ingeschreven onder de dienstaanwijzingen in de munt van het land van oorsprong.
2. De nazending van een telegrafischen postwissel per post geschiedt op gelijke wijze en zonder dat het bericht van afgifte behoeft te worden afgewacht. De postwissel wordt onder omslag aan het kantoor van nieuwe bestemming toegezonden.
Hetzelfde geschiedt met het bericht van afgifte, zoodra dit door het kantoor van eerste bestemming is ontvangen.
3. Bij nazending per telegraaf van een gewonen postwissel, maakt het kantoor van eerste bestemming een telegrafischen postwissel op, tot het bedrag, dat overblijft na aftrek van de kosten van het telegram en van het postwisselrecht. Het postwisselrecht wordt berekend in verhouding tot het bedrag van den oorspronkelijken wissel, na aftrek van het bedrag der kosten van het telegram.
De herleiding in de munt van het land van nieuwe bestemming wordt bewerkstelligd zooals wordt omschreven in § 1 van dit artikel.
De oorspronkelijke wissel wordt door het kantoor van eerste bestemming voor voldaan onderteekend en in rekening gebracht als een betaalde postwissel, na voorzien te zijn van de verklaring: „Réexpédié le montant de .... à .... sous déduction de la taxe de ....".
De strook van den oorspronkelijken wissel wordt aan het bericht van afgifte gehecht, teneinde aan den geadresseerde te worden overhandigd.
4. De nazending per telegraaf van een telegrafischen postwissel geschiedt op de wijze als omschreven in § 3 en zonder dat het bericht van afgifte behoeft te worden afgewacht.
5. De bepalingen van §§ 3 en 4 zijn van toepassing in gevallen van nazending van gewone of telegrafische postwissels, afkomstig uit een contracteerend land naar een ander contracteerend land, waarmede het land van oorsprong geen postwisselverkeer onderhoudt, of naar een land, dat niet tot de Overeenkomst is toegetreden. Hetzelfde geldt voor nazending van postwissels, afkomstig uit een niet contracteerend land naar een land dat tot de Overeenkomst is toegetreden.

6. De verzoeken om nazending worden door het kantoor van oorspronkelijke bestemming, en, wanneer dit te pas komt, door de verdere kantoren van bestemming voor memorie ingeschreven. Het kantoor, dat een postwissel onder de bovenvermelde voorwaarden naar een nader adres verzendt, geeft daarvan kennis aan het kantoor van afgifte.

Artikel 12.

Onbestelbare postwissels.

1. Alvorens de wissels, waarvan de uitbetaling aan de geadresseerden om eenigerlei reden niet heeft kunnen geschieden, worden teruggezonden aan de Administratie van oorsprong, schrijft het kantoor van bestemming ze voor memorie in en voorziet ze van een stempelafdruk of van het etiket, waarvan het gebruik is voorgeschreven bij artikel 40, § 1, van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag, voor onbestelbare poststukken.

De telegrafische postwissels moeten onder omslag worden teruggezonden en vergezeld gaan van de berichten van afgifte.

De postwissels evenwel, welke worden nagezonden op de wijzen genoemd in §§ 4 en 5 van artikel 11, moeten aan de Administratie van oorsprong worden toegezonden door de Administratie van oorspronkelijke bestemming, teneinde door deze te worden vervangen door een nieuwen dienstpostwissel.

2. De terugbetaling aan de afzenders van de niet uitbetaalde postwissels geschiedt, zoodra de Administratie van oorsprong weder in het bezit is van deze wissels, alsmede van de bijbehoorende berichten van afgifte, wanneer het telegrafische postwissels betreft.

Artikel 13.

Navragen.

1. Elke navraag betreffende een gewonen of telegrafischen postwissel wordt gesteld op een formulier, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegde model C. De verzending van dit formulier geschiedt volgens de regelen, aangegeven in artikel 5, § 3, voor de berichten van betaling, welke na de afgifte der wissels worden gevraagd.

2. Wanneer het kantoor van bestemming in staat is afdoende inlichtingen te verschaffen over het lot van het gereclameerde stuk, dan zendt het het formulier, aangevuld naar gelang van den uitslag van het onderzoek, terug aan het kantoor, dat de klacht heeft in ontvangst genomen. In geval het onderzoek vruchteloos bleef, of de uitbetaling wordt betwist, wordt het formulier toegezonden aan de Administratie van het land van oorsprong door bemiddeling van de Administratie van het land van bestemming.

3. Iedere Administratie kan door middel van eene aan het Internationaal Bureel gerichte mededeeling, verzoeken, de navragen, welke haren dienst betreffen, te zenden hetzij aan hare centrale Administratie, hetzij aan een bijzonderlijk daartoe aangewezen kantoor.

HOOFDSTUK III.

Comptabiliteit.

Artikel 14.

Maandelijksche rekeningen.

Iedere Administratie maakt aan het einde van elke maand voor ieder van de andere Administratiën, een maandelijksche rekening op, overeenkomstig het bij dit Reglement gevoegd model D, waarin, zooveel mogelijk chronologisch gerangschikt en naar alphabetische volgorde van de namen der kantoren van afgifte, worden opgenomen alle postwissels, door hare kantoren voor rekening van de andere Administratie gedurende de voorafgaande maand uitbetaald.

Zij vermeldt insgelijks op die rekening het bedrag van het recht, dat haar, krachtens het bepaalde bij § 1 van artikel 26 van de Overeenkomst, wegens de door hare kantoren uitbetaalde postwissels, toekomt, alsmede de eventueel te verrekenen bedragen wegens terugbetalingen en rente, bedoeld in de artikelen 25 en 28 van de Overeenkomst.

2. De maandelijksche rekening wordt, uiterlijk aan het einde der maand volgende op die, waarop zij betrekking heeft, aan de Administratie, die te betalen heeft, toegezonden, onder bijvoeging van de voor voldaan geteekende ge-

wone en telegrafische postwissels, de laatste zooveel mogelijk vergezeld van de berichten van afgifte.
De berichten van afgifte, welke de Administratie van bestemming bereiken na verzending van de rekening, waarop de bijbehoorende telegrafische postwissels zijn ingeschreven, worden aan de Administratie van oorsprong teruggezonden bij een der volgende rekeningen.
3. Wanneer geen uitbetaalde postwissels voorhanden zijn, wordt eene negatieve rekening aan de betrokken Administratie toegezonden.

Artikel 15.

Algemeene rekeningen.

1. Dadelijk na de ontvangst van de maandelijksche rekeningen en zonder den afloop van het onderzoek in bijzonderheden af te wachten, wordt de balans vastgesteld in eene algemeene rekening, welke, tenzij daaromtrent anders wordt overeengekomen, door de Administratie, die te ontvangen heeft, is op te maken.
De later vastgestelde verschillen worden hersteld door opneming in de eerstvolgende maandelijksche rekening. Zij worden verwaarloosd, wanneer hun totaalbedrag 50 centiemen per rekening niet te boven gaat.
2. De algemeene rekening moet zijn vastgesteld binnen een tijdsverloop van twee maanden na het einde der maand, waarop zij betrekking heeft. Die termijn bedraagt vier maanden in het verkeer met de buiten Europa gelegen landen, of tusschen die landen onderling.
De Administratiën kunnen zich onderling verstaan omtrent het driemaandelijks, halfjaarlijks of jaarlijks opmaken van de algemeene rekening.

Artikel 16.

Verevening. Voorschotten.

1. Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, wordt het verschil, dat het saldo der rekening uitmaakt, betaald door middel van wissels betaalbaar op zicht, getrokken op de hoofdplaats, of op eene handelsplaats van het land, dat te vorderen heeft, in de munt van dat land en zonder dat het

daarbij eenig verlies lijdt; de kosten der betaling blijven ten laste van de Administratie, die te betalen heeft.

2. De betaling moet uiterlijk veertien dagen na ontvangst van de als juist erkende algemeene rekening plaats hebben. Deze termijn is gesteld op een maand voor de landen van Zuid-Amerika.

3. Iedere Administratie, die van eene andere eene hoogere som dan 30 000 gouden franken te vorderen heeft, heeft recht om, zelfs vóór de afsluiting der rekening, betaling bij voorschot te verlangen, tot een bedrag van drievierden harer vordering. Aan dit verlangen moet binnen acht dagen worden voldaan. In geval van niet-betaling bij het verstrijken van dat tijdvak, zijn de voorschriften van art. 28 van de Overeenkomst van toepassing.

HOOFDSTUK IV.

Mededeelingen en kennisgevingen. Taal.

Artikel 17.

Mededeelingen en kennisgevingen.

1. Iedere Administratie moet ten minste 3 maanden alvorens de Overeenkomst in werking te doen treden, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, aan de andere Administratiën toezenden of mededeelen:

a) eene lijst van de landen, waarmede zij postwissels uitwisselt op den voet van de Overeenkomst;

b) eene lijst van de kantoren, die tot het afgeven en uitbetalen van postwissels zijn gemachtigd, of de mededeeling, dat al hare kantoren aan dien dienst deelnemen;

c) in voorkomende gevallen, het bericht van hare deelneming aan de uitwisseling van telegrafische postwissels;

d) het maximum-bedrag, dat zij vaststelt voor de storting en voor de uitbetaling der postwissels;

e) de muntsoort, waarin de bedragen der wissels moeten zijn uitgedrukt;

f) het tarief, dat zij toepast;

g) den termijn, waarna volgens hare wetgeving het bedrag der postwissels, waarvan de uitbetaling niet is gevorderd, aan den Staat vervalt;

h) een exemplaar van het postwisselformulier, dat zij bezigt;
i) de in de officieele landtaal geldende spelling der getallen van 1 tot 1000, welke op de wissels kunnen voorkomen;
k) eene lijst van de niet tot de Overeenkomst toegetreden landen, voor welke zij hare tusschenkomst kan verleenen voor de uitwisseling van postwissels.
Elke nadien aangebrachte wijziging moet onverwijld op dezelfde wijze worden medegedeeld. De wijzigingen betreffende den herleidingskoers worden wel te verstaan rechtstreeks aan de betrokken Administratie medegedeeld.

Artikel 18.

Formulieren. Taal.

Voor de toepassing van het bepaalde bij artikel 31, § 2, van het Verdrag worden beschouwd als formulieren ten dienste van het publiek:
de formulieren A (Postwissels) en C (Navragen).

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 19.

In werking treden en duur van het Reglement.

1. Dit Reglement treedt in werking op den dag, waarop de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst in werking treedt.
2. Het zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden, tenzij het in gemeen overleg tusschen de belanghebbende partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XIV.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTGIRODIENST, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen, gelet op artikel 3 van het Verdrag, hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Inleiding.

Artikel 1.

Doel van de overeenkomst.

Ieder houder van een postrekening in een van de contracteerende landen kan overschrijvingen verlangen van zijn rekening op een postrekening, gehouden in een ander van deze landen.

HOOFDSTUK II.

Voorwaarden voor toelating en uitvoering van verzoeken tot overschrijving.

Artikel 2.

Aanduiding van het bedrag der overschrijvingen. Herleidingskoers.

De rekeninghouder kan het bedrag van de overschrijving aanduiden in de munt van het land van bestemming of in

die van het land van oorsprong. De Administratie van laatstbedoeld land bepaalt zelf den koers voor de herleiding van haar munt in de munt van het land van bestemming.

Artikel 3.

Maximum-bedrag.

Elke Administratie is bevoegd een maximum vast te stellen voor het bedrag van de overschrijvingen, welke eenzelfde rekeninghouder, hetzij op één dag, hetzij in een bepaald tijdvak, kan verlangen.

Artikel 4.

Rechten.

1. Het recht voor een overschrijving mag één per mille van het overgeschreven bedrag niet te boven gaan, met dien verstande echter, dat iedere Administratie de bevoegdheid heeft de breuken in overeenstemming met haar muntstelsel af te ronden. Voor dit recht kan ook een minimum worden gesteld, hetwelk 20 centiemen niet mag te boven gaan.

2. Wegens de inschrijving van een overschrijving in het tegoed van een postrekening, mag geen hooger recht worden geheven dan eventueel voor een zelfde handeling in den binnenlandschen dienst wordt in rekening gebracht.

Artikel 5.

Vrijdom.

Van alle rechten zijn vrijgesteld de ambtshalve overschrijvingen betreffende den dienst, uitgewisseld tusschen de Administratiën of tusschen haar kantoren.

Hetzelfde geldt voor de zendingen, voorzien van de aanwijzing „Extrait de compte de chèque postal" (uittreksel uit een postchequerekening), welke door de postchèquekantoren worden gericht tot hun rekeninghouders, die in eenig land van de Vereeniging verblijf houden.

Artikel 6.

Kennisgevingen van overschrijving.

1. De rekeninghouder moet bij elk verzoek tot overschrijving een kennisgeving voegen.

De keerzijde van deze kennisgeving kan gebezigd worden

voor mededeelingen van bijzonderen aard bestemd voor den begunstigde. Elke Administratie heeft de bevoegdheid uit dien hoofde een recht te heffen van den opdrachtgever, mits dit recht in haar binnenlandschen dienst bestaat.
2. De kennisgevingen van overschrijving worden kosteloos aan de begunstigden uitgereikt.

Artikel 7.

Uitwisseling van de overschrijvingslijsten.

De Administratiën deelen elkander de overschrijvingen eenmaal per werkdag mede door middel van lijsten. Zij kunnen zich echter onderling verstaan om op eenzelfde lijst de totalen van meerdere dagen te verzamelen.
De kennisgevingen van overschrijving bestemd voor de begunstigden worden bij de lijsten gevoegd.
Tenzij anders is overeengekomen wordt het bedrag van de overschrijvingen op de lijsten en op de kennisgevingen van overschrijving uitgedrukt in de munt van het land van bestemming.

Artikel 8.

Kantoren van uitwisseling.

De Administratiën deelen elkander wederkeerig de namen mede van de chequekantoren, die zij hebben aangewezen voor de uitwisseling van de overschrijvingslijsten.

HOOFDSTUK III.

Intrekking. Navragen.

Artikel 9.

Intrekking van verzoeken tot overschrijving.

De verzoeken tot overschrijving kunnen door den opdrachtgever worden ingetrokken, zoolang de inschrijving in het credit van de te goed te schrijven rekening niet heeft plaats gevonden.
De aanvragen om intrekking zijn toegelaten op de voorwaarden, die door elke Administratie voor haar binnenlandschen dienst zijn vastgesteld; zij moeten door den rekeninghouder worden gericht aan de Administratie, aan welke hij het verzoek tot overschrijving heeft gedaan.

Artikel 10.

Navragen.

1. De navraag betreffende de uitvoering van een verzoek tot overschrijving moet door den opdrachtgever worden gericht tot de Administratie, aan welke hij het verzoek tot overschrijving heeft gedaan, behoudens het geval, dat hij den begunstigde heeft gemachtigd om zich te verstaan met de Administratie bij welke diens rekening wordt gehouden.
2. Voor een navraag betreffende een verzoek om overschrijving kan een recht worden geheven gelijk aan dat, hetwelk is verschuldigd voor de navraag naar een brief of ander stuk.
Dit recht wordt terugbetaald als aan het verzoek tot overschrijving tengevolge van een dienstfeil niet is voldaan.
3. De navraag is slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag, volgende op dien, waarop het verzoek tot overschrijving is gedaan.

HOOFDSTUK IV.

Verantwoordelijkheid.

Artikel 11.

Omvang van de verantwoordelijkheid.

1. De Administratiën zijn verantwoordelijk voor de misvattingen door haar dienst begaan bij de inschrijving van de overschrijvingen in het tegoed van de postrekeningen, evenals voor onjuiste aanwijzingen door haar aangebracht op de overschrijvingslijsten, welke zij aan andere Administratiën toezenden.
2. De aansprakelijkheid is beperkt tot terugbetaling van het bedrag der overschrijving.
3. De Administratiën zijn niet verantwoordelijk wegens vertragingen, die mochten voorkomen in de overbrenging en de uitvoering van verzoeken tot overschrijving.

Artikel 12.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid.

De verantwoordelijkheid rust op de Administratie, in den dienst waarvan de misvatting is begaan. Indien beide Ad-

ministratiën aan de misvatting schuld hebben, dragen zij elk voor een gelijk deel in de terugbetaling bij.

Artikel 13.

Terugbetaling van de aan den aanvrager toekomende bedragen.

De verplichting tot terugbetaling van het aan den aanvrager toekomende bedrag rust op de Administratie, bij welke de navraag is ingediend, met dien verstande, dat deze het recht heeft verhaal te nemen op de verantwoordelijke Administratie.

De terugbetaling moet plaats vinden, zoodra de verantwoordelijkheid van den dienst is vastgesteld.

De als verantwoordelijk beschouwde Administratie, die na aanmaning niet binnen een termijn van zes maanden heeft geantwoord, wordt geacht stilzwijgend haar aansprakelijkheid te hebben erkend.

Artikel 14.

Terugbetaling aan de Administratie die te vorderen heeft.

De verantwoordelijke Administratie is gehouden de Administratie, die de terugbetaling heeft verricht, het bedrag daarvan te vergoeden binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van de kennisgeving van terugbetaling.

De Administratie die te betalen heeft is een rente van zeven percent per jaar verschuldigd te rekenen van het einde van genoemden termijn.

HOOFDSTUK V.

Comptabiliteit.

Artikel 15.

Toekenning van de rechten.

Elke Administratie behoudt ten volle de rechten die zij heeft geheven.

Artikel 16.

Afrekening wegens de overgeschreven bedragen. Vaststelling van de saldo's en van de renten.

1. De Administratiën maken voor elken werkdag en voor elk toegetreden land een rekening op, waarin worden opge-

nomen de totalen van de ontvangen en verzonden overschrijvingslijsten.

2. De afrekening is gegrond op het beginsel van onderlinge schuldvereffening. Te dien einde wordt, tenzij anders is overeengekomen, de kleinste vordering herleid in de munt van de grootste vordering, berekend volgens het rekenkunstig gemiddelde van de wisselkoersen, officieel genoteerd ter beurze of bij bijzonderlijk door elk betrokken land aangewezen banken.

De Administratie, die om eenige reden de onderlinge schuldvereffening niet wenscht toe te passen, kan verklaren, dat zij de verschuldigde bedragen volledig zal betalen.

3. De vereffening geschiedt dagelijks. Echter kunnen de Administratiën overeenkomen om in een zelfde afrekening de totalen van meerdere dagen te vereenigen.

4. Het saldo van elke rekening wordt rentegevend met ingang van een termijn en naar een rente, in onderling overleg door de Administratiën van de contracteerende landen vastgesteld. Deze rente mag vijf percent per jaar niet te boven gaan.

Artikel 17.

Betaling van de saldo's. Rente wegens vertraagde betaling.

1. Met het oog op de betaling van de saldo's kan elke Administratie op eenigerlei wijze bij de Administratie van een contracteerend land een tegoed in de munt van dat land aanhouden. Indien dit tegoed niet toereikend is voor de uitvoering van de gegeven opdrachten, worden de overschrijvingen niettemin in het tegoed van de rekeningen der begunstigden gebracht.

Het tegoed kan ook dienen voor de verevening van te betalen saldo's wegens alle andere post-, telegraaf- of telefoonrekeningen. Het mag in geen geval voor een andere bestemming worden gebezigd zonder toestemming van de Administratie, die het heeft gevormd.

2. De Administratie, die te vorderen heeft, heeft het recht te allen tijde betaling van de saldo's te eischen. In voorkomende gevallen stelt zij den datum vast, waarop de be-

taling moet hebben plaats gevonden, daarbij rekening houdende met de vastgestelde termijnen. Indien de Administratie, die te betalen heeft, op den vastgestelden datum niet heeft betaald, wordt de rente, bedoeld in § 4 van het vorige artikel, te rekenen van den zesden dag volgende op dien datum, met twee percent per jaar verhoogd.

Artikel 18.

Driemaandelijksche algemeene rekeningen.

Aan het einde van elk kwartaal legt elke Administratie, die te vorderen heeft, aan de Administratiën, die te betalen hebben, ter goedkeuring over een algemeen overzicht van de dagelijksche rekeningen, van de betaalde afrekeningen en eventueel van de in rekening gebrachte renten.

Het saldo van de driemaandelijksche algemeene rekening wordt overgebracht op het volgende kwartaal.

HOOFDSTUK VI.

Verschillende bepalingen.

Artikel 19.

Lijst van rekeninghouders.

De rekeninghouders kunnen, door tusschenkomst van de Administratie, bij welke hun rekeningen berusten, de door de andere Administratiën uitgegeven lijsten van rekeninghouders verkrijgen tegen den prijs, welke deze Administratiën daarvoor in haar binnenlandschen dienst hebben vastgesteld.

De Administratiën leveren elkander wederkeerig en kosteloos de voor de behoefte van den dienst benoodigde lijsten.

Artikel 20.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van het Verdrag.

De bepalingen van algemeenen aard, opgenomen in de titels I en II van het Verdrag, zijn van toepassing op den postgirodienst, met uitzondering echter van de voorschriften, vervat in artikel 7.

Artikel 21.

Goedkeuring van voorstellen, ingediend in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd moeten de voorstellen, ingediend in het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten (artt. 18 en 19 van het Verdrag) op zich vereenigen:
a) twee derden der stemmen, als zij een toevoeging van nieuwe bepalingen of wijziging van de bepalingen van de Overeenkomst en het bijbehoorende Reglement betreffen;
b) de volstrekte meerderheid, als zij de uitlegging van de bepalingen van de Overeenkomst en van het Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, dat aan scheidsrechterlijke uistpraak is te onderwerpen.

Slotbepalingen.

Artikel 22.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft gedurende onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de Gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden uitgereikt.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XV.

SLOT-PROTOCOL

Overgaande tot de onderteekening van de Overeenkomst betreffende den postgirodienst, op heden gesloten, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden alsnog het navolgende overeengekomen:

Eenig artikel.

Met afwijking van de bepalingen van artikel 13 van het Verdrag zal elk contracteerend land aan de andere toegetreden landen kennisgeven van welken datum af het den postgirodienst in werking zal doen treden.

In oirkonde hiervan hebben de onderstaande Gevolmachtigden dit Protocol opgemaakt, dat dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben alsof de bepalingen daarvan in den tekst zelf van de Overeenkomst, waarop het betrekking heeft, waren opgenomen, en hebben zij het in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de Archieven van de Zweedsche Regeering bewaard blijven en in afschrift aan iedere Partij worden uitgereikt.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XVI.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN POSTGIRODIENST GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, ITALIË, DE ITALIAANSCHE KOLONIËN, JAPAN, CHOSEN, DE OVERIGE JAPANSCHE ONDERHOORIGHEDEN, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het den 28sten Augustus 1924 te Stockholm gesloten Algemeen Postverdrag, hebben namens hun Administratiën, in gemeen overleg, om de uitvoering te verzekeren van de Overeenkomst betreffende den postgirodienst, de navolgende maatregelen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Afgifte. Verzending. Ontvangst.

Artikel 1.

Kennisgevingen van overschrijving.

1. De kennisgevingen van overschrijving moeten door den opdrachtgever gesteld worden op een formulier gelijk aan het hierbijgevoegde model A en alle aanwijzingen bevatten volgens den tekst van dit formulier.

De Administratiën kunnen echter de formulieren van haar binnenlandschen dienst gebruiken.

2. Indien het bedrag van de overschrijving is aangeduid in de munt van het land van oorsprong zorgt het kantoor,

dat het verzoek tot overschrijving ontvangt, of het uitwisselingskantoor voor de herleiding en vermeldt, in rooden inkt, het bedrag van de overschrijving in de munt van het land van bestemming op de kennisgeving.

Artikel 2.

Overschrijvingslijsten.

1. De overschrijvingslijsten worden door de uitwisselingskantoren opgemaakt op een formulier, gelijk aan het hierbijgevoegde model B. Zij moeten voor elke overschrijving alle aanwijzingen bevatten, die de tekst van het formulier aangeeft.

2. Elke lijst wordt voorzien van een afdruk van den stempel van het uitwisselingskantoor, dat de lijst heeft opgemaakt, en van de geschreven handteekening of handteekeningen van den daartoe bevoegden ambtenaar of de daartoe bevoegde ambtenaren; het totaal moet voluit in letters worden vastgesteld.

3. Indien op eenzelfden dag meerdere lijsten worden opgemaakt, bestemd voor eenzelfde uitwisselingskantoor, worden zij genummerd, waarbij elken dag met nr. 1 wordt begonnen.

Artikel 3.

Geleidebrieven.

1. Het totaal van elk der lijsten, bestemd voor hetzelfde uitwisselingskantoor, wordt herhaald op een geleidebrief, gelijk aan het hierbijgevoegde model C.

2. De geleidebrieven worden voorzien van een afdruk van den stempel van het uitwisselingskantoor, dat ze heeft opgemaakt, en onderteekend door den ambtenaar of de ambtenaren, wiens of wier handteekening voorkomt op de overschrijvingslijsten. Zij worden voorzien van een volgnummer, waarbij elke maand voor elk der uitwisselingskantoren met n°. 1 wordt begonnen.

Artikel 4.

Verzending van de verzoeken tot overschrijving.

De geleidebrieven, de lijsten en de kennisgevingen van overschrijving worden in gesloten pakketten vereenigd en portvrij met de beste middelen verzonden aan het uitwisselings-

kantoor van bestemming. Deze zendingen kunnen worden aangeteekend.

Artikel 5.

Ontvangst van de overschrijvingen.

1. Bij aankomst ten kantore van uitwisseling van de pakketten met geleidebrieven, lijsten en kennisgevingen van overschrijving, onderwerpt dit kantoor de pakketten aan een onderzoek. Ontdekt het eenige onregelmatigheid of een verzuim, dan geeft het, met verzoek om verbetering, daarvan kennis aan het uitwisselingskantoor van afzending bij schrijven, ingericht gelijk aan het hierbijgevoegd model D. Het afzendende kantoor van uitwisseling moet per keerende post antwoorden en eventueel een duplicaat van de ontbrekende stukken toezenden.

2. Indien een verschil wordt vastgesteld tusschen het bedrag vermeld op een kennisgeving van overschrijving en de inschrijving van dat bedrag op de lijst van overschrijvingen, dan is het uitwisselingskantoor van bestemming bevoegd de postrekening van den begunstigde voor het kleinste bedrag goed te schrijven.

HOOFDSTUK II.

Verschillende in acht te nemen regelen.

Artikel 6.

Intrekking van overschrijvingen.

1. Aanvragen om intrekking van een verzoek om overschrijving moeten schriftelijk worden ingediend door den houder van de postrekening van afschrijving.

Voor deze aanvragen wordt een bericht van intrekking opgemaakt. Dit bericht kan per post of per telegraaf worden overgebracht.

2. Bij gebruik van de post geschiedt de verzending per aangeteekenden brief door het uitwisselingskantoor van het land van afzending van het betreffende verzoek om overschrijving aan het uitwisselingskantoor van het land van bestemming. De frankeerkosten van dezen brief komen ten laste van den houder van de postrekening van afschrijving.

3. Indien het gebruik van de telegraaf wordt gevraagd, wordt een betaald diensttelegram gezonden rechtstreeks aan

het kantoor van bestemming, waar de rekening van tegoedschrijving berust. Dit telegram moet onmiddellijk per brief worden bevestigd. De kosten van het telegram en van den brief, houdende bevestiging daarvan, komen ten laste van den houder van de rekening van afschrijving.

4. Er wordt geen rekening gehouden met aanvragen om intrekking, welke op een andere dan de hierboven voorgeschreven wijze zijn opgemaakt en verzonden.

5. Indien een aanvraag om intrekking te laat aan het kantoor van bestemming aankomt om de overschrijving te kunnen doorhalen, wordt het uitwisselingskantoor van afzending van de aanvraag dadelijk ter zake ingelicht.

Artikel 7.

Niet-uitvoering van een opdracht tot overschrijving.

Indien om eenige reden een overschrijving niet in het tegoed van een rekening kan worden bijgeschreven, wordt zij doorgehaald op de lijst, waarop de inschrijving geschiedde en wordt het totaal van deze lijst, evenals dat van den betreffenden geleidebrief, in rooden inkt verbeterd. Deze verbetering wordt ter kennis gebracht van het uitwisselingskantoor van afzending door middel van een brief, model D, waarbij wordt gevoegd de kennisgeving betreffende de overschrijving, waaraan niet is voldaan.

Echter kunnen de Administratiën van de contracteerende landen overeenkomen de overschrijvingen, welke niet zijn uitgevoerd, op een lijst van overschrijvingen over te brengen in het tegoed van de Administratie van het land van oorsprong. In dit geval geschiedt de herleiding naar den koers van den dag, evenals voor de gewone overschrijvingen, en wordt de kennisgeving van overschrijving van een toelichtende aanteekening voorzien.

HOOFDSTUK III.

Comptabiliteit.

Artikel 8.

Afrekeningen.

De dagelijksche afrekeningen worden gesteld op formulieren, gelijk aan het hierbijgevoegde model E.

Zij worden zoo spoedig mogelijk aan de correspondeerende Administratie toegezonden.

Artikel 9.

Betaling van de saldo's.

1. Tenzij anders is overeengekomen, geschiedt de verevening van de bedragen, verschuldigd wegens den postgirodienst, door middel van wissels op zicht, getrokken op de hoofdstad of op een handelsplaats van het land, dat te vorderen heeft, in de munt van en zonder eenig verlies voor dit land, blijvende de kosten van de betaling ten laste van de Administratie, die te betalen heeft.

2. Elke Administratie kan zich door de andere Administratiën op de gewone voorwaarden een postrekening laten openen en eens voor altijd verzoeken op het actief van deze rekening ambtshalve af te schrijven het bedrag van de saldo's te haren laste, welke zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK IV.

Formulieren. Verstrekking van gegevens.

Artikel 10.

Opmaken van de formulieren.

1. Behoudens hetgeen in artikel 1 is bepaald voor de kennisgevingen van overschrijving, moeten de formulieren van den girodienst in de Fransche taal zijn gesteld, met of zonder een vertaling tusschen de regels in een andere taal, tenzij de betrokken Administratiën bij rechtstreeksche overeenkomst anders beslissen.

De inschrijvingen volgens den tekst van de formulieren moeten in Latijnsche letters en in Arabische cijfers worden gesteld.

2. Inschrijvingen in inktpotlood of in gewoon potlood zijn niet toegelaten.

Artikel 11.

Verstrekking van gegevens.

1. De Administratiën doen elkander, in voldoend aantal voor de behoefte van den dienst, afdrukken toekomen van de stempels, in gebruik op de uitwisselingskantoren en de

handteekeningen van de ambtenaren die, op elk van die kantoren, bevoegd zijn om de overschrijvingslijsten en de geleidebrieven, die deze vergezellen, te onderteekenen.

2. Indien dit bepaaldelijk wordt gevraagd, doen de Administratiën elkander mededeeling van den koers van herleiding, dien zij voor de overschrijvingen hebben vastgesteld.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 12.

In werking treden en duur van het Reglement. Bijlagen. Formulieren.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst betreffende den postgirodienst in werking treedt.

Het zal voor denzelfden tijd als deze Overeenkomst gelden, tenzij het door de betrokken Partijen in gemeen overleg mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XVII.

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE INVORDERING VAN GELDEN OP QUITANTIËN EN HANDELSPAPIER, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, CHILI, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LETLAND, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen, gelet op artikel 3 van het Verdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Inleidende bepaling.

Artikel 1.

Voorwaarden voor de uitwisseling van in te vorderen waarden.

De uitwisseling van in te vorderen waarden tusschen die contracteerende landen, welker Administratiën overeenkomen dien dienst in te stellen, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

HOOFDSTUK II.

Doel van den dienst.

Artikel 2.

Ter invordering toegelaten waarden.

Ter invordering worden toegelaten: quitantiën, rekeningen, orderbriefjes, wissels, rente- en dividendcoupons, afgeloste stukken, en in het algemeen alle handels- of ander papier, hetwelk zonder kosten betaalbaar is.

De Administratiën, die zich niet kunnen belasten met de invordering van coupons en afgeloste stukken, geven daarvan, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, aan de andere betrokken Administratiën kennis.

Artikel 3.

Protesten.

De Administratiën kunnen zich belasten met het doen protesteeren van handelspapier en het doen instellen van gerechtelijke vervolgingen wegens schuldvorderingen. Zij stellen in gemeen overleg de daartoe noodige regelen vast.

HOOFDSTUK III.

Afgifte der in te vorderen waarden.

Artikel 4.

Uitdrukking van het bedrag der waarden.

Het bedrag der in te vorderen waarden wordt, tenzij anders is overeengekomen, uitgedrukt in de munt van het land, dat met de invordering is belast.

Artikel 5.

Aangifte der waarden. Voor de zending te betalen recht.

De afgifte der in te vorderen waarden geschiedt per aangeteekende en gefrankeerde zending, welke door den bewaargever rechtstreeks wordt toegezonden aan het postkantoor, dat de gelden moet invorderen.

Het port en recht voor de zending mag dat voor een aangeteekenden brief van hetzelfde gewicht niet te boven gaan.

Artikel 6.

Aantal en maximum-bedrag der waarden.

1. Dezelfde zending mag meerdere, door hetzelfde postkantoor, van verschillende schuldenaars, ten bate van denzelfden persoon, in te vorderen waarden bevatten.

Nochtans mag zij geen waarden bevatten, welke van meer dan vijf verschillende schuldenaars moeten worden ingevorderd, en evenmin waarden, die op verschillende dagen vervallen.

2. Het in totaal in te vorderen bedrag per zending mag het maximum-bedrag, vastgesteld voor de door het land van bestemming afgegeven postwissels, niet te boven gaan, tenzij de Administratiën in gemeen overleg een hooger maximum aannemen.

Artikel 7.

Verbodsbepalingen.

Het is verboden:

a) op de waarden aanteekeningen te stellen, welke op de stukken zelf geen betrekking hebben;

b) bij de in te vorderen waarden brieven of aanteekeningen te voegen, welke het karakter dragen van briefwisseling tusschen den schuldeischer en den schuldenaar.

c) op het borderel van verzending andere aanteekeningen te stellen dan die, welke de gedrukte tekst van dit formulier aangeeft.

HOOFDSTUK IV.

Invordering der waarden.

Artikel 8.

Niet-toelating van gedeeltelijke betalingen.

Elke waarde moet in haar geheel en in eens worden voldaan, zoo niet, dan wordt de betaling beschouwd als te zijn geweigerd.

Artikel 9.

Rechten van invordering en van aanbieding.

1. De met de invordering belaste Administratie heft van het bedrag van elk ingevorderd stuk een invorderingsrecht van 30 centiemen.

2. Voor elke waarde, welke ter invordering wordt aangeboden en niet betaald, is een recht van aanbieding van 20 centiemen verschuldigd.
De waarden, welke ten gevolge van eenige onregelmatigheid, of van een fout in 't adres aan den afzender worden teruggezonden zonder ter invordering te zijn aangeboden, zijn niet aan dit recht onderhevig.

Artikel 10.

Overmaking van het ingevorderde bedrag.

1. De ingevorderde bedragen, welke op eenzelfde zending betrekking hebben, worden aan den bewaargever overgemaakt door middel van een postwissel, na aftrek van:

a) het recht van invordering en eventueel het recht van aanbieding verschuldigd wegens de onbetaalde waarden;

b) indien het te pas komt, de voor de waarden betaalde belasting, en

c) het gewone postwisselrecht, dat wordt berekend van de in totaal ingevorderde som, verminderd met de onder *a*) en *b*) genoemde heffingen en rechten.

De ter overmaking van het ingevorderde bedrag opgemaakte postwissels zijn toegelaten tot het maximum-bedrag, dat door de Administratiën krachtens art. 6, § 2, is aangenomen.

2. De Administratiën kunnen zich verstaan omtrent eene andere wijze van afrekening der ingevorderde bedragen. Inzonderheid kunnen zij zich, op overeen te komen voorwaarden, belasten met de storting dier bedragen op eene postrekening in het land van bestemming der zending.

Artikel 11.

Terugzending der niet ingevorderde bedragen.

De waarden, welke men binnen den in het Reglement gestelden termijn niet heeft kunnen innen en welke niet aan een aangewezen derden persoon moeten worden ter hand gesteld, worden portvrij aan het kantoor van terpostbezorging teruggezonden.
Wanneer er geen ingevorderde waarden zijn of wanneer de geïnde bedragen ontoereikend zijn, om aftrek van het aan-

biedingsrecht in zijn geheel toe te laten, wordt dit recht van den afzender der zending geheven. De met de invordering der waarden belaste Administratie is tot geenerlei conservatoiren maatregel, noch tot eenige daad dienend tot staving van de niet-betaling der stukken gehouden.

HOOFDSTUK V.

Terugvordering en verbetering. Na- en terugzending. Navragen.

Artikel 12.

Terugvordering van de in te vorderen waarden. Verbetering van het borderel.

Zoolang het kantoor van bestemming van eene zending, welke in te vorderen waarden bevat, deze nog niet uit handen heeft gegeven, kan de bewaargever, op de in art. 45 van het Verdrag voor poststukken gestelde voorwaarden, de zending, of een of meer der ingesloten waarden, terugvorderen, of, in geval van misvatting, de aanwijzingen van het borderel, dat de zending begeleidt, doen verbeteren.

Artikel 13.

Nazending. Verkeerd gezonden waarden.

1. In geval van verandering van woonplaats van een of meer der geadresseerden, worden de in te vorderen waarden binnen het land van bestemming aan een nader adres verzonden. Hetzelfde geschiedt met waarden bestemd voor personen, die in een onderdeel van eene plaats wonen, hetwelk onder een ander kantoor behoort.

2. Indien eene zending geheel is samengesteld uit waarden, welke door het kantoor van ontvangst niet invorderbaar zijn, wordt zij naar het kantoor van oorsprong teruggezonden, tenzij alle schuldenaars wonen binnen het ressort van een zelfde ander kantoor in het land van bestemming, in welk geval de zending naar dat kantoor wordt doorgezonden.
Wanneer een deel der in de zending gesloten waarden niet door het kantoor van bestemming invorderbaar zijn, worden

deze aan den afzender teruggezonden en worden de overige waarden ter invordering aangeboden.

3. Voor deze nazendingen wordt geenerlei afzonderlijk recht geheven.

Artikel 14.

Terugzending van oninvorderbare waarden.

Waarden, welke men om de eene of andere reden niet heeft kunnen invorderen, worden op de in het Reglement voorgeschreven wijze aan den bewaargever teruggezonden.

Artikel 15.

Navragen.

De bepalingen van artikel 47 van het Verdrag zijn van toepassing op de navragen omtrent zendingen met in te vorderen waarden.

HOOFDSTUK VI.

Verantwoordelijkheid. Postwissels wegens ingevorderde waarden.

Artikel 16.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies der zending of der waarden.

1. Indien eene aangeteekende zending, inhoudende in te vorderen waarden, verloren gaat, is de dienst der posterijen tegenover den afzender verantwoordelijk op de voorwaarden, gesteld voor aangeteekende zendingen in de artikelen 50 en 51 van het Verdrag.

Hetzelfde geldt voor het verloren gaan van eene zending, inhoudende niet-ingevorderde waarden, welke aan den afzender worden teruggezonden.

2. Wanneer de waarden verloren gaan na de opening van den omslag, waarin zij zijn vervat, hetzij op het kantoor, dat belast is met de invordering, hetzij op het kantoor, dat belast is met de teruggifte der stukken aan den bewaargever, dan is de verantwoordelijke Administratie slechts gehouden, aan den afzender het werkelijke bedrag der veroorzaakte schade te vergoeden, zonder dat die vergoeding het bedrag

van de schadeloosstelling, bedoeld in § 1 hierboven mag overschrijden.

3. De bepalingen van de artt. 53 t/m 57 van het Verdrag, die betrekking hebben op schadeloosstelling, zijn van toepassing op zendingen met in te vorderen waarden.

Artikel 17.

Waarborging der op regelmatige wijze ingevorderde bedragen.

De op regelmatige wijze ingevorderde bedragen, hetzij zij al dan niet in postwissels zijn omgezet of op postrekening zijn gestort, worden, na aftrek van de rechten, bedoeld in art. 10, aan den afzender der waarden gewaarborgd, overeenkomstig hetgeen ten behoeve van den storter is vastgesteld, in de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst resp. in de bepalingen regelende den postchèque- en girodienst.

Artikel 18.

Toepassing van bijzondere bepalingen van het Verdrag.

De bepalingen der artikelen 62 t/m 67 van het Verdrag, welke betrekking hebben op de verrekenzendingen, zijn van toepassing op de zendingen met in te vorderen waarden, voor zooveel betreft de schadeloosstellingen en de te betalen bedragen, de betalingstermijnen, het verhaal op de verantwoordelijke Administratie en de postwissels wegens ingevorderde waarden.

Artikel 19.

Vertragingen.

De Administratiën dragen geenerlei verantwoordelijkheid wegens vertragingen:

a) in de overkomst of in de aanbieding van de in te vorderen waarden;

b) in de afrekening van de geïnde bedragen;

c) in het doen protesteeren, of in het instellen van gerechtelijke vervolgingen, waarmede zij zich op grond van de bepalingen van artikel 3 mochten hebben belast.

HOOFDSTUK VII.

Verschillende bepalingen.

Artikel 20.

Toekenning der rechten.

Het port en recht van eene zending inhoudende in te vorderen waarden, alsook de rechten van invordering en van aanbieding geven tot geenerlei afrekening tusschen de betrokken Administratiën aanleiding.

Artikel 21.

Kantoren, welke aan den dienst deelnemen.

De Administratiën behooren alle kantoren, welke met den internationalen postwisseldienst zijn belast, open te stellen voor den dienst der invordering van waarden.

Artikel 22.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van het Verdrag.

De bepalingen van algemeenen aard, voorkomende in de titels I en II van het Verdrag, zijn van toepassing op deze Overeenkomst, met uitzondering echter van de bepalingen vervat in artikel 7.

Artikel 23.

Goedkeuring van in den tijd tusschen de bijeenkomsten gedane voorstellen.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen, welke in den tijd tusschen de bijeenkomsten worden gedaan, op zich vereenigen:

a) alle stemmen, wanneer zij toevoeging van nieuwe bepalingen of wijziging van de bepalingen der artikelen 1 t/m 17, 19, 20, 23 en 24 van de Overeenkomst en 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 14 en 18 van het Reglement betreffen;

b) twee derden der stemmen, wanneer zij wijziging van andere dan in de voorgaande alinea genoemde bepalingen van de Overeenkomst en van de artikelen 8, 10 en 15 van het Reglement betreffen;

c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij wijziging van de

andere artikelen van het Reglement of de uitlegging van de bepalingen van de Overeenkomst en van het Reglement betreffen, behoudens het geval van een geschil, dat door scheidsrechterlijke uitspraak moet worden beslecht.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 24.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft voor onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XVIII.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE INVORDERING VAN GELDEN OP QUITANTIËN EN HANDELSPAPIER, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, CHILI, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, HONGARIJE, IJSLAND, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LETLAND, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (DE SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, NEDERLANDSCH-INDIË, DE NEDERLANDSCHE KOLONIËN IN AMERIKA, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het Algemeen Postverdrag, gesloten te Stockholm, den 28sten Augustus 1924, hebben, namens hun Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende de invordering van gelden op quitantiën en handelspapier, de navolgende regelen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Afgifte en inning der waarden.

Artikel 1.

Voorwaarden voor de toelating der waarden.

Om ter inning te worden toegelaten moeten de zendingen: *a*) voorzien zijn van eene aanwijzing van het in te vorderen bedrag voluit (in Latijnsche letters) en, tenzij anders mocht zijn overeengekomen, in de munt van het land van bestemming. Voor rente- en dividendcoupons is aanduiding van het bedrag in cijfers voldoende;

b) den naam en het adres van den schuldenaar aanduiden;
c) waar dit te pas komt, de voldaanteekening van den bewaargever dragen; voor de gewone quitantiën kan, indien de wetgeving van het land van oorsprong zich niet daartegen verzet, deze onderteekening plaats vinden door middel van een stempel of worden vervangen door de gedrukte aanwijzing van den naam van den schuldeischer;
d) in het land van oorsprong van een zegel zijn voorzien, indien zij aan het recht van zegel zijn onderworpen.

Artikel 2.

Borderel en omslag van verzending.

1. De in te vorderen waarden, welke tot eenzelfde zending behooren, worden ingeschreven op een borderel overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegde model A.
De rente- of dividendcoupons, welke op een zelfde soort stukken betrekking hebben en aan hetzelfde adres zijn in te vorderen, moeten vooraf op een afzonderlijk blad papier worden ingeschreven; zij worden alsdan geacht slechts ééne waarde uit te maken.
2. De waarden, eventueel vergezeld van de bijbehoorende bewijsstukken (facturen, cognossementen, contra-rekeningen, protest-akten enz. welke alleen in geval van betaling moeten worden uitgereikt) worden met het borderel van verzending gesloten in een omslag overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegde model B. Deze omslag moet, behalve den naam en het nauwkeurig adres van den afzender, de aanwijzing van het kantoor van bestemming dragen.
De bijlagen moeten aan de waarde, waarop zij betrekking hebben, worden vastgehecht.

Artikel 3.

Verboden aanteekeningen en mededeelingen.

Er wordt geen rekening gehouden met verboden aanteekeningen en mededeelingen, welke op het borderel of de waarden mochten zijn gesteld. Afzonderlijke nota's of brieven worden behandeld als ongefrankeerde poststukken, afkomstig uit het land van oorsprong der zending en aan de

geadresseerden uitgereikt tegen betaling van het verschuldigde port; bij weigering worden zij beschouwd als onbestelbare stukken en teruggezonden naar het kantoor van oorprong.

Artikel 4.

Afgifte aan het loket.

De zending, welke de in te vorderen waarden bevat, wordt door den afzender gesloten en aan het loket afgegeven.

Indien de zending behoorlijk gefrankeerd in de bus wordt aangetroffen, vindt dezelfde behandeling plaats alsof afgifte aan het loket had plaats gevonden. In geval van niet-frankeering of van ontoereikende frankeering wordt het stuk niet verzonden.

Artikel 5.

Onderzoek ten kantore van bestemming.

Ten kantore van bestemming wordt het aantal en het bedrag der bij het borderel gevoegde waarden onderzocht en wordt de uitslag van het onderzoek op het borderel vermeld.

Wanneer op het borderel ingeschreven waarden niet in de zending worden aangetroffen, deelt het kantoor dit onmiddellijk mede aan het kantoor van afzending, dat den bewaargever in kennis stelt. Overigens wordt tot invordering van de in orde bevonden waarden overgegaan.

Artikel 6.

Aanbieding. Betalingstermijn.

1. De waarden worden zoo spoedig mogelijk, eventueel op den vervaldag, aan de schuldenaars aangeboden.

2. De stukken, welke bij aanbieding niet zijn betaald en waarvan de betaling niet uitdrukkelijk door de schuldenaars persoonlijk is geweigerd, worden gedurende een termijn van 7 dagen, te rekenen van den dag volgende op dien der aanbieding, ter beschikking van de belanghebbenden gehouden. De schuldenaars worden er mede in kennis gesteld, dat zij gedurende dien termijn op het kantoor kunnen komen betalen. De bewaargever kan echter, door middel van eene aanteekening op het borderel verzoeken, de stukken na vergeefsche aanbieding onmiddellijk aan hem terug te zenden

of aan daartoe met name aangewezen personen ter hand te stellen.

Artikel 7.

Aanduiding van de niet-invordering.

De oorzaak van de niet-invordering wordt op de wijze, omschreven in artikel 40, § 1, van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag, zonder meer, vermeld, hetzij op een bij de stukken te voegen nota, hetzij op het tweede gedeelte van het borderel van invordering.

Artikel 8.

Onbekendheid van den afzender.

Wanneer de naam en het adres van den afzender noch op den omslag, noch op het borderel, noch op de waarden zelf voorkomen en het niet is mogen gelukken, van den schuldenaar bij de invordering de noodige gegevens te verkrijgen, geeft het kantoor van bestemming hiervan kennis aan het kantoor van afzending en bewerkstelligt de afrekening op de wijze omschreven in artikel 9; het laatstgenoemde kantoor wordt op den postwissel als geadresseerde van den wissel vermeld.

HOOFDSTUK II.

Afrekening der zendingen.

Artikel 9.

Overmaking der postwissels ter afrekening en der onbetaalde waarden.

1. De wegens de ingevorderde waarden opgemaakte postwissels, alsmede de onbetaalde waarden, worden aan het kantoor van terpostbezorging toegezonden, vergezeld van het tweede gedeelte van het borderel van invordering, waarop de afrekening is gesteld overeenkomstig de bepalingen van het volgend artikel. De toezending geschiedt in een omslag, gelijk aan of overeenkomende met het bij dit Reglement gevoegd model C en het stuk behoort ambtshalve te worden aangeteekend, tenzij het geen oningevorderde waarden bevat. In dat geval worden de overtollige woorden op den omslag doorgehaald.

De postwissels ter afrekening moeten bovenaan de aanduiding: „Recouvrement" dragen.
2. Wanneer wegens de aanbieding van onbetaalde waarden van den bewaargever rechten zijn te heffen, wordt de omslag van den afdruk van den stempel T voorzien en het totaal bedrag der rechten in duidelijke cijfers op de adreszijde van den omslag vermeld.
3. In het verkeer waarbij, voor den dienst der postwissels, wordt gebruik gemaakt van de tusschenkomst van uitwisselingskantoren, geschiedt de verzending der bij paragraaf 1 bedoelde stukken eveneens door bemiddeling van die kantoren.

Artikel 10.

Afrekening.

Het tweede gedeelte van het borderel, waarop de afrekening wordt gesteld, moet in het bijzonder vermelden:
a) den afdruk van den dagteekeningstempel van het kantoor van invordering;
b) den naam en het adres van den bewaargever en den datum van terpostbezorging;
c) de namen der schuldenaars;
d) het bedrag van den postwissel en de omschrijving van de kosten; het gezamenlijk bedrag van den wissel en van de kosten moet gelijk zijn aan het bedrag der ingevorderde waarden;
e) het bedrag der ingevorderde en dat der niet ingevorderde waarden; het totaal dezer sommen moet het juiste bedrag der ter invordering gegeven waarden vormen.
Het kantoor van invordering vult de aanwijzingen aan, welke de bewaargever mocht hebben weggelaten en haalt de onnoodige aanwijzingen door.
Ontbrekende of onregelmatig opgemaakte borderellen van afrekening worden rechtstreeks van kantoor tot kantoor opgevraagd of teruggezonden.

Artikel 11.

Postwissels wegens ingevorderde waarden, waarvan de bedragen niet door de geadresseerden zijn geïnd.

De bepalingen van artikel 34 van het Reglement ter uitvoe-

ring van het Verdrag, welke betrekking hebben op de verrekeningspostwissels, zijn van toepassing op de postwissels wegens ingevorderde waarden.

Artikel 12.

Bijschrijving op eene postrekening.

Indien de geïnde bedragen op eene postrekening zijn bijgeschreven, moet de kennisgeving van bijschrijving, bestemd voor den houder van de rekening, de aanduiding: „Recouvrement" dragen.

Het kantoor van invordering stelt bovendien op het tweede gedeelte van het borderel van invordering, onder de afrekening, de aanteekening: „Porté au crédit du compte de chèques postaux Nr. .... tenu par le bureau de chèques de ....".

HOOFDSTUK III.

Terugvordering en verbetering. Nazending. Navragen.

Artikel 13.

Terugvordering van in te vorderen waarden. Verbetering van het borderel.

De bepalingen van de artikelen 41 en 42 van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag zijn van toepassing op verzoeken tot terugvordering van in te vorderen waarden of tot verbetering van het borderel van verzending. Echter moet bij elk verzoek een duplicaat van genoemd borderel worden gevoegd.

Artikel 14.

Nazending.

Indien alle in te vorderen waarden van eene zelfde zending aan een nader adres moeten worden opgezonden, gaat het kantoor, dat in staat is ze in te vorderen, te werk, alsof de waarden oorspronkelijk aan dat kantoor geadresseerd waren geweest. Op het borderel van verzending wordt de aanteekening gesteld:

„Réexpédié par le bureau de ....".

Indien slechts een gedeelte der in een zending gesloten waarden wordt nagezonden, moet het kantoor, dat met de invordering van dit deel der waarden is belast, het geïnde bedrag of de onbetaalde waarden zonder kosten toezenden aan het kantoor, waaraan het borderel is gericht geweest; uitsluitend dit laatste kantoor blijft belast met de afrekening met den afzender.

Artikel 15.

Navragen.

Ten opzichte van de navragen houden de Administratiën zich aan de bepalingen van artikel 44 van het Reglement ter uitvoering van het Verdrag.

Een duplicaat van het borderel, dat bij de waarden was gevoegd, moet door den afzender worden verstrekt, ten einde, met de navraag, aan het kantoor van bestemming te worden verzonden.

HOOFDSTUK IV.

Verschillende bepalingen.

Artikel 16.

Mededeelingen en kennisgevingen.

1. De Administratiën moeten, ten minste drie maanden alvorens de Overeenkomst in werking te doen treden, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, aan de andere Administratiën een uittreksel doen toekomen van de bepalingen harer wetten of binnenlandsche reglementen betreffende den dienst der invordering van waarden, in het bijzonder wat betreft de invordering van rente- of dividendcoupons en van afgeloste stukken.

2. Elke nadien aangebrachte wijziging moet ten spoedigste op dezelfde wijze worden medegedeeld.

Artikel 17.

Formulier. Taal.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 31, § 2, van het Verdrag wordt het formulier A (Borderel) beschouwd als formulier ten dienste van het publiek.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 18.

In werking treden en duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking op den dag, waarop de Overeenkomst betreffende de invordering van gelden op quitantiën en handelspapier in werking treedt. Het zal voor denzelfden tijd gelden als die Overeenkomst, tenzij het in gemeen overleg tusschen de betrokken partijen mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XIX.

OVEREENKOMST BETREFFENDE ABONNEMENTEN OP NIEUWSBLADEN EN TIJDSCHRIFTEN, GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, BULGARIJE, CHILI, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LETLAND, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden van de hierboven genoemde landen, gelet op artikel 3 van het Verdrag, hebben in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de volgende Overeenkomst vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Inleiding.

Artikel 1.

Regelen betreffende de invoering van den dienst tot het leveren van abonnementen.

De dienst tot het leveren door de posterijen van abonnementen op nieuwsbladen, tusschen die contracteerende landen, wier Administratiën overeenkomen zich met dezen dienst te belasten, wordt beheerscht door de bepalingen van deze Overeenkomst.

De tijdschriften worden met betrekking tot de levering van abonnementen met de nieuwsbladen gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II.

Abonnementsvoorwaarden. Porten en rechten.

Artikel 2.

Abonnementen.

De postkantoren van ieder land nemen abonnementen van het publiek aan op de nieuwsbladen, welke in de verschillende contracteerende landen worden uitgegeven en waarvan de uitgevers de tusschenkomst van de post in den internationalen dienst der abonnementen hebben aanvaard.

Zij nemen eveneens abonnementen aan op de in alle andere landen verschijnende nieuwsbladen, welke sommige Administratiën in staat mochten zijn te leveren.

Met toepassing van de bepalingen van artikel 41, § 3, van het Verdrag heeft elk land het recht om geen abonnementen toe te laten op nieuwsbladen, welke op zijn gebied van het vervoer of van de bestelling mochten zijn uitgesloten.

Artikel 3.

Prijzen van levering.

Iedere Administratie stelt de prijzen vast, waarvoor zij aan de andere Administratiën de nieuwsbladen van haar land en, eventueel, die van elken anderen oorsprong levert.

Deze prijzen mogen echter in geen geval hooger zijn dan die, welke aan geabonneerden in het binnenland worden in rekening gebracht, behoudens bijvoeging, in voorkomende gevallen, van de transit- en opslagkosten welke de Administratie, die levert, overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag moet betalen aan de Administratiën van doorvoer.

Voor de vaststelling van den prijs van levering worden de transit- en opslagkosten vooruit geraamd, waarbij de tijdstippen van uitgifte en het gemiddeld gewicht der nieuwsbladen tot grondslag worden genomen.

Artikel 4.

Abonnementsprijzen.

1. De Administratie van bestemming herleidt den prijs van levering in de munt van haar land.

Indien de Administratiën tot de Overeenkomst betreffende

de postwissels zijn toegetreden, geschiedt de herleiding naar den maatstaf, welke voor de postwissels van toepassing is, tenzij door haar omtrent een gemiddelden maatstaf van herleiding wordt overeengekomen.

2. De Administratie van bestemming stelt den prijs vast, welken de abonné moet betalen, door bij den prijs van levering zoodanig port, commisseloon of bestelgeld te voegen, als zij noodig acht te berekenen; deze kosten mogen echter niet hooger zijn dan die, welke voor de abonnementen in het binnenland worden geheven. Zij voegt er, daarenboven, het zegelrecht bij, dat door de wetgeving van haar land mocht worden vereischt.

3. De abonnementsprijs is invorderbaar op het oogenblik der bestelling en voor den geheelen duur van het abonnement.

Artikel 5.

Prijswijzigingen.

De prijswijzigingen moeten ten minste één maand vóór het begin van het tijdvak, waarop zij betrekking hebben, aan het Hoofdbestuur van het land van bestemming of aan een daarvoor bijzonder aangewezen kantoor worden opgegeven. Zij zijn van toepassing op de abonnementen, welke voor dat tijdvak worden genomen, maar niet op de abonnementen, welke op het oogenblik van de opgave der nieuwe prijzen loopende zijn.

Artikel 6.

Bijgevoegde gedrukte stukken.

Voor de prijscouranten, prospectussen, reclamebiljetten, enz., welke in een nieuwsblad zijn gelegd, maar daarvan geen wezenlijk deel uitmaken, is het port der gedrukte stukken verschuldigd; dit port moet op den band, den omslag, of het gedrukte stuk zelf door middel van postzegels of afdrukken van frankeermachines worden voldaan.

Artikel 7.

Abonnementstijdvakken. Niet tijdig gevraagde abonnementen.

1. De abonnementen kunnen alleen worden genomen voor de in de officiëele lijsten opgegeven tijdvakken.

2. De geabonneerden, die hun aanvrage niet tijdig genoeg hebben ingediend, hebben geenerlei recht op de sedert het begin van het abonnement verschenen nummers.

Artikel 8.

Doorloopen van de abonnementen in geval van beëindiging van den dienst.

Wanneer een land zijn deelneming aan de Overeenkomst beëindigt moeten de loopende abonnementen op de vastgestelde voorwaarden worden geleverd, totdat de termijn, waarvoor zij zijn aangevraagd, is verstreken.

Artikel 9.

Rechtstreeks door de uitgevers aangenomen abonnementen.

De Administratiën kunnen in gemeen overleg de uitgevers machtigen om hunnerzijds abonnementen aan te nemen en de adressen van de geabonneerden rechtstreeks aan het postkantoor in de plaats van uitgifte van de bladen mede te deelen. Deze wijze van handelen is slechts toegelaten, indien de geabonneerde daarmede instemt.

In dit geval moet de uitgever den abonnementsprijs invorderen en de aan de betrokken Administratiën verschuldigde vergoedingen voldoen aan de Administratie van de plaats van uitgifte, welke zich belast met de verdeeling van deze vergoedingen.

HOOFDSTUK III.

Nazending. Klachten. Verantwoordelijkheid.

Artikel 10.

Nazending.

1. In geval van verandering van woonplaats kunnen de geabonneerden verkrijgen, dat het nieuwsblad wordt verzonden aan hun nieuw adres, hetzij binnen het land van oorspronkelijke bestemming, hetzij in een ander contracteerend land. Het is geoorloofd uit dezen hoofde een bijzonder recht te heffen, hetwelk in het tweede geval vooraf geheven wordt door de Administratie van nieuwe bestemming en niet meer mag bedragen dan een frank per kwartaal.

Bovenstaande bepaling is eveneens van toepassing op

nieuwsbladen, waarop een abonnement, dat is genomen voor het land van uitgifte, wordt overgeschreven naar een ander contracteerend land.

2. Indien de geabonneerde zijn woonplaats naar een niet toegetreden land overbrengt, worden de nummers, hetzij door den uitgever, hetzij door het kantoor van eerste bestemming, nadat vooraf de frankeerkosten door den geabonneerde zijn voldaan, behoorlijk gefrankeerd aan het persoonlijk adres van den geabonneerde verzonden.

Artikel 11.

Klachten.

De Administratiën zijn gehouden, zonder kosten voor de geabonneerden, gevolg te geven aan elke gegronde klacht betreffende vertragingen of onregelmatigheden, van welken aard ook, in den dienst der abonnementen.

Artikel 12.

Verantwoordelijkheid.

De Administratiën nemen geenerlei verantwoordelijkheid op zich ten aanzien van de lasten en verplichtingen van de uitgevers. Zij zijn tot geenerlei terugbetaling verplicht indien de uitgifte van een nieuwsblad gedurende den loop van het abonnement wordt gestaakt of geschorst.

HOOFDSTUK IV.

Comptabiliteit.

Artikel 13.

Toekenning van de porten en rechten.

Behoudens de uitzondering, bedoeld in artikel 9, behoudt elke Administratie geheel de porten en rechten, die zij boven den prijs van levering heeft geheven.

Artikel 14.

Rekeningen.

1. De rekeningen wegens de geleverde en aangevraagde abonnementen worden driemaandelijks opgemaakt en door de Administratie, die te betalen heeft, binnen den bij het Reglement vastgestelden termijn voldaan in de wettige munt

van het land, dat te ontvangen heeft. Tenzij anders is overeengekomen, wordt de kleinste vordering in de munt van de grootste vordering herleid, overeenkomstig artikel 27 van de Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.

2. Tenzij anders is overeengekomen, heeft de betaling van het saldo plaats per postwissel. De te dien einde opgemaakte postwissels zijn aan geenerlei recht onderworpen en mogen het bij de genoemde Overeenkomst bepaalde maximum overschrijden.

3. Wegens achterstallige betalingen is een rente naar reden van zeven ten honderd 's jaars verschuldigd ten voordeele van de Administratie, die te vorderen heeft.

HOOFDSTUK V.

Verschillende bepalingen.

Artikel 15.

Uitwisselingskantoren.

De dienst der abonnementen wordt uitgevoerd door bemiddeling van door iedere Administratie aan te wijzen uitwisselingskantoren.

Artikel 16.

Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van het Verdrag.

De bepalingen van algemeenen aard van de Titels I en II van het Verdrag zijn van toepassing op deze Overeenkomst, met uitzondering echter van de voorschriften, vervat in artikel 7.

Artikel 17.

Goedkeuring van voorstellen, ingediend in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

Om te kunnen worden ten uitvoer gelegd, moeten de voorstellen, gedaan in den tijd tusschen de bijeenkomsten (artt. 18 en 19 van het Verdrag), op zich vereenigen:

a) alle stemmen, wanneer zij een bijvoeging van nieuwe bepalingen of een wijziging van de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 8, 11 tot en met 15, 17 en 18 van de Over-

eenkomst, en 1 tot en met 5 en 15 van het daarbij behoorend Reglement betreffen;

b) twee derden der stemmen, wanneer zij een wijziging van de bepalingen van de artikelen 6, 8, 9, 12 en 13 van het Reglement betreffen;

c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij betreffen een wijziging van de andere artikelen van de Overeenkomst en van het daarbij behoorend Reglement, alsmede de uitlegging van de bepalingen van de Overeenkomst en van het Reglement, behoudens het geval van geschil, dat aan scheidsrechterlijke uitspraak is te onderwerpen.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 18.

In werking treden en duur van de overeenkomst.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den 1sten October 1925 en blijft gedurende een onbepaalden tijd van kracht.

In oirkonde hiervan hebben de Gevolmachtigden der hierboven genoemde landen deze Overeenkomst in enkelvoud onderteekend, zullende dit stuk in de Archieven van de Zweedsche Regeering worden bewaard en in afschrift aan iedere Partij worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)

XX.

REGLEMENT TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE ABONNEMENTEN OP NIEUWSBLADEN EN TIJDSCHRIFTEN GESLOTEN TUSSCHEN ALBANIË, DUITSCHLAND, DE ARGENTIJNSCHE REPUBLIEK, OOSTENRIJK, BELGIË, BOLIVIA, BULGARIJE, CHILI, DE REPUBLIEK COLUMBIA, DE REPUBLIEK CUBA, DENEMARKEN, DE VRIJE STAD DANZIG, EGYPTE, SPANJE, DE SPAANSCHE KOLONIËN, ESTLAND, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIË, GRIEKENLAND, DE REPUBLIEK HONDURAS, HONGARIJE, ITALIË, DE GEZAMENLIJKE ITALIAANSCHE KOLONIËN, LETLAND, LITAUEN, LUXEMBURG, MAROKKO (MET UITZONDERING VAN DE SPAANSCHE ZONE), MAROKKO (SPAANSCHE ZONE), NOORWEGEN, NEDERLAND, POLEN, PORTUGAL, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AFRIKA, DE PORTUGEESCHE KOLONIËN IN AZIË EN OCEANIË, ROEMENIË, DE REPUBLIEK SAN-MARINO, HET SAARGEBIED, HET KONINKRIJK DER SERVIËRS, KROATEN EN SLOVENEN, ZWEDEN, ZWITSERLAND, TSJECHOSLOWAKIJE, TUNIS, TURKIJE, URUGUAY EN DE VEREENIGDE STATEN VAN VENEZUELA.

De Ondergeteekenden, gelet op artikel 4 van het Algemeen Postverdrag, gesloten te Stockholm den 28sten Augustus 1924, hebben, namens hun Administratiën, in gemeen overleg, ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften, de navolgende regelen vastgesteld:

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Uitwisselingskantoren.

Iedere Administratie deelt aan elk van de andere Administratiën mede, welke uitwisselingskantoren zij voor haar onderling verkeer heeft aangewezen.

Deze kantoren staan, voor alles wat den dienst der abonnementen betreft, rechtstreeks met elkaar in briefwisseling.

Artikel 2.

Lijst der nieuwsbladen. Verboden nieuwsbladen.

1. De Administratiën doen elkander wederkeerig de lijst (het hierbij gevoegd model A) toekomen van de nieuwsbladen, waarop door haar tusschenkomst abonnementen kunnen worden geleverd, met aanwijzing van de abonnementsvoorwaarden, het gemiddeld gewicht in grammen van elk nieuwsblad en de prijzen van levering, transit- en opslagkosten daaronder begrepen. De prijzen van levering worden uitgedrukt in wettige munt van het land, dat de nieuwsbladen levert. De wijzigingen, welke in deze lijst moeten worden aangebracht, moeten onmiddellijk worden medegedeeld.

2. De Administratiën doen elkander bovendien mededeeling van de verboden nieuwsbladen.

Artikel 3.

Algemeen tarief voor de nieuwsbladen.

Iedere Administratie maakt, met behulp van de ingevolge het vorige artikel verstrekte lijsten, een algemeen tarief op, voor ieder land aanwijzende de nieuwsbladen, de abonnementsvoorwaarden en de door den geabonneerde te betalen prijzen. Deze prijzen, vastgesteld overeenkomstig artikel 4 van de Overeenkomst, worden uitgedrukt in de wettige munt van het land, dat het tarief uitgeeft.

Artikel 4.

Abonnementstijdvakken.

1. De abonnementen gaan in:
die voor een jaar, den 1sten Januari;
die voor zes maanden, den 1sten Januari en den 1sten Juli;
die voor drie maanden, den 1sten Januari, den 1sten April, den 1sten Juli en den 1sten October.

Uitzonderingen op dezen regel zijn toegelaten ten opzichte van uitgaven, welke bij tusschenpoozen of tijdelijk verschijnen; men abonneert zich daarop voor den duur der verschijning, zonder aan de bovengenoemde data te zijn gebonden.

2. De Administratiën kunnen zich verstaan omtrent het toelaten van abonnementen voor veertien dagen, voor een maand, voor anderhalve maand, voor twee maanden en voor twee en een halve maand.

3. De betrokken Administratiën verleenen haar tusschenkomst aan geabonneerden die hun aanvrage niet tijdig genoeg hebben ingediend en den wensch te kennen geven om zoo mogelijk de reeds verschenen nummers te ontvangen.

HOOFDSTUK II.

Uitvoering van de aanvragen om abonnement.

Artikel 5.

Lijst van aanvragen om abonnement.

1. Tegen het einde van elk kwartaal worden door de kantoren van uitwisseling de aanvragen om abonnement, welke hun uit het binnenland zijn toegezonden, verzameld op een lijst, gelijk aan het hierbij gevoegde model B. Deze lijst moet op het correspondeerend kantoor van uitwisseling zoo tijdig worden ontvangen, dat de abonnementen kunnen worden geleverd op den datum, waarop zij aanvangen.

Voor de aanvragen, welke na de verzending van de algemeene lijst inkomen, worden afzonderlijke lijsten opgemaakt. Ditzelfde geldt voor de aanvragen, welke buiten de gewone tijdstippen van vernieuwing worden gedaan.

2. Deze lijsten worden voorzien van een jaarlijks doorloopend volgnummer. Aan het slot van elke lijst komt een herhaling voor van de vroegere aanvragen, in dier voege, dat zij, voor elk nieuwsblad, het gezamenlijk aantal van de op aanvrage van een zelfde uitwisselingskantoor te leveren abonnementen vermeldt.

Artikel 6.

Verzending van de nieuwsbladen.

1. De nieuwsbladen worden verzonden in pakken, welke, òf rechtstreeks aan de kantoren van bestemming, òf alle te zamen aan met de doorzending belaste kantoren worden gericht, al naar de Administratiën overeenkomen. De pakken

moeten zijn voorzien van het opschrift „Abonnements-poste" of van een aanwijzing van gelijke beteekenis.

2. Bij wijze van uitzondering moeten de nieuwsbladen worden voorzien van een kruisband, met het adres van de geabonneerden, wanneer de kantoren van uitwisseling van het land van bestemming dit vragen. In voorkomende gevallen deelen deze kantoren aan de uitwisselingskantoren van het land van oorsprong de namen en adressen der geabonneerden mede.

De kruisbanden moeten eveneens het opschrift „Abonnements-poste" dragen.

De kosten van het aanbrengen van de kruisbanden om de nieuwsbladen kunnen door de Administratie van afzending in rekening worden gebracht aan de Administratie van bestemming.

Artikel 7.

Abonnementen op nieuwsbladen, welke niet in de lijst voorkomen.

Wanneer een abonnement wordt gevraagd op een nieuwsblad, dat niet in de lijst voorkomt, wendt het betrokken uitwisselingskantoor zich tot het uitwisselingskantoor waarmede het in verbinding staat, teneinde de noodige inlichtingen te verkrijgen. Niettemin kan onmiddellijk aan het verzoek om abonnement worden gevolg gegeven, onder voorbehoud van nadere afrekening met den belanghebbende, die, zoo noodig, onderpand zal moeten stellen.

Artikel 8.

Onregelmatigheden.

Van vertragingen, van het ongeregeld ontvangen, van verkeerde verzendingen of van onregelmatigheden, van welken aard ook, welke in den dienst der abonnementen voorkomen, wordt onmiddellijk kennis gegeven, hetzij aan het uitwisselingskantoor of, indien daartoe aanleiding bestaat, aan het kantoor van oorsprong, hetzij aan de Hoofdbesturen, die dit verzocht hebben.

Aan klachten wordt zonder verwijl gevolg gegeven.

Artikel 9.

Onderbroken of gestaakte uitgifte.

Wanneer de uitgifte van een nieuwsblad door den uitgever wordt onderbroken of gestaakt verleenen de Administratiën haar tusschenkomst, teneinde, zoo mogelijk, terugbetaling aan de geabonneerden te verkrijgen van den abonnementsprijs voor het tijdvak, waarin het blad niet is geleverd.

Artikel 10.

Rechtstreeks door de uitgevers aangenomen abonnementen.

De uitgevers, die rechtstreeks abonnementen hebben aangenomen, maken voor elk kantoor, door hetwelk de bladen aan de geabonneerden zullen worden afgeleverd, lijsten van levering volgens het hierbijgevoegde model D op, vermeldende op duidelijke en nauwkeurige wijze en in alphabetische volgorde den naam, het beroep en het adres van de geabonneerden. Zij brengen voor elk land van bestemming en in alphabetische volgorde van de kantoren, door welke de bladen aan de geabonneerden zullen worden afgeleverd, alle lijsten van levering betreffende hetzelfde nieuwsblad en hetzelfde abonnementstijdvak over op een verzamelstaat volgens het hierbijgevoegde model E. Deze staat wordt, vergezeld van de lijsten van levering die er betrekking op hebben, door tusschenkomst van het uitwisselingskantoor van het land van oorsprong van de nieuwsbladen toegezonden aan het correspondeerende uitwisselingskantoor, dat de lijsten van levering verdeelt over de betrokken kantoren, welke de nieuwsbladen aan de geabonneerden zullen hebben af te leveren.

Artikel 11.

Nazending.

Als de overschrijving van een nieuwsblad wordt gevraagd tusschen landen, die tot de Overeenkomst zijn toegetreden, brengt het betrokken uitwisselingskantoor het verzoek over aan het correspondeerende uitwisselingskantoor van het land, waar het blad wordt uitgegeven. Dit kantoor verwittigt op zijn beurt het correspondeerende uitwisselingskantoor van het land van nieuwe bestemming.

HOOFDSTUK III.

Comptabiliteit.

Artikel 12.

Driemaandelijksche rekeningen.

1. Tenzij anders is overeengekomen maakt elk kantoor van uitwisseling, zoodra de bestellingen voor een kwartaal als afgeloopen kunnen worden beschouwd en uiterlijk den 20sten van de tweede maand van het kwartaal, voor het kantoor waarmede het in verbinding staat een bijzondere rekening (model C) op, welke, indien dit kantoor het wenscht, vergezeld gaat van de lijsten van aanvragen als bewijsstukken. Het schrijft op deze rekening, in alphabetische volgorde en gerangschikt naar het tijdvak van abonnement, te beginnen met het kortste tijdvak, alle nieuwsbladen in, welke zijn geleverd sedert het opmaken van de vorige rekening. Zoo noodig kan in den loop van de derde maand van het kwartaal een aanvullingsrekening worden opgemaakt.

De abonnementen, na het opmaken van de bijzondere en, in voorkomende gevallen, van de aanvullingsrekening aangevraagd, worden op de rekening van het volgende kwartaal gebracht.

2. De bedragen verschuldigd voor de levering van losse nummers van nieuwsbladen aan de geabonneerden of voor het toezenden van nieuwsbladen ingeval geabonneerden hun woonplaats hebben overgebracht naar een niet toegetreden land, worden, tenzij anders is overeengekomen, voor de verevening opgenomen in de driemaandelijksche rekeningen. Hetzelfde geldt voor de vergoedingen verschuldigd wegens de rechtstreeks door de uitgevers aangenomen abonnementen.

Artikel 13.

Verevening. Voorschotten.

1. Tenzij anders is overeengekomen worden de van weerszijden opgemaakte rekeningen onderzocht en verevend vóór het einde van het kwartaal, waarop zij betrekking hebben. Deze termijn wordt verlengd met 4 maanden voor de landen buiten Europa.

Verschillen worden in de volgende driemaandelijksche rekening geregeld.

2. Zoo noodig kunnen maandelijksche betal'ngen bij voorschot worden gevorderd.

HOOFDSTUK IV.

Verstrekking van gegevens.

Artikel 14.

Verstrekking van gegevens.

1. De Administratiën moeten, ten minste drie maanden voor het in werking stellen van de Overeenkomst, aan de andere Administratiën door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, een uittreksel doen toekomen van de bepalingen harer wetten of reglementen voor den dienst der abonnementen in het binnenland.

2. Elke latere wijziging moet zonder verwijl op dezelfde wijze worden medegedeeld.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 15.

In werking treden en duur van het Reglement.

Dit Reglement treedt in werking met den dag, waarop de Overeenkomst betreffende de levering van abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften in werking treedt.

Het zal voor denzelfden tijd als deze Overeenkomst gelden, tenzij het door de betrokken Partijen in gemeen overleg mocht worden vernieuwd.

Gedaan te Stockholm, den 28sten Augustus 1924.

(Volgen de onderteekeningen.)